

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'HOTEL-DIEU DE LYON

ET LE

DÉPARTEMENT DU RHONE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS-SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le Samedi 29 Juin 1912, à 4 h. de l'après-midi

PAR

PIERRE ASTIER

Avocat à la Cour d'appel de Lyon

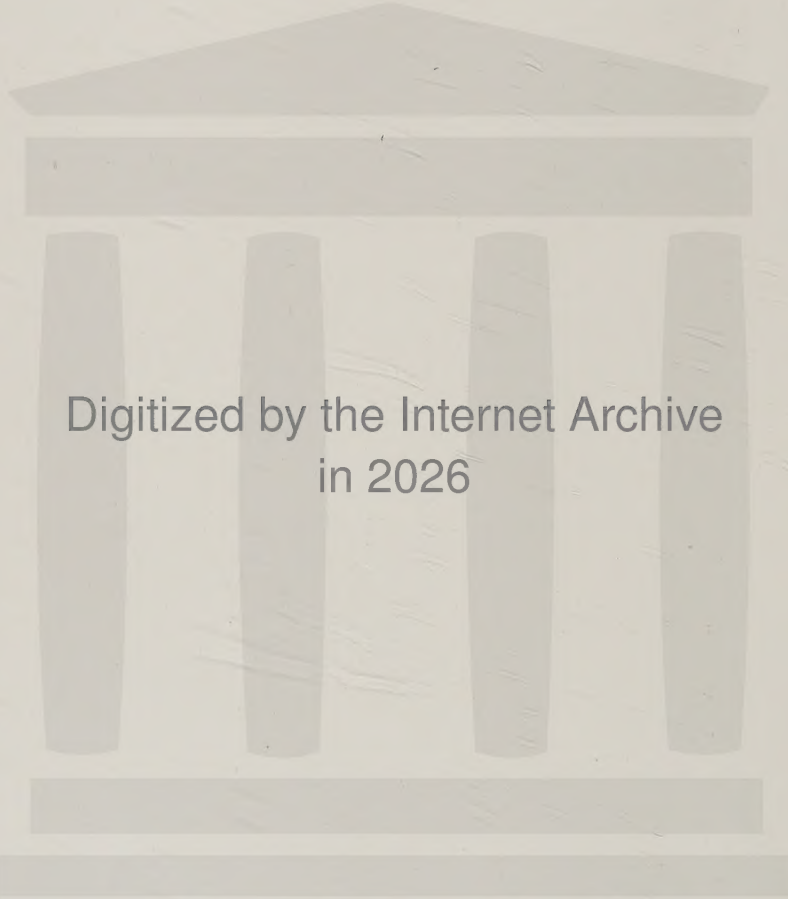
Lauréat de la Faculté de Droit

LYON

IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE & Cie

14, rue Bellecordière, 14

—
1912



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

L'HOTEL-DIEU DE LYON

ET LE

DÉPARTEMENT DU RHONE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS-SCIENCES JURIDIQUES)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le Samedi 29 Juin 1912, à 4 h. de l'après-midi

PAR

PIERRE ASTIER

Avocat à la Cour d'appel de Lyon

Lauréat de la Faculté de Droit



LYON

IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE & C^{ie}

14, rue Bellecordière, 14

1912

UNIVERSITE DE LYON

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM.

CAILLEMER (E.), C. ✱, I. ✱, doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. ✱, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ✱, professeur honoraire.

FLURER, I. ✱, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ✱, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ✱, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ✱, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ✱, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ✱, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

BROUILHET, I. ✱, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. ✱, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. ✱, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ✱, professeur d'Histoire des Doctrines économiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ✱, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ✱, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. APPLETON (Jean), professeur.

Assesseurs : $\left\{ \begin{array}{l} \text{M. LAMEIRE, professeur.} \\ \text{M. E. LÉVY, professeur.} \end{array} \right.$

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A M. PAUL FERON-VRAU

En témoignage de respectueuse gratitude

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

Comment s'est posée la question

La loi du 15 juillet 1893, qui créait en France l'assistance médicale gratuite et, peut-on ajouter, obligatoire, suscita de grosses difficultés entre le département du Rhône et le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon. Vingt ans sont presque écoulés et les difficultés ne sont point dissipées. Vivement discutées tout d'abord, elles demeurèrent par la suite à l'état latent, grâce à un *modus vivendi* qui n'engageait personne, mais remettait à un perpétuel lendemain la solution d'une question assez intéressante et assez grave cependant pour qu'on l'eût immédiatement et définitivement réglée. Chacun restait sur ses positions et c'est à peine si, de temps à autre, quelques lettres étaient échangées ou quelques vœux platoniques votés, comme pour garder le contact. Depuis, le conflit a pris une tournure

plus aiguë. Nous allons essayer d'en faire l'historique et de le préciser.

La loi de 1893 impose aux hôpitaux l'obligation de recevoir gratuitement les malades indigents de la commune sur le territoire de laquelle ces établissements sont situés. Quant aux malades des autres communes, les hôpitaux ne sont tenus de les recevoir qu'à deux conditions : d'abord, que par décision du Conseil général du département, la commune ait été rattachée à l'hôpital ou le malade est envoyé et, ensuite, que cette commune, dans laquelle le malade a son domicile de secours, se soit engagée à payer les frais de séjour de l'indigent dans l'hôpital.

Tel est le principe. Nous donnerons plus tard quelques explications (1) ; mais, pour l'instant, il suffit de le connaître pour comprendre les difficultés qu'il suscita.

Le Conseil général des Hospices civils de Lyon semblait en droit de décider que, en règle générale, seuls les malades indigents, ayant leur domicile de secours à Lyon, seraient admis gratuitement dans les établissements dont il avait la charge. Mais c'était, disait-on, une très ancienne coutume que l'Hôtel-Dieu, le plus important de ces établissements, fût ouvert à tout malade qui se présentait, sans qu'on se préoccupât du domicile de secours. L'Hôtel-Dieu hospitalisait gratuitement les malades de Lyon,

(1) V. la 3^{me} partie.

ceux du département du Rhône, ceux des autres départements et même des étrangers. La question était de savoir si cette antique coutume serait maintenue et si elle devait l'être ; en d'autres termes, le Conseil d'administration des Hospices pouvait-il, même à l'Hôtel-Dieu, appliquer la nouvelle loi ou était-il obligé, par la constitution de cet établissement, d'y exercer une hospitalité sans limites territoriales ?

La loi du 5 juillet 1893 devenait exécutoire le 1^{er} janvier 1895. Le 26 juillet 1894, M. Sabran, président du Conseil d'administration des Hospices, adressait à M. Rivaud, préfet du Rhône, une lettre dans laquelle il précisait la manière de voir du Conseil. Nous reproduisons *in extenso* ce document qui posait un problème juridique, à l'heure actuelle non encore résolu (1).

Monsieur le Préfet,

La loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite devant être appliquée à partir du 1^{er} janvier 1895, va inaugurer sur toute l'étendue du territoire un ordre de choses nouveau, qui modifiera profondément les conditions dans lesquelles l'assistance hospitalière sera désormais pratiquée.

Au nom du Conseil général d'administration des Hospices, j'ai l'honneur de vous informer, Monsieur le Préfet,

(1) Tous les documents, cités dans ce chapitre, sans aucune autre référence, nous ont été fort aimablement communiqués par M. Rabatel, secrétaire général du Conseil d'administration, et par M. Gouachon, inspecteur-contrôleur des Hospices civils de Lyon.

qu'à partir du 1^{er} janvier 1895, nous entrerons dans le droit commun et nous n'admettrons plus gratuitement dans nos services de l'Hôtel-Dieu et de nos autres hôpitaux que les malades qui justifieront d'un domicile de secours dans la commune de Lyon, conformément à l'article 6 de la loi du 15 juillet 1893, et les individus privés de ressources qui tomberont malades dans la commune de Lyon, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 7 août 1851.

Nous respecterons scrupuleusement les droits résultant d'actes de fondation, comme le prescrit l'article 25 de la loi du 15 juillet 1893, actes du reste peu nombreux.

Mais nous tenons à bien faire connaître, avant les réunions des Conseils généraux, notre intention formelle de réclamer, pour notre administration, le bénéfice de la loi nouvelle, et notre volonté bien arrêtée de ne plus hospitaliser gratuitement à l'Hôtel-Dieu les malades qui seraient adressés par les communes autres que la commune de Lyon.

En vertu d'une ancienne et généreuse tradition, basée sur l'usage, mais ne reposant sur aucun texte, sur aucune fondation, notre administration admettait gratuitement jusqu'ici, dans les services de l'Hôtel-Dieu, des malades étrangers à la ville de Lyon. Cet usage, qui pouvait se justifier naguère, alors qu'il n'existait pas d'établissements hospitaliers dans la région et que les moyens restreints de communication ne permettaient pas de faire subir aux malades de longs transports, n'a plus raison d'être aujourd'hui et entraîne les abus les plus criants.

Actuellement, les services de l'Hôtel-Dieu sont encombrés de malades dont plus de la moitié n'appartiennent pas à la commune de Lyon. Tous les jours, des malades de Lyon sont refusés à la porte de l'Hôpital parce que la plupart des lits sont occupés par des malades qui sont étrangers à la commune et qui, souvent, viennent de communes où il existe un hôpital.

La facilité avec laquelle nous admettons les étrangers

portait un grand préjudice aux malades de la ville et constituait, pour une foule de municipalités, un moyen trop commun de se dérober au devoir de l'assistance.

Cet état de choses, auquel nous étions décidés à porter remède, prend fin naturellement et légalement par l'application de la loi nouvelle, qui fait de l'assistance hospitalière une charge communale.

En conséquence, et pour qu'il n'y ait aucune surprise, dont les malades indigents seraient les premières victimes, nous vous prions de porter à la connaissance du Conseil général du Rhône et des maires des communes du département autres que la commune de Lyon, qu'à partir du 1^{er} janvier 1895, nous n'admettrons plus dans les services de l'Hôtel-Dieu, les malades provenant des communes voisines, à moins que, par délibération du Conseil général, le rattachement de nos hôpitaux à ces communes n'ait été prononcé conformément à l'article 4 de la nouvelle loi, que le prix de journée n'ait été réglé par votre arrêté, conformément à l'article 24, et que les malades ne soient porteurs du certificat signé par le médecin et contresigné par le président du bureau d'assistance conformément à l'article 3.

Vous apprécierez, Monsieur le Préfet, les motifs de notre détermination, et nous sommes convaincus que vous les approuverez sans restriction.

Il n'est pas douteux, en effet, que si nous restions en dehors du droit commun, nous encouragerions les communes à se soustraire à l'obligation légale que vient de leur imposer la loi, et nous succomberions sous la charge écrasante que l'hospitalisation des étrangers nous impose.

Je me permettrai de vous rappeler que, depuis quatre ans, nous ne pouvons plus équilibrer nos budgets, qu'un grand nombre de malades domiciliés à Lyon ne peuvent pas être admis à l'Hôtel-Dieu par le fait de l'encombrement des services et qu'en faisant le calcul des prix de journée des malades étrangers à la commune de Lyon et hospitalisés gra-

tuitement, nous arrivons à une charge que nos ressources sont incapables de supporter.

Il suffit d'énoncer de pareils faits pour démontrer que nous serions coupables de persévérer dans cette tradition, aujourd'hui qu'une loi assure à tout Français malade indigent l'assistance hospitalière et en impose la charge aux communes, aux départements et à l'Etat.

En nous plaçant en dehors de la loi, nous compromettrions notre avenir en épuisant rapidement nos ressources, nous causerions un préjudice grave à nos compatriotes et nous nous mettrions en opposition directe avec le but du législateur, qui a voulu désormais que le soin des malades fût une charge communale.

Veuillez agréer, etc...

Signé: H. SABRAN.

L'opinion du Conseil d'Administration des Hospices était fort nette: application de la loi du 15 juillet 1893, refus d'admettre gratuitement tout malade qui n'aurait pas son domicile de secours à Lyon, sauf la réserve imposée par l'article 1^{er} de la loi de 1851 et relative aux individus privés de ressources tombés malades sur le territoire de cette commune. Quelques jours après, le 2 août, M. Sabran, dans une nouvelle lettre, priait M. le Préfet du Rhône d'informer les préfets des départements voisins de la décision qu'avait prise le Conseil d'Administration des Hospices. Cette décision fut portée à la connaissance des Conseils généraux intéressés et il semble qu'aucune difficulté ne s'est élevée entre ces assemblées et le Conseil d'Administration des Hospices.

Il n'en fut pas de même dans le département du

Rhône, dont le Conseil général fit entendre de véhémentes protestations.

Au cours de la session extraordinaire de janvier 1895, le Conseil eut à s'occuper de l'organisation de l'assistance médicale gratuite. M. Lagrange, conseiller général du canton de Neuville, essaya, dans un long rapport, d'établir les droits du département du Rhône sur l'Hôtel-Dieu de Lyon (1).

M. Lagrange avait un but précis : démontrer que l'Hôtel-Dieu était un Hôpital Général, et, pour M. Lagrange, un Hôpital Général était un hôpital ouvert à tout malade, sans distinction de lieu d'origine.

Le conseiller de Neuville rapportait la tradition, selon laquelle l'Hôtel-Dieu aurait été fondé, au VI^e siècle, par le roi Childebert et la reine Ultrogothe, et selon laquelle aussi la constitution de cet établissement aurait été fixée par le quinzième Canon du cinquième Concile d'Orléans. Ce texte imposerait à l'Hôtel-Dieu l'obligation de recevoir tout malade qui se présente.

M. Lagrange montrait comment cette obligation s'était perpétuée à travers les siècles. Il constatait que les rois de France avaient accordé à l'Hôtel-Dieu de nombreux privilèges, parce que c'était un Hôpital Général, et que des lettres-patentes, ainsi que d'autres documents, affirmaient que cet établissement était ouvert, non point seulement aux pauvres mala-

(1) *Cons. Gén. du Rhône, ses. extr. du 21 janv. 1895, procès-verbaux des séances*, p. 55.

des de Lyon, mais indistinctement à tous les malades. Il constatait aussi que les ressources servant à l'entretien de cet hôpital provenaient de la générosité d'étrangers comme de Français, et cela lui paraissait corroborer fortement son opinion.

M. Lagrange insistait sur la période révolutionnaire, sans doute parce qu'il estimait qu'alors le département du Rhône avait acquis, vis-à-vis de l'Hôtel-Dieu, un certain droit de préférence. Fréquemment, à cette époque, le Conseil général de Rhône-et-Loire se préoccupa des affaires de l'Hôtel-Dieu.

Enfin, M. Lagrange s'efforçait de prouver que les lois de 1851 et de 1893 sur les hospices et les hôpitaux ne s'appliquaient pas à l'Hôtel-Dieu de Lyon, lequel, comme par le passé, devait continuer à vivre sous un régime exceptionnel.

Nous n'insistons pas davantage sur le rapport de M. Lagrange, car tous les documents qu'il cite et toutes les idées qu'il émet, nous les retrouverons au cours de cet ouvrage.

Le Conseil général, composé en grande majorité de représentants des communes rurales, se laissa aisément impressionner par ce rapport et la délibération suivante fut prise à une grosse majorité :

Le Conseil général du Rhône,

Considérant que, de tout temps, l'Hôtel-Dieu de Lyon a été un Hôpital Général et que la prétention des administrateurs de cet hospice d'exclure, à l'avenir, les malades qui, jusqu'à ce jour, avaient été admis gratuitement, occasionne-

rait un grave préjudice aux communes et au département du Rhône.

Invite l'administration préfectorale à entrer en pourparlers avec les Hospices de Lyon, afin d'obtenir d'eux, en ce qui concerne les malades ayant leur domicile de secours dans le département du Rhône, qu'il ne soit rien changé aux conditions d'admission pratiquées jusqu'à ce jour.

En cas de refus de la part de ces hôpitaux, M. le Préfet reçoit le mandat de les y contraindre par tous les moyens de droit.

Le Conseil général surseoit à délibérer sur l'organisation de la nouvelle loi jusqu'à la terminaison du litige.

Le Conseil d'Administration des Hospices répondit par un mémoire (1) destiné à réfuter les arguments de M. Lagrange. De leur côté, quelques maires adressaient à toutes les municipalités du département une lettre-circulaire pour les inviter à protester contre la décision de ce même Conseil d'Administration (2). Le conflit s'aggravait.

(1) Ce mémoire a été publié, avec deux ou trois autres documents, sous le titre : *Quelques notes relatives à l'Hôtel-Dieu de Lyon*.

(2) Cette lettre était signée par MM. Renaud, maire de Saint-Genis-Laval; Normand, maire d'Oullins; Combe, maire de la Mulatière; Rouillet, maire de Brignais; Assada, maire de Soucieu-en-Jarret; Permillieux, maire de Pierre-Bénite; Brunet, maire de Vernaison; Dominget, maire de Chaponost, et Robin, maire de Vourles. Elle proposait à tous les conseils municipaux du département de prendre une délibération dont voici le dispositif :

« Le Conseil,

« Proteste de tout son pouvoir contre cette tentative de spoliation (il s'agit, bien entendu, de la décision du Conseil

Peu après, cependant, le Conseil des Hospices décidait, par esprit de conciliation, que les malades des communes rurales du département seraient, comme par le passé, reçus gratuitement à l'Hôtel-Dieu. Ce n'était là qu'une décision provisoire, les Hospices n'abandonnant rien de leurs droits et se réservant, pour le jour où leur ressources seraient insuffisantes, toutes latitudes pour exiger que les communes rurales payassent les frais d'hospitalisation de leurs malades.

Ainsi s'établit un *modus vivendi*, en somme à l'avantage des communes rurales, mais qui ne reposait sur aucune convention écrite et laissait subsister le litige.

Cette sorte de trêve, que maintenait la crainte, éprouvée par chacune des parties adverses, d'engager un procès dont l'issue paraissait incertaine, fut à peine troublée en 1897, par un vœu du Conseil municipal de Lyon voté le 10 janvier. Le Conseil invita « le maire à mettre l'administration des Hospices en demeure d'appliquer la loi du 15 juillet 1893 » (1).

d'Administration des Hospices), invite le Conseil général du Rhône, représentant les intérêts des communes, à résister énergiquement aux prétentions de la Ville de Lyon et du Conseil d'Administration des Hospices Civils, unis dans la même action, et, dans le cas où les communes n'obtiendraient pas gain de cause contre elles, le Conseil émet le vœu qu'il soit créé, dans le délai le plus rapproché possible, un hospice départemental. »

(1) *Bull. mun. off., procès-verbaux des séances*, 1897, 1^{er} sem., p. 62.

Ce vœu devait rester platonique : c'est le sort le plus ordinaire des vœux émis par les Assemblées municipales ou départementales.

Cependant, le Conseil municipal s'étant plaint que l'assistance aux incurables ne fût pas assez largement pratiquée à l'Hôtel-Dieu, M. Sabran, par une lettre en date du 13 février, répondit avec raison que la loi de 1893 ne visait nullement cette catégorie de malades. M. Sabran ajoutait : « En l'état de la législation, nous estimons que le Conseil municipal ne peut pas exiger davantage de notre administration et que, s'il y a des lits vacants dans les hôpitaux, nous avons le droit d'admettre même gratuitement des malades étrangers à la commune, si nos ressources le permettent, conformément à l'autorisation donnée à tous les hospices de France par l'article 4 de la loi du 7 août 1851 (1) ».

En fait, l'administration des hospices tenait ce langage : « D'après l'article 4 de la loi de 1851, nous pouvons, dans la mesure des lits disponibles et de nos ressources, hospitaliser qui bon nous semble ; mais, d'autre part, en vertu de la loi de 1893, nous pourrions, le cas échéant, n'admettre gratuitement que les seuls malades de l'agglomération lyonnaise. » Depuis, la ligne de conduite adoptée par le Conseil des Hospices, n'a jamais varié.

Jusqu'en 1904, aucune nouvelle difficulté. Cependant les charges des hôpitaux étaient en progression constante, non balancée par une augmentation de

(1) V. 2^e part., chap. VI, par. III.

recettes équivalente. Le Conseil des Hospices s'en émut et, le 6 juillet 1904, il discuta cette grave question. Du procès-verbal de la séance, nous extrayons quelques passages :

Les charges considérables imposées aux hospices par suite de l'entretien des services hospitaliers ont détruit, depuis plusieurs années, l'équilibre des budgets.

Les ressources ordinaires ont été insuffisantes pour couvrir les dépenses annuelles.

Il faut, pour rétablir l'équilibre, chercher à réduire les dépenses et augmenter les recettes.

La loi votée par la Chambre et soumise actuellement aux délibérations du Sénat, sur l'assistance obligatoire des vieillards et des incurables (1), pourra peut-être permettre, dans un avenir prochain, de réduire le nombre des assistés de cette catégorie, et nous permettre de réaliser une économie de ce chef, l'assistance des vieillards et des incurables étant destinée à devenir une charge communale.

D'autre part, la concession faite, jusqu'à ce jour, aux malades du département du Rhône, pour leur admission gratuite à l'Hôtel-Dieu, a été une concession essentiellement provisoire, et nous nous sommes réservé de réclamer, pour les malades du département traités par nous, l'application stricte de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite, si les circonstances nous y obligeaient, et notamment si nous nous trouvions dans l'impuissance de subvenir à nos charges annuelles au moyen de nos ressources ordinaires.

Toutefois, avant de prendre ces mesures, le Conseil estima qu'il y avait lieu de relever le taux du prix de journée, « notoirement inférieur à la dépense

(1) Loi du 14 juillet 1905.

réelle ». De nouveaux tarifs furent établis (1) et le *modus vivendi* ne fut pas dénoncé.

La loi sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et incurables fut votée; mais, loin de diminuer les charges des hôpitaux lyonnais, comme l'avait espéré le Conseil des Hospices, elle les aggrava. En 1907, ce Conseil, en présence d'un déficit assez élevé, demanda à la ville de Lyon de lui venir en aide. Cette requête était basée sur l'article 31 de la loi de 1905, lequel n'oblige les hospices à recevoir gratuitement les vieillards, les infirmes et les incurables que dans la mesure où « leurs ressources le permettent », ce genre d'assistance étant en principe une charge communale (2).

La réponse du conseil municipal de Lyon ne se fit pas attendre. Le 7 octobre, la délibération suivante était prise, sur rapport de M. Henry Gorjus :

Le Conseil municipal de Lyon,

Demande à M. le Préfet du Rhône et au Conseil d'administration des Hospices civils de Lyon de prendre les mesures nécessaires pour faire appliquer la loi du 15 juillet 1893, sur l'assistance médicale gratuite, et pour sauvegarder, par là, le patrimoine des indigents lyonnais (3).

(1) V. la délibération du même jour, procès-verbal imprimé.

(2) Art. 2 de la loi. V. rapport imprimé présenté le 4 juil. 1906 par M. Tavernier, au nom des commissions du contentieux et des finances.

(3) *Bull. mun. off.*, *procès-verbaux de séances*, 1907, 2^e sem., p. 94.

Au Conseil des Hospices qui sollicitait une ouverture de crédits dans le budget de la Ville, le Conseil municipal répondait : « Ne recevez plus gratuitement les malades des communes rurales ; ainsi vous diminuerez vos dépenses, et vous pourrez, sans notre aide, boucler votre budget. »

Faisant partiellement droit aux réclamations du Conseil municipal, le Conseil des Hospices décida :

1^o Qu'à partir du 1^{er} avril 1908, les malades indigents des communes du Rhône, *où il existe un hôpital*, ne seraient admis à l'Hôtel-Dieu que si les frais de traitement de ces malades étaient pris en charge par les communes ou par le service départemental de l'assistance médicale gratuite, aux tarifs en vigueur ;

2^o Que la question relative à l'admission des malades indigents des communes *non pourvues d'un hôpital* était renvoyée à un examen ultérieur ; que ces malades continueraient à être reçus, *par tolérance, à titre gratuit, à l'Hôtel-Dieu, jusqu'à ce que le Conseil eût statué sur cette question* (1).

Cette décision, modifiant le *modus vivendi* au détriment de toute commune rurale où existait un hôpital, fut soumise à l'appréciation du Conseil général du Rhône. Le 14 mai 1908, cette assemblée en délibéra. M. Lagrange réédita son rapport de 1895 et demanda le maintien complet du « droit des communes rurales à bénéficier des admissions gratuites à l'Hôtel-Dieu » (2). Aucune décision ne fut

(1) Délib. du 18 déc. 1907.

(2) Cons. gén. du Rhône, 1^{re} sess. ord. de 1908, *procès-verbaux des séances*, p. 556 et suiv.

prise, et l'affaire fut renvoyée à une session extraordinaire tenue le 23 juin suivant.

Pour éviter un procès, l'assemblée départementale, sur rapport de M. Moutet, prit une délibération ainsi conçue :

Le Conseil général du Rhône,

Déclarant réserver toute question de droit au sujet des réclamations des communes du département du Rhône à l'accès gratuit de leurs malades indigents à l'Hôtel-Dieu,

Demandant le maintien du *modus vivendi* établi à la suite de la lettre de M. Sabran, président du Conseil d'administration des Hospices, à la date du 14 décembre 1899,

Mais, désireux dans l'intérêt de toutes les parties, d'aboutir à une transaction,

Emet l'avis :

Qu'une Commission mixte, composée de conseillers généraux, de conseillers municipaux de la ville de Lyon et de membres du Conseil d'administration des Hospices civils soit nommée pour résoudre la question du droit invoqué par les communes du département du Rhône et examiner toute solution transactionnelle qui, par toute mesure utile pourra donner satisfaction aux intérêts en conflit (1).

Effectivement, une commission mixte, composée de cinq conseillers généraux, cinq conseillers municipaux et cinq administrateurs des Hospices, fut nommée. A la suite d'un certain nombre de séances, elle rédigea un projet de transaction.

Il y avait deux questions à résoudre : 1^o hospitalisation des vieillards, infirmes et incurables; 2^o admission à l'Hôtel-Dieu des malades du départe-

(1) Id., p. 807 et suiv.

ment. Ces deux questions se trouvaient liées, d'une part, par la réclamation du Conseil des Hospices relative à la participation de la ville de Lyon aux frais d'hospitalisation des vieillards, infirmes et incurables, pour cette raison que les ressources des Hôpitaux étaient insuffisantes, et, d'autre part, par la réponse du Conseil municipal, disant : « Si vos ressources sont insuffisantes, c'est parce que vous hospitalisez gratuitement les malades des communes rurales. »

En ce qui concerne l'hospitalisation des vieillards, infirmes et incurables, il fut décidé que le Conseil général prendrait les mesures nécessaires pour soulager les Hospices de Lyon, amenant ainsi la disparition du déficit qu'accusait le budget de ces établissements. Ce déficit étant comblé, il avait paru à la Commission mixte que le *modus vivendi* existant entre les Hospices et le département devait être maintenu, et que, comme par le passé, il serait possible d'hospitaliser gratuitement à l'Hôtel-Dieu les malades des communes rurales (1).

En ce moment, M. Herriot, maire de Lyon, conçut le projet de désaffecter l'Hôtel-Dieu (2). La question se posa de savoir si les communes rurales auraient le droit de faire admettre gratuitement leurs malades

(1) V. *Bull. mun. off., procès-verbaux des séances*, 1909, 1^{er} sem., p. 140-141 ; — *C. gén. du Rhône, procès-verbaux des séances*, 1^{er} sess. de 1909, p. 637 et suiv.

(2) *Bull. mun. off., procès-verbaux des séances*, 1909, 1^{er} sem., p. 242 et suiv.

dans le futur hôpital de Grange-Blanche, destiné à remplacer l'Hôtel-Dieu.

La municipalité lyonnaise fit les propositions suivantes : 1^o un accord formel et définitif consacrerait l'admission gratuite à l'Hôtel-Dieu de Lyon des malades indigents des communes rurales ; 2^o le département fournirait, en vue de la reconstruction de l'Hôtel-Dieu, une contribution financière correspondant à l'amélioration dont profiteraient les malades du département par suite de la transformation d'un vieil hôpital en un hôpital modèle (1).

Entre la ville et le département, un accord s'établit sur les bases suivantes : le département accorderait une subvention de 2 millions pour la construction de l'hôpital de Grange-Blanche ; par contre les malades des communes rurales seraient admis gratuitement dans les hôpitaux de Lyon, jusqu'à concurrence d'une somme de 150.000 francs, représentant les frais de séjour de ces malades (2). Ainsi se trouvaient réglées les difficultés survenues entre les Hospices d'une part, et le département de l'autre. Il ne s'agissait plus de savoir, en effet, si les communes rurales avaient, d'après des actes remontant à une époque reculée, le droit de faire admettre gratuitement leurs malades à l'Hôtel-Dieu ; mais, tout procès étant écarté, on réglait à l'amiable une question hospita-

(1) *Con. gén. du Rhône, procès-verbaux des séances*, 2^e sess. ord. de 1909, p. 1055 et suiv.

(2) *Id.*, p. 1511 et suiv., et 1^{re} sess. ord. de 1911, p. 816 et suiv.

lière, dans laquelle la ville, le département et les Hospices étaient également intéressés.

La transaction n'aboutit pas, le Conseil des Hospices n'ayant pas cru devoir entrer dans ces vues. La désaffectation de l'Hôtel-Dieu, entreprise par la ville, se faisait en dehors de l'administration des Hospices, et cette dernière s'en désintéressait. Elle le prouva, le 13 décembre 1911, en prenant une délibération qui ramenait l'affaire à ses débuts. Elle consentait à hospitaliser les malades des communes rurales et se ralliait au chiffre de 150.000 francs fixé par la ville et le département, mais ce n'était qu'à titre provisoire. Le Conseil des Hospices, ne reconnaissant aucun droit aux communes rurales, se réservait pour lui-même le droit de ne plus recevoir leurs malades le jour où bon lui semblerait. A nouveau, se posait la question : les communes rurales du département du Rhône ont-elles droit à l'hospitalisation gratuite de leurs malades à l'Hôtel-Dieu de Lyon ?

Depuis, bien qu'elle soit revenue devant le Conseil général du Rhône (2), cette question n'a guère avancé. Il nous a paru intéressant de l'étudier et de rechercher, remontant très haut dans le passé, qui avait raison, du département du Rhône ou du Con-

(1) Délib. du 13 déc. 1911. V. *Bull. mun. off.*, 25 fév. 1912, p. 150.

(2) *Cons. gén. du Rhône, 1^{re} sess. ord. de 1912, rapports de M. Rault, préfet du Rhône*, p. 278 et suiv. Le Conseil général s'est borné à provoquer la nomination d'une nouvelle commission mixte.

seil des Hospices : problème historique et juridique extrêmement complexe et délicat. Pour le résoudre, nous avons pensé que nous devions rechercher tout d'abord quelle a été l'origine de l'Hôtel-Dieu, comment il s'est développé, quels malades y ont été admis aux différentes époques. Telle sera le but de notre première partie. Ensuite, dans une seconde partie, nous rechercherons sur quelles bases pourrait être fondé un droit des communes rurales sur l'Hôtel-Dieu de Lyon, mais nous ne pouvions aisément nous livrer à ces recherches que si, auparavant, nous avions déjà suivi le développement de l'Hôtel-Dieu à travers les siècles.

Dans une troisième et dernière partie, nous exposerons succinctement les prescriptions de la loi du 15 juillet 1893, en ce qui concerne l'admission des malades dans les hôpitaux.

PREMIÈRE PARTIE

QUELQUES NOTES SUR L'HOTEL-DIEU

Après avoir exposé l'état actuel des recherches sur les origines de l'Hôtel-Dieu, nous consacrerons un chapitre à chacune des administrations différentes qui se sont succédé dans cet établissement.

Cette première partie comprendra huit chapitres.

CHAPITRE PREMIER

Les Origines de l'Hôtel-Dieu

Les origines de l'Hôtel-Dieu sont obscures. Depuis plusieurs siècles, les auteurs, invoquant l'autorité d'un texte très connu, le XV^e Canon du Cinquième Concile d'Orléans, rapportent que l'Hôtel-Dieu fut fondé, en l'an 542, par le roi Childebert et la reine Ultrogothe.

A vrai dire, dans les ouvrages anciens, l'affirmation est moins nette, et les premiers qui enregistrèrent cette tradition eurent des doutes sur son authenticité. Mais, en se perpétuant, une tradition incertaine passe souvent incontestable vérité (1).

(1) On trouvera dans le précieux ouvrage de M. C. GUIGUE, *Recherches sur N.-D. de Lyon, hôpital fondé au VI^e siècle par le roi Childebert et la reine Ultrogothe*, toute une série

Presque tous les auteurs du XIX^e siècle ont affirmé que l'Hôtel-Dieu remontait à l'an 542, et cette opinion s'est accréditée dans le public. Elle est exprimée dans maints ouvrages, rapports ou discours (1), et il n'est pas jusqu'au Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon qui ne l'ait faite sienne (2). Même, pour perpétuer le sou-

de citations qui constituent en quelque sorte l'historique de cette tradition (p. 125 et suiv.).

(1) V. notamment : DAGIER, *Hist. chronologique du grand H.-D. de Lyon*, t. I, p. 2 ; MONFALCON, *Hist. de la Ville de Lyon*, t. II, p. 270 ; COCHARD, *Description de Lyon*, p. 67 ; CLAYON, *Hist. de Lyon depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, t. II, p. 270 ; Alain MARET, *Essai pour servir à l'Histoire politique de Lyon*, p. 360 ; VACHET, *Les Anciens Couvents de Lyon*, p. 627 ; J.-B. MARTIN, *Hist. des Eglises et Chapelles de Lyon*, p. 282 ; STEYERT, *Nouvelle Histoire de Lyon*, t. II, p. 23 ; *Rapport de M. de Melun, sur le projet de la loi d'assistance de 1851*, *Moniteur* du 28 Déc. 1850, p. 3741 ; *Congrès National d'assistance de 1894*, *Rapports de MM. Napias et Rondel*, t. I, p. 80 ; *Conseil général du Rhône*, 1^{re} session ord. de 1895, page 59, et 1^{re} session ord. de 1908, p. 560 ; DALLOZ, 1851, 4^e partie, p. 160, et *Répertoire de Législation, du droit et de jurisprudence*, t. XXVII, *hôpital*, p. 51 ; *Grand Dictionnaire Universel du XIX^e siècle*, par P. Larousse, t. IX, *hôpital*, p. 384 ; *Dictionnaire de Droit administratif*, t. XVII, *hôpitaux*, p. 457 ; FUZIER-HERMAN, *Répertoire de Droit français*, t. V, *Assistance publique*, p. 325, etc., etc.

(2) *Le Compte moral et administratif des Hospices civils de Lyon* pour 1910, le dernier paru, affirme encore (p. 134) que l'Hôtel-Dieu a été fondé, en 542, par Childebert et Ultrogothe. Il est ajouté cependant qu'on n'est pas d'accord sur l'emplacement qu'occupait l'Hôtel-Dieu, lors de sa fondation. Malgré cette restriction, la notice du

venir des prétendus fondateurs de l'Hôtel-Dieu, les statues de Childebert et d'Ultrogothe furent érigées, en 1819, sur la façade monumentale de l'hôpital qui domine le Rhône, et, en 1845, le Conseil d'administration des Hospices fit frapper une médaille portant la légende : *Childebert et Ultrogothe, fondateurs* (1).

Quelques auteurs, cependant, font preuve de prudence. Ils se bornent à rapporter que Childebert, sur les prières d'Ultrogothe et de l'évêque Sacerdos, fonda à Lyon un hôpital, lequel n'a peut-être rien de commun avec l'Hôtel-Dieu.

Il est un fait certain : un hôpital fut fondé à Lyon, par le roi Childebert, en l'an 542. Le XV^e Canon du Concile tenu à Orléans en 549, ne permet pas le doute. Sept années seulement après la fondation de l'hôpital, il relate le fait, laps de temps trop court pour que le Concile ait pu commettre une erreur de date ou de lieu. Le texte du XV^e Canon est précis. Il rappelle la fondation de l'hôpital et fixe dans leurs grandes lignes les règles de sa constitution.

Voici la traduction du texte latin (2) :

Compte moral et administratif précité est d'autant plus curieuse que M. Caillemer, président en exercice du Conseil d'administration des Hospices, a vivement combattu l'opinion courante (V. *Quelques notes relatives à l'Hôtel-Dieu de Lyon*, p. 5 et suiv., et *Les Hospices civils de Lyon*, discours prononcé devant la Société d'Economie politique, le 26 mars 1909, par M. Caillemer).

(1) D'autres médailles, portant une légende légèrement modifiée furent frappées par la suite.

(2) C. Guigue, ouv. cité, p. 155 et suiv. — Voici le texte latin :

« De Xenodochio vero, quod piissimus rex Childebertus,

« En ce qui regarde l'hôpital que le très pieux roi Chil-
debert et son épouse, la reine Ultrogothe, ont fondé, d'ins-
piration divine, en la ville de Lyon, et dont nous (1) avons
confirmé, à leur demande, par l'apposition de nos souscrip-
tions écrites de nos propres mains, les statuts de la fondation
et l'affectation des ressources, il nous a paru bon à tous, et

vel jugalis sua Ultrogotha regina, in Lugdunensi urbe,
inspirante Domino, condiderunt, cujus institutionis ordi-
nem vel expensæ rationem, petentibus ipsis, manuum nos-
trorum suscriptione firmavimus; visum est pro Dei con-
templatione, junctis nobis in unum, permansura auctoritate
decernere ut quidquid præfato Xenodochio, ut aut per supra-
dictorum regum oblationem, aut per quorumcumque fide-
lium eleemosinam collatum aut conferendum est, in qui-
buscumque rebus atque corporibus, nihil exinde ad se quo-
libet tempore antistes ecclesiæ Lugdunensis revocet, aut
ad jus ecclesiæ transferat; ut succedentes sibi per temporum
ordinem sacerdotes, non solum de facultate Xenodochii
ipsius, aut de consuetudine vel institutione nihil minuant,
sed dent operam qualiter rei ipsius stabilitas in nullam par-
tem detrimentum aut diminutionem aliquam patiatur; pro-
videntes, intuitu retributionis æternæ, ut propositi semper
strenui ac Deum timentes decedentibus substituantur, et
cura ægroantium ac numerus, vel exceptio peregrinorum,
secundum inditam institutionem, inviolabili semper stabili-
tate permaneat. Quod si quis, quolibet tempore, cujuslibet
potestatis vel ordinis persona, contra hanc constitutionem
nostram venire tentaverit, aut aliquid de consuetudine vel
facultate Xenodochii ipsius abstulerit, ut Xenodochium,
quod avertat Deus! esse desinat, ut necator pauperum, irre-
vocabili anathemate feriatur». (Sirmond, *Concil. Antiq. Gall.*,
t. I, p. 277; Labbe, *Concil.*, t. V, col. 390; Harduin, *Concil.*,
t. II, col. 1443. — V. égal. Rohrbacher, *Hist universelle de
l'Eglise catholique*, t. IX, p. 247.

(1) Assistaient à ce Concile 51 évêques et 21 délégués
d'autres prélats.

cela en vue de Dieu, de décréter par ordonnance durable ;

« Que jamais aucun prélat de l'Eglise de Lyon ne retienne par devers lui ou transfère à sa propre Eglise les dons provenant de l'offrande des souverains susdits et de la charité des fidèles, quelle qu'en soit la nature ;

« Que les pontifes appelés à se succéder non seulement n'enlèvent rien aux possessions, aux coutumes et aux constitutions dudit hôpital, mais, au contraire, qu'ils fassent en sorte que cette fondation ne souffre dans son maintien, ni détriment ni diminution ; veillant, en prévision de la récompense éternelle, à ce que des préposés zélés et craignant Dieu s'y succèdent toujours les uns aux autres, et que, selon le but de la fondation, le soin et le nombre des malades, l'accueil des pèlerins, y subsistent perpétuellement sans aucune atteinte ;

« Que si jamais quelqu'un, quelle que soit son autorité, quel que soit son rang, essaie de contrevenir à notre présente constitution, ou retranche quoi que ce soit aux usages ou aux biens dudit hôpital, de telle sorte que cet hôpital, ce qu'à Dieu ne plaise ! cesse d'exister, qu'il soit frappé, comme meurtrier des pauvres, d'un irrévocable anathème. »

On remarquera que le texte n'indique pas l'emplacement occupé par l'hôpital. Fut-il construit sur les bords du Rhône, à la place même du moderne Hôtel-Dieu ? Ou en un autre point de la ville, sans qu'il en soit resté traces ? Dans la première hypothèse, l'Hôtel-Dieu de Lyon serait le successeur direct de l'hôpital de Childebert et d'Ultragothé ; dans la seconde, il faut chercher ailleurs que dans un Canon du Concile d'Orléans, le secret de sa fondation et de ses origines.

De toute nécessité, nous devons exposer l'état actuel des recherches entreprises à ce sujet. Il en res-

sortira, croyons-nous, que l'Hôtel-Dieu ne peut être confondu avec l'hôpital fondé au VI^e siècle en de si mémorables circonstances.

En 1876, un archiviste des plus distingués, M. C. Guigue, dans ses *Recherches sur Notre-Dame de Lyon, hôpital fondé au VI^e siècle par le roi Childebert et la reine Ultrogothe*, émettait et développait cette idée que le grand Hôtel-Dieu de Lyon, contrairement à l'opinion courante, ne datait « que d'une époque relativement moderne, c'est-à-dire de l'époque du pont du Rhône (pont de la Guillotière), avec lequel il ne fit d'abord qu'une seule et même œuvre » (1).

On ignore la date exacte où fut entreprise la construction de ce pont : « L'acte le plus ancien concernant le pont de la Guillotière — dit M. Guigue — est une lettre sans date, mais d'environ 1180 ou 1182, de l'archevêque Jean de Bellesme, par laquelle ce prélat atteste « qu'à la prière de ses citoyens de Lyon, qui avaient en leur garde l'œuvre du pont, l'Abbé et les moines d'Ainay concédèrent, pour les usages et nécessités de cette œuvre, deux emplacements sur la rive du fleuve, sous le cens annuel de trois sous deux

(1) MM. Charléty, (*Histoire de Lyon*, p. 72), le docteur Drivon (*les anciens Hôpitaux de Lyon, l'Hôtel-Dieu au temps de Rabelais*, p. 9 et suiv.), et le docteur Poncet (*Revue de Lyon*, 1886, t. X, p. 48, et *Documents pour servir à l'Histoire de Lyon*, p. 58), ainsi que quelques autres auteurs, trop peu nombreux, ont adopté la thèse de M. Guigue.

deniers et deux chapons : l'un pour une moitié de ce cens ou pension, et l'autre pour la seconde moitié. » (1)

C'est sur l'un de ces emplacements qu'aurait été construit le modeste hôpital qui devint, par la suite, le grand Hôtel-Dieu. Ces emplacements, en effet, M. Guigue n'hésite pas à les reconnaître « dans le tènement que couvrent les bâtiments actuels de l'Hôtel-Dieu, par cette raison, entre autres que ce tènement formait jadis deux parcelles à peu près d'égale étendue, situées toutes deux dans la directe de l'abbaye d'Ainay, mais bien distinctes l'une de l'autre, puisque l'une dépendait de la paroisse de Saint-Michel et l'autre de celle de Saint-Nizier, quoiqu'elles ne fussent séparées que par l'ancienne rue Mercière ou de la Serpillière (2), laquelle aboutissait au port du Rhône (3), et appartenait au domaine public.

« Le pont commencé alors s'élevait par les soins d'une société de constructeurs laïques appelés *Frères du Pont*, sous la direction d'un frère nommé Etienne. Le 5 septembre 1183, le pape Lucius III accorda une bulle en faveur de ce Frère Etienne « qui avait entrepris, dit-il, la fabrique du pont du Rhône ». « Sa Sainteté, ajoute le rédacteur de l'inventaire de la

(1) Ouv. cité, p. 22.

(2) La rue Mercière fut par la suite tronçonnée en trois rues distinctes : rues Mercière, de Confort et de la Triperie ou de la Serpillière. Cette dernière fut supprimée lors de la construction du grand dôme de l'Hôtel-Dieu.

(3) Ce port, qui existait encore à la fin du XIII^e siècle, était très probablement situé en face de l'endroit où s'élève de nos jours le grand dôme de l'Hôtel-Dieu.

ville (1) exhorte par cette bulle les fidèles à faire des aumônes pour une œuvre aussi utile au public et à visiter la chapelle, et permet d'y faire bénir un cimetière. »

Dans ce texte, M. Guigue voit la preuve qu'un hôpital fut alors fondé ; car, ajoute-t-il, « cette chapelle n'était pas certainement une simple chapelle de dévotion, comme on en plaçait à cette époque à la tête de tous les ponts, mais bien, puisqu'un cimetière devait lui être adjoint, celle de la maison hospitalière où les Frères faisaient leur résidence habituelle et devaient recevoir les voyageurs pauvres, fatigués ou malades. L'esprit et la règle de l'institut philanthropique des *Frères du Pont* ou des *Frères Pontifes*, comme on les appelle plus ordinairement, étaient en effet, non seulement de prêter main-forte aux voyageurs, d'établir des bacs ou de bâtir des ponts pour leur utilité, mais encore de les accueillir dans des hôpitaux, dont une chapelle et un cimetière étaient les annexes indispensables (2) ».

A côté de l'hôpital proprement dit, existait une Aumônerie, « administrée par des personnes laïques, autres que celles qui avaient la charge du pont et de l'hôpital » (3).

(1) Inv. Chappe, t. XVI, p. 511, n. 1.

(2) GUIGUE, ouv. cit., p. 23 et 24. — Nous devons ajouter qu'on a soutenu que la bulle de Lucius III était fausse. Ph. Jaffé, dans le *Regesta Pontificum romanorum* (t. II, p. 477), dit notamment : « Breve hoc in cancellaria apostolica dictatum esse, nemo mihi persuadebit. »

(3) GUIGUE, ouv. cit., p. 27.

M. Guigue soutient que cette Aumônerie n'était pas, elle-même, plus ancienne que l'œuvre du pont, et que, d'ailleurs, elle n'était pas un hospice, ne recevait ni malades ni pèlerins.

« C'était tout simplement, j'en ai la conviction, dit-il, de même que la *fustaria* était le dépôt de bois, la *granateria* le dépôt des grains, une maison ordinaire dans laquelle se centralisaient et se répartissaient toutes les offrandes faites à l'œuvre du pont et de l'hôpital... Cette maison éleemosinaire (1), comme l'appelle le rédacteur de l'inventaire de 1631 (2), n'est pas plus ancienne que le pont ; elle fut édifiée, à n'en pas douter, sur l'une des deux parcelles de fonds concédés vers 1182, lorsqu'on voulut en entreprendre la construction (3). »

D'après le même auteur, l'Aumônerie était administrée par les *Frères du Saint-Esprit*, dont les Frères Pontifes n'auraient d'abord été « que les architectes et les entrepreneurs » (4).

Un remarquable article, récemment publié, dans la *Revue d'Histoire de Lyon* (5), par M. Croze, archiviste des Hospices, conteste l'opinion de M. Guigue relativement à cette Aumônerie. « Je vais essayer

(1) Les textes des *Grand Cartulaire d'Ainay* et de l'*Obituarium Lugdunensis Ecclesiæ*, cités par M. Guigue, l'appellent *eleemosynaria*.

(2) Inv. des Arch. de l'H.-D.

(3) GUIGUE, ouv. cit., p. 36-37.

(4) Id., p. 38.

(5) N° de nov.-déc. 1911, p. 457 et suiv.

de démontrer — déclare M. Croze — que, postérieurement à Childebert et antérieurement au pont, existait sur la rive du Rhône, un petit hôpital connu sous le nom d'Aumônerie du Saint-Esprit, qui fut le berceau du grand Hôtel-Dieu de Lyon. »

Sa démonstration, M. Croze l'étaie sur un document (1) découvert dans les archives de l'Hôtel-

(1) Voici ce document :

« Clément, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à nos bien aymés filz les frères establis sur le pont du Rosne de Lyon, salut et apostolique bénédiction. C'est de nostre dignité d'accorder un facile consentement à la justice des demandes qu'on nous faict et de remplir avec affection les vœux qui ne s'esloignent en aucune manière de la raison ; c'est pourquoy, mes bien aymés filz en Nostre Seigneur, consentant gratuitement à vos justes requestes, nous mettons sous la protection du bienheureux Pierre et sous la nostre la maison hospitalière et la chapelle que l'on fait estre bastie à la teste du pont nouveau pour la garde et conservation dud. pont, avec toutes les choses que vous possédez présentement et canoniquement ou que, Dieu aydant, vous pourrez acquérir par des voyes justes, et spécialement la maison de Symon de Beaunan. l'aumosne de Saint Estienne de Villars, la maison de Vienne, la maison d'Avignon, la maison du pont de Lyon avec leurs appartenances et Aigues-Perce, la maison de Grenne, la maison et la terre que Simon de Luxi vous a données en aumosne, tout ce que Imbert de Veaux et le comte Ude de Mascon vous ont donné et à vostre maison en aumosne, et du don du duc de Bourg, la maison de Dieu du Marsy, la prébende de Saint-Martin d'Anse et dans l'église de Belleville, une prébende dans le monastère de Clugni et une dans celui de Versetay (Vezelay), comme les possédant justement et sans controverse, nous vous les conservons par autorité apostolique et à ceux qui vous succéderont en ceste charge et les munissons de l'apuy des présentes lettres. » (Arch. de l'H.-D., boîte 391).

Dieu : c'est un extrait d'une bulle du pape Clément IV.

Cette bulle, en date de 1268, « mentionne, parmi les biens et revenus de l'Aumônerie, une prébende dans le monastère de Cluny et une prébende dans le monastère de Vézelay. Or — remarque M. Croze — Raynaud de Semur, qui fut archevêque de Lyon de 1128 à 1129, avait été, d'abord moine de Cluny, puis Abbé à Vézelay. N'en doit-on pas être amené à penser que c'est lui qui a doté l'Aumônerie de ces deux prébendes ?

« La même bulle signale à notre attention l'aumône d'Etienne de Villars. Or, Etienne de Villars dont la famille partageait avec celle de Riverie la propriété du port du Rhône, vivait également à cette époque, puisque nous le voyons, en 1139, faire cession de ses droits sur le port aux religieux de la Platière » (1).

M. Croze en conclut « que l'Aumônerie existait ou a été fondée en 1129, c'est-à-dire plus d'un demi siècle avant le pont et l'hôpital du Rhône érigés vers 1184-1185 ».

Il ajoute que cette Aumônerie a été fondée par les *frères du Saint-Esprit* et qu'elle « occupait sur la rive du Rhône l'emplacement compris entre le pont de la Guillotière actuel et la porte donnant accès à l'intérieur de l'Hôtel-Dieu, dans la cour Amédée-Bonnet ».

(1) CROZE, *les Origines de l'Hôtel-Dieu de Lyon*, tirage à part, p. 9.

Enfin, contrairement à l'opinion de M. Guigue, M. Croze est d'avis que pèlerins et passants étaient admis et hébergés dans cette Aumônerie (1).

Pour plus de clarté, résumons :

Vers 1182, existait, au nord du pont de la Guillotière, alors en construction, un établissement que les textes anciens désignent sous le nom d'Aumônerie, administré par les *Frères du Saint-Esprit* ; un peu plus au nord, s'élevait un hôpital, annexe de l'œuvre du pont, entreprise par les *Frères Pontifes*. M. Guigue soutient que l'Aumônerie ne recevait ni malades ni pèlerins et n'était, en quelque sorte, que le siège de la direction de l'œuvre du pont et de l'hôpital, le pont, l'hôpital et l'Aumônerie datant tous trois de la même époque. Par contre, M. Croze voit dans ces établissements deux œuvres bien distinctes, l'une, celle de l'Aumônerie, remontant au moins à 1129, l'autre, comprenant l'hôpital et le pont, d'un demi-siècle postérieure. Bien avant la fondation du second, le premier établissement aurait été ouvert aux passants et aux pèlerins.

Les deux auteurs sont d'accord pour reconnaître que l'Aumônerie appartenait aux *Frères du Saint-Esprit*.

Il convient d'ajouter que l'Aumônerie et l'hôpital voisin, annexe de l'œuvre du pont, furent réunis par Renaud de Forez, archevêque de Lyon de 1193 à 1226 (2).

(1) Id., p. 8.

(2) GUIGUE, ouv. cit., p. 27.

Le document mis en lumière par M. Croze, apporte deux arguments en faveur de cette idée que l'Hôtel-Dieu aurait été fondé dans le premier tiers du XII^e siècle (1), sans qu'il soit possible, en l'état actuel des recherches, d'établir avec certitude les origines exactes de cet hôpital, ni de fixer une date précise. En somme, les origines de l'Hôtel-Dieu sont demeurées très obscures et peut-être nous

(1) On lit, en effet, dans divers auteurs, que l'Aumônerie du Saint-Esprit fut fondée en 1129, par Renaud de Semur (V. COCHARD, ouv. cit., p. 67; PERRICAUD, *Notes et Documents pour servir à l'Histoire de la Ville de Lyon*, dans l'*Annuaire et Indicateur de Lyon de 1838*; enfin le *Plan religieux de Lyon*, d'Et. RAYNARD, en date de 1860). — Il ne faudrait pas cependant accorder une créance absolue au document produit par M. Croze. On peut remarquer, en effet :

1^o Que, dans ce document, il est question de *Saint Etienne* de Villars, et non d'Etienne de Villars. Qu'est-ce que ce Saint Etienne de Villars? Est-ce bien le personnage dont parle M. Croze? A notre connaissance, jamais un Etienne de Villars n'a été canonisé (V. Migne, *Encyclopédie théologique*, t. X L, *Dictionnaire hagiographique*).

2^o Qu'aucun comte de Mâcon n'a porté le prénom de Ude ou de Eude (V. *L'Art de vérifier les dates*, t. II, p. 484 et suiv.)

3^o Que M. Croze n'indique pas les raisons pour lesquelles il traduit *Versetay* par *Vézelay*.

On pourrait faire d'autres remarques encore sur certains noms de lieux qui sont déformés. Le document peut donc paraître suspect. Quelle créance est-il possible de lui accorder, ainsi du reste qu'à la bulle du pape Lucius III précitée? C'est là une question que nous ne nous chargeons pas de trancher et que seules des personnes extrêmement compétentes pourraient élucider.

permettra-t-on d'émettre une hypothèse (1). L'Hôtel-Dieu de Lyon n'aurait-il pas été tout d'abord un *hôpital de défense*, c'est-à-dire un hôpital où passants et pèlerins suspects étaient examinés avant d'être autorisés à pénétrer dans la ville ?

Quelques explications sont indispensables.

A Lyon, au XII^e siècle, existaient de nombreux hôpitaux. Nous en citerons cinq, qui pour l'instant nous intéressent plus spécialement : les hôpitaux de Saint-Jean de Jérusalem, de Saint-Just, de Saint-Irénée, des Deux-Amants, de Sainte-Catherine (2).

L'hôpital de Saint-Jean-de-Jérusalem est mentionné pour la première fois dans un acte de 1176 (3). « On ne sait pas exactement — écrit le Dr Drivon — à quelle époque les Hospitaliers (de Saint-Jean-de-Jérusalem) s'établirent à Lyon ; d'après certains auteurs, ce fut en 1120 qu'ils se fixèrent sur les bords de la Saône ; on sait seulement que, déjà au milieu du XII^e siècle, ils avaient des possessions dans la ville et autour de la ville. » Il semble résulter des explications de M. Drivon, que cet hôpital, très

(1) Cette hypothèse nous a été suggérée par M. Rochex, l'aimable et savant archiviste de la ville de Lyon.

(2) Il y avait aussi l'hôpital de la Saunerie, dont nous parlerons plus loin ; l'hôpital de Guinant, dont on ignore même l'emplacement approximatif ; d'autres encore.

(3) Testament de Guillaume de Rochetaillée, qui lègue : *Hospitali hiersolimato, unam lorica*m (VALENTIN SMITH et C. GUIGUE, *Bibliotheca Dumbesis*, p. 44).

ancien, était situé dans le quartier Saint-Georges (1), vers l'extrémité sud de la cité.

Les hôpitaux de Saint-Irénée et de Saint-Just, dont le premier fut incendié en 1270, lors de la révolte des Lyonnais contre le gouvernement des archevêques, et dont le second fut détruit par les protestants en 1562, s'élevaient, à peu de distance l'un de l'autre, à l'extrémité est de la ville. L'hôpital de Saint-Irénée était situé dans le triangle formé aujourd'hui par la rue des Anges, la rue de Trion et le chemin de la Demi-Lune; celui de Saint-Just, appelé aussi de Saint-Michel, s'élevait à l'est et un peu au sud du précédent (2).

L'hôpital des Deux-Amants avait été construit à une date demeurée inconnue, sur la rive droite de la Saône, au delà de Pierre-Scize (3).

L'hôpital Sainte-Catherine, enfin, occupait l'emplacement actuellement compris entre les rues Sainte-Marie-des-Terreaux, Terme, Sainte-Catherine et

(1) DRIVON, *Les anciens Hôpitaux de Lyon, Hôpitaux du quartier Saint-Georges*.

(2) Pour ces deux hôpitaux, v. *Forme du gouvernement économique du grand Hostel-Dieu de Lyon de 1636* (c'est le plus ancien règlement de l'Hôtel-Dieu qui ait été imprimé) et les règlements postérieurs; PARADIN, *Hist. de Lyon*, p. 152; STEYERT, *ouv. cit.*, t. II, p. 438. — E. VINGTRINIER, *Le Lyon de nos pères*, p. 90. — G. GUIGUE, *Destruction de l'église de Saint-Just, du cloître et de partie du faubourg par les protestants en 1562, enquête et procès-verbaux*, etc.

(3) V. DRIVON, *Les Anciens Hôpitaux de Lyon, Hôpital de la Chanal*, p. 8.

d'Algérie. On n'est pas d'accord sur l'époque de sa fondation, qui est très ancienne (1).

La situation respective de ces hôpitaux est digne de remarque. L'un est à l'extrémité sud de la ville, sur la rive droite de la Saône; un autre, à l'extrémité nord, même rive; deux sont à l'est, aux confins de la cité; le dernier s'élève au nord de la presqu'île. Pèlerins et passants avaient donc de grandes chances de se heurter à un hôpital, au moment où, la dernière étape franchie, ils étaient sur le point de pénétrer dans la ville.

Examinez le plan de Lyon de 1550 (2). Les portes principales, qui s'ouvrent dans les remparts, sont peu éloignées des emplacements occupés par les hôpitaux précités. A vrai dire, la ligne des fortifications s'était bien modifiée depuis le XII^e siècle (3); mais ce qui n'avait pas changé, c'étaient les principales routes qui aboutissaient à Lyon. Les portes marquent la tête de quelques-unes de ces routes, c'est-à-dire les débouchés les plus importants de la ville, débouchés qui, comme les routes elles-mêmes, ne se déplacent guère d'un siècle à un

(1) Nous devons ces renseignements et bien d'autres à l'extrême obligeance de M. Drivon. — D'autre part, en marge du plan de Raynard, on peut lire : « Hôpital Sainte-Catherine. — Ce fut dans l'origine un hôpital pour les passants, auquel, en l'année 1200, on avait joint une église sous le titre de Sainte-Catherine ».

(2) On trouvera ce plan à la Biblioth. mun. de Lyon.

(3) GUIGUE, *Recherches sur les Recluseries de Lyon*, p. 23 et suiv.

autre, qui se déplacent même si peu que M. Guigue, en pointant les hôpitaux éparpillés sur les chemins de la région lyonnaise aux XII^e et XIII^e siècles, a pu reconstituer le tracé d'antiques voies romaines (1).

N'est-il pas permis de penser qu'à une époque très reculée, peut-être même antérieure au XII^e siècle, il y avait un hôpital, une aumônerie, comme on disait parfois à cette époque, à chacune des principales entrées de la ville? Etablissement de peu d'importance sans doute, qui était moins un hôpital qu'un asile pour pèlerins et passants (2).

Cette hypothèse nous paraît corroborée par le fait qu'un certain nombre de villes, aux XII^e et XIII^e siècles, possédaient un petit hôpital à proximité de leur enceinte (3).

Or, à l'endroit même où, vers la fin du XII^e siècle, s'élevait à Lyon l'Aumônerie du Saint-Esprit, ou à peu de distance de cet endroit, s'ouvrait un débouché de la ville, et non des moins importants. Là, en effet, se trouvaient les dernières maisons ; plus au sud, ce

(1) V. C. GUIGUE, *les Voies antiques du Lyonnais*.

(2) V. les renseignements que donne M. HUBERT-VALLE-ROUX, dans son bel ouvrage, *la Charité avant et depuis 1789 dans les Campagnes de France*, p. 27 et suiv. — M. VINGTRINIER, dans *le Lyon de nos pères*, p. 20, dit textuellement qu'un hôpital existait à chacune des portes de la ville.

(3) On en trouvera quelques exemples parmi les hôpitaux mentionnés par M. C. GUIGUE, dans cet autre ouvrage, déjà signalé, dont on ne saurait trop faire l'éloge, *les Voies antiques du Lyonnais*.

n'étaient, hors le monastère d'Ainay, la recluserie Sainte-Hélène et quelques rares immeubles, que jardins, prairies et peut-être marécages (1). A proximité s'amorçait la très ancienne rue Mercière, laquelle, remontant jusqu'au pont de pierre, sur la Saône, et traversant la ville en écharpe, donnait ainsi une communication directe avec la rive droite de la Saône et les routes y aboutissant. De l'autre côté du Rhône, deux routes venaient mourir sur la rive du fleuve : route de Lyon à Vienne, par la rive gauche ; route de Lyon à Crémieu (2). Mais, antérieurement à la construction du pont de la Guillotière, y avait-il un moyen permanent de communication permettant de franchir le fleuve ?

M. C. Guigue a essayé d'établir qu'il n'y avait pas, à Lyon, de pont proprement dit sur le Rhône avant celui dont la construction fut entreprise vers 1182 (3). Mais, de toute évidence, devait exister, entre les deux rives du fleuve, un moyen de communication (4) : bac ? pont de bateau ? Aucun document ne nous renseigne sur ce point. Quel qu'il fût, ce moyen de communication permettait vraisemblablement de traverser le fleuve un peu au nord du pont de la Guillotière actuel (5).

(1) Le confluent du Rhône et de la Saône se trouvait alors peu au-dessous d'Ainay ; v. E. VINGTRINIER, *ouv. cit.*, p. 112 et suiv.

(2) C. GUIGUE, *Les Voies antiques du Lyonnais*, p. 40 et 44.

(3) *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 5-20.

(4) C'est, d'ailleurs, ce que reconnaît M. C. Guigue.

(5) Steyert, dans sa *Nouvelle Histoire de Lyon*, t. II,

Nous ne croyons donc pas nous être trop avancés en disant que, tout près de là, se trouvait un important débouché. Là devait s'élever un modeste hôpital, comme il y en avait un aux autres issues de la ville, et il est possible que cet hôpital soit antérieur à la construction du pont de la Guillotière, parce que l'importance de ce débouché est bien antérieure à la construction de ce pont (1). Cela nous paraît appuyer l'opinion de M. Croze, relativement à la fondation de l'Aumônerie du pont du Rhône.

Mais quelle raison incitait les Lyonnais à ouvrir des asiles pour pèlerins et passants aux quatre points cardinaux de leur cité, ou, tout au moins, à favoriser leur fondation ?

« Lyon — dit M. Charléty — a profité, malgré les agitations de son histoire politique, des avantages incomparables de sa position géographique. Il est resté au moyen-âge un important marché, moins fréquenté, sans doute, qu'à l'époque romaine, mais prêt à prospérer dès que les ambitions, les rivalités

p. 26, soutient qu'antérieurement au pont de la Guillotière, un pont avait été jeté sur le Rhône et qu'il traversait le fleuve en face la rue Sainte-Hélène actuelle. Mais, même si Steyert avait raison, la distance qui sépare le pont de la Guillotière de la rue Sainte-Hélène, est trop minime pour que la valeur de notre raisonnement fût amoindrie par la prise en considération de cette opinion divergente.

(1) Notre raisonnement acquerrait même une force nouvelle si l'existence d'un pont antérieur à celui de la Guillotière était prouvée, soit que ce pont fût situé sur l'emplacement même du pont actuel, soit qu'il s'élevât un peu plus au sud.

des puissants consentaient à faire trêve. (1) » L'affluence des étrangers y fut toujours considérable. Bien qu'au XII^e siècle, la vie des routes et l'activité lyonnaise aient été peut-être moins intense que sous la domination romaine et surtout qu'aux XV^e et XVI^e siècles, après la création des foires franches (2), n'est-il pas permis de penser qu'à une époque où les premières Croisades avaient notablement accru le nombre des pèlerins et des passants, où l'on pouvait craindre que ceux qui revenaient d'Orient ne rapportassent les germes de terribles maladies, telles la lèpre (3), les villes aient songé à se défendre contre ces fléaux par des hôpitaux, comme elles se défendaient contre les hommes d'armes par leurs remparts ? Ne peut-on supposer qu'avant d'être autorisés à pénétrer dans une ville, dans Lyon notamment, pèlerins et passants étaient contraints de demeurer un jour ou deux dans l'hôpital placé à proximité de la porte ? Cette hospitalité masquait et facilitait tout à la fois une mise en observation.

Ceux qui paraissaient suspects étaient dirigés vers les maladreries, à l'extérieur de la cité.

Vers la même époque, en effet, il y avait, autour

(1) *Hist. de Lyon*, p. 68.

(2) Les deux premières foires franches furent créées, en 1419, par le dauphin Charles, alors régent du royaume.

(3) Les Croisés n'importèrent pas la lèpre en Europe, mais ils la propagèrent dans de notables proportions. V. DULISCONET, *les Lépreux au moyen-âge*, p. 9, et DRIVON, *la Léproserie de la Madeleine*, p. 7.

de Lyon, quatre maladreries ou léproseries (1) : léproserie du Greffol, au nord des Terreaux ; léproseries de Saint-Martin, du côté de Sainte-Foy ; léproserie de Saint-Pierre ou de Balmont, à Vaise ; léproserie de la Madeleine, à la Guillotière ; toutes à proximité de routes importantes. « Ainsi, constate M. Drivon, le voyageur arrivant à Lyon, par quelque côté qu'il abordât la ville, était obligé de passer devant une des quatre maladreries et les lépreux profitaient des aumônes (2) ». Evidemment, mais peut-être que l'idée de se débarrasser promptement des voyageurs contaminés, ne fut pas étrangère au choix de ces emplacements.

De toutes ces considérations, ne ressort-il pas que les Lyonnais avaient compris la nécessité de se défendre contre les dangers que faisaient courir à la santé publique les pèlerins, les mendiants, les passants sans ressources, tous gens qui, pour la plupart, n'avaient de leurs personnes qu'un soin médiocre et qui, dans la promiscuité de gîtes de rencontre ou dans les pays traversés, avaient peut-être contracté le germe de la hideuse maladie ?

Hôpital de défense, de si minime importance que de sa fondation il ne serait pas resté traces, tel fut le rôle possible de cette Aumônerie qui, dans le dernier tiers du XII^e siècle, fut peut-être dirigée

(1) DRIVON, ouv. ci-dessus, p. 13 et suiv. ; VÆESEN et VINGTRINIER, *une Commune du Lyonnais, Ecully*, p. 48 ; CLERJON, ouv. cit., t. III, p. 193, etc.

(2) DRIVON, ouv. ci-dessus, p. 16.

par les Frères du Saint-Esprit. Sa situation même la désignait tout naturellement pour cet usage.

Quand fut entreprise la construction du pont de la Guillotière, un autre hôpital fut créé à proximité. Comme il faisait double emploi, Renaud de Forez, vers la fin du XII^e siècle ou le commencement du XIII^e, réunit les deux établissements.

Ainsi se concilieraient, dans une certaine mesure, l'opinion de M. Guigue et celle de M. Croze. Par suite de la création d'un nouvel hôpital, annexe de l'œuvre du pont, l'Aumônerie, devenue inutile, aurait cessé de recevoir pèlerins et passants et n'aurait plus été que la maison directrice de l'œuvre commune.

Nous n'osons insister sur cette hypothèse (1) et nous nous bornons à la soumettre bien modestement à l'appréciation des personnes compétentes, nous hâtant d'ajouter que si, dès le premier tiers du XII^e siècle, l'existence de l'Hôtel-Dieu est probable, c'est seulement en 1182 ou 1183, que cette existence est officiellement révélée par la lettre de Jean de Bellesme.

Un point, en tous cas, est hors de doute : c'est que

(1) V. cependant ce que disent MM. CROZE (*les Origines de l'Hôtel-Dieu de Lyon*, p. 8 et suiv.) et E. VINGTRINIER (*Vieilles pierres lyonnaises*, p. 22 et suiv.). Leur opinion est bien, nous semble-t-il, que si l'Aumônerie fut créée en cet endroit, c'est à cause de l'importance du débouché qui se trouvait à proximité et, répétons-le, si la construction du pont de la Guillotière accrut l'importance de ce débouché, elle ne le créa pas.

les origines de l'Hôtel-Dieu furent des plus modestes. Jusqu'au XVI^e siècle, non seulement il n'eut aucun éclat, mais, peu connu et ne recevant que des libéralités maigres et clairsemées, il était d'une pauvreté extrême. En 1334, il n'avait encore pour tout revenu que « six ânées de froment, vingt-deux ânées de seigle, quarante-une ânées de vin, et quarante livres quatre sous huit deniers de la monnaie de Viennois (1) ». Quel rapport entre ces établissements presque sans ressources et l'hôpital richement doté par Childebert et Ultrogothe ?

Ainsi nous arrivons à la conclusion de ce chapitre. Elle sera très prudente.

Rien ne prouve que l'hôpital, fondé au VI^e siècle par le roi Childebert et la reine Ultrogothe, ait été édifié sur les bords du Rhône, sur l'emplacement du moderne Hôtel-Dieu. Bien au contraire, il y a de sérieuses raisons pour croire que l'hôpital de Childebert était situé en un autre point de la ville. En effet, les rares documents, dont quelques-uns sont malheureusement d'une authenticité douteuse, que l'on possède sur les origines de l'Hôtel-Dieu, portent à penser que cet hôpital ne remonte pas au-delà du XII^e siècle. Comme la plupart des asiles destinés, vers cette époque, à l'hospitalisation des pèlerins et des passants, son importance était minime, et peut-être n'en serait-il resté aucune trace dans les archives, s'il n'avait été lié à une autre œuvre, infiniment plus considérable et à laquelle s'intéressaient les plus

(1) GUIGUE, *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 100.

hauts personnages : la construction du pont de la Guillotière. Il s'ensuit bien, semble-t-il, que les prescriptions du XV^e Canon du cinquième Concile d'Orléans n'ont rien à voir avec l'Hôtel-Dieu, car il est manifestement impossible de considérer ce dernier comme le successeur direct de l'hôpital de Childebert.

Mais alors deux questions se posent : quel hôpital eut l'illustre origine longtemps attribuée à l'Hôtel-Dieu ? Comment est née et s'est affirmée la tradition suivant laquelle cet établissement aurait été fondé au VI^e siècle ?

Bien que la première de ces deux questions sorte du cadre que nous nous sommes assigné, elle mérite une courte réponse. M. C. Guigue a établi, d'une manière, sinon sûre, du moins assez concluante, que l'hôpital fondé par Childebert s'élevait sur l'emplacement occupé actuellement par la place de la Douane (quartier Saint-Paul). Disparu en 1503 par la faute des chanoines de Saint-Paul, qui s'octroyèrent les biens destinés aux pauvres, cet hôpital porta successivement les noms de *Notre-Dame de Lyon*, du *Pont*, de la *Saunerie*, de la *Graneterie* et de *Saint-Eloi*. Lors de sa disparition, une partie des charges hospitalières furent reportées sur l'hôpital du Pont-du-Rhône, qui reçut en compensation un capital de 113 livres 6 sous 8 deniers et une pension de 30 livres 11 sous et 8 deniers. Le moderne Hôtel-Dieu est tout au plus l'héritier de l'hôpital fondé au VI^e siècle, et seulement pour une faible somme (1).

(1) V. GUIGUE, ouv. cit., p. 135 et suiv., et DRIVON, *Hôpital de la Chanal*, p. 8 et suiv.

L'historien Steyert, cependant, estime que l'hôpital de Childebert avait été édifié rue Sainte-Hélène (1). Mais, à son habitude, il n'apporte ni document ni référence à l'appui de cette opinion, et quand il ajoute — on ne sait trop pourquoi — : « On peut donc considérer avec justice notre grand Hôtel-Dieu comme l'héritier de celui de Childebert », la surprise est grande. Même si l'opinion de Steyert, relative à l'emplacement de l'hôpital de Childebert, était fondée, comment, en l'absence de tout texte et de toute indication, serait-il possible de soutenir que les charges d'un établissement disparu ont passé à l'Hôtel-Dieu ? Quel tribunal, quel juge, quel homme de bon sens admettrait un raisonnement aussi simpliste que celui-ci : « Childebert fonda un hôpital rue Sainte-Hélène ; donc l'Hôtel-Dieu, situé à 500 mètres de là, est tenu des charges qui incombaient à ce dernier ? » C'est vainement que l'on cherche le lien qui, juridiquement, rattacherait ces hôpitaux l'un à l'autre. Steyert fut, certes, un historien érudit, mais il se faisait une conception singulière de la manière dont se créent et se transmettent les droits.

Comment donc a pu s'accréditer cette légende, d'après laquelle l'Hôtel-Dieu de Lyon aurait été fondé par le roi Childebert et la reine Ultrogothe ? Nous avons déjà dit (2) que certains écrivains, ayant trop légèrement accepté les affirmations d'auteurs

(1) STEYERT, *ouv. cit.*, t. II, p. 26.

(2) V. le début de ce chap.

plus anciens, transformèrent une tradition donnée comme douteuse en une vérité qu'on ne discutait plus. Il convient d'ajouter que les intéressés n'avaient garde de combattre une erreur si commune.

« D'une part, en effet — écrit M. Croze — le Chapitre et les chanoines de Saint-Paul, pour ne pas s'exposer trop publiquement à encourir « l'irrévocable anathème » souligné par les termes du Concile d'Orléans, firent les plus remarquables efforts — couronnés de succès, — pour faire oublier l'illustre origine de l'hôpital Saint-Eloi, dont ils avaient réussi à se faire attribuer les bâtiments et la dotation.

« De l'autre, les Recteurs de l'Hôtel-Dieu, qui, si souvent, avaient à s'adresser aux rois de France pour l'obtention de privilèges de toutes sortes, en faveur de l'établissement, n'avaient garde de protester contre une assertion qui servait si bien les intérêts de l'hôpital en le représentant comme une émanation de l'autorité royale et en le désignant ainsi tout naturellement à la bienveillance et à la protection des successeurs du fondateur ».

Ainsi s'incrument dans l'Histoire des légendes qui, à une certaine époque, ont servi des intérêts particuliers.

CHAPITRE II

Des origines au début du XIV^e siècle. Les Confrères du Saint-Esprit

Nous avons vu que, vers 1182, s'élevaient à Lyon, sur l'emplacement qu'occupent de nos jours les vastes bâtiments de l'Hôtel-Dieu, deux petits hôpitaux : l'un, annexe de l'œuvre du pont ; l'autre, l'Aumônerie, qui est peut-être le plus ancien. Quelle était la destination de ces deux établissements ?

Pour déterminer quelles catégories de personnes — malades ou pèlerins, étrangers ou Lyonnais — étaient admis à l'hôpital du pont du Rhône, il est impossible de trouver la moindre indication dans la règle de l'ordre des Frères Pontifes, lesquels, dit-on, administraient cet établissement.

Ce qu'étaient au juste les Frères Pontifes, on est loin de le savoir. Au XVII^e siècle, Pierre Saulnier affirmait que cette confrérie se rattachait à l'ordre hospitalier du Saint-Esprit et s'adonnait à une œuvre spéciale : construction de ponts, de digues, établissement de bacs, etc., (1). Dans son *Histoire de l'ordre hospitalier du Saint-Esprit* (2), M. l'abbé Brune, sans être aussi affirmatif, est tout au moins d'avis que « les hôpitaux des Frères Pontifes ont passé à l'ordre du Saint-Esprit, soit par suite d'une décadence très prompte, soit en vertu d'une association entre les deux ordres, le premier se retirant après l'achèvement de l'œuvre des ponts et laissant à l'autre le soin d'exercer l'hospitalité ordinaire. » M. Guigue voit, au contraire, dans les Frères Pontifes un ordre indépendant (3). M. Bruguier-Roure et M. Léon Lallemant estiment que les diverses confréries des Pontifes ne se rattachaient pas à un centre unique, mais indé-

(1) *De capite sacri ordinis Sancti Spiritus dissertatio*, Lugduni, ap. Guil. Barbier, 1649. La biblioth. universitaire et la biblioth. municipale de Lyon possèdent chacune un exemplaire de cet ouvrage.

(2) p. 184.

(3) *Recherches sur N.-D. de Lyon* ; v. égal. A. MONNIER, *Hist. de l'assistance*. M. C. Guigue a peut-être été postérieurement amené à admettre une certaine corrélation entre les Frères Pontifes et les Frères du Saint-Esprit. On lit, en effet, dans les *Voies antiques du Lyonnais* (p. 11) : « Les membres d'une immense association religieuse et philanthropique, les Confrères du Saint-Esprit, en faisaient surtout (des hôpitaux), et conjointement avec l'œuvre des ponts sur les fleuves, les rivières et les ruisseaux, l'objectif préféré de leurs aumônes et de leurs largesses ».

pendantes les unes des autres, naissaient des besoins locaux (1). Enfin, M. Léopold Delisle paraît douter qu'un ordre de Frères Pontifes ait jamais existé (2).

Nous n'essaierons donc pas de tirer une conclusion quelconque de ce fait, que l'œuvre du pont du Rhône et de l'hôpital, son annexe, a peut-être été entreprise par des Frères Pontifes. Il paraît seulement probable que l'hôpital, comme un grand nombre des hôpitaux dont M. C. Guigue a retrouvé la trace au cours de ses laborieuses recherches (3), servait de refuge aux pèlerins et aux voyageurs malades ou attardés. Sa situation même et ses origines—bien que ces dernières soient peu connues — permettent de soutenir cette idée, corroborée par un document à la vérité peu explicite.

On se souvient que, dans ses *Recherches sur N.-D. de Lyon*, M. C. Guigue signale une bulle du pape Lucius III, exhortant les fidèles à faire des aumônes en faveur de l'œuvre du pont et de l'hôpital, permettant d'édifier une chapelle et de bénir un cimetière à proximité (4). M. Guigue, qui alors ne connaissait cette bulle que par l'inventaire Chappe, a, par la suite, retrouvé le document lui-même. Or, cette bulle autorise ceux qui avaient la charge du

(1) BRUGUIER-ROURE, *les Constructeurs des ponts au M.-A.*, p. 65 ; LALLEMAND, *Hist. de la Charité*, t. III, p. 124 et suiv.

(2) *Journal des Savants*, juin 1893, p. 327.

(3) *Les Voies antiques du Lyonnais*, p. 11 ; *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 24.

(4) V. le chap. précédent.

pont et de l'hôpital à affecter certaines ressources à cette œuvre elle-même, à leur propre entretien et à celui des *pèlerins* qui demanderaient l'hospitalité (1). Il n'y a donc rien de bien téméraire à soutenir que l'hôpital du pont du Rhône recevait surtout des pèlerins et des passants, et peut-être quelques malades. S'ils étaient valides, pèlerins et passants étaient sans doute hébergés pendant deux ou trois nuits ; s'ils étaient malades, ils demeuraient plus longtemps, jusqu'à ce que, leurs forces étant revenues, il leur fût possible de poursuivre leur route. Mais il est évident que, dans cet hôpital, ouvert aux pèlerins et aux passants, c'est-à-dire à tout venant, ceux qui se présentaient étaient admis sans distinction d'origine, ni même de nationalité.

Pour l'Aumônerie, la question est également fort obscure. S'il était prouvé qu'à l'origine cet établissement fut un *hôpital de défense*, il en résulterait, semble-t-il, que les étrangers devaient y être admis en grande majorité, sinon à l'exclusion des habitants de la cité. Là auraient été hospitalisés, peut-être même retenus de force, des voyageurs suspects, à la

(1) V. C. et G. GUIGUE, *Biblioth. hist. du Lyonnais*, p. 128 et suiv.

« Mandamus... apelle quoque, que ibi constructa disnecitur, sine prejudicio vestrarum ecclesiarum munus consecrationis impendi et fratribus inibi conversantibus, ad opus suum et familie proprie sive *peregrinorum* quos apud eos obire contigerit, cimeterium benedici ».

recherche d'un gîte. Pour qu'un Lyonnais fût reçu dans cet asile, il fallait évidemment qu'ayant quitté Lyon depuis un certain temps, il y revînt sans y avoir aucun domicile. Il est logique de dire que, dans un *hôpital de défense*, on n'hébergeait, de gré ou de force, guère que des étrangers.

Si l'on rejette, comme trop hasardée, l'hypothèse de l'*hôpital de défense*, il est tout au moins possible d'admettre, pour les raisons précédemment exposées (1), que l'Aumônerie recevait pèlerins et passants, et peut-être quelques malades.

Dans le Règlement de l'Hôtel-Dieu de 1636, on lit bien ce qui suit, relativement à l'Aumônerie : « C'était là où se bailloit l'aumosne et se retiroient les pauvres passants et pèlerins nécessiteux » (2) ; mais Gaspard Thorel, recteur de l'Hôtel-Dieu, qui écrivit ce Règlement, se borne sans doute à enregistrer une tradition. Cette tradition n'étant appuyée par aucun document, on ne peut accepter que sous réserve l'affirmation de Gaspard Thorel, comme celles d'auteurs postérieurs qui mirent à contribution l'ouvrage de ce dernier (3). Ceci simplement pour indi-

(1) V. le chap. précédent.

(2) *Forme du gouvernement économique du grand Hostel-Dieu de N.-D. de Pitié du pont du Rhosne de la ville de Lyon*, à Lyon, de l'imprimerie Jean-Aymé Candy, 1636, p. 14. Divers règlements postérieurs répètent la même chose.

(3) V. notamment ce que dit M. C. GUIGUE d'un passage du *Lugdunum sacroprophanum*, de Bullioud (*Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 28).

quer qu'en ce qui concerne la destination primitive de l'Aumônerie, nous sommes réduit à des probabilités.

Entre 1193 et 1226, l'archevêque Renaud de Forez réunit l'Aumônerie et l'hôpital en une seule et même œuvre (1). Reste à savoir si l'hôpital désormais unique reçut par la suite à la fois voyageurs et malades.

A notre connaissance, aucun document ne fournit de renseignement à ce sujet. Une seule ressource nous reste : rechercher quel pouvait être le règlement alors en vigueur. Dans ces recherches, nous nous heurtons à d'insolubles difficultés.

Il est probable qu'il n'y avait point alors de règlement écrit ; ou, du moins, s'il en existait un, il n'en est pas resté trace. Mais à coup sûr, les *Frères* qui administrèrent l'hôpital, au cours du XIII^e siècle, étaient soumis à une règle. Est-il possible de déterminer quelle était cette règle ? Pour cela, il faudrait savoir avec certitude ce qu'étaient ces *Frères* assurant

(1) V. le texte dans Guigue. L'acte ordonnant la réunion est perdu ; mais il est mentionné dans une lettre de l'archevêque Guillaume de Sure (1330-1340), conservée aux archives départementales du Rhône (Arm. Aaron, vol. XVI, n° 10). On possède également un extrait de la bulle d'Innocent IV, en date de 1243, confirmant la réunion des deux établissements (Arch. de l'H.-D., boîte 391, et Inv. de 1632, fol. 19).

la direction de l'œuvre. Nous sommes loin d'être fixé sur ce point.

A lire les textes (1), on a cette impression que l'œuvre du pont du Rhône, liée à celle de l'hôpital, fut entreprise et dirigée jusqu'à la fin du XIII^e siècle, par une confrérie lyonnaise. Cette impression est confirmée par la lettre de Jean de Bellesme, disant que les religieux d'Ainay accordèrent les deux emplacements dont nous avons parlé dans le premier chapitre à la demande de *citoyens de Lyon* (2).

Quelle était cette confrérie composée de citoyens de Lyon?

Ici, nous citons textuellement M. Guigue (3).

« Quels étaient ces citoyens de Lyon ? Ils ne pouvaient être une collectivité, une commission, une délégation, un syndicat, représentant l'universalité des habitants de la ville, puisque Lyon n'avait pas encore de vie politique, et que ce n'est que bien plus tard, au commencement du XIV^e siècle, après des luttes sanglantes, que la commune fût constituée ; ils appartenaient donc forcément, soit à une confrérie de métier, soit à une confrérie religieuse, seules associations alors tolérées.

(1) La plupart de ces textes sont indiqués plus loin.

(2) « Johannes, Dei gratia primæ Lugdunensis ecclesiæ humilis sacerdos... notum sit... quod Abbas et monachi monasterii Athanacensis, ad *petitionem civium nostrarum*, qui opus pontis in custodia sua habebant... etc. » (*Gr. Cart. d'Ainay*, t. I, p. 43 ; *Obit. Lugd. eccl.* p. 179).

(3) *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 37 et suiv.

« Le cadre des investigations ainsi rétréci, il devient possible, malgré l'absence de documents explicites, de serrer de plus près le problème historique, de dégager même un nom et de reconnaître enfin, dans les promoteurs, les administrateurs de l'œuvre dont les Frères Pontifes ne furent d'abord que les architectes et les entrepreneurs, les Frères du Saint-Esprit lyonnais. Ce n'est pas, en effet, une simple présomption qui doit résulter des témoignages qui nous apprennent que l'Aumônerie supprimée par Renaud de Forez s'appelait l'*Aumônerie du Saint-Esprit du pont du Rhône* ; qu'à Lyon, au milieu du XIII^e siècle, fonctionnait une confrérie du Saint-Esprit, dont on ignore l'origine ; que le 3 septembre 1254, le pape Innocent IV manda à tous les archevêques et évêques de laisser publier dans leurs diocèses, autant de fois que besoin serait, par les députés du *recteur et des confrères du Saint-Esprit*, les indulgences qui avaient été accordées pour la fabrique du pont du Rhône ; qu'en 1384 les citoyens de Lyon, renouant la chaîne des traditions, fondèrent à la tête du pont une nouvelle chapelle sous le *vocabale du Saint-Esprit*, et organisèrent sous le même titre du Saint-Esprit une confrérie dont les membres, qui se comptaient par milliers, devaient fournir une cotisation pour l'achèvement de l'œuvre entreprise au XII^e siècle ; et, enfin, que le pont lui-même, comme celui qu'avaient édifié les habitants de Saint-Saturnin-du-Port, était aussi appelé quelquefois le *Pont du Saint-Esprit*. Ces faits n'ont-ils pas la valeur d'une preuve presque directe ? »

Mais M. Guigue est d'avis qu'après la réunion de l'hôpital et de l'Aumônerie, les confrères du Saint-Esprit furent éliminés. Les Frères Pontifes, qui, d'après cet auteur, auraient tout d'abord été seulement employés à la construction du pont, seraient ensuite demeurés seuls maîtres de l'œuvre tout entière. « Pendant tout le cours du XIII^e siècle, dit, en effet, M. Guigue (1), le pont, l'hôpital et ses dépendances restèrent confiés aux Frères Pontifes ». Il y a cependant quelques raisons pour croire que ce furent, au contraire, les Frères du Saint-Esprit qui assurèrent alors, comme par le passé, la direction de l'œuvre.

Les textes ne sont convaincants ni dans un sens ni dans l'autre. Ils emploient les expressions : *fratres* (2), *fratres pontis* (3), *rector pontis Rodani et fratres ejusdem loci* (4), *præceptor domus pontis Rodani et fratres ipsius domus* (5), les frères de l'hospital du pont de Lyon (6), les frères établis sur le pont du Rosne (7),

(1) Id., p. 46.

(2) Bulle de Lucius III, déjà citée.

(3) Accord de 1185 entre l'Abbé d'Ainay et les Frères du pont au sujet de la chapelle (*Gr. Cart. d'Ainay*, t. I, p. 143, éd. C. Guigue et Charpin-Feugerolles ; *Obit. Lugd. eccl.*, p. 178, éd. Guigue) ; accord de 1226 entre les mêmes au sujet de la chapelle et de concessions de terres (*Gr. Cart. d'Ainay*, t. I, p. 146 ; *Obit. Lugd. eccl.*, p. 198), etc.

(4) Concession d'une terre faite aux Frères par l'Abbé d'Ainay, en 1225 (*Gr. Cart. d'Ainay*, t. I, p. 145).

(5) Transaction de 1253 avec les religieux d'Ainay (*Gr. Cart. d'Ainay*, t. I, p. 147 ; *Obit. Lugd. eccl.*, p. 224).

(6) Bulle d'Innocent IV, déjà citée.

(7) Bulle d'Urbain IV, de 1256 (?), prenant sous sa protec-

etc. En rapprochant ces expressions, on voit combien il est hasardeux de soutenir que les deux mots *fratres pontis* désignent des religieux appartenant à une association spéciale : l'ordre ou la confrérie des Pontifes. Le mot *pontis* nous paraît désigner tout simplement *le lieu* où était installée la communauté ou le siège de la confrérie. De même, disait-on, les religieux d'Ainay, c'est-à-dire les religieux *établis à Ainay*, au lieu de dire les Bénédictins d'Ainay ; il ne viendrait à l'idée de personne que le mot *Ainay* désigne un ordre spécial : l'ordre d'Ainay. L'expression *fratres pontis* ne fournit donc, nous semble-t-il, aucune indication sur le point de savoir ce que, en réalité, pouvaient bien être les Frères dont s'agit.

Mais on remarquera que M. Guigue reconnaît lui-même qu'une confrérie du Saint-Esprit fonctionnait à Lyon au cours du XIII^e siècle. En juin 1250, Albert, chanoine de Saint-Paul, cédait, par bail amphytéotique, à cette confrérie, nommément désignée dans l'acte, une place sise derrière l'hôpital de la Graneterie (1). D'autre part, la bulle d'Innocent IV, citée par M. Guigue d'après l'inventaire Chappe (2),

tion l'œuvre du pont, et bulle de Clément IV, de 1369, confirmant la précédente (Arch. H.-D., boîte 391).

(1) *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 144. — Le *Polyp-tique de l'église collégiale de Saint-Paul*, publié par M. C. Guigue, donne le texte de l'acte de 1250 : « Nos, Albertus, canonicus Sancti Pauli Lugdunensis... notum facimus... quod nos... asservamus et in amphyteosim perpetuam concedimus *confratribus Sancti Spiritus*, quamdam plateam, etc. »

(2) Arch. mun., Inv. Chappe, t. XVI, p. 511, n° 5.

prouve que les confrères du Saint-Esprit se préoccupaient encore de l'œuvre du pont en 1254, et très vraisemblablement de l'hôpital, son annexe ; or, cette date est bien postérieure à la réunion de l'hôpital et de l'Aumônerie.

Nous nous demandons quelles raisons ont amené M. Guigue à penser que les confrères du Saint-Esprit dirigèrent l'œuvre du pont et de l'hôpital seulement avant la réunion de l'hôpital et de l'aumônerie et qu'ils furent éliminés à l'époque de cette réunion.

Ceci dit, qu'étaient les confrères du Saint-Esprit ?

Vers 1185, Guy de Montpellier fondait, dans cette ville même, un ordre hospitalier, sous le vocable du Saint-Esprit. La confrérie lyonnaise était-elle affiliée à cet ordre, lequel se développa rapidement ? C'est possible et on peut remarquer, notamment, que les titres de *præceptor*, *rector*, que nous avons rencontrés dans les textes signalés précédemment, et même le titre de *maître* que nous trouvons au moins dans un texte (1), étaient très usités chez les hospitaliers du Saint-Esprit.

Lorsque ces derniers s'établissaient dans une localité, ils avaient coutume de former une confrérie dont les membres n'étaient liés par aucun vœu. Cette confrérie « avait un double objet : l'augmentation

(1) Bulle d'Innocent IV, déjà citée.

(2) Abbé Brune, ouv. cité, p. 81.

du revenu des hôpitaux et l'assistance paroissiale (1) ». Quelques religieux du Saint-Esprit vinrent-ils à Lyon où ils auraient créé une confrérie ? Mais comment cette confrérie aurait-elle été amenée à entreprendre la construction du pont du Rhône ? Nous ne nous chargeons pas de l'expliquer. Peut-être, comme le soutient M. C. Guigue, fit-elle appel aux Frères Pontifes en qualité d'architectes et d'entrepreneurs. Mais, en ce cas, qu'étaient les Frères Pontifes ? C'est tourner dans un cercle vicieux.

Nous connaissons les prescriptions de la règle du Saint-Esprit en ce qui concerne l'hospitalité envers les pauvres et les malades. Un manuscrit du XIII^e siècle, conservé aux archives de l'hôpital du Saint-Esprit, à Rome, reproduit cette règle, d'après une compilation postérieure à Guy de Montpellier (2). Elle ordonne de recevoir tous les malades qui se présentent à la maison hospitalière, et d'aller, une fois la semaine, dans les rues de la ville, pour recueillir les infirmes privés de soins et les conduire à l'hôpital (3).

Les pauvres seront soignés et hébergés. Des soins particuliers seront donnés aux vieillards (4).

(1) Id., p. 163.

(2) Id., p. 61. Cette règle fut réimprimée à Lyon, chez Guill. Barbier, en 1647. On le trouve dans Migne, t. CCXVII, col. 1119-1230 et suiv., sous le titre : *Regula ordinis S. Spiritus de Saxia*. V. égal. Léon Le Grand, *Revue des questions historiques*, t. LX, 1896, p. 104.

(3) Id., p. 64.

(4) Règle, ch. XXXIX et LXIII.

Les pèlerins et voyageurs étrangers trouveront asile dans les maisons du Saint-Esprit. La règle décide seulement, par une précaution nécessaire, que nul étranger ne séjournera plus d'une semaine (1).

Les religieux seront accueillis avec déférence (2), et aux personnages de qualité, on donnera un logement proportionné à leur rang (3).

Les établissements du Saint-Esprit seront tenus d'adopter les enfants trouvés. Les pauvres femmes sur le point d'accoucher seront hospitalisées et leurs enfants seront élevés aux frais de la maison (4).

Enfin, les filles repenties pourront être admises dans les établissements du Saint-Esprit, pendant la Semaine Sainte et l'octave de Pâques (5).

Bien entendu, aucune distinction n'était faite relativement au lieu d'origine ou à la nationalité des hospitalisés.

Nous ne prétendons pas qu'une aussi large hospitalité fût exercée à l'hôpital du pont du Rhône. Cet établissement était, d'ailleurs, fort modeste. Jusqu'au XIV^e siècle dit, M. Guigue, « son importance était si minime qu'il est bien rare d'en trouver mention, même à propos des legs pieux provoqués, cependant, d'une manière toute spéciale, en sa faveur par les papes Urbain III, Clément III, Innocent IV, Grégoire X

(1) BRUNE, ouv. cit., p. 66 ; Règle, ch. LXXXVIII.

(2) Id., ch. XLIV.

(3) Id., ch. XLV.

(4) BRUNE, p. 67 ; Règle, ch. XLI.

(5) BRUNE, p. 68 ; Règle, ch. XLVI

et Urbain IV »(1). Mais, si la règle du Saint-Esprit avait été pratiquée à l'hôpital du pont du Rhône, il serait permis de supposer que, dans cet établissement où étaient reçus à l'origine pèlerins et passants, et peut-être quelques malades, les confrères du Saint-Esprit s'efforcèrent d'admettre des malades de plus en plus nombreux. Ainsi se serait élargie l'hospitalité exercée dans la maison, ainsi cette maison, à l'origine simple asile de nuit, se serait transformée en Hôtel-Dieu (2).

Cette théorie serait assez séduisante, s'il était prouvé que les confrères lyonnais du Saint-Esprit étaient affiliés à l'ordre de Montpellier. Mais il faut bien convenir que ce n'est pas certain. Les bulles du XIII^e siècle mentionnant les principaux établissements de l'ordre, ne parlent pas de celui de Lyon (3).

Il est possible que les confrères lyonnais aient toujours été indépendants de l'ordre de Montpellier. « La grande majorité des Maisons-Dieu — dit M. Léon Le Grand (4) — restèrent indépendantes les unes des

(1) *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 95.

(2) Les Hôtels-Dieu ou Maisons-Dieu, au moyen-âge, recevaient en général des malades de toutes catégories et, accessoirement, les voyageurs et les pèlerins (L. LALLEMAND, *ouv. cit.*, t. III, p. 126).

(3) Nous devons ce renseignement à l'extrême obligeance de M. l'abbé Brune.

(4) *Statuts H.-D. et de Léproseries*, p. VII ; v. également, même auteur, *Les Maisons-Dieu, Revue des questions historiques*, n^o cit., p. 96.

autres et furent le siège d'autant de petites congrégations distinctes obéissant à des statuts particuliers. » Plusieurs de ces congrégations étaient placées sous le vocable du Saint-Esprit (1), et M. Léopold Delisle a démontré que l'ordre de Montpellier avait possédé beaucoup moins de maisons que ne le laisseraient croire certains documents falsifiés (2). Peut-être pourrait-on seulement dire de l'hôpital lyonnais ce que M. de Charmasse a dit de l'hôpital du Saint-Esprit d'Autun : bien que cet hôpital « n'aie, à notre connaissance, aucune relation avec la grande maison de Montpellier, il paraît cependant devoir son origine à cet esprit de charité qui, vers cette époque (XII^e siècle), part du Midi de la France et la gagne tout entière » (3). De nouvelles questions se posent : qu'était au juste la confrérie lyonnaise du Saint-Esprit ? Quel était son origine ? Sa composition ?

Dans ses *Recherches sur Notre-Dame de Lyon*, M. C. Guigue écrivait : « Dans un mémoire spécial,

(1) M. Coiffier, dans son livre sur *l'Assistance dans la généralité de Rioms*, mentionne des confréries du Saint-Esprit qui remonteraient au début du XII^e siècle.

(2) *Journal des Savants*, juin 1893, n^o cit. Dans l'ouvrage de M. l'abbé Brune, déjà cité, ouvrage qui a, par ailleurs, une grande valeur, on trouvera (p. 182) un rapport d'un certain Frère Jean Monette, Visiteur général de l'ordre du Saint-Esprit, lequel Jean Monette aurait inspecté « la maison hospitalière du Saint-Esprit de Lyon », en 1288. M. L. Delisle a démontré, notamment, que les rapports du prétendu Visiteur général avaient été fabriqués, au XVII^e siècle, par Olivier de la Trau, sieur de La Terrade.

(3) *L'Hôpital d'Autun*, p. 208.

j'essaierai de déterminer ce qu'était, à Lyon, la confrérie du Saint-Esprit. C'est une question fort délicate. (1) » Mais, à notre connaissance, ce travail n'a jamais été fait, et le champ des hypothèses, que M. C. Guigue, avec sa vaste érudition et sa connaissance profonde des archives municipales et départementales, eût tout au moins circonscrit, demeure illimitée.

Certains auteurs ont soutenu que cette confrérie avait un but politique : substituer l'autonomie communale au pouvoir des archevêques, lesquels étaient alors suzerains de Lyon (2). C'est possible ; mais, outre que cette hypothèse n'est pas étayée de documents sérieux (3), elle ne fournit aucune indication sur l'origine de la confrérie, ses statuts, sa manière de pratiquer l'assistance.

D'autre part, une inscription gravée sur une pierre tombale dans la crypte de l'église Saint-Nizier, nous apprend qu'une confrérie du Saint-Esprit fut fondée, en 1274, dans la paroisse Saint-Pierre par messire Legris, curé de cette paroisse (4). « Le se-

(1) p. 158, note 1.

(2) V. VAESSEN et VINGTRINIER : *Une Commune du Lyonnais, Ecully*, p. 42 ; DRIVON, *L'H.-D. au temps de Rabelais*, p. 48 ; CROZE, *Les Origines de l'H.-D.* p. 6 ; VAESSEN, *Revue Catholique des Institutions et du Droit*, t. IX, 1877, p. 168 et suiv.

(3) Dans l'ouvrage, extrêmement documenté qu'il a consacré à la *Réunion de Lyon à la France*, M. Bonnassieux, parle bien des luttes soutenues par les Lyonnais contre leurs archevêques au XIII^e siècle (p. 30), mais ne mentionne nullement la confrérie du Saint-Esprit.

(4) Voici cette inscription : « Ici reposent les cendres de

cond Concile général tenu dans notre ville (au XIII^e siècle) — dit D. Meynis — (1) fut l'occasion de l'établissement d'une société pieuse destinée à en perpétuer le souvenir. On la nomma *confrérie* du Saint-Esprit, pour rappeler que les grecs, réunis aux latins, avaient reconnu, dans ce Concile, le dogme catholique touchant la procession de la troisième personne divine. La confrérie du Saint-Esprit avait pour but la pratique de la prière et de l'aumône collective. » Nulle part il n'est fait mention du règlement de cette confrérie (2). Il est d'ailleurs bien improbable que cette confrérie soit celle qui avait sous sa direction l'œuvre du pont et de l'hôpital, puisque, dès 1250, l'existence d'une confrérie placée sous le vocable du Saint-Esprit, est signalée par la bulle d'Innocent IV. D'autre part, nous savons qu'une confrérie du Saint-Esprit avait son siège dans l'église N.-D. de la Graneterie (3). Il n'y a rien à tirer de ces renseignements

messire Jean Legris, prêtre bénéficiaire de l'église paroissiale de Saint-Nizier, curé de Saint-Pierre et Saint-Saturnin, recommandable par ses lumières et par ses vertus, décédé vers la fin du XIII^e siècle. En l'année 1274, il fonda dans sa paroisse la confrérie du Saint-Esprit et une fête publique. A celle-ci, ont succédé des aumônes annuelles. La pierre qui fut gravée anciennement à la mémoire de messire Legris ne subsistant plus, ce monument a été placé, en 1788, d'après une délibération capitulaire du 2 mai, par les soins de MM. les courriers administrateurs de la confrérie.»

(1) *Grands souvenirs de l'Eglise de Lyon*, p. 177.

(2) D. MEYNIS, *Les anciennes Confréries lyonnaises*, p. 2.

(3) GUIGUE, *Recherches sur N.-D. de Lyon* p. 144; *Polyptique de Saint-Paul*, p. 179, acte cité.

disparates, sinon qu'il y eut probablement à Lyon plusieurs confréries du Saint-Esprit.

Toutefois, il serait curieux de rechercher de quelle règle s'inspirèrent les Recteurs de l'Hôtel-Dieu, lorsque, en 1624, ils rédigèrent un règlement. Ce règlement ne fut jamais imprimé; les Archives de l'Hôtel-Dieu en possèdent un exemplaire manuscrit. Sans doute, les Recteurs codifièrent des traditions et des coutumes séculaires (1). Mais ces traditions et ces coutumes avaient elles-mêmes une origine, et peut être pourrait-on trouver des points de contact entre elles et les statuts d'autres confréries charitables existant au Moyen-Age. Il ne faut pas oublier que le Concile de Paris de 1212 avait établi un certain nombre de principes destinés à servir de base aux règlements des établissements hospitaliers (2). Nous ne nous dissimulons pas, d'ailleurs, que de telles recherches, extrêmement difficiles et particulièrement délicates, ne donneraient peut-être que des résultats incertains.

En définitive, nous arrivons à cette conclusion un peu décevante : on ne sait pas avec certitude qui administrait l'hôpital du pont du Rhône aux XII^e et XIII^e siècles, et, à plus forte raison, quel règlement était en vigueur dans cet établissement.

Il n'y a, cependant, pas lieu de douter que même

(1) On lit dans le règlement : « S^{rs} Recteurs *en suivant* les bonnes résolutions de leurs devanciers en leurs charges... » (*Revue d'Hist. de Lyon*, t. IX, fasc. VI, nov.-déc., 1910, p. 459).

(2) LABBE, *Concilia*, t. XI, p. 73.

s'il était administré par une confrérie lyonnaise indépendante, l'hôpital du pont du Rhône ne soit demeuré ouvert aux pèlerins et aux passants, valides ou malades, sans distinction de lieu d'origine ni de nationalité. L'hôpital était alors une annexe de l'œuvre du pont, et cela même porte à penser que cet établissement, dans la mesure de ses modestes ressources et de son exigüité, était très largement ouvert à tous ceux qui se présentaient.

CHAPITRE III

Les Cisterciens

(1309-1478)

Un document, en date du 4 Octobre 1334, relate que, « mû par de justes et raisonnables motifs », l'archevêque Pierre de Savoie retira des mains des *laïques* et remit aux *religieux* de l'abbaye de Haute-Combe l'œuvre du pont et de l'hôpital (1). En quelle

(1) « Dominus P. de Sabaudia, quondam Lugdunensis archiepiscopus, a *regimine laicali* sub quo capelle et domus ut communiter existebant, justis et rationalibus causis tunc ipsum moventibus, capellas et domus easdem a regimine etiam mechanici operis necessarii dicti pontis transtulit in *religiosos* et litteratos viros, videlicet in venerabiles et religiosos Abbatem et conventum Altæ-Combæ ». Ce document, extrêmement important pour l'histoire de l'H.-D., est reproduit *in-extenso* dans le *Cart. d'Et. de Villeneuve*,

année eut lieu cette cession ? L'acte de 1334 rappelle un fait déjà ancien, sans fixer une date précise.

Pierre de Savoie fut élu archevêque de Lyon en décembre 1308. D'autre part, dit M. C. Guigue (1), « l'abbaye de Haute-Combe, fondée en 1145 sur les bords du lac du Bourget (2), et richement dotée par les comtes de Savoie, avait alors pour Abbé Conrad, qui délégua à Lyon un de ses religieux nommé Etienne ». En 1313, Conrad fut appelé au siège abbatial de Clairvaux (3). La remise de l'œuvre du pont et de l'hôpital aux religieux de Haute-Combe eut donc lieu entre 1309 et 1313. Or, une charte de 1314 (4) rapporte que, sous la direction d'Etienne, « le pont de bois fut solidement reconstruit » et que « partie des matériaux nécessaires à la continuation du pont en maçonnerie étaient déjà préparés, lorsque Conrad fut appelé au siège abbatial de Clairvaux » (5). De tels travaux demandèrent sans doute un laps de temps assez long. Ce fut donc en 1309 ou 1310 que

éd. C. Guigue, p. 169-176. — V. égal. MENETRIER, *Hist. Consulaire*, preuves, p. XXIII.

(1) *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 48.

(2) MIGNE, *Encyclopédie théologique*, t. XX, *Dict. des ordres religieux*, t. I, col. 944 : « Trois-Fontaines (l'abbaye de), seconde fille de Cîteaux, a produit entre autres abbayes celles de Haute-Combe et des Alpes, au diocèse de Genève... etc. ».

(3) *Gallia Christiana*, t. IV, col. 808.

(4) Charte qui transfère l'œuvre du pont et de l'hôpital aux religieux de Chassagne.

(5) C. GUIGUE, ouv. cit., p. 48

les religieux de Haute-Combe prirent la direction de l'œuvre. Ils ne la conservèrent pas longtemps.

La construction du pont était fort dispendieuse (1). Etienne, qui avait succédé à Conrad comme Abbé de Haute-Combe, la jugea trop onéreuse pour son monastère. Il supplia l'archevêque de Lyon de l'autoriser à céder l'œuvre du pont et de l'hôpital et toutes les dépendances à l'abbaye de Chassagne-en-Bresse, soumise également à la règle de Cîteaux. L'autorisation accordée, le transfert fut effectué en 1314 (2).

• Les moines de Chassagne, riches en forêt qu'ils devaient à la munificence des sires de Villars, leurs fondateurs, virent, en peu de temps, leurs forêts absorbées. Eux aussi, avaient entrepris une œuvre au-dessus de leurs forces. Ils avaient à peine achevé la construction de la première moitié de l'arc en pierre, sis près de la porte, qu'ils se virent contraints d'exposer leur détresse et leur impuissance à l'archevêque Guillaume de Sure. Le prélat considérant qu'à l'impossible nul ne pouvait être tenu, scinda l'œuvre, et, par acte du 4 octobre 1334, remit le pont, la chapelle édifiée dessus, l'ancienne maison de l'Aumônerie et ses dépendances aux consuls de la ville, qui, dès lors, durent rester seuls chargés des

(1) Pour tout ce qui concerne le pont, v. C. GUIGUE, ouv. cit., p. 41 et suiv.

(2) Lettre du 15 Déc. 1314, reproduite 2^e part., chap. II, par. I (copie moderne et traduction aux arch. de la Charité ; v. égal. C. GUIGUE, ouv. cit., p. 165, pièce justificative n^o 3).

travaux ; aux moines de Chassagne, il conserva l'hôpital, la chapelle et leurs annexes.

« La cession, faite le 4 octobre 1334, aux citoyens de Lyon, fut confirmée, le 30 Avril 1335, par l'Abbé de Saint-Sulpice-en-Bugey, en qualité de supérieur immédiat de Chassagne. A partir de ce jour, l'œuvre du pont devient une œuvre purement municipale avec un budget particulier, dont l'administration fut confiée à Barthélemy de Varey et Michel Cytarelle, choisis par le Consulat (1). »

Les moines de Chassagne conservèrent l'administration de l'hôpital jusqu'en 1478, année où cet établissement fut, à son tour, remis aux représentants de la ville (2).

Pendant plus d'un siècle et demi, l'Hôtel-Dieu fut donc sous la dépendance des Cisterciens, soit qu'il fût administré par les religieux de Haute-Combe, soit qu'il le fût par les religieux de Chassagne (3).

(1) C. GUIGUE, *ouv. cit.*, p. 50-52.

(2) V. le chap. suiv.

(3) L'abbaye de Haute-Combe existe encore de nos jours. Elle renferme les tombeaux des ducs de Savoie et des rois de Sardaigne. Elle est située sur le territoire de la commune de St-Pierre-de-Curtille (Savoie).

De l'abbaye de Chassagne, il ne reste que des ruines (commune de Crans, dans l'Ain). Au XVIII^e siècle, cette abbaye avait déjà bien perdu de son opulence ; il n'y avait plus que cinq religieux et ses revenus ne dépassaient pas 2.500 livres (V. *Abbayes et couvents d'hommes en France, liste générale d'après les papiers de la commission des réguliers en 1768*, par L. LECESTRE, p. 23).

Quelles catégories de personnes furent admises dans l'hôpital sous ce nouveau régime ?

Pour cette période, comme pour la précédente, pénurie de documents.

L'acte de 1314 ne fournit aucune indication sur le genre d'hospitalité alors exercé à l'Hôtel-Dieu; celui de 1334 parle de *pauvres* et de *malades* (1); enfin, dans la pétition de 1478, par laquelle les Consuls demandèrent que l'administration de l'hôpital leur fût désormais confiée, il est également question de *pauvres* et de *malades* (2). Ces renseignements sont bien minces; il faut donc tâcher de nous éclairer par ailleurs.

Nul n'ignore que les Cisterciens pratiquaient la règle de saint Benoît. « Que l'on mette — dit cette règle — tous ses soins à bien recevoir les pauvres et les pèlerins, car c'est surtout en eux qu'on reçoit Jésus-Christ. Nous ne recommandons pas d'honorer les riches, cette recommandation serait inutile, la crainte que l'on a d'eux les fera toujours bien traiter.

(1) Dans l'énumération des biens de l'hôpital, contenue dans cet acte, il est dit : « Item pro panagio ad opus *paupe-rum* in dicto hospitali confluentium... etc. »; et plus loin : « Item pro culcitris, linteaminibus et coopertoriis hospitalis predicti ad opus *infirmorum* emendis et manutendis ibidem..., etc. » (*Cart. d'Et. de Villeneuve*, p. 171).

(2) V. le texte dans MENETRIER, ouv. cit., preuves, p. XXVII.

« L'Abbé donnera aux hôtes de l'eau pour se laver les mains. L'Abbé et tous les moines leur laveront les pieds.

« Leur nourriture sera fournie par la cuisine de l'Abbé.

« Qu'un Frère, craignant Dieu, soit chargé de l'hôtellerie. Qu'il s'y trouve en quantité suffisante des lits garnis de matelas. C'est la maison de Dieu, qu'elle soit administrée sagement et par des sages (1). »

Dans l'hôtellerie voisine du monastère, étaient reçus pauvres et malades. Certaines abbayes possédaient une infirmerie spéciale pour les laïques. À Clairvaux, existait une sorte d'hôpital destiné aux malades indigents, annexé à l'hôtellerie du monastère (2).

Le cardinal Vitri, dans son *Histoire d'Occident*, écrit également que les Cisterciens « exerçaient avec beaucoup de charité l'hospitalité envers les pauvres » (3).

D'après la règle de saint Benoît, les religieux de Haute-Combe et de Chassagne devaient donc,

(1) *Regula sancti Benedicti*, chap. LIII.

(2) D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, *Etude sur l'état intérieur des abbayes cisterciennes au XII^e et au XIII^e siècles*, p. 217 et 219.

(3) Cités par MIGNE, *Dict. des ordres religieux*, t. I, col. 930-931. V. égal. ROHRBACHER, *Hist. de l'Eglise*, t. IX, p. 88; DUCANGE, *Glossarum mediæ et infimæ latinitatis*, t. III, p. 703; L. LALLEMAND, *ouv. cit.*, t. III, p. 39 et 305.

à l'hôpital du pont du Rhône, recevoir, héberger et soigner des voyageurs, des pèlerins et des malades. Il n'y a pas lieu de penser que cette hospitalité ait été réservée aux seuls Lyonnais. Dire que voyageurs et pèlerins étaient admis dans cet établissement, c'est dire, en effet, qu'il était ouvert à tout venant, sans distinction de lieu d'origine ou de nationalité.

Clerjon affirme bien que, au XIV^e siècle, l'Hôtel-Dieu était « chargé depuis un temps immémorial, comme il continua de l'être jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, de l'œuvre des enfants exposés et abandonnés, légitimes et illégitimes » (1) ; mais nous ignorons à quelle source Clerjon a puisé ces renseignements.

Maintes raisons porteraient à croire qu'au cours du XIV^e et XV^e siècles, l'Hôtel-Dieu prit un certain développement. A cette époque, la vie des routes était particulièrement intense. Colporteurs, pèlerins, Frères mendiants et Frères Prêcheurs, étudiants se rendant dans les villes universitaires, soldats en congé, vagabonds de toutes sortes, infestaient la France (2). Il faut ajouter que, de 1350 à 1370, les bandes anglaises, auxquelles la défaite de Jean le Bon à Poitiers avait laissé la route libre, puis les bandes de routiers en quête de butin, mirent le Lyonnais à sac; de sanglants combats

(1) Ouv. cit., t. IV, p. 370.

(2) PAULTRE, *De la répression de la mendicité et du vagabondage en France sous l'ancien régime*.

furent livrés (1). Quelques années plus tard, Egyptiens, Tsiganes, Bohémiens, firent leur apparition dans cette même région (2). Peu après, sept nouvelles universités étaient créées, dont celle de Valence en Dauphiné. « La création de ces universités — écrit M. Paultre (3) — eut pour résultat de grossir le nombre des clercs et des gradués, et cette multiplicité, coïncidant avec l'abus de la commende, qui rendait les bénéfices disponibles de plus en plus rares, eut pour effet de réduire à une misère profonde les clercs et les gradués. Autour d'un petit nombre de privilégiés que les faveurs de la cour chargeaient des bénéfices, gravitait une foule de clercs pauvres, mourant de faim, qui trouvaient dans la mendicité leur seul moyen d'existence. » Tout cela n'était certes pas fait pour diminuer le nombre des clients des hôpitaux, le nombre de ceux qui, affamés, sans gîte, malades, venaient frapper à leur porte, implorant quelque nourriture, un asile, des soins.

Si l'on se rappelle, en outre, que deux foires annuelles furent établies à Lyon en 1419, que Louis XI en créa deux autres, que, grâce à elles, cette ville devint un des grands entrepôts du monde (4), que les foires eurent au moyen-âge une influence considé-

(1) G. GUIGUE, *les Tard-Venus du Lyonnais* ; STEYERT, ouv. cit., t. II, p. 543 et suiv.

(2) PAULTRE, ouv. cit., p. 8.

(3) Id., p. 13.

(4) CHARLÉTY, ouv. cit., p. 68-69.

rable sur le développement des villes (1), on pourra se faire une idée de l'affluence des étrangers, à Lyon, vers cette époque. Dagier le reconnaît (2), quand, après avoir relaté la création des foires franches, il ajoute : « Il est donc facile de prévoir que beaucoup d'étrangers s'établiront à Lyon et en augmenteront la population ; que, dès lors, le nombre des malades à l'Hôtel-Dieu deviendra plus considérable... » Ce n'étaient pas seulement les sédentaires — et ceci confirme ce que nous disions tout à l'heure — que recevait cet hôpital, mais aussi des individus faisant partie de la population cosmopolite et flottante affluant de tous côtés vers Lyon.

Il faut enfin mentionner la peste qui, en 1348, décima la population lyonnaise, ainsi que le relatent des lettres du roi Jean reproduites dans le *Cartulaire d'Etienne de Villeneuve* (3).

Il ne semble point cependant que les religieux de Chassagne aient rempli convenablement la mission qui leur incombait. Peut-être, l'œuvre du pont absorbait-elle une grande partie des ressources ; mais cela seul n'explique pas les plaintes que, dès 1328, les citoyens de Lyon adressaient au pape Jean XXII. Les Lyonnais reprochaient à l'Abbé de Chassagne de consacrer à d'autres usages les revenus de l'œuvre du pont et de l'hôpital, ainsi que les offrandes faites

(1) V. P. HUVELIN, *Essai hist. sur le droit des marchés et des foires*, p. 211 et suiv.

(2) Ouv. cit., p. 57.

(3) Ed. GUIGUE, p. 455 ; v. égal. PONCET, *Documents pour*

pour cette œuvre (1). En 1478, les mêmes plaintes furent renouvelées. Enfin, l'acte de 1334, déjà cité, prouve que le plus clair des revenus de l'établissement n'allait pas aux pauvres et aux malades (2). Il est permis de conclure avec M. Drivon : « Les ordres religieux, à cette époque, considéraient un hôpital comme un bénéfice dont ils s'appliquaient les revenus, et les religieux de Chassagne ne semblent pas avoir agi autrement (3). »

Déjà en 1311, le Concile de Vienne regrettait que les administrateurs de certains établissements hospitaliers usassent à leur profit des revenus destinés aux pauvres (4). Les décisions prises pour remédier à ce déplorable état de choses — décisions connues sous le nom de *Clémentines* (5) — ne furent point toujours respectées : l'Hôtel-Dieu de Lyon en est un bel exemple.

Au cours des XIV^e et XV^e siècles, exactement jusqu'en 1478, cet établissement ne se développa point et même l'état de délabrement dans lequel il se trouvait le rendait à peu près inutile (6). Si, théori-

servir à l'hist. de la médecine à Lyon, p. 66, et STEYERT, ouv. cit., t. II, p. 537.

(1) *Cart. d'Et. de Villeneuve*, p. 22 ; MÉNÉTRIER, ouv. cit., p. 306.

(2) C. GUIGUE, *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 101.

(3) *L'H.-D. au temps de Rabelais*, p. 9 ; V. PARADIN, *Hist. de Lyon*, p. 204.

(4) V. ROHRBACHER, ouv. cit., t. XIX, p. 570 ; LALLEMAND, ouv. cit., t. III, p. 106 et suiv.

(5) Du nom du pape Clément V.

(6) V. les plaintes des Lyonnais en 1478. (C. GUIGUE,

quement, il était ouvert aux voyageurs et aux malades, sans distinction aucune, pratiquement, l'hospitalité n'y était pas ou presque pas exercée (1).

ouv. cit., p. 104, et MÉNÉTRIER, ouv. cit., preuves, p. XXVII).

(1) L'histoire des hôpitaux de Lyon montre que plusieurs établissements charitables, tels ceux de Saint-Eloi et des Deux-Amants, disparurent au moyen-âge par suite de l'abus des bénéfices (C. GUIGUE, ouv. cit., p. 146 et suiv. ; DRIVON, *Hôpital de la Chanal*).

CHAPITRE IV

Les Consuls

(1478-1573)

En 1478, la peste désola Lyon. Chassés de leurs maisons, poursuivis par la justice séculière qui espérait sauvegarder la santé publique, les malades sans soins, sans secours, erraient à l'aventure dans la ville, sur les grands chemins, au milieu des champs, où ils mourraient d'une mort lamentable (1).

Les Consuls délibérèrent sur les mesures à prendre. Un hôpital était nécessaire pour recueillir les malades atteints par la contagion. Le choix des Consuls se fixa sur l'hôpital du pont du Rhône. Par sa disposition même, il paraissait désigné pour cette œuvre ; malheureusement, il était en fort mauvais

(1) MENETRIER, *ouv. cit.*, preuves, p. XXVI ; MONFALCON, *ouv. cit.*, t. I. p. 535 ; DAGIER, t. I, p. 59.

état. Tout de même, les Consuls demandèrent à l'archevêque d'enlever aux religieux de Chassagne, l'administration de l'établissement et de la leur confier. Les religieux de Chassagne résistèrent. Un procès s'engagea ; il se termina, en juillet 1478, par une transaction, d'après laquelle les religieux se désistèrent de tous leurs droits, moyennant certaines indemnités (1).

Pour l'administration des sacrements et les inhumations, l'hôpital restait soumis à l'autorité ecclésiastique. Une discussion surgit entre le curé de Saint-Nizier et l'archevêque, relative au droit de juridiction sur l'établissement. Un citoyen de Lyon, Pierre Palmier, fut chargé par le Consulat de transmettre ses doléances au pape Sixte IV, lequel, par une bulle, en date du 14 mai 1480, affranchit l'hôpital de toute juridiction ecclésiastique (2).

Ratifié par l'Abbé de Saint-Sulpice, l'acte de cession de 1478 fut définitivement approuvé, quatre ans plus tard, par le Chapitre de St-Jean (3). Une pension de 20 livres tournois, consentie en faveur de l'Abbé et

(1) MENETRIER, p. XXVI-XXXI ; C. GUIGUE, *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 103-102. Pour les offres des Consuls aux religieux de Chassagne, v. le *Registre consulaire* de 1476-1480, f. 92 (*Archives mun.*).

(2) V. la bulle dans le *Traicté des péages, composé par M. Mathieu de Vauzelle, docteur es droicts et advocat du Roy au Parlement des Dombes, et sénéchaucée de Lyon*. A Lyon par Jean de Tournes, 1550. Un exemplaire de cet ouvrage est conservé à la biblioth. mun. de Lyon.

(3) Arch. mun., B 17.

du couvent de Chassagne, a déjà été rachetée par les Consuls, qui ainsi sont définitivement libérés (1).

Sous l'administration des Consuls, l'hôpital du pont du Rhône, restauré, agrandi, partiellement reconstruit (2), reprit une vie nouvelle. L'hospitalité y fut désormais très largement exercée. Il y avait, d'ailleurs, fort à faire.

A cette époque, les mendiants pullulaient. Ils appartenaient à des catégories aussi nombreuses que variées : ramasseurs de pain, esclaves se disant libérés, faux ermites quêtant pour l'entretien d'une église chimérique, sabouleurs, qui contrefaisaient les épileptiques, polissons ou mendiants qui demandaient l'aumône presque nus, malingreux, qui exhibaient des fausses plaies, femmes, se disant mensongèrement enceintes, après s'être préalablement confectionné un ventre volumineux, etc..., etc... (3).

Ces catégories de gens, qui vivaient d'une exploitation éhontée de la charité publique, ne se retrouvaient peut-être pas toutes à Lyon au XV^e siècle ; mais les « mendiants infects et deshonnêtes » y pullulaient à un tel point qu'en 1482, il fallut les expulser (4). En 1520, on prit des mesures plus énergiques encore : « les vagabonds et gens sans adveu qui demandent l'aumône par les rues et

(1) Id., B 15.

(2) V. 2^{me} partie, chap. II, par. 1.

(3) V. PAULTRE, *ouv. cit.*, p. 34-35.

(4) Arch. mun., BB 17.

esglises de Lyon doivent estre pendus et estranglez » (1).

Pour radicales qu'elles fussent, ces mesures n'eurent pas grand succès. Il est vrai que la dureté des temps contribuait à accroître le nombre des vrais malheureux et à encourager l'audace des faux pauvres. En 1504, la région lyonnaise fut éprouvée par le manque de récoltes ; la famine sévit (2). Nouvelle famine en 1531, plus effroyable encore qui dura trois ans (3). Alors fut fondée l'Aumône Générale, d'où sortit l'hospice de la Charité (4). La nouvelle se répandit qu'à Lyon, on nourrissait les pauvres. « Aussitôt, dit M. Drivon (5), affluèrent de tous côtés vagabonds et mendiants de profession. Les voituriers par eau en amenaient chaque jour ; il en entrait par toutes les portes ; renvoyés après avoir reçu l'aumône ordinaire, *la passade*, ils rentraient d'un autre côté. Il fallut mettre des gardes aux portes, les rendant responsables sous peine d'amende de toute négligence ; il fallut faire des exemples : quelques mendiants invétérés furent fouettés ; on mit à Pierre-Scize un mari qui faisait mendier sa femme ; on menaça du fouet un

(1) DRIVON, *Hôpitaux de mendiants*, p. 5.

(2) V. MONFALCON, ouv. cité, t. I, p. 367.

(3) CLERJON, ouv. cité, t. IV, p. 356 et suiv. ; DAGIER, t. I, p. 83 et suiv.

(4) Pour la fondation de cet hospice en 1533, v. les articles de M. de Boissieu, *Revue d'Histoire de Lyon*, t. VIII, 1909 p. 45, 81, 205 et 255.

(5) Ouv. cit., p. 6.

religieux mendiant; un lyonnais reçut l'ordre de nourrir sa mère ou de quitter la ville ».

Les mendiants furent enfermés; on les employa à des travaux d'utilité publique; on usa tous les moyens pour dompter les récalcitrants; en 1546, on fit acheter des colliers pour « enchaîner les maraultz aux fins de les faire travailler aux fortifications »; (1) en 1560, on renouvela l'ordonnance de 1520. Les mendiants bravèrent le fouet, la prison, le carcan et même la corde à laquelle on menaçait de les pendre.

Les mendiants valides n'étaient pas enfermés à l'Hôtel-Dieu (2); mais cet hôpital fut bien obligé, par la force des choses, d'admettre un certain nombre de mendiants malades, lesquels courraient grand risque de mourir dans la rue.

En outre, de fréquentes épidémies ravagèrent la Ville. Sans compter l'épidémie de 1478, de nombreux cas de peste furent enregistrés en 1546, en 1577, en 1582. Vers la fin du XV^e siècle, la syphilis, importée sans doute par les troupes revenant d'Italie, fit son apparition (3). Tout autant de causes qui accrurent le nombre des malheureux, des pauvres malades, des personnes qui attendaient et réclamaient des soins.

Depuis que les Consuls en avaient pris la charge, l'Hôtel-Dieu s'était grandement développé. *La Police de l'Aulmône de Lyon*, ouvrage imprimé en

(1) Arch. Hosp., E 7, p. 20, et E 8, p. 25.

(2) V. 2^{me} partie, chap. III.

(3) PÉRICAUD, *Notes et Documents*, 1840, p. 10, et *Revue du Lyonnais*, 2^e série, VIII, p. 34.

1539 chez Sébastien Gryphe, nous renseigne sur ce point :

Le dict Hostel-Dieu est grand et il a une séparation par le milieu avec grands piliers et treilliz dans lequel il y a six rans de couches d'un bout à aultre, les chaslitz de noyer, le dessus de tapisserie, tous netez blancs et bien accoustrez. D'un costé sont les hommes et de l'autre sont les femmes qui se voyent tous sans qu'ilz fréquentent les uns parmi les aultres et au milieu a une grande cheminée ou lesdictz pauvres se chauffent quand il faict froid, les hommes de leur côté les femmes de l'autre.

.....

Il y a audict Hostel Dieu ung aultre corps de bastiment, expresslyment édifié, séparé de l'aultre, où il a deux rans de couches ou l'on retire les pauvres femmes enceintes et sont la dedans nourries jusques elles sont délivrées et relevées. Et aussi tous les petits enfans orphelins trouvez et exposez lesquels dedans sont par les nourrisses allaités et nourriz jusqu'ils sont dage pour les faire apprendre qu'on les remectz ausdictz administrateurs de ladicte Grand Aulmosne qui les retirent avec les aultres enfans orphelins qu'ils tiennent et nourrissent à l'hospital de la Chana.

L'Hôtel-Dieu était alors un vaste édifice d'un étage, surmonté d'un grenier, s'étendant sur 80 mètres environ de longueur et 24 de largeur, et occupant approximativement l'emplacement de la chapelle actuelle (1).

Les passants y étaient reçus, mais seulement pour trois jours (2). Ce n'était là, d'ailleurs, qu'une œuvre

(1) DRIVON, *L'Hôtel-Dieu au temps de Rabelais*, p. 14.

(2) DAGIER, t. I, p. 74.

accessoire, l'œuvre principale étant celle des malades.

Dans la bulle du pape Sixte IV précitée, il est parlé d'une « foule de malades atteints de maladies différentes et même de pestiférés ». Mais, peu après, une ordonnance royale prescrivit de ne plus recevoir à l'Hôtel Dieu, les pestiférés, qui, depuis lors, furent soignés à l'hôpital de St-Laurent-des-Vignes (1).

Comme on a pu s'en rendre compte par la citation ci-dessus, l'Hôtel-Dieu recevait certainement à cette époque les femmes en couches et les enfants trouvés. En 1527, Louis Barbe et sa femme, Jeanne Rochette, adoptèrent un enfant nommé Pierre, élevé par l'hôpital du pont du Rhône ; en 1535, Jean Tussard, maître brodeur, et Jeanne Pelleto, sa femme, agirent de même (2).

La syphilis, qui se propageait rapidement, nécessita la création d'un nouveau service. En 1543, les Consuls accordèrent « une gratification de 15 livres à Jean Ymard, barbier de l'Hôtel-Dieu, en raison du surcroît d'occupation que lui avait donnée l'affluence des malades à cause de la nouvelle chambre des « Verolez », ouverte dans l'établissement » (3).

Ainsi se développait l'Hôtel-Dieu, sagement administré par les Consuls. Depuis le début du XVI^e siècle,

(1) Arch. mun., BB 23.

(2) Inv. Chappe, XIX, p. 534, n° 6.

(3) Arch. mun., BB 60.

les malades étaient soignés par des filles repenties que réhabilitait leur dévouement (1).

Il est difficile de connaître le nombre exact des malades hospitalisés à l'Hôtel-Dieu au début du XVI^e siècle. Cependant, dès 1516, ils étaient assez nombreux. La relation d'une visite faite par les Consuls, le 25 décembre de cette année, fournit quelques indications (2) :

Mes dits Srs les Conseillers se sont transportez à l'hospital du pont du Rosne et illec, comme recteurs et administrateurs d'icelluy, ont visité le dit hospital tant les lieux des malades gisans aux lictz, femmes accouchées, enfans trouvez, malades allans, filles repenties servans esditz malades que autres, prêtres et serviteurs dudit hospital ; auquel ont trouvé en présence de honorable homme Laurens Roy, gendre de feu M^e Jacques Barondeau, quand il vivait procureur de mesdits Srs les conseillers recteurs dudit hospital, c'est assavoir : filles repenties, le nombre de vingt-une, qui servent jour et nuyt es povres dudit hospital ; item deux prêtres ordinaires nourris et allimentez des biens dudit hospital, qui servent en divin service la chapelle d'icelluy hospital et ministrent les sacrements de l'église tant es povres que filles repenties ; item vingt-cinq enfans trouvez, qui sont nourriz au dit hospital et des biens et aulmones d'icelluy ; pareillement cinq servantes pour subvenir es affaires d'icelluy.

Plus loin, il est dit que, l'hospital est fort chargé « tant de povres mallades que de filles repenties ».

(1) V. G. GUIGUE, *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 110-120.

(2) Publié par M. C. GUIGUE, *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 115, n° 3.

Un document de 1523 donne des indications encore plus précises. Le 23 janvier, quatre eschevins se réunissent « en la chambre aulte devers la bize en l'hospital du pont du Rosne ». Ils sont chargés d' « ouyr les affaires dudit hospital affin d'y pourveoir ». Voici le résultat de leurs investigations :

Ont esté veuz les enfans trouvez et y a des fils grands qui sont en nombre de... (1).

Item y a des filles ;

Item y a des petits enfans au berceau, neuf.

.....
Lesd. maistre d'austel (Ambroise Fernier) et Cousturier (le sommelier) ont rapporté après ce qu'ils ont faict la vision qu'il y a *quatre-vingt mallades gisans au lict* » (2).

En 1529, l'hôpital regorge de malades et les honoraires du médecin, Hector de la Trémoille, sont portés à 40 livres (3). Trois ans plus tard, une certaine somme est remise par les Consuls à Hugues Vidilly, économe de l'Hôtel-Dieu, « pour subvenir à la nourriture des pauvres malades et autres en grand nombre audit Hôtel-Dieu venus de toute part à cause

(1) Le chiffre n'est pas indiqué.

(2) M. Croze a publié *in-extendo*, dans la *Revue de Lég. et d'Adm. Hosp.* (juin-août 1911, p. 125), ce document tiré du premier registre des délib. conservé aux arch. de l'H.-D.

(3) CLERJON, *ouv. cit.*, t. IV, p. 317. Mais Clerjon commet une erreur, quand il dit que de la Trémoille succéda à Rabelais. De la Trémoille cessa ses fonctions en 1539, et Rabelais n'entra en fonctions qu'en 1534. (Arch. Mun., BB 54).

de la cherté des blés » (1). Le nombre des hospitalisés va croissant.

Le premier registre des entrées parvenus jusqu'à nous (2), — peut-être le premier tenu, — porte en marge le nombre de personnes, malades ou valides, à la charge de l'établissement. Durant la troisième semaine de mai 1534, ce nombre était de 240 : « Sont entrés cette semaine de ceulx qui sont en la maison et aus dépens de la dite maison, tant grands que petits IICXL ($2 \times 100 + 40$).

Nous donnons ci-dessous le relevé hebdomadaire des personnes entrées à l'Hôtel-Dieu et des personnes à sa charge pendant une période de trois mois : juin, juillet, août 1534. La date est celle du dimanche qui commence la semaine.

Date	Entrées	A la charge de l'hôpital
31 mai	5	228
7 juin	10	214
14 »	9	214
21 »	5	204
28 »	13	204
5 juillet	7	214
12 »	8	214
19 »	4	218
26 »	5	210

(1) Arch. munic., CC 892, p. 158.

(2) Ce registre est en fort mauvais état. Il porte les dates extrêmes 1534-1537. Dagier ne paraît pas en avoir eu connaissance.

Date	Entrées	A la charge de l'hôpital
2 août	9	212
9 »	16	220
16 et 23	13 et 16	218
30 »	11	227
6 septembre	13	230
13 »	10	222
20 »	11	222
27 »	6	218
4 octobre	13	220 (1)

Défalcation faite du nombre des servants, sœurs de charité, prêtres, etc. . . , à la charge de l'établissement, on peut évaluer à 170 ou 180 le nombre de malades de toutes sortes, y compris les enfants.

La progression du nombre des hospitalisés était rapide. On peut en juger par la moyenne des entrées par semaines : en 1537, de 15 à 20 et 25; en 1538, de 15 à 24 et 28; en 1539, de 14 à 20; en 1540, de 18 à 20; en 1541, de 16 à 25 et 28 (2). L'inventaire de 1540 donne, pour une semaine d'août, les chiffres suivant : « sont trespassez, iij; s'en sont allez, viij; sont entrez, IX. Reste au grand corps du présent hospital, la quantité de vj XX xij malades (3), sans comprendre les enfants de la salle qui sont au nombre de XXXVI ».

(1) Nous avons puisé ces renseignements inédits dans les relevés qu'avec une remarquable patience, M. Drivon a fait sur le registre de 1534-1537.

(2) PÉTREQUIN *Mélanges de Chirurgie ou Hist. Médico-chirurgicale de l'H.-D.*, p. 38.

(3) $6 \times 20 + 12 = 132$, plus 36 enfants = 168.

Non compris les enfants, le nombre des malades est : de 120, en 1539; de 236, en 1562; de 167 à 218, en 1577; de 171 à 248, en 1578; de 258, en 1580 (1).

Le nombre des lits n'était pas en rapport avec celui des malades. Ainsi l'inventaire de 1548 ne donne qu'un total de 98 lits, y compris ceux du personnel : 32 lits dans la salle des femmes, 32 dans celle des hommes, 7 dans celle dite des Diètes, 10 dans celle des enfants, 14 au dortoir des sœurs et 3 dans la chambre des prêtres (2). C'était une déplorable coutume de cette époque de mettre deux, trois et quelquefois quatre malades dans le même lit. Ce n'est qu'au XIX^e siècle, exactement en 1832, que l'Administration des Hospices décida qu'à l'avenir on ne mettrait qu'un seul malade dans chaque lit (3).

Au XVI^e siècle, la population de l'Hôtel-Dieu était donc relativement importante. L'établissement s'était transformé ; des services spéciaux avaient été organisés, et les malades étaient traités aussi bien que le permettaient les ressources de la maison, les mœurs, la science médicale et chirurgicale de l'époque. Mais l'établissement appartenait à la Ville. Les Consuls allaient-ils décider que seuls les Lyonnais seraient admis et soignés? Ils maintinrent l'antique coutume, d'après laquelle l'hôpital du pont

(1) Id., p. 39.

(2) C. GUIGUE, *ouv. cit.*, p. 121-122.

(3) Arch. de l'H.-D., Reg. des délib., XXXI, p. 279-281.

du Rhône était ouvert à tous les malades, sans distinction de lieu d'origine.

Dans ses *Mémoires sur l'Histoire de Lyon*, publiées en 1573 (1), Guillaumme Paradin écrit : « En cest Hôtel-Dieu, tous pauvres malades tant de la ville que estrangers et passans sont retirés en vertu d'un billet qui leur est baillé par les dicts seigneurs consuls ou deux d'iceux ou bien par leur commis en l'hostel commun de la Ville. . . . » C'est l'expression même de la vérité. A l'Hôtel-Dieu, étrangers et lyonnais étaient indifféremment admis.

Le développement du commerce, la création de fabriques et de manufactures d'étoffes de soie, les foires qui attiraient les marchands de pays lointains, ne contribuaient pas peu à accroître le nombre des étrangers résidant à Lyon. Les Italiens notamment y étaient fort nombreux (2). Tous les étrangers, sans distinction, trouvaient à l'Hôtel-Dieu les soins que nécessitait leur état. Nous en trouvons la preuve irréfutable à chaque page, presque à chaque ligne, du premier Registre des entrées, « lequel livre contient trois chapitres : le premier le registre journal des dits pauvres ainsi entrez, le second comme ils s'en ont alés et le tiers et derniers comme ils sont trepassez, de depuis le dimanche XVI^e jour du mois de may mil cinq cent trente-quatre ». Dans ce

(1) p. 303.

(2) CHARLÉTY, ouv. cit., p. 96.

registre, sont inscrits les noms d'un grand nombre de Lyonnais; mais sont aussi mentionnés des malades originaires des communes voisines et de régions diverses: du Languedoc, du Limousin, de l'Auvergne, de l'Ille-de-France, de l'Angoumois, de Bretagne, etc. . . , etc. . On peut dire : de presque toutes les provinces. D'autres sont nés en pays étrangers: Lorrains, Piémontais, Florentins, Suisses, etc., etc. Ils sont venus à Lyon pour une raison ou pour une autre; ils sont tombés malades, et l'Hôtel-Dieu s'est ouvert devant leur misère. En voici quelques-uns, au hasard: Claude Planche, de Saint-Jean-de-Maurienne, entré le 21 mai 1534; François Valette, de Romans, entré le même jour; le 25, Pierre Bon, serrurier de « Briode », en Auvergne, et Jérôme Vermont, d'Avignon; le 27, Gaudinatti, de Florence; le 2 juin, Catherine Vernan, de Dijon, et Gilone Vianey, de Couzon; plus loin: Pierre Charin, de Turin; Jehan Juste, de Brinda; Jehan de Beaurepaire, de Mons-en-Hainaut; Mess. Neyrolle et Mess. Jean Lumière frères, de « Boulonné-sur-Mer »; Nicolle La Ramée, de Paris; une fille nommée Anne, de « Romme »; Jean Gallaben, de Montpellier; Adrien Montferrand, de Belley; Pierre Boysson, du Puy-en-Auvergne; Pierre Dollefans, de Chambéry; Loys, fils de Petit-Jean, le barbier de Mâcon; Anne, fille de Jean Chanzy, du « Bois Duin »; Claude Maucourt, d'Amiens; Antoine Bosse, d'Angoulême; Mathieu Richard, de Tours. etc., etc. Nous pourrions citer des centaines de noms, français ou étrangers.

Parfois, à côté du nom et de la date, quelques ren-

seignements piquants. Philippe de Lanel « natye de Paris... a apporté — indique le registre — ungue robbe de sarge noire, doublé de frize de couleur sanguine, trois quartiers satin noir et ung chaperon de Paris, ung dernier de sarge noirre, un devantier de camelot tanne, ungue quoyette, IV escus sol et deux escus à la couronne, II petites verges d'or, II petits boutons d'or et ungue perle, à laquelle a esté le tout rendu ». C'est presque une favorisée de la fortune. La plupart sont de bien pauvres hères : « Na abillement que vaille », dit le registre. On rencontre même la mention : « n'a nul abillement », ce qui assurément paraît étrange.

CHAPITRE V

Les Recteurs

(1573-1791)

Les Consuls ou Echevins de la Ville, ne pouvant s'occuper tous ensemble des affaires de l'Hôtel-Dieu, avaient coutume de déléguer quelques-uns de leurs collègues à ces fonctions. Ils finirent par s'en décharger complètement sur des citoyens de Lyon. Ce fut l'origine du Rectorat.

Les premiers recteurs, nommés le 11 janvier 1573, furent Edouard Lorans, conseiller du roi ; André Mornyeu, également conseiller du roi ; Loys Prost, Guillaume Roville, Anthoine de la Porte et Guillaume Faure (1). Leur nombre successivement augmenté, devait finalement être fixé à 14.

(1) Arch. mun. BB 110, fol. 18. Le compte rendu de la

Nous n'essaierons pas de dire ce que fut l'administration des Recteurs, non pas que les renseignements fassent défaut, ils sont, au contraire, très abondants; mais seul pourra étudier en détail cette époque si intéressante, celui qui écrira l'histoire de l'Hôtel-Dieu. Cette œuvre est encore à faire.

Rompus aux affaires, très au courant du droit et de la jurisprudence, les recteurs, notables commerçants, riches bourgeois ou avocats avisés, apportèrent à la gestion de l'Hôtel-Dieu peut-être encore plus de soin qu'ils n'en mettaient à gérer leurs propres affaires. Les difficultés de tout ordre, et notamment les difficultés financières ne les rebutèrent point; à plusieurs, cet honneur très apprécié, mais très onéreux, coûta des sommes considérable.

Grâce à l'administration des Recteurs, l'Hôtel-Dieu, devint un établissement de tout premier ordre. Nous ne pouvons, sans sortir du cadre assigné à cet ouvrage, suivre, presque année par année, les agrandissements apportés aux bâtiments de l'Hôtel-Dieu. Au XVIII^e siècle, ces bâtiments étaient forts

séance du 11 janvier 1573 fut publié en 1652 dans une petite brochure imprimée chez Richard Jullieron, sous le titre : *Institution des Recteurs de l'Hostel-Dieu du pont du Rosne de la ville de Lyon*. Deux exemplaires de cette brochure sont conservés aux arch. mun. (GG, XIX, 531-539). Il y a quelques années, une nouvelle réimpression, à tirage très réduit, a été faite par les soins de la société des Bibliophiles lyonnais.

Nous reproduisons *in-extenso*, 2^e part., chap. II, par. I. la délibération du 12 janv. 1573.

vastes, si l'on en juge par la description qu'en donnent divers règlements de cette époque (1).

Vers 1735, furent entreprises d'importantes constructions. La plus importante fut la construction de la façade qui domine le Rhône, d'après les plans du célèbre architecte Soufflot (2). Le petit dôme et ses annexe, terminés vers 1626 (3), la Chapelle achevée vers 1625 (4), donnaient déjà à l'Hôtel-Dieu un aspect imposant. La construction d'une façade monumentale en fit un des plus somptueux monuments de la cité. Il est même certain que, parfois, les Recteurs virent trop grand et peut-être qu'ils se laissèrent entraîner à des « constructions plus brillantes qu'utiles (5) ».

Dans cet hôpital, étaient admis un grand nombre de malades. On y recevait non seulement des civils, mais aussi des militaires, et quand les Recteurs demandaient au Roi confirmation d'anciens privilèges, ils n'oubliaient pas de le rappeler.

Les fous ne semblent avoir été reçus à l'Hôtel-Dieu que postérieurement à 1600. Cette année là,

(1) V. notam., *La Forme de la Direction et l'Economie de l'Hôpital Général de N.-D. de Pitié du pont du Rhone, et grand H.-D de la Ville de Lyon*, à Lyon, 1734 (p. 10-13).

(2) Soufflot, appelé à Paris, ne dirigea pas en personne les travaux et ses plans furent même légèrement remaniés, (V. Pointe, *Histoire topographique et médicale du Grand H.-D.*, p. 41, n° 1).

(3) DRIVON, *Miscellanées*, 1^{re} sér., p. 43-44.

(4) DAGIER, I, p. 391.

(5) Reg. des Délib., 1761-1778. — V. aux Arch. départ., le dossier C 162.

une femme folle ayant été enfermée par ordre du lieutenant criminel, les Recteurs protestèrent (1) ; mais le règlement de 1627 (2) mentionne « qu'il y a des chambres basses pour les insensez et furieux ou les enragez ».

En principe, seuls les malades atteints de maladies curables étaient soignés à l'Hôtel-Dieu. Des incurables n'y furent admis que postérieurement à 1664, époque où Philippe de Virieu fonda deux lits avec cette affectation spéciale (3). Mais on ne reçut jamais des incurables qu'au prorata des lits de fondations.

Nous n'avons rien de particulier à dire sur l'admission des « femmes de la ville ou passantes » (4), qui venaient faire leurs couches à l'Hôtel-Dieu. Nous ne dirons rien non plus d'une œuvre particulièrement intéressante alors pratiquée dans cet établissement : l'œuvre des enfants abandonnés ou exposés (5).

Certains enfants orphelins, nés de parents lyonnais et issus d'un mariage légitime, étaient même adoptés par l'Hôtel-Dieu (6).

(1) DAGIER, I, p. 182.

(2) p. 6.

(3) V. DAGIER, I, p. 417. — V. aussi ce qui est dit dans le Règlement de 1646 (*La Forme de la Direction et Économie du Grand Hostel-Dieu*, chez Jean Jullierón, p. 93), antérieur à la fondation de Virieu, et ce qui est dit au contraire, dans le règlement de 1734 (p. 121), postérieur à cette fondation.

(4) Règlement de 1736, p. 104.

(5) V. l'arrêt qui se trouve à la suite du règlement de 1757, p. 213.

(6) V. FAYARD, *Hist. adm. de l'œuvre des Enfants trouvés*,

Quant aux passants, ils étaient encore hébergés, au milieu du XVII^e siècle ; mais, en 1652, une maison spéciale leur fut affectée au delà du Rhône (1). Plus tard, l'Hôtel-Dieu devait revenir à l'ancien usage.

La population de l'hôpital, sans compter les passants dont le nombre était extrêmement variable, atteignait un chiffre élevé et sans cesse croissant.

L'inventaire de 1619 mentionne 300 personnes, malades ou valides ; celui de 1650, en mentionne 435 (2). En 1670, on constate la présence de 587 malades, et 24 décès s'étaient produits dans la semaine. Cinquante ans plus tard, le nombre des hospitalisés a presque doublé. Le règlement de 1720 (3) signale 8 à 900 malades « de l'un et l'autre sexe febricitans et blessés », non compris les enfants et les femmes en couches. Il n'est pas exagéré de dire que, vers 1780, la population de l'Hôtel-Dieu atteignait un chiffre notablement plus élevé que celui de l'époque actuelle.

Voici d'ailleurs un tableau comparé des entrées de malades à l'Hôtel-Dieu de 1710 à 1789, d'une part,

p. 61 et suiv. — Ce genre d'adoption, qui conférait aux Recteurs le titre de « père » de l'enfant, était une des plus curieuses institutions de l'H.-D. et de la Charité.

(1) DRIVON, *Les anciens hôpitaux de Lyon, Hôpital des Passants*.

(2) Juin 1619 : 76 hommes, 100 femmes, 60 enfants, etc. juin 1650 : 126 hommes, 145 femmes, 96 enfants, etc. (PÉTREQUIN, ouv. cité, p. 103 et 118).

(3) p. 1

et de 1810 à 1889, d'autre part, les chiffres des entrées étant calculé par périodes de dix ans (1) :

1710-17	71.913	1810-19	166.110
1720-29	83.862	1820-20	158.326
1730-39	103.746	1830-39	139.694
1740-49	103.746	1840-49	141.451
1750-59	121.689	1850-59	153.989
1760-69	139.627	1860-69	125.559
1770-79	149.003	1870-79	118.563
1780-89	155.726	1880-89	111.005

Ces chiffres montrent le développement considérable de l'Hôtel-Dieu au XVIII^e siècle. Ils montrent aussi que la moyenne des malades reçus, chaque année, de 1770 à 1789, était bien supérieure à celle des malades reçus, annuellement, de 1878 à 1889.

En 1910, 13.199 malades ont été admis à l'Hôtel-Dieu (2) ; de 1780 à 1789, on en recevait une moyenne de 15.000 par an.

Si l'on excepte les enfants abandonnés, exposés ou adoptés qui formaient une catégorie spéciale, et les incurables qui n'étaient admis que par suite de fondations en leur faveur, il est incontestable que, sans parler des soldats et des passants pour lesquels

(1) DRIVON, *La mortalité à l'H.-D. pendant deux siècles*, p. 8, auquel nous empruntons ces chiffres.

(2) *Documents relatifs au projet du budget de 1912, ville de Lyon*, p. 587.

il ne pouvait être question de lieu d'origine, tout malade qui se présentait était reçu et soigné à l'Hôtel-Dieu.

Cette coutume, remontant à une origine très ancienne, fut respectée au cours du XVII^e et du XVIII^e siècle. Les Recteurs ne connaissaient ni Lyonnais ni non-Lyonnais, ni Français ni étrangers. Ils ne distinguaient qu'entre les malades et les non malades. A tout malade, ils accordaient l'hospitalité et faisaient donner les soins nécessaires. Une foule de documents constatent ce fait.

Le Règlement de 1627 (1) porte : « Comme la ville de Lyon tient rang entre les meilleures de France, aussi est-elle une des plus reconnaissantes des faveurs divines ; ce qu'elle tesmoigne au particulier soin qu'elle prend de la nourriture et guérison des pauvres malades. Et sa charité ne s'estend pas seulement à soulager ses citoyens, mais elle embrasse encore les *estrangers de quelle nation, qualité ou condition qu'ils soyent...* »

De même on lit dans les Statuts et Règlements de 1757 (2) : « L'Hôtel-Dieu de Lyon est ouvert aux malades de tout âge, de tout sexe et de toute condition ; non seulement à ceux de la ville et des provinces voisines du Royaume, mais encore à *cenx de toutes les nations*, de quelque genre de maladies curables qu'ils soient atteints. »

Dans une requête adressée, en 1632, au prévôt

(1) P. 3.

(2) P. 8.

des marchands et échevins de la Ville, les Recteurs s'expriment ainsi :

Messieurs, il est cogneu que vous estes portez, avec le général de la ville, au bien et soulagement des pauvres d'icelles, et que vous desiriez passionément que les nécessaires soient secouruz et assistez en leur misère.

Les pauvres malades reçeus en l'Hostel-Dieu *de quelque nation qu'ils soient*, le publient par tout, louans cette assistance, qui est si grande, que personne n'y est qui ne reçoive très grand soulagement (1).

De leur côté, le prévot des marchands et les échevins, s'adressant à M. d'Herbigny, intendant de Lyon, et parlant de l'Hôtel-Dieu : « Cette maison disent-ils, qui s'est épuisée par les secours qu'elle a donné pendant la guerre à un très grand nombre de soldats qui y sont restés malades depuis leur passage, et par une infinité de *pauvres qui y sont venus des provinces voisines* chercher des remèdes à leurs maux...etc. » (2)

Même affirmation dans des actes émanant des autorités ecclésiastiques. En 1646, permission est accordée d'user de « beurre et de laict pendant carême à ceux qui donneront au moins six deniers tournois à l'Hôtel-Dieu ». Voici le début du mandement :

Jean Claude de Ville, docteur en sainte Théologie, custode en l'église Sainte-Croix de Lyon, et vicaire général substitué au spirituel et temporel d'Eminentissime et Révérendissime Messire Alphonse Louis du Plessis de Richelieu,

(1) Arch. mun., GG, XIX, 540-544, n° 20.

(2) Id., n° 29, 4°. Pour les malades originaires de la Bresse et du Bugey, v. Arch. Hosp., A. 18, p. 30.

cardinal, archevêque de Lyon, primat des Gaules, grand'Aumônier de France, sçavoir faisons, que considérans les grandes oeuvres de charité qu'on pratique jonrnellement dans la maison et Hostel-Dieu ou grand hospital de Nostre Dame de Pitié du pont du Rosne de cette ville de Lyon, non seulement envers les malades de la ville et des lieux voisins, mais encore envers les gens de guerre des armées de Sa Majesté, en leurs passages et retours, *et les autres pauvres estrangers, qui sont fort charitablement receu*z, traistez, alimentez, diligemment consolez et visitez par les médecins et apothicaires, chirurgiens, serviteurs et servantes qui y sont ; par le moyen de quoi plusieurs y reçoivent la santé et guérison, et n'estoit tel secours, mourroient de grande pauvreté et misère, et infecteroient plusieurs autres, au grand danger du public et des allans et venans en cette ville de toutes sorte de nation » (1).

Les lettres patentes confirmant ou augmentant les privilèges de l'Hôtel-Dieu, témoignent également que cet établissement était ouvert à tous les malades sans distinction d'origine, ni de nationalité. Les lettres patentes, en forme d'édit, données par Louis XV au mois d'août 1716, débutent en ces termes :

Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre, à tous présent et avenir, salut. Les hôpitaux de notre royaume étant d'une nécessité absolue pour le soulagement de nos sujets, il est de notre devoir et de notre charité de leur donner une protection singulière, surtout à l'Hôpital de Notre-Dame-de-Pitié du Pont du Rhône de notre bonne ville de Lyon, appelé l'Hôtel-Dieu, fondé par les rois nos prédécesseurs, et le plus ancien des hôpitaux de France, ou non seulement les pauvres malades de nos provinces et toutes sortes d'enfants exposés trouvent un asile assuré ;

(1) Arch. mun. GG, XIX, 540-544, n° 21 ter.

mais ou sont encore reçus les pauvres de toutes les nations du monde, et qui a fourni dans tous les temps des secours si efficace aux soldats blessés des armées d'Italie et de Catalogne, jusque-là qu'il a été reconnu qu'on y avait reçu pendant les dernières guerres près de vingt-cinq mille soldats malades (1).

De même, dans les lettres patentes du 29 juillet 1722, signées du régent, exemptant les denrées et provisions de l'Hôtel-Dieu de tout droit de péage dans toute l'étendue de la Baronnie de Beaujolais, il est dit que l'Hôtel-Dieu est « destiné à recevoir les pauvres malades *tant de la ville de Lyon que des provinces voisines et aussi les soldats malades et toutes sortes d'étrangers* (2) ».

Le 14 octobre 1756, le prince des Dombes, affranchissant à son tour les marchandises destinées à l'usage des pauvres et du personnel de l'Hôtel-Dieu, de tout péage dans sa souveraineté, jusqu'à concurrence de 330 livres, constate qu'« indépendamment des secours que trouvent dans cette sainte maison les *malades de toutes nations*, ceux de ces sujets qui s'y présentent y sont reçus, soit en cas de maladie ou d'opérations importantes (3).

Il n'y a donc pas de doute possible : l'Hôtel-Dieu était ouvert, non seulement aux Lyonnais, non seulement aux Français, mais même aux étrangers.

Les Registres des entrées du XVIII^e siècle, comme ceux du XVI^e, en fourniraient, d'ailleurs, la preuve manifeste, s'il était besoin.

(1) Statuts et Règlements de 1757, p. 189-190.

(2) Id., p. 213.

(3) Id. p. 218.

CHAPITRE VI

L'administration municipale

(mai 1791-mars 1797)

En 1790, la situation financière de l'Hôtel-Dieu, qui, sous l'ancien régime, ne fut jamais très brillante paraissait fort compromise. La suppression des octrois votée par l'Assemblée Législative, le 19 février de l'année suivante, (1) rendit la situation désespérée. Une des plus importantes sources de revenus de l'hôpital se trouvait taries. Il était à prévoir que, pour 1791, les dépenses excéderaient les recet-

(1) Décret des 17-25 février qui supprime tous les droits perçus à l'entrée des villes, bourgs et villages, à dater du 1^{er} mai suivant (DALLOZ, *Répertoire de Législation*, t. XXXIV, p. 5).

tes de près de 200.000 livres (1), sans compter le remboursement éventuel de sommes considérables dues aux Recteurs par suite d'avances que ces derniers avaient faites pour les besoins de l'établissement.

La Ville, dont les finances n'étaient pas moins obérées (2), se trouvait, elle aussi, durement atteinte par la suppression des octrois. Elle joignit ses protestations à celles des Recteurs. Les députés de Lyon intervinrent auprès de l'Assemblée Législative, demandant entre autre choses une avance de 100.000 livres en faveur de l'Hôtel-Dieu.

Le 29 mars, l'Assemblée rendit un décret, aux termes duquel les villes étaient autorisées à percevoir, pour leurs dépenses courantes et celles de leurs hôpitaux, des sous additionnels aux contributions directes (3).

Les Recteurs de l'Hôtel-Dieu se récrièrent. Ces sous additionnels, disaient-ils, produiraient une somme insuffisante, et, en outre, cette somme était à prendre sur le produit problématique d'un impôt non encore établi. Le 8 mai, ne pouvant plus faire face aux engagements pris au nom de l'établissement, harcelés par des créanciers qui assiégeaient

(1) V. le rapport CHAMPAGNEUX, postérieur à la démission des Recteurs, *Procès-verbaux des séances des corps municipaux de la ville de Lyon*, t. II, p. 127-128.

(2) Id., p. 434.

(3) Décret des 27 mars-3 avr. 1791, art. 6 (Daloz, IX, p. 182, n° 1).

leur bureau, les Recteurs se réunirent une dernière fois et donnèrent leur démission collective (1).

Ainsi prit fin cette remarquable institution qui, durant plus de deux siècles, avait régi l'Hôtel-Dieu. Des temps nouveaux commençaient.

Conformément au décret du 5 novembre 1790 (2), la municipalité lyonnaise (3) prit en mains l'administration de l'hôpital. Cette délibération, en date du 10 mai (4), fut approuvée, le 19, par le Conseil général de la commune (5). MM. Villermoz aîné, Revol aîné, Perret aîné, Parent, Dugenne, Corréard, Vachon aîné et Eymard furent « nommés administrateurs » pour, conjointement avec la municipalité, régir et « administrer l'Hôpital Général, grand Hôtel-Dieu de cette ville ». A ces huit administrateurs étaient adjoints MM. Pacalet, Gilibert, Martin, Dupin,

(1) Arch. H.-D., *Reg. Délib.*, XIX, p. 327-335.

(2) Dalloz, XVII, p. 290.

(3) « La loi du 14 déc. 1789 attribuait à la ville de Lyon, une municipalité composée de 65 membres, à savoir : un maire, un procureur de la commune, un substitut du procureur, 20 officiers municipaux, 42 notables. Le maire, le procureur et son substitut, avec les 20 officiers municipaux, formaient le corps municipal proprement dit, l'administration permanente de la commune; lorsque les notables se réunissaient à eux dans un certain nombre de cas déterminés, tous ensemble constituaient le Conseil général de la commune » (WAHL, *Les premières années de la Révolution à Lyon*, p. 136). — Texte de la loi dans Dalloz, IX, p. 108 et suiv.

(4) Corps municipaux, II, p. 417-418.

(5) Id., p. 424-432.

Pierre Marrel et Claude Carron, en qualité de suppléants.

Les officiers municipaux avaient en principe le droit d'assister aux séances de cette commission administrative. Ils étaient sans doute bien encombrants, car, le 3 novembre, le conseil municipal délégua quatre de ses membres, MM. Champagneux, Chapuy, Combe-Pachot et Perret, qui seuls désormais eurent le droit de prendre part aux réunions de la commission avec voix délibérative (1).

Cette administration qui n'était que provisoire (2), dura six ans. Elle connut des vicissitudes sans nombre, dans une époque agitée, au cours de laquelle l'administration municipale ne fut rien moins que stable. Elle vit les événements du 29 mars 1793 qui amenèrent la chute de la municipalité jacobine et, partant, celle des officiers municipaux chargés de veiller à la bonne gestion des affaires de l'hôpital (3). Elle connut les horreurs du siège, dont l'Hôtel-Dieu eut beaucoup à souffrir (4). Elle connût le régime tyrannique des commissaires de la Convention

(1) Id., p. 639.

(2) V. art. 13 du décret du 15 nov. 1790 : « jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné ».

(3) Sur le coup d'Etat municipal — qu'on nous permette cette expression osée — du 29 mai, v. Wahl, ouv. cit.

(4) V. *Procès-verbaux des séances de la Commission populaire républicaine et de Salut public de Rhône-et-Loire*, publiés par G. Guigue, p. 267, 275, 279 et 294. Dans le bulletin du 23 août 1793, il est dit : « Le feu a pris 42 fois à l'Hôpital, et 42 fois il a été éteint ».

rétablissant, le 10 octobre, la municipalité renversée le 29 mai (1). Elle eut à lutter pour obtenir la suspension du décret du 23 messidor an II (11 juillet 1794), lequel ordonnait la réunion aux biens nationaux de l'actif et du passif des biens des hôpitaux (2), mais ne devait pas tarder à être rapporté (3).

Au lendemain du siège, la Commission chargée d'administrer l'Hôtel-Dieu ne comptait plus que quatre membres (4). Ce ne fut que vers la fin de 1794, qu'elle put à nouveau fonctionner normalement.

Durant cette période, aucun bâtiment nouveau ne fut ajouté aux bâtiments déjà existants à l'Hôtel-Dieu. On avait bien d'autres soucis. En outre des réparations urgentes et considérables que nécessitaient les dégâts causés par le siège (5), on se borna, semble-t-il, à faire exécuter l'emblème laïque, le serpent d'Esculape, destiné à remplacer la croix qui avait été descendue du grand dôme. D'ailleurs, cet emblème ne fut peut être jamais mis en place (6).

(1) Corps municipaux, V, p. 1.

(2) Dalloz, XVII, p. 59.

(3) Décrets du 9 fruct. an III (26 août 1795), du 2. brum. an IV (24 oct. 1795), du 28 germ. an IV (17 avril 1796) et enfin du 16 vend. an V (7 oct. 1796) (Dalloz, XVII, p. 60 et 61).

(4) DAGIER, II, p. 357.

(5) V. l'état estimatif des dégâts subis par l'H.-D. ou ses domaines dans une *adresse de la Commission administrative des Hospices civils du canton de Lyon au Corps Législatif*, du 13 Brum. an VIII, tableau E (Bibl. munic., fonds. Coste, n° 113 172).

(6) DIVON, *Miscellanées*, 4^e sér., p. 3 et suiv.

Quand au nombre des malades, il paraît avoir quelque peu diminué. *L'Etat général de situation du grand Hôtel-Dieu de Lyon et compte rendu des recettes et dépenses pour 1791* accuse bien un chiffre de 17.374 malades de toutes sortes hospitalisés au cours de cette année (1) ; mais, pour les années suivantes, les registres d'entrées que nous avons consultés donnent un chiffre inférieur. Ainsi le Registre de 1793 donne, pour le mois de février : hommes admis, 466 ; femmes, 559 ; malades soignés dans l'établissement, de 768 à 863. Le Registre de 1795, donné, de même, pour pluviôse (27 janvier-18 février) : hommes admis, 572 ; femmes, 617 ; malades soignés dans l'établissement, de 834 à 915. Il est à noter que, pendant le siège de Lyon, l'Hôtel-Dieu dut être partiellement évacué, et les malades furent transportés à l'hôpital des Deux-Amants (2). Alors qu'au début d'août 1793, l'Hôtel-Dieu comptait 780 malades, il n'en restait plus que 153, le 25 août, après le bombardement. Le chiffre des entrées, qui étaient de 24, le 1^{er}, tomba à zéro les 25, 26 et 27 ; le 28, il y eut 7 admissions, 2 le 8, 29 le 30, et 3 le 31. Ce fut seulement vers la fin du siège que le chiffre des hospitalisés remonta à 300. (3)

A cela, il convient d'ajouter que, depuis 1783, l'Hôtel-Dieu, en vertu d'un arrêt du Conseil d'Etat,

(1) Fonds Coste, n° 113 192, tabl. 2.

(2) *Procès-verbaux de la commission de Salut public*, p. 228 et 294.

(3) Arch. H.-D., Rég. de 1793.

ne s'occupait plus de l'œuvre des enfants exposés ou abandonnés, ni de celle des enfants orphelins. Par contre, l'hôpital des Passants, situé à la Guillotière, ayant été fermé le 27 janvier 1791 (1), on en revint à l'ancien usage de recevoir les passants à l'Hôtel-Dieu. (2)

De 1791 à 1796, l'Hôtel-Dieu resta, comme dans dans les périodes précédentes, ouvert à tout malade qui se présentait. Il serait, d'ailleurs, étonnant qu'une nouvelle pratique se soit implantée à une époque où le législateur déclarait, non sans quelque emphase : « Que le soulagement de la pauvreté est le devoir le plus sacré d'une constitution qui repose sur les droits imprescriptibles des hommes, et qui veut assurer sa durée sur la tranquillité de tous les individus » (3) ; « que le pauvre a droit à une assistance nationale ; que, s'il est infirme, les hôpitaux sont des monuments consacrés à tous logement etc... » (4),

De même que pour les périodes précédentes, les Registres des entrées fournissent la preuve de la très large hospitalité exercée à l'Hôtel Dieu. Cette large hospitalité, les corps administratifs la reconnaissent en maintes circonstances, soit avant, soit après la démission des Recteurs (5). Il n'est pas jusqu'à la

(1) Corps municipaux, II, p. 307.

(2) DRIVON, *L'Hôpital des Passants*.

(3) DALLOZ, XXVII, p. 58, Décret des 17-19-22 janv. 1792.

(4) Id., Décret des 10-12 août 1792.

(5) V. notamment, *Procès-verbaux des séances du Conseil*

Commission populaire de Salut public qui ne parle dans une de ses proclamations de « ce monument « qui excitait l'admiration des âmes sensibles, ce « monument digne d'une nation généreuse et hospitalière, puisque les malades même d'un pays « étranger, y étaient accueillis et traités comme les « citoyens de la ville... (1)

Nous nous bornerons, afin de donner une idée de la proportion des non-Lyonnais admis à l'Hôtel-Dieu, de reproduire quelques chiffres empruntés au *Compte rendu des Recettes et Dépenses de l'année 1791*, précédemment cité.

Parmi les malades hospitalisés, les collectivités suivantes avaient fourni :

Lyon et ses faubourgs.....	13.144	malades
La ci-devant province du Lyonnais, Forez et Beaujolais.....	1.236	»
La Bourgogne, le Bugey, la Bresse, les Dombes et le Mâconnais.....	920	»
Toutes les autres provinces du royaume, parmi lesquelles Paris en donne environ 50.....	943	»
Et les pays étrangers.....	326	»

Ces chiffres sont suffisamment expressifs pour nous dispenser de tout commentaire.

général de Rhône-et-Loire, publiés par M. G. GUIGUE, t. I p. 143 et 269, t. II, p. 21 ; *Corps municipaux*, t. II, p. 286.

(1) Ouv. cit., p. 294.

CHAPITRE VII

La commission administrative des Hospices civils de Lyon

(Mars 1797. — Janvier 1802)

La loi du 16 vendémiaire an V (7 oct. 1796), qui maintenait définitivement les hôpitaux dans la jouissance de leurs biens, confiait aux municipalités la surveillance de ces établissements et les chargeait de nommer une Commission administrative de cinq membres. Par exception, dans les communes où il y avait plus d'une administration municipale, la nomination de cette commission était réservée à l'administration départementale (1). Peu après, un arrêté du Directoire décidait : « Les hospices civils situés dans les communes où il existe plusieurs admi-

(1) Art. 1 et 2 de la loi (Daloz, XXVII, p. 61).

Administrations municipales seront, sous la surveillance immédiate des bureaux centraux » (1).

Conformément à la loi du 5 fructidor, an III (22 août 1795) (2), qui ordonnait que les villes de plus de 100.000 habitants fussent divisées en arrondissements ayant chacun une municipalité distincte, Lyon avait alors trois mairies, celle du Nord, celle du Midi et celle de l'Ouest (3).

Ses hôpitaux devaient en conséquence être administrés par une commission de cinq membres, nommée par l'administration départementale et placée sous la haute surveillance du pouvoir central. Ainsi, l'Hôtel-Dieu et la Charité, dont les Recteurs, quelquefois d'accord mais souvent en querelle, avaient toujours formé deux corps bien distincts, se trouvèrent réunis sous une même direction.

La nouvelle commission, dont faisaient partie MM. Simon Barrochet, Antoine-Benoît Razuret, Vincent Maille et Rouher aîné, fut installée le 18 mars 1797 (4). Elle choisit M. Barrochet comme président et, par autorisation spéciale du ministre de l'intérieur, elle s'adjoignit, pour s'éclairer dans la gestion des affaires des deux établissements, quelques-uns des anciens Recteurs qui voulurent bien accepter cette charge.

Jusqu'en 1800, la Commission des Hospices n'eut

(1) Arrêté du 23 brumaire, an V (13 nov. 1796), *ibid.*

(2) *Id.*, XVIII, p. 303, art. 183.

(3) Corps municipaux, VI, p. 414-415.

(4) Arch. Charité, Reg. des délib., t. XLI, p. 2.

point à se louer du pouvoir central, lequel mettait beaucoup de mauvaise grâce même à lui rembourser des avances faites pour certaines catégories d'assistés dont les frais de séjour étaient à la charge de l'Etat (1). Il ne fallut rien moins que la venue à Lyon, en juillet 1800 de Napoléon Bonaparte, alors premier consul, et le rétablissement des octrois municipaux (2), pour rétablir l'équilibre d'un budget depuis longtemps compromis.

Il est vrai que, quelques temps auparavant, les biens des hospices avaient été déclarées insaisissables et des saisies pratiquées contre eux avaient été reconnues illégales (3).

Durant les cinq années au cours desquelles les hôpitaux de Lyon furent sous le régime de la loi du 16 vendémiaire et de l'arrêté du 23 brumaire an V, aucune modification importante ne fut apportée au règlement de l'Hôtel-Dieu.

Le nombre des hospitalisés atteignit à nouveau des chiffres élevés.

En l'an VI, le nombre des malades reçus s'éleva

(1) V. notamment, dans le fonds Coste, n° 928, une lettre de la Commission des Hospices au ministre de la guerre pour demander le remboursement d'avances faites pour le traitement des militaires.

(2) V. la loi du 5 vent. an VIII (24 fév. 1800) et l'arrêté du 13 thermidor an VIII (1^{er} août 1800) (Dalloz, XXXIV, 1^{re} partie, p. 6-7).

(3) Lettre du ministre de l'intérieur, Arch. Charité, Reg. Délib., XLIII, p. 229. Le ministre basait sa décision sur l'art. 27 de la loi du 21 fruct. an III.

à 16.698. Pour l'an VIII, le registre d'entrées donne les chiffres suivants :

	Hommes admis	Femmes admises
Vendémiaire ..	1.425	461
Brumaire	1.106	449
Frimiaire	1.403	397
Nivôse	940	483
Pluviôse	1.111	397
Ventôse	983	428
Germinal	1.037	514
Floréal	948	498
Prairial	837	479
Messidor	875	485
Thermidor	1.179	580
Fructidor	1.318	720
Total	13.152	+ 5.891 = 19.043

En l'an IX, le nombre des admis fut un peu inférieur, soit 17.637. La moyenne des malades de toute nature à la charge de l'Hôtel-Dieu était, comme on voit, plus élevé qu'à notre époque.

Par ces mêmes registres d'entrée, il est facile de se rendre compte que la coutume d'admettre les malades sans distinction de lieu d'origine, ni même de nationalité, fut maintenue. Une légère restriction, mais dictée par des motifs d'ordre politique, faillit cependant être apportée à cette antique coutume. Le 10 octobre 1798, l'Administration centrale, usant du droit de haute surveillance qu'elle négligeait en d'autres circonstances, appelait l'attention de la Commission des Hospices « sur le maintien des ins-

titutions républicaines et sur l'obligation d'écarter des hospices tout individu proscrit par la loi, tout royaliste, tout prêtre fanatique ». La Commission décida avec prudence, mais non sans dignité, que, dans la réponse, elle déclarerait se conformer « au vœu de l'Administration centrale et aux principes de la Commission » (1).

(1) Id., t. XLII, p. 155. Nous avons vainement cherché dans les copies-lettres de l'époque le texte même de cette réponse que nous eussions volontiers reproduit.

CHAPITRE VIII

Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon

(Arrêté du 18 janvier 1802)

La première partie de cet ouvrage n'ayant pour but que de montrer comment a été fondé l'Hôtel-Dieu, comment il s'est développé et comment il a été administré au cours des siècles, nous ne jugeons pas utile d'insister sur cette dernière période, plus connue que les précédentes et sur laquelle il est fort aisé de se documenter amplement. Nous nous bornerons à de très brèves indications.

Le 18 janvier 1802, un arrêté du ministre de l'intérieur instituait le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon (1). Cette organisation

(1) DAGIER, t. II, p. 395-396.

fut légèrement modifiée par l'ordonnance du 30 juin 1845. Le Conseil des Hospices est composé de 25 membres ayant voix délibérative. L'exécution des décisions appartient à une commission de cinq membres, nommé par le Conseil. Les administrateurs sont choisis par le préfet, parmi les notables habitants de la ville, les conseillers municipaux et les membres du corps judiciaire. La durée de leur mandat, d'ailleurs renouvelable, est de cinq années. Le Conseil élit son président effectif; le maire de Lyon a le titre de président actif, et l'archevêque, celui de président honoraire (1).

C'est toujours l'ordonnance de 1845 qui est en vigueur.

Nous le dirons plus loin (2) : la loi du 7 août 1851 sur les Hospices et Hôpitaux ne changea rien à l'organisation administrative des établissements hospitaliers de Lyon. Aucune modification ne fut apportée non plus par la loi du 21 mai 1871 sur les commissions administratives des établissements de bienfaisance.

« La loi du 21 mai 1871 (art. 8) — écrit M. Fleury Ravarin (3) — excepta des dispositions nouvelles qu'elle posait les établissements hospitaliers soumis à un régime exceptionnel (4). Lorsque la loi du 5 août 1879 introduisit au sein des commis-

(1) V. FLEURY RAVARIN, *L'assistance communale en France*, p. 380.

(2) V. 2^e partie, chap. VI, par. III.

(3) Ouv. cit., p. 380-381.

(4) « Il n'est point dérogé par la présente loi — dit l'arti-

sions une représentation de l'autorité municipale, on pouvait se demander si ce principe ne devait pas réagir sur l'administration lyonnaise. Une lettre ministérielle résolut la question, en disant que l'article 8 de la loi de 1871 persistait avec toute sa force, et qu'il n'y avait pas lieu de toucher à ce qui existait ».

Le Conseil des Hospices, primitivement chargé de l'administration de l'Hôtel-Dieu et de la Charité, dirige actuellement un certain nombre d'établissements hospitaliers (1). Il convient de dire quelques mots de celui de ces établissements qui nous intéresse : l'Hôtel-Dieu.

De 1802 à nos jours, le nombre moyen des malades hospitalisés dans cet établissement a suivi une marche décroissante. Il est facile de s'en rendre compte en se reportant aux chiffres donnés dans un précédent chapitre (2). Mais cette diminution n'a rien à voir avec la prospérité de l'Hôtel-Dieu ; elle tient à des causes que nous ne pouvons examiner, mais dont la principale est sans conteste l'heureux développement des théories sur l'hygiène. Durant le XIX^e siècle, d'ailleurs, l'Hôtel-Dieu s'est spécialisé. Successivement furent transférés dans d'autres

cle 8 — aux ordonnances, décrets et autres actes du pouvoir exécutif en vertu desquels certains hospices et bureaux de bienfaisance sont organisés d'une manière spéciale ». C'était le cas des Hospices civils de Lyon.

(1) On en trouvera la liste dans les *Comptes moraux et administratifs*, avec la date de création de chacun d'eux ou de sa réunion aux Hospices civils.

(2) V. chap. V, inf. a.

hôpitaux ou hospices : les vénériens, en 1816 ; les incurables, en 1822 ; les aliénés, en 1818. D'autres part, les militaires, jadis hebergés et soignés en grand nombre à l'Hôtel-Dieu, sont actuellement traités à l'hôpital Desgenettes. Enfin, depuis 1889, les passants ne sont plus reçus, vu la pénurie de lits disponibles. A l'heure actuelle, l'Hôtel-Dieu n'est ouvert qu'aux adultes fiévreux et blessés (1).

Il est hors de doute que, jusqu'en 1894, cet établissement reçut les malades, sans distinction de lieu d'origine. Les étrangers étaient admis au même titre que les Français, et les Français, de quelque région qu'ils fussent originaires, au même titre que les Lyonnais. C'est là un fait que nous n'essaierons pas d'établir par des documents ou à l'aide des registres d'entrée, car il est pertinent et nul le contestera.

Nous avons vu, dans le chapitre préliminaire, comment en 1894, surgit une contestation. Elle n'est point encore tranchée.

Nous aidant de l'historique qui précède, nous allons essayer d'élucider cette question : l'Hôtel-Dieu est-il tenu de recevoir *gratuitement* tout malade qui se présente, et notamment les malades des communes rurales du département du Rhône ? Ou, en d'autres termes, le département du Rhône peut-il, quand à l'admission des malades, invoquer un droit quelconque sur l'Hôtel-Dieu ?

(1) Il dispose aussi d'une quarantaine de lits pour femmes en couches, originaires de Lyon. Nous empruntons ces renseignements à M. Drivon, *La mortalité à l'Hôtel-Dieu de Lyon pendant deux siècles*.

DEUXIÈME PARTIE

A LA RECHERCHE D'UN DROIT

CHAPITRE PREMIER

Comment résoudre le problème ?

Depuis 1894, l'administration des Hospices soutient que, si elle est tenue de recevoir gratuitement à l'Hôtel-Dieu les malades ayant leur domicile de secours à Lyon, et même, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 8 août 1851 (1), tout individu qui tombe malade sur le territoire de cette commune, elle est, par contre, en droit d'exiger, pour l'hospitalisation de tous autres malades étrangers à cette commune, un prix de journée fixé selon les prescriptions de la loi de 1893.

A cette affirmation, le Conseil général du Rhône oppose une affirmation contraire. D'après lui, l'Hôtel-Dieu serait un Hôpital Général, c'est-à-dire un

(1) V. chap. VI, par. III.

hôpital ouvert indistinctement aux malades indigents de toute origine et de tous pays. Tel serait le caractère propre et vraiment exceptionnel de cet établissement. Il s'ensuivrait que les administrateurs des Hospices sont mal fondés à prétendre qu'ils ont le droit de faire payer un prix de journée aux communes rurales envoyant des malades à l'Hôtel-Dieu.

Comment se faire une opinion sur la question en litige ?

Une recherche s'impose tout d'abord. L'Hôtel-Dieu a passé sous diverses administrations, lesquelles se sont succédé au cours des siècles. Les actes de cession peuvent fournir de précieuses indications et nous fixer au moins sur ce point : l'Hôtel-Dieu est-il un hôpital lyonnais ?

Nous essaierons ensuite de dire ce qu'était un Hôpital Général. Ce titre impose-t-il à l'Hôtel-Dieu, quelque obligation quant à l'admission des malades ?

Nous aborderons alors une troisième question. M. Lagrange, dans le rapport déjà signalé, a voulu voir dans les privilèges accordés à l'Hôtel-Dieu une confirmation de son prétendu caractère exceptionnel et une consécration de l'obligation dont il serait tenu, d'admettre gratuitement tout malade qui se présente. Nous aurons à nous demander si ces privilèges ont pu avoir les conséquences que M. Lagrange affirme en découler.

On a dit encore : « De tout temps, l'Hôtel-Dieu a reçu *gratuitement* les malades sans se préoccuper

de leur lieu d'origine. Est-il possible d'abandonner maintenant cette coutume séculaire ? » Et l'on a ajouté : « La fortune de cet établissement a été constituée par les dons et legs de bienfaiteurs, lesquels n'étaient point tous des Lyonnais. Est-il juste qu'aujourd'hui les Lyonnais profitent seuls de cette fortune lentement amassée ? » A l'étude de ces deux arguments sera consacré un chapitre.

Enfin, ayant constaté que l'Hôtel-Dieu n'a jamais été un établissement exceptionnel et que rien, absolument rien, ne l'oblige à admettre gratuitement tout malade qui se présente, nous nous poserons une dernière question. Pour quelles raisons, les administrateurs de l'Hôtel-Dieu tolérèrent-ils une pratique qui, de prime abord, paraît si contraire aux intérêts de l'Hôpital ? Pour quelles raisons ne ramenèrent-ils pas à de plus sages limites cette trop large hospitalité, que rien ne les obligeait à exercer ?

CHAPITRE II

L'Hôtel-Dieu est-il un hôpital lyonnais ?

Pour résoudre ce problème historique, qui, dans le débat, nous paraît avoir une importance capitale, nous étudierons successivement la période antérieure et la période postérieure à 1789.

§ I. — LA FONDATION DE L'HOTEL-DIEU ET LES ACTES DE CESSION ANTÉRIEURS A 1789

Du chapitre consacré aux origines de l'Hôtel-Dieu, il ressort avec une certaine évidence que nul malade ne saurait invoquer le XVe Canon du cinquième Concile d'Orléans pour se faire admettre gratuitement à l'Hôtel-Dieu. Dans ce texte, il est question d'un hôpital dont nous ignorons l'emplacement exact ; de fortes raisons portent à croire cependant qu'il s'agit

de l'hôpital de la Graneterie appelé, aussi de la Sauverie ou Saint-Eloi. En tous cas, ce texte ne vise pas l'Hôtel-Dieu, vraisemblablement fondé au cours du XII^e siècle.

Nous avons succinctement exposé les raisons qui incitèrent les Recteurs de l'Hôtel-Dieu à soutenir que cet établissement était de fondation royale. Ni eux, ni les consuls n'en étaient autrement persuadés. Un document tiré des archives municipales (1), dont nous reproduisons quelques passages, en témoigne clairement. C'est un mémoire adressé aux Recteurs par le Prévôt des marchands et les Echevins pour demander certaines modifications au livre intitulé *Forme du gouvernement œconomique du Grand Hostel-Dieu de Nostre-Dame-de-Pitié du pont du Rosne de la ville de Lyon*, c'est-à-dire au règlement de l'hôpital.

Le Consulat demande que l'Epître dédicatoire, adressée au roi, soit supprimée. Il la juge inutile, car « il n'y a aucune apparence que le Roy, ni MM. les ministres d'Estat ou du Conseil veuillent s'amuser à lire ledit livre. . . . »

Voici qui est plus intéressant :

A ce que dessus on adjoute que, quand il écheroit à desdier à Sa majesté ledit livre, lesd.Srs Prévôt des marchands et Eschevins, ne jugent pas qu'il soit à propos d'alléguer que l'hospital est de fondation royale.

Car, outre que lesdits sieurs ne le croient point tel, ni ne voyent rien qui les y obligent, quand ils le verroient et

(1) GG, XIX, 552-557, n° 4.

croiroient, ils estiment que par la reigle de prudence qui force ung chascun à taire ce qui lui fait préjudice, il ne seroit à propos de le publier et ains au contraire se trouveroient engagés à le nier absolument à ceux qui lui proposeroient.

Car bien que ledit hôpital dont est question ne soit érigé en tiltre de bénéfice et qu'en suite par l'ordonnance, la nomination des Recteurs en appartienne auxdits sieurs Prévôt des marchands et Eschevins, quand il seroit fondé par nos Roys comme est porté par l'ordonnance qui se trouve au Code Henry, livre premier, tiltre trente ung, livre deux....., néantmoing toutes et quantes fois que M. le Grand Aulmosnier (1) a voullu obliger ledit hospital de rendre compte de leurs revenus et dépenses pardevant les commis qu'il a envoyé pour cela et voullu prendre cognoissance du manieement des deniers dudit hospital, comme il a fait plusieurs fois et mesme de nostre temps, on ne s'est jamais déffendu ni exempté des prétentions dudit seigneur Grand Aulmosnier qu'en soustenans que ledit hôpital n'étoit pas de fondation royalle et par conséquent que ledit seigneur Grand Aulmosnier n'y avoit que voir et congnoistre, *n'ayant* (ledit hôpital) *esté fondé et doté que par la charité et bienfaicts des particuliers habitants de ladite ville.*

Car si bien de Rubis, en son Histoire de Lyon (2), livre 3^e, chappitre 9, page 206, a dit que le Roy Childebert et la Royne Ultrogothe, sa femme, ont basti ung hospital à Lyon et luy ont donné force privilèges quy furent confirmés au 5^e Concille, tenu à Orléans l'an 24^e de son règne, comme se voit par les actes dud. Concille, il ne se trouve pas que led. de Rubis ni led. Concille qu'il allègue désignoit et monstroït que led. hospital soit celui dont est question, mais qu'il y a eu quantité d'autres hospitaux dans la ville de Lyon,

(1) Chargé sous Louis XIV de la surveillance des hôpitaux.

(2) *Histoire véritable de la ville de Lyon*, publiée en 1604.

comme la maison possédée rue Mercière par les religieux de l'ordre de St-Anthoine, appelé l'hospital de St-André (1), et toutes les Recluseries qui sont dans Lyon au nombre de 7 ou 8, estoient aultans d'hospitaux. Si bien que de Rubis ni le Concille d'Orléans (ne prouvent pas) (2) que l'hospital (du pont du Rhône) fut fondé par Childebert, et, *dans les Archives de l'hospital, ne se trouvent aucuns tiltres qui justifient de ceste prétendue fondation royale ni qui monstre que Childebert ou aucun aultre royait donné du revenu ou dotté led. hospital. On ne peut ni doibt le présumer de fondation royale.*

Le mémoire ajoute qu'en 1610, les Recteurs invoquèrent cette prétendue « fondation royale » pour obtenir certains privilèges ; mais s'ils avaient dû prouver cette illustre origine, ils en auraient été « bien empeschés, voire même dans l'impossibilité d'y satisfaire ».

Ce document, confirmant ce que nous savons relativement à la tradition de Childebert et d'Ultrigothe, est d'autant plus significatif qu'il date d'une époque où les archives municipales possédaient encore les bulles originales des XII^e et XIII^e siècles sur le pont du Rhône et l'hôpital (3).

Les consuls affirment que, à maintes reprises, pour repousser les prétentions du Grand Aumônier,

(1) En marge : « les maisons de Sainte-Catherine et de la Chana ». Pour ces hôpitaux, v. DRIVON, *Les anciens Hôpitaux de Lyon*.

(2) Ici nous remplaçons un mot que notre manque d'habitude ne nous a pas permis de déchiffrer, mais dont le sens n'est pas douteux.

(3) GUIGUE, *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 21.

les administrateurs de l'Hôtel-Dieu déclarèrent que cet établissement avait été fondé et doté par les habitants de Lyon (1). C'était l'opinion du Consulat lui-même. Dans un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 7 octobre 1646, il est dit : « Sur ce qui a esté représenté au Roy en son Conseil par les Prévost des marchands et Eschevins de la ville de Lyon, que bien que l'hospital des malades de ladite ville, soit une *maison purement laïque, fondée par les habitants d'icelle... etc.* » (2).

Les Recteurs, qui proclamaient hautement, quand ils sollicitaient quelque nouveau privilège, que la création de l'Hôtel-Dieu était due à la munificence royale, étaient, au fond, d'un tout autre avis. L'inventaire des Archives de l'Hôtel-Dieu, établi en 1632, évidemment sous la surveillance et le contrôle des Recteurs, porte en toutes lettres que cet hôpital fut fondé par les habitants de la ville !

Tout porte à croire que l'Hôtel-Dieu est de fondation lyonnaise. M. C. Guigue a essayé d'établir que l'hôpital du pont du Rhône ne remontait pas au-delà de 1182. Mais, peut-être, antérieurement à cette date, existait-il, à proximité, un autre établissement connu sous le nom d'Aumônerie.

Selon ce qui a été dit presque au début de ce livre, il y a grandes chances pour que l'Aumônerie, asile pour pèlerins et passants, ait été créée par des Lyonnais généreux ou prudents. Quant à l'hôpital, qui,

(1) DAGIER, I., p. 185.

(2) Id., p. 128.

par la suite, ne forma avec l'Aumônerie qu'un seul et même établissement, on ne peut douter qu'il soit de fondation lyonnaise. La lettre de Jean de Bellesme mentionne expressément les « citoyens de Lyon » (1). En outre, il est permis de penser que la confrérie du Saint-Esprit (2) ne se rattachait pas à l'ordre de Montpellier, mais se composait uniquement d'habitants de la ville.

Est-il utile de faire remarquer que, raisonnablement, on ne saurait soutenir que l'Hôtel-Dieu doit encore de nos jours, recevoir tous les malades indigents, sans distinction de lieu d'origine, pour cette seule raison qu'au XIII^e siècle, il était ouvert à tout venant ? A ce compte, la plupart des hôpitaux de France, remontant à la même époque ou à peu près, seraient tenus d'hospitaliser des malades de toutes nationalités, puisqu'au moyen-âge ils hébergeaient pèlerins et passants (3).

D'un « régime laïque » (4) l'Hôtel-Dieu passa, en 1308, sous l'administration des religieux de Haute-Combe. Cette cession ne nous est connue que par un acte postérieur (5). Mais l'acte de 1314, par lequel cet établissement fut remis par les moines de Haute-Combe à ceux de Chassagne, a été conservé (6). Nous le reproduisons en entier. Il nous fournira

(1) V. 1^{re} part, chap. 1.

(2) V. chap. II, 1^{re} part.

(3) V. L. Lallemant, *ouv. cit.*, t. III, ch. IV.

(4) Ce sont les termes employés par l'acte de 1334.

(5) V. 1^{re} part., chap. III.

(6) Pour les références, v. égal. 1^{re} part., chap. II.

tout d'abord les bases d'une discussion solide et ensuite il montrera dans quelle phraséologie compliquée sont enveloppés les documents juridiques de cette époque.

Subrogation faite à l'Abbé et couvent de la Chassagne de la Régie et administration de l'Hôpital et pont du Rhône par l'Abbé d'Hautecombe, en présence et du consentement de l'Archevêque et du Chapitre de l'Eglise de Lyon.

Pierre, par la miséricorde de Dieu, archevêque de la première église de Lyon, à tous les fidèles chrétiens qui ces présentes lettres verront et entendront, Salut et paix éternelle dans le Seigneur.

Comme le temps efface la mémoire des conventions humaines, et livre peu à peu à l'oubli les intentions qui les ont dictées, il convient de les asseoir sur de solides fondements, et de les consigner dans des chartes afin que leur témoignage réponde aux temps avenir de l'authenticité des actes antérieurs. Sachant qu'il nous importe, autant qu'il dépend de notre prééminence, de rechercher l'utilité publique et de la procurer par tous nos moyens ; et que l'œuvre du Pont du Rhône (1), à Lyon, lequel pont est si nécessaire, si utile, si avantageux sous tous les rapports, non seulement à Nous, à Notre Chapitre et à la ville de Lyon, mais encore à tous le pays, aux étrangers, aux voyageurs et passagers, ne s'achève point et demeure sans espoir d'édification ultérieure ; que pour comble de malheur, la partie de ce pont qui a été construite avec des peines inouïes et des dépenses énormes, menace ruine en divers endroits, de sorte que les inondations et les ruptures de ce pont le rendent souvent impraticable, au grand dommage de la ville et de tout le pays ; et qu'une

(1) L'hôpital n'était alors qu'une annexe de l'œuvre du pont.

œuvre aussi importante ne peut être conduite à une prompte et heureuse fin par les soins d'un seul individu: Considérant que les œuvres pies doivent être confiées à la direction d'hommes tout à la fois pieux et puissants, Nous avons cru, après en avoir attentivement conféré avec Notre Chapitre, devoir préférer pour la conduite et l'achèvement de cette œuvre, avec l'aide de Dieu, les Religieux Abbé et Couvent du Monastère de Haute-Combe de l'ordre de Cîteaux et du Diocèse de Genève, lesquels offraient alors la volonté et les moyens de conduire cette Œuvre à une heureuse fin, avec l'aide de Dieu (1). C'est pourquoi, considérant que, par notre emploi, nous devons, autant que Dieu nous en donnait les moyens, pourvoir à l'utilité publique, Nous avons alors remis, cédé et confié, du consentement de notre Chapitre, le dit Pont et son œuvre, ainsi que la pleine et entière administration, le soin et la direction dudit pont, de son œuvre, de sa maison, de son hôpital et de ses chapelles, auxdits Abbé et Couvent, sous les modes et formes, clauses et conventions passées et contenues dans les lettres de notre concession, scellées de notre sceau et de ceux desdits Abbé et Couvent, ainsi qu'il est plus au long détaillé dans les dites lettres.

Toutes lesquelles clauses et conditions contenues aux dites lettres, Nous, Archevêque susdit alors (seulement) élu, pour nous et nos successeurs, et Frère Conrad, alors Abbé du Monastère de Haute-Combe, pour lui et son Couvent, aurions promis mutuellement l'un à l'autre de bonne foi, les avoir pour bonnes et agréables, les maintenir à toujours, ne rien faire de contraire, ni venir à l'encontre, n'y mettre aucun empêchement et même n'y en avoir mis aucun; mais plutôt observer, exécuter et accomplir fidèlement toutes et chacune de ces choses susdites, comme elles et d'autres sont stipulées et spécifiées dans les lettres sur ce faites, munies de notre sceau et de ceux de notre Chapitre et dudit Abbé.

(1) Il s'agit de la session de 1308.

Ledit frère frère Conrad, alors Abbé dudit Monastère de Haute-Combe, aujourd'hui Abbé du Monastère de Clairvaux, de l'ordre de Cîteaux, a construit et édifié ledit Pont en bon et fort bois, et depuis a disposé quelques pierres et pilotis pour le bâtir en pierre : il a de même rempli ses autres engagements, et a porté assez longtemps le poids des charges ci-dessus exprimées. Car, ensuite de cette gestion et de ces entreprises, ladite abbaye de Haute-Combe est tellement grevée et surchargée de dettes qu'il est presque impossible qu'elle s'en relève jamais, comme l'a assuré devant Nous et comme l'assure encore le vénérable Père frère Etienne, ci-devant Recteur dudit Pont du Rhône pour ledit Abbé, et aujourd'hui abbé dudit Monastère de Haute-Combe, Nous suppliant affectueusement ledit frère Etienne Abbé, pour lui et pour son couvent de Haute-Combe, qu'il nous plaise les décharger d'un si grand fardeau, les en décharger pour toujours, et les en tenir absolument quittes, en, par nous, remettant ladite Œuvre et ledit emploi à quelque autre qui puisse les dédommager en partie des frais et avances qu'ils y ont faites. Or, la vérité de toutes ces choses est si évidente et si notoire qu'elle n'est pas susceptible de moindre doute, puisque ladite Abbaye et la maison dudit Pont, le Pont même, l'hôpital et ses chapelles sont détruites à cause dudit Pont, dont l'Œuvre est un fardeau qui ne s'allège point, que maintenant il menace ruine non seulement dans un endroit mais dans plusieurs, tant dans la construction en pierre que dans celle en bois ; que de plus ledit sieur Abbé et son Abbaye sont très éloignés de la ville de Lyon, et ne peuvent se transporter auprès de ce Pont qu'avec beaucoup de peines et de difficultés ; qu'ils ont dans les pays de Savoie et de Haute-Combe plusieurs autres affaires importantes, et d'un produit beaucoup plus avantageux ; que de plus ledit Abbé et son Abbaye ne possèdent aucune forêt convenable à la construction dudit Pont, quoiqu'il exige de jour en jour une quantité innombrable de bois : ce qui les a obligés d'acheter fort cher tous ceux qui y ont

été employés ; et que, cependant, comme il l'assure, il s'en faut bien que le revenu dudit Pont soit assez considérable pour faire face auxdites dépenses.

C'est pourquoi ledit sieur Abbé, pour lui et son Couvent, Nous supplie humblement d'agréer que ledit Abbé de Haute-Combe et son Couvent cèdent et remettent tous et chacun des fruits, revenus, profits et produits, maisons, vignes, terres, prés, bois, pâturages, droits, raisons et actions, biens meubles et immeubles desdits pont, hôpital et chapelle, ensemble toutes leurs appartenances et dépendances quelconques, avec toutes leurs attributions onéreuses et honorifiques, aux Religieux, Abbé et Couvent du Monastère de la Chassagne, de l'ordre de Cîteaux et de notre diocèse de Lyon, pour les avoir, tenir et posséder paisiblement dans la forme et manière que les tenaient l'abbé et le couvent dudit Monastère de Haute-Combe, afin de les défrayer en partie des frais et avances qu'ils ont faites dans lesdites œuvres.

Attendu surtout que lesdits Abbé et Couvent de la Chassagne sont plus rapprochés de Lyon ; qu'ils sont du diocèse de Lyon et du même ordre ; et qu'ils possèdent bon nombre de forêts qui peuvent fournir les bois convenables et nécessaires audit Pont, lesquels pourront à peu de frais être amenés par eau jusqu'audit Pont ; et qu'en outre ils ont des serviteurs bons et connus pour régir et diriger ledit Pont, et suffire à toutes les charges de son exploitation, Nous donc, faisant droit à la juste demande dudit Abbé de Haute-Combe et de son couvent, Avons voulu et consenti, Voulons et Consentons que lesdits deux Abbés confèrent ensemble et s'accordent sur le montant des frais et avances faites par l'Abbé et le Couvent de Haute-Combe dans les susdits Pont, Maisons et Chapelles, ainsi que sur la forme et manière de les transmettre auxdits Abbé et Couvent de la Chassagne par les meilleurs moyens possibles. En conséquence lesdits deux Abbés, après avoir eu entre eux du consentement de leurs couvents susdits, divers pourparlers et conférences sur cette affaire, s'étant définitivement entendus, d'après l'avis

de leurs Couvents et de quelques jurisconsultes, sont convenus de ce qui suit. Savoir : Que ledit sieur Abbé de Haute-Combe, pour lui et son Couvent, (agissant) de bon gré, librement, purement et simplement, remet, cède et abandonne, quitte et délaisse efficacement et à perpétuité, devant Nous, et en présence de nos Conseillers ci-après nommés, au Religieux frère Jean Delaye, Abbé, et à son Couvent de la Chassagne, tous et chacun des fruits, maisons, vignes, terres, prés, bois, pâturages, droits, raisons et actions, biens meubles et immeubles desdits Pont, hôpital et Chapelles, quels que soient lesdits biens, et sous quelques appellations qu'ils soient connus et dénommés; ensemble toutes les appartenances et dépendances desdits Pont, hôpital et Chapelles, en quelque manière que ce soit, ainsi que toute espèce de droit, d'action, de Seigneurie, de propriété, de commodité, de demande ou de réclamation, dont le dit Abbé, son Couvent et leurs successeurs ont joui, jouissent, jouissaient ou pouvaient jouir, et toutes les choses quelconques qui leur conviennent, convenaient ou pouvaient leur convenir en raison de la donation et concession que nous leur en avons faite, comme est dit ci-dessus, ou par tous autres titre, cause ou motif : pour, par lesdits Abbé et Couvent de la Chassagne, les avoir, occuper et posséder en paix dès à présent à perpétuité.

Se dévêtant devant Nous, ledit Frère Etienne, Abbé dudit Monastère de Haute-Combe, pour lui, son Couvent et leurs successeurs, desdits Pont, hôpital, maisons, chapelles et de tous et chacun des autres biens susdits, tant meubles qu'immeubles, pour les causes ci-dessus et ci-dessous énoncées, il en investit légalement et efficacement ledit Frère Jean, Abbé de la Chassagne, ici présent et recevant ladite investiture pour lui et son Couvent; et il l'établit en la possession corporelle et quasi (et tout comme) en une vraie et libre possession de toutes ces choses, sans se réserver à lui ou à son Monastère aucune espèce de droit, d'action, de propriété, de Seigneurie directe ou utile, de possession de

commodité, ni aucune faculté de demande ou réclamation dans toutes et chacune desdites choses, ni rien de ce qui les concerne ; mais, au contraire, il transmet efficacement, pour lui et son dit Couvent et leurs successeurs, audit sieur Abbé et Couvent de la Chassagne et à leurs successeurs, pour les causés et motifs susdits, toutes et chacune desdites choses, tout droit, toute action réelle et personnelle, utile, mixte, directe, civile et prétorienne et tous autres droits et actions quelconques que lesdits Abbés et Couvent de Haute-Combe ont, avaient ou pouvaient avoir et qui leur sont, étaient ou pouvaient être attribués dans toutes et chacune des susdites choses, et dans laquelle que ce soit d'entre elles et dans toutes leurs appartenances ; ledit Abbé de Haute-Combe, pour lui, son dit Couvent et leurs successeurs, faisant et constituant ledit Abbé de la Chassagne, son Couvent et leurs successeurs, vrais et légitimes administrateurs et maîtres de ladite œuvre devenue leur propriété, comme leur étant légitimement cédée et justement remise.

Reconnaissant dès à présent ledit Abbé de Haute-Combe, pour lui et son Couvent de Haute-Combe qu'il ne possède et quasi (et tout comme), toutes et chacune des susdites choses, qu'au nom desdits Abbés et Monastère de la Chassagne et de leurs successeurs, jusqu'à ce que lesdits Abbé et Couvent de la Chassagne aient pris possession de toutes et chacune desdites choses et de leurs dépendances, par eux-mêmes en personne ou par leurs procureurs, pour laquelle prise de possession personnelle ledit abbé de Haute-Combe, pour lui et son dit Couvent, leur donne dès maintenant ordre exprès et leur donne plein pouvoir. Au surplus, il a été arrêté et convenu d'un accord unanime entre les deux Abbés, tant en leur nom qu'en ceux de leurs dits Couvents, que pour tous et chacun des frais, débours et avances faites et payées de quelque manière et pour quelque titre, cause et motif que ce soit, par ledit Abbé de Haute-Combe, son Couvent et leurs prédécesseurs, ou par les directeurs et régisseurs dudit Pont, ou par leur ordre, ou par leurs agents,

ou de de toute autre manière et pour quelque titre, cause et motif que ce soit, dans l'Œuvre desdits Pont, hôpital, maisons, chapelles et autres biens quelconques meubles et immeubles, y existant à leur avènement, ou par eux acquis depuis lors, ledit Abbé de la Chassagne et son couvent, seront tenus de compter, fournir et payer, compteront, fourniront et payeront paisiblement sans aucun trouble ni empêchement, auxdits Abbé et Couvent du monastère de Haute-Combe, onze cents livres viennoises, monnaie du Seigneur Comte de Savoye, actuellement usitée dans les provinces de Savoye. Sur laquelle somme ledit sieur Abbé de Haute-Combe, pour lui et son Couvent, confesse avoir retiré et reçu desdits Abbé et Couvent de la Chassagne cinq cents livres viennoises, qu'il déclare avoir entièrement dépensées et employées à son plus grand avantage, ainsi qu'à celui de son Abbaye de Haute-Combe, et qu'il reconnaît lui avoir été payées pleinement et entièrement par lesdits Abbé et Couvent de la Chassagne, à sa satisfaction : desquelles cinq cents livres viennoises, il quitte, décharge et acquitte entièrement lesdits Abbé de la Chassagne et son Couvent : quant aux six cents livres restantes, même monnaie, ledit Abbé de la Chassagne, pour lui et son Couvent, déclare ouvertement et en public, et reconnaît en vérité les devoir réellement auxdits Abbé et Couvent de Haute-Combe, pour le motif sus-énoncé, et promet de bonne foi, et sous l'obligation de tous les biens de ladite Abbaye de la Chassagne, meubles et immeubles, ecclésiastiques et séculiers, fournir et payer paisiblement, sans aucun trouble ni empêchement, lesdites six cents livres Viennoises auxdits Abbés et Couvent de Haute-Combe, aux échéances ci-après, savoir : cent livres viennoises à la fête de la Nativité de Notre-Seigneur, de l'an de grâce mil trois cent quinze, et ainsi de suite cent livres viennoises de ladite monnaie, à chaque fête de la Nativité de Notre-Seigneur, jusqu'à ce que lesdits sieur Abbé et Couvent de Haute-Combe soient pleinement payés desdites six cents livres viennoises en ladite

monnaie, avec remboursement de tous les dommages, intérêts et loyaux coûts, que le défaut de paiement aux termes sus-énoncés, pourraient faire éprouver, en tourir ou supporter auxdits Abbé et Couvent de Haute-Combe ; sur lesquels dommages, intérêts et frais, ainsi que sur leur montant, lesdits Abbés et Couvent de la Chassagne promettent, pour eux et leurs successeurs, s'en rapporter à la bonne foi dudit Abbé, ou au serment du Procureur dudit Couvent, sans exiger à cet égard aucun autre genre de preuve.

De plus, ledit Frère Conrad, ayant acquis, lorsqu'il était Abbé du monastère de Haute-Combe, une maison et une vigne contiguës, situées à Brignais, lesquelles avaient appartenu à Maître Pierre d'Ambournay (ou d'Ambronay), autrefois Custode de l'Eglise Sainte-Croix, ledit sieur Abbé de Haute-Combe, pour lui et son couvent, livre et remet, donne et aide, pour cause d'échange, lesdites maisons et vignes de Brignais, avec leurs appartenances et dépendances, aux dits Abbé et Couvent de la Chassagne et à leurs successeurs et échange lesdites maison et vigne, avec leurs appartenances et dépendances, contre les maisons appartenant à l'œuvre du susdit Pont, situées à Lyon, près ledit Pont, lesquelles sont maintenant occupées par Maître Bernard du Marché, notaire public ; et, par contre, ledit Abbé de la Chassagne permute et livre pour cause d'échange, remet, cède et quasi (et tout comme) auxdits sieur Abbé et Couvent de Haute-Combe, les susdites maisons qu'occupe ledit Maître Bernard du Marché, contre les maison et vigne de Brignais ci-dessus conñées. Toutes lesquelles clauses et chacune d'icelles ci-dessus et ci-dessous énoncées, consignées et spécifiées dans les divers articles et paragraphes du présent acte, lesdits deux Abbés, et chacun d'eux pour eux et leurs couvents, on promis et promettent en notre présence, de bonne foi, et sous l'obligation de tous les biens de leurs Abbayes, garder, observer et accomplir, comme aussi de ne rien faire désormais qui y soit contraire, ni par eux ni par d'autres, par parole ni par action, en jugement ni hors, ni de toute autre

manière, et de ne consentir aucunement aux actes de celui ou de ceux qui voudraient y être opposants.

Enfin, lesdits deux Abbés, et chacun d'eux, promettent de bonne foi, et sous lesdites obligations, de faire ratifier toutes et chacune des clauses portées ci-dessus et ci-dessous par leurs vénérables Pères, savoir : par le sieur Abbé de Clairvaux, Père-Abbé du monastère de Haute-Combe, et par le sieur Abbé de Saint-Sulpice, Père-Abbé du monastère de la Chassagne. Lesdits deux Abbés, et chacun d'eux, se soumettent eux-mêmes, leurs Abbayes et leurs biens, pour l'entière observance, exécution et accomplissement de toutes et chacune desdites clauses, savoir : ledit Abbé de Haute-Combe, pour lui et son Couvent, et ledit Abbé de la Chassagne, aussi pour lui et son Couvent, à la juridiction et autorité du Vénérable Père-Abbé et du Chapitre général de Cîteaux : de telle sorte que ledit sieur Abbé et le Chapitre de Cîteaux, puissent les contraindre par la force à l'exécution de toutes et chacune desdites clauses, nonobstant la constitution *Sacro approbanti consilio* (sous l'approbation du Saint Conseil).

Lesdits Abbés et chacun d'eux, pour eux, leurs Monastères et Couvents et leurs successeurs, renonçant dans ce traité, avec pleine connaissance et de bonne foi, à toutes et chacune des actions et exceptions de dol (ou mauvaise foi) de crainte, et *in factum*, en tant que les remise, cession, abandon, payement et déguerpiissent susdits n'auraient pas été faits comme ils sont énoncés, ou seraient faits d'une manière moins exacte et ledit Abbé de la Chassagne, à l'exception de ladite dette qui n'aurait point été par lui légitimement contractée pour les causes susdites, au bénéfice de l'intervalle de quatre mois, et à tous (autres) délais et surséances quelconques ; et lesdits deux Abbés, à l'exception de tous et chacun des articles du présent acte, sous prétexte qu'ils auraient été exécutés autrement ou moins légitimement qu'ils ne sont stipulés ; à toute lésion, fraude, surprise, erreur et difficulté, à la condition sans cause ou provenant d'une cause injuste,

et à la condition provenant de la cause, à la loi *hoc jus porrectum*, à toutes lettres, grâces, privilèges et rescrits apostoliques et des Légats du Saint-Siège, impétrés ou à impétrer; à toute demande et oblation de libelle, à toute contestation litigieuse, à tout droit canonique et civil, et notamment au droit disant *que la renonciation générale ne suffit point, si la spéciale ne la précède*. Il a de plus été arrêté et expressément convenu entre lesdits deux Abbés, tant en leurs noms qu'en ceux de leurs dits Couvents, que toutes les dettes et redevances quelconques dues pour cause, motif et occasion dudit Pont audit Abbé de Haute-Combe, aux Directeurs ou aux Régisseurs dudit Pont, appartiendront, libres de toute charge et demeureront intégralement acquises et payables auxdits Abbé et Couvent de la Chassagne: de sorte que (par contre) le même Abbé de la Chassagne et son Couvent, soit ledit Abbé lui-même acquitte, et soit tenu d'acquitter paisiblement, entièrement et parfaitement les dettes contractées pour cause et occasion dudit Pont. D'après ces accords lesdits deux Abbés pour eux et leurs Couvents susdits, nous ont humblement supplié qu'il plût à Notre Autorité ordinaire acquiescer à tous et chacun des susdits faits et règlements arrêtés entre eux comme dessus, et les approuver et ratifier pour avoir leur effet, en y interposant Notre autorité, Notre consentement et Notre décret.

C'est pourquoi, Nous Archevêque susdit, ne voulant point que, par notre moyen, ledit Abbé et le Couvent de Haute-Combe demeurent grevés, mais désirant les décharger, suivant leurs intentions, de leurs susdits engagements, pour les motifs ci-dessus déduits par l'Abbé dudit lieu; observant et considérant que la susdite Œuvre du Pont et de l'Hôpital et la susdite Chapelle pourront se faire plus facilement par les Abbés et Couvent de la Chassagne, comme étant plus rapprochés, que par ceux de Haute-Combe, ainsi qu'il était énoncé ci-dessus; considérant en outre, que toutes et chacune des dispositions susdites concourent en même temps à la gloire de Dieu et à l'avantage et profit desdits Abbés et de leurs

Abbayes, de Nous-même et de l'Eglise de Lyon, et de tout le public ; après en avoir attentivement conféré avec des hommes expérimentés et avec nos conseillers, et après avoir reçu le serment dudit Abbé de la Chassagne, prêté à la manière des Abbés, pour lui et ses successeurs, d'observer et accomplir toutes les clauses ci-dessus stipulées, dans la forme et manière que devait le faire le susdit Abbé de Haute-Combe, Nous accédons à toutes et chacune des dispositions susdites, comme étant en générale et en particulier l'expression de notre volonté; Nous les louons, approuvons et ratifions et y interposons Notre Autorité, consentement et décret; et Nous déchargeons entièrement, affranchissons et tenons absolument quittes lesdits Abbé et Couvent de Haute-Combe des susdites obligations qui leur étaient imposées tant envers Nous qu'envers l'Eglise de Lyon ; et faisant droit à l'istante demande à Nous faite par ledit Abbé de la Chassagne ici présent, nous l'investissons légalement et efficacement, pour lui et son Couvent et leurs successeurs, des susdits pont, hôpital, chapelles, maisons et autres biens meubles et immeubles appartenant auxdits pont et hôpital, ou qui en dépendent, et l'établissons en la possession corporelle et quasi (et tout comme), et en une vraie et libre possession de tous lesdits biens. Mandant et ordonnant par les présentes à tous et chacun des vasseaux, feudataires, tenanciers et sujets desdits pont et hôpital, ainsi qu'à tous autres individus quelconques qui ont ou tiennent quelque chose des affaires et biens desdits pont, hôpital et chapelles, ou des appartenances et des dépendances dudit pont, ou de son œuvre, ou dudit hôpital, ou des susdites chapelles, qu'ils aient dorénavant à obéir avec soumission, à rendre compte, payer et faire raison de tous et chacun desdits biens et affaires aux susdits Abbés et Couvent de la Chassagne, ou à leurs agents ou porteurs d'ordres, comme étant vrais maîtres desdits biens.

Et Nous, Guigues Bozol, Doyen, et Chapitre de la première Eglise de Lyon, Reconnaissant et considérant que

toutes et chacune des susdites dispositions concourent de plusieurs manières à la gloire de Dieu, et au profit et avantage de notre Eglise de Lyon, et de tout le public, après en avoir attentivement conféré dans le Chapitre de notre Eglise, assemblé au son de la cloche, en la manière accoutumée, Nous rendant aux prières et instantes demandes des susdits Abbés, acquiesçons unanimement à toutes et chacune des susdites dispositions ; et les Voulons et Approuvons en général et en particulier ; et en conséquence déchargeons entièrement, affranchissons et tenons quittes à perpétuité les dits Abbé et Couvent de Haute-Combe de toutes les obligations dont ils étaient tenus envers Nous, et révoquons par les présentes tous titres ci-devant passés à ce sujet. Et Nous, susdits deux Abbés, de Haute-Combe et de la Chassagne, déclarant et affirmant la vérité de toutes et chacune des dispositions ci-dessus, et qu'elles contribuent au profit et avantages des susdites Abbayes, Promettons pour Nous et Nos successeurs et les Couvents des susdits lieux, les observer de bonne foi, suivant les forme et teneur ci-dessus spécifiées.

En témoignage, et pour la validité des présentes lettres, Nous, Archevêque susdit, avons cru devoir y apposer notre sceau ; et Nous, Doyen et Chapitre susdit, celui qui nous est commun ; et Nous, susdit Abbé de Haute-Combe, le seul sceau à notre usage et de notre Couvent. Et nous, susdits Abbé de la Chassagne, aussi le seul à notre usage et de notre couvent. Et Nous, frère Conrad, abbé susdit du Monastère de Clairvaux, Père (Abbé) dudit Monastère de Haute-Combe ; et Nous, frère Hugues, Abbé susdit de Saint-Sulpice, Père Abbé dudit Monastère de la Chassagne, Observant et Considérant que toutes et chacune des susdites disposition sont été faites et réglées pour l'avantage des susdits Abbés et Abbayes, après en avoir attentivement conféré avec lesdits Abbés et Couvents et autres nos Conseillers, Nous accédons pour Nous et Nos successeurs à tous et chacun des susdits accords ; Nous les louons, affirmons et ratifions par les présentes. En

témoignage de quoi, Nous avons cru devoir y apposer nos sceaux, concurremment avec ceux dudit Seigneur Archevêque, desdits Doyen et Chapitre de Lyon, et desdits Abbés de de Haute-Combe et de la Chassagne.

Donné le quinzième jour du mois de Décembre, l'an du Seigneur mil trois cent quatorze.

L'Abbé et les religieux de Chassagne acquièrent donc l'Hôtel-Dieu, moyennant 1.100 livres viennoises. Est-ce une vente ? Point, puisque les 1.100 livres ne représentent qu'une indemnité pour débours et avances de toutes sortes effectués par les religieux de Haute-Combe. D'autre part, l'Abbé de ce couvent cède une propriété sise à Brignais, à condition de conserver une maison située à Lyon. Ici, il y a échange ; mais cet échange ne constitue point la partie essentielle de l'acte : il n'est qu'un accessoire.

Nous nous trouvons en présence d'une donation avec charges, et ces charges sont assez onéreuses : paiement d'une somme en argent à titre d'indemnité, échange d'une propriété contre une autre, réserve des droits de l'archevêque et du chapitre, paiement par le donataire de certaines obligations du donateur.

L'intérêt de l'acte n'est pas là. Il réside en ce fait que les religieux de Chassagne se voient attribuer « une vraie et libre possession de tous lesdits biens », c'est-à-dire des biens dépendant de l'œuvre du pont et de l'hôpital. Ils en deviennent les « vrais maîtres », à perpétuité. Qu'est-ce que cela signifie, sinon que désormais ces religieux seront *propriétaires* de ces biens, comme l'étaient auparavant ceux de

Haute-Combe ? Sinon qu'ils sont reconnus les « avoir, tenir et posséder paisiblement, dans les formes et manière où les tenaient le couvent dudit monastère de Haute-Combe » ? De qui ce dernier avait-il acquis ses droits ? De la *donation et concession* à lui consentie par l'archevêque de Lyon.

Voici donc les religieux de Chassagne propriétaires de l'Hôtel-Dieu. Ils le demeurent jusqu'en 1478. A cette époque, ils cèdent l'établissement aux Consuls, dans les circonstances précédemment exposées. On sait, d'ailleurs, que par un acte en date de 1334, l'œuvre du pont avait déjà été confiée à l'administration municipale ; mais ce même acte confirmait les Cisterciens de Chassagne dans leurs droits sur l'Hôtel-Dieu.

L'acte de 1478 (1), enveloppé dans la même phraséologie que le précédent, présente un intérêt manifeste. Par cet acte, en effet, les Consuls, au nom de la ville de Lyon, acquièrent l'Hôtel-Dieu et *ils l'acquièrent d'un propriétaire qui le leur transmet en toute propriété*, aux conditions suivantes :

1^o Paiement par la Ville d'une somme de 400 livres, destinée à éteindre une rente que le monastère de Chassagne devait payer à celui de Cîteaux ;

2^o Paiement par la Ville au couvent de Chassagne d'une somme de 3.500 livres tournois ;

3^o Le domaine de Rebuffel, en Dauphiné, demeurera la propriété des religieux de Chassagne ;

(1) Pour les sources, v. début chap. IV, 1^{re} part.

4^o Ces derniers seront exempts de tous les droits perçus à la porte du pont du Rhône.

L'acte de 1478 est une *vente*. La bulle du pape Sixte IV ratifiant l'acquisition de l'hôpital par la Ville, contient les expressions : ... *pro certa pecuniarum quantitate... emerunt* ». Il s'agit des Consuls qui *achètent* l'Hôtel-Dieu et les biens en dépendant pour une certaine somme. Il est hors de doute que la ville de Lyon devint ainsi *propriétaire* de l'établissement.

Lorsque, un siècle plus tard, les Consuls cédèrent aux Recteurs l'administration de l'Hôtel-Dieu, abandonnèrent-ils tous leurs droits, Non assurément ? et nous en trouvons la preuve dans la délibération de Consulat consacrant ce changement de régime.

Nous reproduisons cette délibération d'après un extrait des Registres Consulaires (1).

Au nom de Dieu. Amen.

A tous présents et advenir soit notoire, que comme de toute ancienneté, Messieurs les Consuls, Eschevins de ceste ville de Lyon ayant seuls eu la Rectorie et administration du grand Hostel-Dieu du Pont du Rosne de ladicte Ville, et des Pauvres qui y sont receuz, et que depuis quelques années ils ayent recogneu que les grandes et insupportables affaires du public, qui leur tombent ordinairement et plus souvent qu'à toutes heures sur les bras, empeschoyent qu'ils ne peussent vacquer au bien, soulagement et nourriture desdicts pauvres, conservation et recouvrement des biens, droits et revenu dudit Hostel-Dieu, ainsi que doibvent et sont

(2) Pour les sources, v. début chap. V, 1^{re} part.

tenuz de faire tous bons et fidèles administrateurs : Auroyent dès longtemps mis en délibération d'adviser sur les moyens que l'on auroit pour y pourveoir : Et ayant sur ce meurement considéré, se seroyent enfin résoluz de commettre, choisir, nommer et establir, en leur lieu, six ou huict notables personnages de ladicte Ville, ou autre plus grand nombre, si l'affaire le requeroit. Lesquels, sous l'autorité du Consulat, eussent la totale administration et super-intendance d'iceluy Hostel-Dieu et desdicts Pauvres ; lesquels seroyent dicts, nommez et appelez Recteurs et administrateurs dudict Hostel-Dieu et qui seroyent esleuz et nommez chacun an à perpétuité en l'Hostel de Ville, par lesdicts sieurs Eschevins, après le jour et feste de S. Thomas, 21 de décembre. Lesquels Recteurs esleus demeureroient deux ans en la charge de ladicte Rectorerie et Administration : tellement l'eslection et nomination ne se feroit chacun an que de trois ou quatre Recteurs, les autres trois ou quatre des anciens Recteurs demeurans en charge l'année suyvante, pour l'instruction des nouveaux Esleuz : ainsi et tous de mesmes que lesdicts sieurs Consuls Eschevins ont de toute ancienneté accoustumé d'être esleuz par les suffrages du peuple. Cette délibération ayant esté plusieurs fois proposée et mise sur le Bureau, finalement elle auroit esté résolüe comme chose très sainte et très nécessaire pour le bien dudict Hostel-Dieu et soulagement desdicts Pauvres, soubz toutes fois les conditions cy après déclarées.

Pour ce est-il, que mardy onziesme jour de janvier, l'an mil cinq cens quatre-vingt-trois, nobles hommes Claude Coulaud, François Scarron, Pons Murard, Henry Austrein, Claude Scarron, Pierre de Musino, seigneur d'Aiguebelle, Estienne Passard, Claude Vize et Loys Ponard, Consuls Eschevins de ladicte Ville, assemblez en l'Hostel commun d'icelle, pour traicter des affaires publics : Ont représenté une feuille de papier signée par eux, et les autres quatre Eschevins qui sont absents du présent Consulat, occupez ailleurs : En laquelle, suyvant ladicte délibération et résolu-

tion entr'eux prinse sur la Rectorie dudict Hostel-Dieu, le nom et surnom des premiers recteurs et administrateurs dudict Hostel-Dieu est escript ensemble les charges et conditions : lesquels et les autres Recteurs advenir dudict Hostel-Dieu à perpétuité seront tenuz observer et entretenir ainsi qu'il s'ensuyt :

Premièrement, que lesdicts Recteurs auront la super-intendance de la Police et Æconomie dudict Hostel-Dieu. Et pour ce y pourront mettre et instituer, ou destituer officiers et serviteurs ainsi et comme ils verront estre bon ; ensemble de chastier et faire punir les fautes qui seront faictes et commises par lesdicts officiers, serviteurs et chambrières.

Auront l'œil et se prendront garde que les Pauvres soyent nourris, servis, et médicamentez comme le devoir de la Charité et pitié le requièrent.

Feront, ou feront faire par l'un d'entre eux, la recepte et despense ordinaire dudict Hostel-Dieu et du Pont, tiendront ou feront tenir, bon et fidelle Registre et papiers journaux en forme de Livre de Raison.

Feront faire les réparations et méliorations qu'ils verront estre nécessaires es biens dudict Hostel-Dieu, tant de la ville que des champs. Et à ces fins s'ayderont du Voyer de ladict Ville.

Feront et passeront tous baux à ferme, louage de maisons, et grangeages des biens dudict Hostel-Dieu pour les pris, et aux personnes qu'ils adviseront et verront bon estre. Les solennitez touteffois et ordonnances sur ce cy-devant faictes par lesdicts Consuls observées et entretenües, sans qu'elles puissent estre altérées. Et à ces fins, seront apposées avec la présente institution en deux tableaux, dont l'un demeurera en l'Hostel-de-Ville et l'autre sera affiché au Bureau dudict Hostel-Dieu.

Ne pourront lesdicts Recteurs de l'Hostel-Dieu vendre ou autrement aliéner les fonds et héritages d'iceluy pour quelques affaires et nécessitez qui y puissent survenir sans en avertir le Consulat. Et encore que lesdictes aliénations fus-

sent approuvées, ne pourront toutesfois estre faictes que par lesdits sieurs Eschevins, en nombre suffisant assistez desdicts Recteurs.

Auront lesdicts Recteurs l'œil, soin et sollicitude de faire poursuyvre les procez et actions dudict Hostel-Dieu tant en demandant que défendant. Et à ces fins, leur sera loisible de créer, commettre et employer tels Procureurs et Soliciteurs qu'ils voudront avoir et choisir : et passer à ces fins toutes procurations nécessaires.

Examineront, arresteront, et clorront les comptes que le sieur Frédéric Thomas, commis à la recepte des deniers dudict Hostel-Dieu à cy devant présentez audict Consulat.

Les comptes de celui desdicts Recteurs qui aura faict la recepte et despense ordinaire dudict Hostel-Dieu seront rendus au bout de deux ans, et lorsqu'il sortira de charge, pardevant les Consuls, Eschevins de ladicte Ville, appelez avec eux les Recteurs qui seront lors en charge. Tous lesquels pour c'est effect s'assembleront au Bureau dudict Hostel-Dieu.

Procureront les Recteurs de faire construire et édifier le plusiost que faire se pourra, la tripperie de Grollée qui est derrière la grande boucherie Neusve : et la place pour faire Boucherie cy-devant acquise au proffit dudict Hostel-Dieu au lieu appelé la Fleur de Lys, rue de Bourg-Neuf. Auquel édifice ils appelleront ledict Voyer pour s'en servir en ce qu'ils verront estre nécessaire.

Lesdicts Recteurs, s'assembleront au Bureau dudict Hostel-Dieu, pour traicter des affaires d'iceluy à tels jours et heures qu'ils adviseront, et selon le règlement qu'ils en dresseront entr'eux lorsqu'ils entreront en charge.

Se départiront entr'eux les charges, jours, heures et vacations, selon et ainsi qu'ils adviseront estre pour le mieux.

Sera toutesfois loisible aux Consuls Eschevins de ladicte Ville présent et advenir, aller toutesfois et quantes que bon leur semblera les jours de dimanche tenir le Bureau dudict

Hostel-Dieu, voir et visiter les comptes, s'enquérir de l'estat et administration d'iceluy, jugeant ce qu'il est porté et dont ils sont expressément chargez par le Scindicat. Auquel cas seront tenuz lesdicts Recteurs leur céder le lieu et la place, et leur rendre compte de leur administration et des affaires dudict Hostel-Dieu.

Auront lesdicts Recteurs, ou tel d'entr'eux qu'ils voudront commettre, la clef des Titres et Archives dudict Hostel-Dieu dont ils feront faire le plustost que faire se pourra bon et loyal Inventaire.

Ordonneront des gages des ofîciers et serviteurs, selon qu'ils adviseront, et que l'occcation le requerra.

Feront iceux Recteurs les bulettes (billets d'entrée) aux malades qui devront entrer et être receuz audit Hostel-Dieu, sans lesquels, ou de celle de l'un desdicts Eschevins, ne sera loisible y recevoir aucun soit malades ou autres si ce ne sont les pauvres passans comme l'on a accoustumé.

Ordonneront aussi de la cure des Verollez, et autres que l'on a accoustumé de faire panser hors le grand corps dudict Hostel-Dieu, et en chambre séparée, aux frais et despens d'iceluy.

Seront tenus lesdicts Recteurs de s'assembler au Bureau dudict Hostel-Dieu, et là dresser et disposer de leurs reiglemens pour entrer en charge et administration si tost que leur nomination aura esté inthimée par le secrétaire de ladicte ville.

Feront registre de leurs assemblées, reiglemens et ordonnances, lequel registre sera reçu et tenu par ledict secrétaire de la Ville, ou par tel commis qu'il voudra eslire et nommer. Lequel commis sera pour ce tenu se trouver ès jours et heures que les dicts recteurs adviseront des'assembler, toutesfois et quantes par eux ou les Mandeurs ordinaires de la Ville luy sera dict et ordonné. Lesquels Mandeurs ordinaires seront tenus exécuter les mandemens et ordonnances desdicts Recteurs.

Survenant quelque difficulté sur laquelle il soit besoin

avoir advis et Conseils, seront tenus d'appeler le Procureur Général et Conseil ordinaire de ladicte Ville.

En somme, seront et procureront lesdicts Recteurs pour le bien et bénéfice dudict Hostel-Dieu, nourriture, secours et soulagement des Pauvres d'iceluy, tout ce que bons et légitimes Recteurs et Administrateurs sont tenus de faire et procurer : et en demeureront leurs honneurs et consciences chargées. Et pour ce leur est donné octroyé par lesdicts sieurs Consuls Eschevins, tout pouvoir, auctorité et puissance nécessaires.

Lesquelles charges et conditions seront de point en point et article par article, désormais entretenües et observées à perpétuité par lesdicts Recteurs et Administrateurs de l'Hostel-Dieu et soubz lesquelles lesdicts sieurs Eschevins ont esleu et nommé pour Recteurs de la présente année et la subséquente Assavoir du costé de Fourvière, Nobles Monsieur Maistre Edoard Lorans, docteur ès Droits, seigneurs de la Serra, André Mornyeu, conseillers du Roy et Esleu en l'Eslection de Lyonnois, Loys Prost. Et du costé de Saint-Nizier, Nobles Guillaume Roville Anthoine de la Porte, Seigneur de Bertha et Guillaume Faure.

Extrait des actes consulaires de ladicte Ville, par moy notaire et greffier d'icelle soubz signé.

DU TRONCY.

Nous signalerons plus loin les persévérants efforts des Recteurs pour s'affranchir de l'autorité des Consuls (1). Mais la délibération ci-dessus reproduite ne fut jamais rapportée et les Recteurs, jusqu'en 1791, époque où les derniers en charge donnèrent leur démission, demeurèrent, au moins théoriquement, les représentants de la ville, de laquelle ils tenaient l'Hôtel-Dieu.

(1) V. Chap. VI.

Les explications et les documents qui précèdent établissent de façon péremptoire que l'Hôtel-Dieu est bien un hôpital lyonnais. Ceux mêmes qui, vu les obscurités qui enveloppent ses origines, douteraient qu'il ait été fondé par les habitants de Lyon, ne peuvent discuter l'acte ensuite duquel les religieux de la Chassagne devinrent propriétaires de l'Hôtel-Dieu, l'acte par lequel ils en cédèrent la propriété aux Consuls, enfin la délibération du Consulat en confiant la gestion aux Recteurs.

Non seulement, en 1478, la municipalité lyonnaise devint propriétaire de l'hôpital du pont du Rhône, mais, en outre, elle le reconstruisit. Les moines de la Chassagne avaient laissé les bâtiments dans un état de délabrement lamentable. Que firent les Consuls ?

« Il paraît probable — dit M. Drivon (1) — que le vaste édifice qui existait en 1530 avait été construit par les soins de la municipalité lyonnaise, qu'on ne s'était pas contenté de réparer l'ancien bâtiment, mais qu'on en avait construit un nouveau. En effet, une note mentionne que les « passants sont logés au corps vieux de l'hôpital » ; d'autre part, dans un acte du 5 novembre 1480 (2), on trouve la mention suivante :

« Mesmement, pour *parfaire* la maison de l'ospital du pont du Rosne de Lyon, fondé en l'honneur de Notre-Dame de Pitié, qui *puis peu de jours en ça a*

(1) *L'Hotel-Dieu au temps de Rabelais*, p. 9.

(2) Testament de Jean de la Roche.

esté bâti et somptueusement entomuré, affin d'y pouvoir loger et recueillir les pauvres de Jh Crist ».

La reconstruction de l'Hôtel-Dieu par la Ville vers la fin du XV^e siècle, est chose certaine. Dans la même bulle du pape Sixte IV, dont il a été parlé à plusieurs reprises, nous relevons ce passage : « *Et cum Consules et cives postmodum domos, et ædificiæ hujus modi ruinas comminantia reædificare, et restaurare cœpissent...* » Les Consuls avaient à la fois restauré et *reconstruit*. En outre, des quêtes furent faites dans la ville « pour l'achèvement de l'hospital du pont du Rhône » (1). Enfin, une taxe « fut imposée sur la ville de Lyon par le Consulat, en octobre 1480, à raison d'un denier par livre, pour subvenir, conjointement avec d'autres ressources provenant de dons volontairés et des revenus de l'établissement, au paiement des matériaux nécessaires à la *construction et au parachèvement de l'œuvre de l'hôpital du pont du Rhône* » (2).

Ces documents sont probants. On peut donc soutenir que l'Hôtel-Dieu est un établissement lyonnais pour trois raisons : parce qu'il fut fondé au XII^e siècle par les habitants de cette ville, parce qu'il fut racheté au XV^e siècle par la municipalité lyonnaise, parce qu'il fut reconstruit, vers la même époque, par les soins de cette même municipalité. Il n'est pas inopportun d'ajouter que le Consulat et les habitants de Lyon contribuèrent pour une très large part aux

(1) Arch. mun. B B 16.

(2) Id., CC 210.

frais nécessités par les agrandissements et embellissements successivement apportés par la suite à leur grand Hôtel-Dieu (1). Nous donnerons comme exemple, la donation de 10.000 livres faite aux Recteurs par les Consuls, le 29 décembre 1739, « pour contribuer à la décoration de la façade extérieure du nouveau bâtiment qu'ils (les Recteurs) ont déjà fondée à la suite de leur ancien tènement... » (2).

La conclusion de ce paragraphe s'impose : l'Hôtel-Dieu est un hôpital lyonnais. Cela nous paraît indiscutable.

§ 2. — ÉPOQUE POSTÉRIEURE A 1789

Le 8 mai 1791, les Recteurs ayant donné leur démission, l'administration municipale prit directement en mains la gestion des affaires de l'Hôtel-Dieu, « en exécution de l'art. 16 du titre I^{er} de la loi du 5 novembre 1790 » (3).

Voici cet article : « ... A l'égard de ceux (il s'agit des hôpitaux), dans l'administration desquels les municipalités ou d'autres citoyens concourraient, elle sera continuée par les municipalités et les autres citoyens qui seront élus ou appelés par le Conseil général de la commune, sous la surveillance des administrations de district ou de département... » (4)

(1) V. DAGIER, ouv. cité, *passim* ; BARDET, *Nomenclature des donateurs et bienfaiteurs des Hospices civils de Lyon*, *passim* ; DRIVON, *Miscellanées*, 3^e sér., p. 11 et suiv., etc.

(2) Arch. mun., GG, XIX, 548-553. n^o 76 ; v. égal. GG, 540-44, n^o 21 bis.

(3) Corps municipaux, II, 424.

(4) Dalloz, XVI, 290.

Quelques années plus tard, l'Hôtel-Dieu et la Charité étaient confiés à une commission administrative, en vertu de la loi du 10 vendémiaire et de l'arrêté du 23 brumaire an V. Légalement, la nomination de cette commission ressortissait de l'administration départementale (1).

Il est bien évident qu'à l'époque révolutionnaire l'Hôtel-Dieu subit purement et simplement, comme tous les autres hôpitaux, l'application des lois en vigueur. On ne peut donc s'étonner que le Conseil général de Rhône-et-Loire se soit préoccupé de cet établissement : cela ne lui enlevait nullement son caractère d'hôpital lyonnais, pas plus que cela n'a enlevé leur caractère d'hôpitaux communaux à d'autres asiles dépendant de certaines communes. L'Hôtel-Dieu, comme la Charité, n'eût perdu son caractère d'hôpital lyonnais que si les lois qui déclaraient biens nationaux tous les établissements hospitaliers, avaient été maintenues.

Le Conseil général du Rhône serait mal venu de rappeler les pouvoirs du Conseil général de Rhône-et-Loire sur l'Hôtel-Dieu, pour soutenir qu'il a des droits sur cet établissement. De l'Hôtel-Dieu, d'ailleurs, le Conseil général de Rhône-et-Loire se préoccupa uniquement, parce que cela rentrait dans ses attributions légales. Ce n'est pas l'administration départementale, c'est la ville de Lyon qui vint au secours de l'hôpital. Nous en fournissons la preuve :

Le 10 mai 1791, le Conseil général du départe-

(1) V. p. chap. VII, 1^{re} part.

ment prit connaissance de la délibération par laquelle les Recteurs donnaient leur démission. A qui incom bait désormais la charge de subvenir aux besoins de l'hôpital, dont la situation financière n'était point brillante ? Le Conseil général du département refusa tout secours.

MM. les commissaires du district ont annoncé qu'il était absolument impossible à leur directoire de disposer d'aucune somme de leur caisse ; *Messieurs du département ont allégué la même impossibilité, relativement aux fonds dont ils ont la surveillance* (1).

Les uns et les autres font appel à la générosité de la ville de Lyon.

La conférence s'est terminée par l'invitation la plus forte et la plus pressante à la municipalité, d'apporter à l'administration délaissée de l'hôpital, les soins et les secours que les circonstances exigent.

Sur quoi, mesdits sieurs les maires et officiers municipaux (de Lyon)... ont unanimement arrêté que, sans calculer les difficultés et les dangers dont lesdits recteurs font l'énumération (dans leur lettre de démission), ils se dévouent au service de l'Hôtel-Dieu, et pour que les secours consacrés aux malades n'éprouvent aucune interruption, *il sera pris dans la caisse de la commune les fonds qu'exigent les besoins journaliers et les plus pressants de cette maison, jusqu'à ce qu'il y ait pourvu par l'Assemblée nationale* (2).

(1) Corps municipaux, II, 418.

(2) Id. Il ne faut pas s'étonner du dernier membre de phrase, vu la nationalisation des biens hospitaliers. L'art. 1^{er}, titre I^{er}, de la loi du 5 novembre 1790, disposait, en effet : « L'Assemblée nationale décrète qu'elle entend par biens nationaux : ; 4^o Les biens des hôpitaux ».

Pour étayer sa thèse, M. Lagrange a reproduit un certain nombre de délibérations du Conseil général de Rhône-et-Loire. Ces délibérations prouvent une seule chose : que, conformément aux lois, le Conseil général de Rhône-et-Loire, était tenu de s'occuper des affaires de l'Hôtel-Dieu ; mais cela n'avait rien de spécial à cet établissement. Il est cependant une de ces délibérations sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir (1).

A la même époque, les administrateurs de l'Hôtel-Dieu sollicitèrent et obtinrent des subventions de l'Etat, et, notamment, une somme de 300.000 francs en août 1791 (2). Cela non plus ne prouve rien. Bon nombre d'hôpitaux reçurent alors des secours de l'Assemblée nationale qui, à différentes reprises, vota des crédits à cet effet (3).

M. Lagrange paraît croire que ces subventions furent accordées à l'Hôtel-Dieu à la demande du Conseil général de Rhône-et-Loire. En réalité, c'est sur les instances de la municipalité lyonnaise (4) que le Conseil général du département rédigea, en juillet 1792, une supplique à l'Assemblée nationale (5). La loi exigeait, d'ailleurs, que toute demande de secours

(1) V. chap. VI, par. II.

(2) Corps municipaux, II, 571 ; v. égal, t. III, 282.

(3) V. DALLOZ, XXVII, p. 58, décret des 8-25 juillet 1791, des 17-22 janvier 1792, des 10-12 août 1792, des 3-5 février 1793.

(4) Corps municipaux, III, p. 40.

(5) *Cons. gén. de Rhône-et-Loire*, ouv. cit., t. II, p. 21.

en faveur d'un hôpital fût soumise au Conseil général du département (1).

Que conclure de ce qui précède, sinon qu'en dépit des lois révolutionnaires, l'Hôtel-Dieu n'a pas perdu son caractère d'hôpital lyonnais ? Il ne fut point soumis à un régime exceptionnel, nous l'avons, croyons-nous, démontré. De deux choses l'une : ou l'Hôtel-Dieu est demeuré hôpital lyonnais, comme il l'était antérieurement à 1789, ou tous les hôpitaux qui, par suite des lois de 1790 et de l'an V, ont été placés sous la tutelle de l'administration départementale, ont perdu par le fait même leur caractère d'hôpitaux communaux. Dans cette hypothèse, il n'y aurait plus en France un seul hôpital, créé avant la Révolution, qui serait hôpital communal.

Nous attendons qu'on nous démontre comment et pourquoi, depuis cette époque, l'Hôtel-Dieu a cessé d'être un établissement lyonnais. Au cours du XIX^e siècle, aucun fait ne s'est produit, de nature à justifier pareille assertion.

(1) V. les lois ci-dessus énumérées.

CHAPITRE III

L'Hôtel-Dieu Hôpital Général

Au-dessus de la porte de l'Hôtel-Dieu donnant accès sur la place de l'Hôpital, sont gravés ces deux mots : « Hôpital Général ». Ces deux mots ont été, de nos jours, diversement interprétés, et autrefois ils motivèrent le plus curieux procès.

M. Lagrange a soutenu cette première opinion : un Hôpital Général est un établissement destiné à recevoir tous les malades qui se présentent, à quelque région, à quelque pays qu'ils appartiennent.

A l'opinion de M. Lagrange, le Conseil d'administration des Hospices opposa l'explication suivante :

« Tout d'abord, l'Hôpital Général est un établissement qui reçoit *tous les indigents, excepté les malades* ; l'Hôtel-Dieu, lui, reçoit les malades. D'où l'explication de cette réunion de titres « Hôpital

« Général et grand Hôtel-Dieu » appliquée à l'hôpital de Lyon. Ensuite, le nom d'Hôpital Général a été donné aux établissements qui réunissent, dans une même agglomération, dans une même enceinte, tous les services hospitaliers. Mais jamais, à aucun moment, la dénomination d'Hôpital Général, n'a été employée pour désigner un établissement qui avait le devoir, l'obligation de recevoir la généralité des malades qui se présenteraient pour y recevoir des secours. Cet établissement théorique n'a jamais existé nulle part ».

Ni M. Lagrange ni le Conseil des Hospices ne sont dans le vrai. Qu'est-ce donc qu'un Hôpital Général ?

Dans son ouvrage sur *l'Assistance et l'Etat à la veille de la Révolution* (1), M. Bloch, recherchant quels étaient les différents genres d'établissements hospitaliers au XVIII^e siècle, écrit : « En province, on rencontre surtout deux sortes d'établissements : l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital Général... L'Hôtel-Dieu reçoit ordinairement les malades des deux sexes ; l'Hôpital Général est une maison de retraites et de traitement pour les vieillards, les infirmes, les enfants trouvés, un lieu de refuge volontaire ou une maison de détention pour les femmes de débauche. » Les Hôpitaux Généraux étaient à la fois un hospice et une maison de détention. Louis XIV les créa dans des circonstances qui sont connues. Au XVII^e siècle, les mendiants pullulaient dans les villes, surtout à

(1) Page 60.

Paris. Le roi eut l'idée d'ordonner le « renfermement des pauvres dans certains hôpitaux ».

« L'obligation au travail, à l'intérieur des maisons où ils seraient détenus, permettrait de secourir les vrais indigents et dégoûterait les paresseux et les indignes d'une existence de fainéantise et de vice. C'est à ce double but que répondit l'établissement de l'Hôpital Général de Paris en 1656. Mais il attira beaucoup de mendiants dans la capitale. Aussi, une déclaration de juin 1662 ordonna-t-elle la création d'un Hôpital Général dans toutes les villes et bourgs du royaume (1) ». A la fin du XVII^e siècle, ces établissements étaient assez nombreux (2).

A Lyon, l'hospice destiné au « renfermement des pauvres », c'était la Charité. Dès 1692, des lettres-patentes reconnaissaient à cet établissement le titre et la qualité d'Hôpital Général (3). Au contraire, les lettres-patentes, accordées aux Recteurs de l'Hôtel-Dieu, en octobre 1696, portent seulement : « hôpital des pauvres malades de la ville de Lyon » (4). Mais des lettres-patentes postérieures dénomment l'Hôtel-Dieu : « Hôpital Général et Grand-Hôtel-Dieu de N.-D. de Pitié, etc. » Le roi se montrait particulièrement généreux envers les Hôpitaux Généraux,

(1) Id., p. 48.

(2) V. PAULTRE, *ouv. cit.*, p. 218 et suiv. ; *Pandectes Françaises, Hôpitaux-Hospices*, t. XXXV, p. 118 ; *Dict. de droit administratif, Hôpitaux-Hospices*, t. XVII, p. 458 ; Dalloz, XXVII, p. 52 ; etc.

(3) Arch. Hosp., A 1, n^o 39.

(4) Lettres patentes qui suivirent l'arrêt du Conseil d'Etat, reproduit 3^e part., par. III.

leur accordant de nombreux privilèges. Il est probable que les Recteurs sollicitèrent pour l'Hôtel-Dieu le titre d'Hôpital Général. Mais, en fait, à part quelques avantages pécuniaires, ce titre était purement honorifique, puisque jamais cet établissement ne servit au « renfermement des pauvres ». De là cependant, naquirent maintes difficultés.

Les Recteurs de l'Hôtel-Dieu et de la Charité se jalousaient, et entre eux surgirent de violentes querelles. Ils en vinrent à se disputer à propos du titre d'Hôpital Général. Ils avaient d'autant plus de motifs de le faire que certaines personnes adressaient des dons ou leurs legs à « l'Hôpital Général de Lyon ». De l'Hôtel-Dieu ou de la Charité, qui devait profiter de ces bienfaits ?

Le 8 janvier 1729, les Recteurs de l'Hôtel-Dieu portèrent plainte devant le sénéchal de Lyon, contre leurs collègues de la Charité, les accusant d'usurper le titre d'Hôpital Général. Quelques mois après, ils réitérèrent leur plainte (1). Un procès s'engagea et d'interminables mémoires furent échangés (2). Le maréchal de Villeroy, gouverneur du Lyonnais, intervint. Le 13 septembre, il proposa un projet d'accord (3). Malgré cela, la querelle se poursuivit jusqu'en 1731. Un accord fut signé le 29 janvier de cette année (4) ; il était basé sur le projet de transaction

(1) Arch. hosp, E 116, nos 18 et 19.

(2) Id., A 2 ; v. aussi E 125-140 et E 1165.

(3) Id., E 1165, n° 15.

(4) Id., E 1165, n° 16.

élaboré par le maréchal de Villeroy. Nous en extrayons les principaux articles :

ARTICLE PREMIER. — Les Recteurs de l'Hôtel-Dieu prendront à l'avenir la qualité de Recteurs et Administrateurs de l'*Hôpital Général* de N.-D. de Pitié et grand Hôtel-Dieu de la ville de Lyon.

ART. II. — Les Recteurs de la Charité prendront la qualité de Recteurs et Administrateurs de l'*Hôpital Général* de la Charité et Aumône-Générale de la ville de Lyon.

ART. III. — Les dénominations cy-dessus ne pourront être changées, interverties ou altérées sous quelque prétexte que ce soit, à l'effet de quoy les Recteurs des deux hôpitaux ne prendront point d'autres qualités dans les actes publics ou de main privée, non plus que dans les délibérations, placets, mémoires, requêtes et autres pièces tant en jugemens que dehors.

ART. IV. — Tout ce qui écherra aux pauvres de la ville de Lyon, à quelque titre que ce soit, sous le nom d'Aumône-Générale, de Charité, d'Hôpital Général de la Charité, ou en tous autres termes qui pourront indiquer ou désigner la maison destinée pour servir de retraite aux pauvres mendiants, sera applicable au profit de l'Hôpital Général de la Charité et Aumône Générale.

ART. V. — Tout ce qui écherra aux pauvres de la ville de Lyon, sous le nom de Grand Hôtel-Dieu, d'Hôpital Général de N.-D. de Pitié, ou en tous autres termes qui puissent indiquer ou désigner la maison de l'Hôtel-Dieu, sera applicable au profit de l'Hôpital Général de N.-D. de Pitié du grand Hôtel-Dieu.

ART. VI. — Toutes les hoiries, legs, dons, dépôts et aumônes qui seront déferés à l'avenir aux pauvres de la ville de Lyon, de même que toutes les confiscations et amendes qui seront adjugés auxdits pauvres sous le nom d'*Hôpital* ou sous celui d'*Hôpital Général*, sans autre addition et sans-

aucune désignation de l'une des deux maisons, seront partagés entre les deux hôpitaux sans réserve ni exception.

ART. IX. — Chacun des deux hôpitaux sera maintenu dans l'administration qu'il a actuellement, et continuera à l'avenir les mêmes œuvres qu'il a embrassées jusqu'à présent, sans que, sous prétexte de la dénomination d'Hôpital Général, l'un desdits hôpitaux puisse directement ou indirectement s'immiscer dans les fonctions ou s'entremettre dans une régie dont l'autre est actuellement en possession.

Le 5 février 1731, le maréchal Louis-Nicolas de Neufville, duc de Villeroy approuva cet accord (1).

Quelques mois à peine s'écoulèrent et la querelle recommença. Dans un mémoire, en date du 28 juin 1731 (2), les Recteurs de la Charité firent observer, non sans quelque raison : « Quoique l'Hôpital Général de la Charité fût en droit de se maintenir seul dans la qualité d'Hôpital Général, à l'exclusion du grand Hôtel-Dieu de N.-D. de la Pitié, cependant il a volontiers sacrifié cet avantage à l'édification du public, aux lois de la bienséance et au bien de la paix et de l'union qui doivent lier les deux hôpitaux et exciter le zèle et la charité des citoyens... et que, par cette raison, on avait souscrit avec plaisir le traité (celui du 29 janvier)... par lequel les deux hôpitaux sont respectivement convenus de leurs dénominations, ont prévu et se sont précautionnés contre tous les inconvénients que la qualité d'Hôpital Général, commune à chacun d'eux, pourrait occasionner. »

Nous ne pouvons entrer dans les détails de cette

(1) Id., E 1165, n° 17.

(2) Id., A 2, n° 11.

longue querelle, laquelle prit fin un quart de siècle plus tard. Voici comment :

Par testament en date du 5 août 1756, un sieur Jean Guillermet, de Dijon, disposait : « Je donne et lègue aux pauvres du Grand Hôpital de Lyon la somme de 500 livres, une fois payée en argent comptant dans l'année de mon décès... Quand je seray décédé, il faudra payer mes légats en ce pays (Dijon), ensuite, en s'en retournant, payer celui de l'*Hôpital Général de Lyon*, etc. » Les Recteurs de l'Hôtel-Dieu et de la Charité passèrent un compromis, chargeant Jean-Claude Pupil de Myons, premier président de la Cour des Monnaies, et Antoine-François de Regnauld de Parcieu, conseiller à cette même Cour, du soin de décider à qui ce legs devait être attribué. La sentence arbitrale porte « que le legs de 500 livres mentionné plus haut doit appartenir aux deux Hôpitaux Généraux de la Ville et être partagé entre eux par égale portion, et que toutes les dispositions entre vifs ou testamentaires qui pourraient désormais être faites au profit du Grand Hôpital, sans autre qualification qui puisse désigner un des établissements susdits de préférence à l'autre, ces dispositions s'appliqueront à la fois aux deux hôpitaux, pour être partagées entre eux par moitié. » (1). Cette décision était conforme à l'accord de 1731.

De ce qui précède, il nous paraît ressortir que :

1^o L'Hôpital Général de Lyon, c'était l'hospice de

(1) Id., B 194.

la Charité, où l'on renfermait les pauvres mendiants ;

2^o L'Hôtel-Dieu obtint et porta le titre d'Hôpital Général. S'appliquant à l'Hôtel-Dieu, ce titre n'avait aucun sens ; mais cet établissement en tirait avantage pour l'attribution de privilèges et pour le partage de certains dons et legs.

Le titre d'Hôpital Général n'a donc rien à voir avec l'admission des malades à l'Hôtel-Dieu. Dans le débat que nous étudions, ce titre ne peut donner aucune indication ; il n'apporte un argument ni en faveur de la thèse du département du Rhône, ni en faveur de celle du Conseil des Hospices. Il n'y a donc, en définitive, qu'à n'en pas tenir compte.

CHAPITRE IV

Les Privilèges de l'Hôtel-Dieu

D'une manière très générale, les privilèges, sous l'ancien régime, constituaient des dérogations, apportées au droit commun, en faveur de tel individu, de telle classe de la société, de tel groupement ou collectivité, ou enfin de tel établissement, par la volonté toute puissante du roi. Brillon, dans son *Dictionnaire des arrêts du Parlement* (1), distingue les privilèges des secours et subventions accordés par le roi, en disant : « Ceux-ci (les privilèges) font violence à la loi ; ceux-là (les secours et subventions) sont des effets de libéralité. »

L'Hôtel-Dieu de Lyon jouissait de très nombreux privilèges. Nous n'avons pas la prétention d'en donner la liste complète ni d'en tracer l'histoire ; nous

(1) t. V, p. 494, n° 28.

voulons seulement indiquer leur importance et en examiner la valeur au point de vue qui nous occupe.

Dès 1530, François 1^{er} signait des lettres patentes, portant : « Les vivres et aliments nécessaires pour les pauvres de l'hôpital du pont du Rhône, jusqu'à cent éminés de blé, cent pipes de vin, deux batelets de bois et les légumes qui leur seront nécessaires chacun an, seront exempts de droits de péages, traites, impositions, réserves et subsides quelconques. » (1).

Henri II, en 1547, augmenta l'étendue de ces exemptions. Par lettres-patentes, il accorda aux deux hôpitaux de Lyon, pour une période de dix ans, le droit de faire acheter, dans tel lieu du royaume qu'il leur plairait, jusqu'à 3.000 ânées de blé, dont 2.000 pour l'Aumône Générale, plus pour chacun « une bastelée de gros boys, une de fagotz et autant de charbon », avec exemption de toutes « traictes, impositions, péages, passages et autres tributz et sucides quelzconques. » (2).

Charles IX et Henri III prorogèrent les lettres-patentes de 1547. Louis XIII porta les exemptions de droits en faveur de l'Hôtel-Dieu jusqu'à 4.000 ânées de blé, deux bateaux de fagots et deux de charbon. Sous Louis XV, les Recteurs faisaient entrer en franchise 5.000 ânées de blé destinées à l'hôpital. Aux archives de la Ville, ont été conservées un certain nombre de passe-ports délivrés à cet effet (3).

(1) Arch. mun., Chappe XIX, p. 534. n° 5.

(2) Arch. Hosp., A 9, p. 11.

(3) Arch. mun. G G. XIX, 558-563, n° 77.

Ce n'était pas seulement pour la circulation et l'arrivage de certains objets de première nécessité que l'Hôtel-Dieu avait obtenu des exemptions. Il était également dispensé de payer au fisc une foule de droits : droits d'insinuation (1), droits prélevés sur les rentes (2), taxe de cinquantième (3), et enfin de presque toutes les impositions levées, directement ou indirectement, par le fisc royal.

A côté de ces privilèges, n'ayant pour effet qu'une diminution de dépenses, l'Hôtel-Dieu en possédait certains autres qui augmentaient considérablement les recettes. C'était d'abord le droit de percevoir le produit des amendes et confiscations, droit attribué aux deux hôpitaux lyonnais (4). La répartition amena même des contestations entre les Recteurs des deux établissements ; elles aboutirent à une transaction, en suite de laquelle le produit des confiscations et amendes fut versé pour moitié à chacun d'eux (5). C'est ainsi que les soies saisies pour contraventions aux règlements corporatifs étaient vendues au profit des deux hôpitaux (6). A ces derniers, allaient également les biens des personnes condamnées pour « crime de duel » (7) ; mais il y a lieu de penser que cette prescription, portée par de nombreux édits, ne

(1) Arch. Hosp., A 4, p. 7.

(2) Id., A 6, p. 8.

(3) Id., p. 9.

(4) DAGIER, I, p. 161. — Arch. Hosp., A 15, p. 25.

(5) Id., A 14, p. 23-24.

(6) DAGIER, I, p. 398.

(7) Id., p. 292. — Arch. mun., Chappe XIX, p. 544, n° 33.

fut jamais, pour les hôpitaux, une source appréciable de revenus, si tant est qu'elle leur ait procuré la moindre somme.

C'étaient encore les droits d'octroi, perçus à l'entrée de la ville, dont l'Hôtel-Dieu touchait sa part. Ces droits, et notamment ceux sur les vins (1), étaient fort importants. Les Recteurs employaient pour leur perception un certain nombre de commis et même ils nommèrent un contrôleur général (2).

Outre les droits sur les vins destinés à être consommés à Lyon, les commis de l'hôpital percevaient aussi, en son nom, des taxes sur les vins qui traversaient la ville : c'était le droit de passe-debout. Parfois même, les Recteurs de l'Hôtel-Dieu, usant de leur privilège, octroyaient à certaines personnes l'autorisation de passer des vins en franchise, moyennant une redevance annuelle, ainsi qu'il fut accordé, par exemple, aux Chartreux du Lys-Saint-Esprit (3). Une demande de franchise fut même formulée, vers le milieu du XVIII^e siècle, par un sieur Zacharie, qui avait conçu le projet d'établir un canal navigable reliant le Rhône à la Loire (4). Vers la fin

(1) V. DAGIER, I, p. 354 et 388. En 1664, on payait 3 sous par année de vin provenant du gouvernement du Lyonnais, et 12 sous pour les vins d'autre provenance (id., p. 420.) — Arch. mun., G G XIX, 544, n^o 29 et 34 bis, où sont mentionnés les édits de 1635, 1640, 1643, 1693 et un arrêt du Conseil d'Etat de 1769.

(2) Arch. hosp., B 325, p. 100. — DAGIER, I, p. 405.

(3) Arch. hosp., B 297, p. 35.

(4) Id., B 325, p. 101. Nous avons cru devoir signaler ce projet intéressant pour l'histoire du Lyonnais.

de l'ancien régime, l'Hôtel-Dieu percevait, annuellement, 120.000 livres, payées directement par les fermiers des octrois de la ville (1).

Un autre privilège consistait dans le droit exclusif qu'avaient les Recteurs de l'Hôtel-Dieu et de l'Aumône générale de faire vendre de la viande pendant le carême, dans un périmètre de deux lieues autour de Lyon (2).

Généralement, ce droit était rétrocédé par les Recteurs à un ou deux bouchers, qui versaient une somme fixée d'avance. En 1639, tous les bouchers refusèrent de prendre cette ferme et de vendre la viande au profit des hôpitaux. Cette année, les bouchers firent grève (3).

Il faut bien reconnaître que les Recteurs se montraient parfois plus intransigeants qu'il ne seyait, et M. Joly de Fleury, intendant de Lyon, « devant leurs récriminations incessantes, finit par leur répondre que les habitants de Lyon en viendraient à ne pouvoir tuer un poulet chez eux sans s'exposer à une amende ou à une saisie » (4).

Enfin, l'Hôtel-Dieu jouissait de certains privilèges, qui, bien que n'ayant aucune répercussion sur la caisse de l'établissement, n'étaient pas moins précieux : privilèges d'ordre judiciaire, tel que celui de ne pouvoir être assigné que devant la Sénéchaussée

(1) V. les arrêts du Conseil d'Etat en date de 1779 (Biblioth. mun., fonds Coste, n^{os} 113.186 et 113.187).

(2) Arch. hosp., A 18, p. 28. et B. 325, p. 102.

(3) DAGIER, I, p. 345.

(4) Arch. hosp., A 18, p. 30.

de Lyon en premier ressort, et devant le Parlement de Paris en appel ; privilèges destinés à faciliter la gestion des biens de l'hôpital quant aux achats, aux ventes, aux acceptations de dons et de legs, etc., etc. Ces divers privilèges sont énumérées dans les lettres-patentes de 1716 que nous reproduisons partiellement ci-dessous.

En 1700, Louis XIV avait confirmé tous les privilèges de l'Hôtel-Dieu (1). En 1716, sous la régence du duc d'Orléans, ces privilèges furent à nouveau confirmés et même augmentés quant à leur nombre et à leur importance (2). Des lettres-patentes en forme d'édits données à cet effet, nous extrayons quelques articles ; ils résument les privilèges de toutes sortes successivement concédés à l'Hôtel-Dieu, en dérogation à un certain nombre d'édits, d'ordonnance et de déclarations.

Louis par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre... nous avons statué et ordonné, voulons et nous plaît :

ARTICLE PREMIER. — Estre à l'exemple de nôtre très honoré seigneur et bisayeul le feu roi Louis XIV, de glorieuse mémoire, conservateur et protecteur dudit hôpital, et lieux qui en dépendent comme étant de fondation royale, et qu'il ne dépende aucunement de notre grand aumônier, n'y d'aucuns de nos officiers. Mais qu'il soit absolument exempt de sa supériorité, visite et juridiction des officiers de la générale

(1) Arch. mun., GG XIX, 540-544. n° 27.

(2) Id., 552-557, n° 72. Ces lettres patentes sont reproduites à la suite de divers règlements de l'Hôtel-Dieu.

réformation et aussi de la grande aumônerie, et de tous autres auxquels nous interdissons toute connaissance et juridiction.

ART. II. — Permettons aux directeurs et administrateurs dudit hôpital de recevoir tous dons, legs et gratifications à titre particulier ou universel, soit par testaments, donations entre vifs, ou à cause de mort, ou par quelque autre acte que ce soit, et d'en faire les acceptations, recouvrances et poursuites nécessaires.

ART. III. — Déclarons appartenir audit hôpital à l'exclusion des collatéraux, les meubles des incurables qui y décéderont, et les biens qu'ils y auront acquis par leur travail...

ART. IV. — Permettons auxdits administrateurs d'acquérir, échanger, vendre ou aliéner, tous héritages, tant fiefs que rotures au franc-aleu (1) avec les droits de justice, juridictions, censives (2) ou autres en quelque lieu, ou de quelque qualité qu'ils puissent être, rentes foncières et constituées, acquérir de notre domaine ou de quelques personnes que ce soit, donner et disposer de tous les biens, meubles et immeubles dudit hôpital selon qu'ils jugeront à propos pour le plus grand avantage d'icelui, en prenant néanmoins le consentement du Prévôt des Marchands et Eschevins de la ville de Lyon, Recteurs primitifs dudit hôpital en la manière accoutumée.

ART. V. — Et pour faciliter la vente des biens immeubles des pauvres dudit hôpital, nous les avons déchargez et déchargeons purement et simplement, ensemble ceux qui les auront acquis desdits administrateurs, et qui s'en trouveront propriétaires à l'avenir, et généralement de toutes autres qui pourront être imposées sous quelque titre et prétexte que ce puisse être, sur les possesseurs des biens aliénéz par des

(1) Fonds qui n'était chargé d'aucune redevance.

(2) Redevances en argent ou en nature.

hospitaux, gens d'église et Communautés ecclésiastiques et séculières, comme aussi des droits de lots et ventes (1), et autres droits seigneuriaux à nous dus à cause desdites ventes pour raison des fonds, maisons, terres et héritages qui peuvent être dans notre censive et mouvance (2) et même des droits d'indemnité et d'amortissement à l'égard des communautés, soit séculières ou ecclésiastiques qui pourraient acquérir lesdits fonds et maisons, de tous lesquels droits nous avons fait don audit hôpital de Lyon.

ART. VII. — Pourront les prêtres qui seront commis audit hôpital, recevoir les testaments des pauvres malades, incurables, serviteurs et domestiques en y observant néanmoins les formalités ordinaires.

ART. X. — Confirmons aux lecteurs et aux administrateurs dudit hôpital leur usage d'adopter les enfants orphelins des pauvres habitants de ladite ville jusqu'à l'âge de sept ans. Voulons que ledit usage soit suivi et observé et qu'ils aient sur lesdits enfants adoptifs tous les droits et effets de la puissance paternelle. Les maintenons dans le droit d'usufruit au profit dudit hôpital pendant qu'ils seront sous leur charge et administration, comme aussi du droit de succéder par ledit hôpital auxdits adoptifs à défaut de frères ou sœurs et même à l'exclusion des frères et sœurs qui en majorité auraient abandonné ou laissé recevoir lesdits adoptifs par les administrateurs. Voulons en outre qu'au cas que lesdits adoptifs aient des frères et sœurs, ledit hôpital leur succède pour la part et portion d'un frère ou sœur seulement et venant lesdits adoptifs à décéder après ladite administration finie sans avoir enfans, frères, ni sœurs et sans tester, que ledit hôpital leur succède pour la part et la portion d'un des héritiers seulement et privativement à tous autres parents.

(1) Droits de mutation.

(2) C'est-à-dire dans les fiefs relevant du roi.

ART. XIV. — Maintenons les recteurs et administrateurs dans l'usage de faire procéder par leurs officiers aux inventaires et ventes de meubles des adoptifs et de ceux auxquels l'hôpital succédera, même de vendre audit cas les immeubles desdits adoptifs après le rapport de deux experts nommés par notre sénéchal de Lyon, deux publications faites sur les lieux et trois à l'audience de la sénéchaussée de Lyon.

ART. XVIII. — Voulons et entendons que la plus grande conservation des biens, affaires, droits, exemptions et privilèges dudit hôpital, tous les procez et différens concernant icelui... en demandant ou defendant, et même en cas d'intervention, où ledit hôpital sera intéressé pour matière civile ou criminelle, personnelle, réelle ou mixte sans exception, soient traitées en première instance en la sénéchaussée et présidial réunis à notre Cour des Monnoyes de Lyon, et en cas d'appel au Parlement de Paris, sans qu'ils puissent être traduits ailleurs, ni par devant autres juges quels qu'ils soient, encore que les pauvres fussent hors l'étendue et ressort desdits sénéchaussée et présidial réunis à notre Cour des Monnoyes de Lyon....

ART. XXII. — Permettons auxdits recteurs, quêtes, troncs, bassins, grandes et petites boîtes en toutes les églises, carrefours et lieux publics de la ville, faubourgs et sénéchaussée de Lyon, comme aussi les quêtes du linge pour les pauvres suivant l'usage, faisant défense à toutes autres personnes et communauté sous quelque prétexte que ce soit de quêter pendant la quête du linge.

ART. XXIV. — Ordonnons que la nomination des recteurs et administrateurs sera faite en la manière accoutumée après qu'elle aura été agréée par les prévôts des marchands et échevins, ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

ART. XXVII. — Voulant faire jouir pleinement et paisiblement les pauvres dudit Hôpital Général ou grand Hôtel-Dieu de Lyon, des privilèges à eux accordez par les rois nos prédécesseurs, notamment par François I^{er}, nous avons

maintenù et gardé, maintenons et gardons ledit hôpital dans l'exemption de tous subsides, impositions, droits de douane, traites foraines, droits d'entrée, tant à la ville qu'ailleurs par eau et par terre, spécialement sur le Rhône et la Saône, des ports et passages, octrois de ville et province, barrages, ponts, péages, droits d'aydes et gabelles mis et à mettre, droits de mouleurs de bois, aydes mouleurs et de tous autres droits et impositions généralement quelconques et sans aucune exception quelle qu'elle soit, créées ou qui pourraient l'être dans la suite, soit qu'ils nous appartiennent ou qu'ils appartiennent à des seigneurs particuliers, ou aux Etats de quelques provinces soit de Bourgogne ou autres de notre royaume.

ART. XXVIII. — Ordonnons que ledit hôpital et les lieux en dépendant tant à la ville qu'à la campagne, les administrateurs et officiers d'icelui, ses fermiers, grangers, commis et préposez à la régie des biens des pauvres, soient et demeurent exempts de tous droits de guet et garde, fortifications, boues, lanternes et chandelles, canal, fermeture de ville, logement et passage de gens de guerre (1), et de toutes contributions généralement quelconques pour affaires publiques ou particulières, et qu'ils jouissent de l'exemption de la taille, taillon, et subsistances, utanciles, deniers ordinaires imposés ou à imposer, soit pour charges de ville, paroisse ou autrement, et de toutes autres impositions anciennes et nouvelles, même dans le pays où la taille est réelle, pour les biens que ledit hôpital possède maintenant francs et exempts de tailles, et pour ceux qu'il pourra acquérir ci-après, et qui au temps de l'acquisition se trouveront pareillement francs et exempts...

ART. XXIX. — Maintenons ledit hôpital dans l'exemption de tous droits d'amortissement, franc-fiefs, nouveaux acquets,

(1) Droits, prestations et obligations diverses mises à la charge des particuliers.

droits d'enregistrement, huitième et sixième denier, droit de ban et arrière-ban, pied dans l'eau et autres⁽¹⁾ qui pourraient nous appartenir...

ART. XXX. — Voulons que ledit hôpital jouisse pareillement de l'exemption des décimes, capitation, dixième royale, dons gratuits, subventions du clergé et autres semblables droits...

ART. XXXI. — Confirmons les pauvres dudit hôpital dans l'exemption des droits d'insinuation et centième denier... Voulons, en outre, qu'ils soient exempts de tous droits de grand sceau et petit sceau, pour tous les jugements, sentences et arrêts, et tous les actes passez par devant notaires ou de main privée, et exploits qui seront faits ou rendus en faveur des pauvres dudit hôpital ; défendons à tous commis, receveurs et préposez à la perception desdits droits d'en exiger aucuns desdits pauvres à peine de concussion, leur ordonnons d'enregistrer, insinuer et sceller gratis tous les actes de quelque nature qu'ils soient, faits en justice ou par notaire ou de main privée, lorsqu'ils seront à l'avantage des pauvres dudit hôpital, les affranchissons encore de tous droits de présentation, soit qu'ils se présentent en qualité de demandeurs ou en qualité d'assignez et de défendeurs...

ART. XXXII. — Maintenons pareillement les pauvres dudit hôpital dans le droit de franc-salé⁽²⁾ dont ils jouissent actuellement...

ART. XXXIII. — Avons prorogé et prorogeons la levée et perception des anciens et nouveaux octrois accordés audit hôpital... pour neuf années entières et consécutives qui commenceront du premier janvier 1720, jour auquel finira la prorogation accordée audit hôpital dudit octroy par arrêt

(1) Taxes payées au fisc royal pour l'acquisition de certains immeubles.

(2) Droit sur le sel.

du Conseil du 13 may 1710... Pendant lequel tems, il sera levé par lesdits directeurs trois sols par ânée sur le vin du cru de la généralité et enclos de la ville de Lyon, douze sols sur le vin étranger en entrant dans ladite ville et qui sera consommé, et quatre sols seulement par ânée de vin passant debout par ladite ville.

Ces privilèges ou certains d'entre eux furent prorogés ou confirmés à des dates postérieures (1). Nous ajouterons seulement qu'en 1743, des lettres-patentes accordèrent à l'Hôtel-Dieu la facilité exclusive d'établir des bacs ou trailles sur le Rhône pour faciliter le transport des marchandises et même le passage des personnes, des bêtes de somme et des voitures (2). Ce privilège suscita par la suite maintes difficultés lors de la construction du pont Morand (3).

Le roi n'était pas seul à accorder des privilèges à l'Hôtel-Dieu, de grands seigneurs et quelques Parlements suivaient son exemple.

Dès 1561, « le Parlement des Dombes affranchissait de toutes impositions les propriétés de l'Hôtel-Dieu situées dans son ressort » (4). Au début du XVII^e siècle, le Parlement de Grenoble exemptait les fermiers des domaines de l'Hôtel-Dieu de toutes taxes et de l'obligation de loger les militaires (5). En 1640, c'est l'élection de Saint-Etienne-en-Forez qui

(1) Arch. Hosp., A 3, p. 6. — Biblioth. mun., fonds Coste, n° 113169.

(2) DAGIER, I, p. 109.

(3) V. Th. AYNARD, *Hist. du vieux pont Morand*, *Revue du Lyonnais*, 1886, 5^e sér., II, p. 14.

(4) DAGIER, I, p. 109.

(5) DAGIER, I, p. 243.

affranchit de tout impôt le domaine de Sorbières, dépendant du grand hôpital lyonnais (1). A nouveau, en 1717, le Parlement des Dombes favorise l'Hôtel-Dieu, l'exemptant du don gratuit levé dans cette province (2). Nous avons déjà parlé des exemptions accordées à l'Hôtel-Dieu par le duc d'Orléans, régent de France, sur tout le territoire de sa baronnie de Beaujolais, et par le prince des Dombes, dans sa souveraineté (3).

Les archevêques de Lyon, de leur côté, avaient coutume d'imposer à ceux qui obtenaient la permission de faire gras en carême, l'obligation de verser une petite somme à l'hôpital de Lyon (4). Cela aussi peut être considéré comme un privilège, de même que le droit de faire quêter dans la ville (5). Ce dernier droit souleva de nombreuses contestations de la part d'ordres religieux, tel celui des Carmes déchaussés (6), et même entre les Recteurs de l'Hôtel-Dieu et ceux de l'Aumône générale (7).

Les papes eux-mêmes accordaient volontiers des indulgences à ceux qui faisaient une aumône en faveur de l'Hôtel-Dieu (8).

Enfin les Recteurs obtinrent, à plusieurs reprises

(1) DAGIER, I, p. 353.

(2) DAGIER, II, p. 73.

(3) V. chap. 5, 1^{re} part.

(4) DAGIER, I, p. 75. — V. le mandement cité chap. V, 1^{re} part.

(5) Arch. mun., BB 25.

(6) Arch. Hosp., B 333, p. 117-118.

(7) Arch. Hosp., B 334, p. 121.

(8) Arch. mun., BB 25.

l'autorisation — moins facilement accordée que de nos jours — d'organiser des loteries, dont les bénéfices alimentaient la caisse de l'établissement (1). On pourrait mentionner aussi les droits sur les spectacles perçus au profit des malades indigents (2).

Nous n'essaierons pas d'évaluer les sommes que rapportaient à l'Hôtel-Dieu ces différents privilèges. Cependant, pour en donner une idée approximative, nous indiquons quelques chiffres, relatifs à l'année 1790, la dernière du gouvernement des Recteurs.

Parmi les recettes provenant de privilèges divers, nous trouvons (3) :

La friperie des morts.....	2.700 livres
L'argent trouvé aux morts.....	1.648 »
Le pardon du beurre et du lait...	7.533 »
Les quêtes et aumônes.....	17.463 »
La ferme de la boucherie de carême	5.290 »
Les amendes et confiscations....	983 »
Total.....	35.617 livres

Si à ces chiffres, on ajoute les droits sur les octrois, fort importants, on peut évaluer à 180 ou 200.000 livres au bas mot (soit un tiers des recettes

(1) DAGIER, II, p. 23 et 26. — *Express de Lyon*, n° du 29 février 1911. — Arch. mun., G. G., XIX, 450-454, n° 29 bis. — Arch. Hosp., A 15, p. 20.

(2) Cette question a été étudiée dans la thèse fort intéressante de M. A. Blanc, *Origine du droit des pauvres sur les théâtres de Lyon*.

(3) Corps, municipaux, II, p. 427.

totales de l'Hôtel-Dieu), les sommes moyennes que les privilèges firent entrer, annuellement, dans la caisse de l'Hôtel-Dieu, au cours du XVIII^e siècle. Nous ne parlons ni des exemptions de droits, difficilement évaluables en argent, ni des loteries, ni des droits sur les spectacles qui procuraient des ressources appréciables mais passagères.

Ces privilèges étaient nombreux et importants ; mais ce serait une erreur de croire qu'ils fussent exceptionnels, en ce sens que l'Hôtel-Dieu de Lyon eut été seul à les posséder.

Nous pourrions d'abord faire remarquer que la plupart des privilèges dont nous avons parlé, étaient communs à l'Hôtel-Dieu et à l'Aumône Générale (1). Il est, en outre, indubitable que, sous l'ancien régime, la plupart des hôpitaux de France possédaient de nombreux privilèges.

« Inutile — dit M. Léon Lallemand, parlant de la situation financière des établissements hospitaliers aux XVII^e et XVIII^e siècles (2) — inutile d'insister sur les aumônes recueillies au moyen de quêtes, du produit de certaines amendes, de privilèges concédés aux établissements charitables, chez les peuples catholiques comme dans les pays protestants (3).

(1) Pour les privilèges de la Charité, v. Arch. Hosp. A 2 ; d'ailleurs, toutes les références données au cours de ce chapitre, avec la mention *Arch. Hosp.*, sont relatives aux deux établissements.

(2) Ouv. cit., IV, p. 345-347 ; nombreuses références en note.

(3) Il en était donc à l'étranger tout comme en France.

« Nous voyons aussi les remises attribuées à ces asiles sur les droits d'entrée, rares avant le XVI^e siècle, devenir très fréquentes surtout dans le Nord de la France. Nous ne pouvons fournir une énumération, même incomplète, *de ces milliers de textes reproduisant des formules identiques*. L'importance de ces « sols pour livre » varie naturellement avec le temps et les localités.

« Il faut aussi compter, sinon à titre de recettes, au moins comme diminution de dépenses, les nombreuses exemptions de charges, de subsides, de décimes et contributions particulières, accordées aux asiles où l'hospitalité est exercée.

« Louis XIV attribue en outre à ces asiles, destinés à abriter toutes les souffrances, un impôt prélevé sur les personnes qui assistent aux représentations théâtrales ».

Ces quelques lignes suffisent à établir que, quoiqu'en ait dit M. Lagrange (1), les privilèges accordés à l'Hôtel-Dieu de Lyon ne donnaient à cet établissement aucun caractère spécial. Ce qui aurait été étrange, au contraire, c'est qu'aucun privilège n'ait été accordé à cet établissement hospitalier.

Parmi tous les privilèges de l'Hôtel-Dieu, il en est un qui peut paraître particulièrement exorbitant : c'est celui qui soustrait cet hôpital à tous droits de visite et de juridiction du Grand-Aumônier de France et des officiers royaux (2). Ce privilège accordait

(1) Rapport au Cons. gén. du Rhône, déjà cité.

(2) V. art. 1^{er} des lettres patentes de 1716.

aux Recteurs une autonomie et une indépendance presque absolues. En fait, il les soustrayait à tout contrôle. Or, les lettres-patentes de 1658, en faveur de l'hôpital de Tours, de 1659, en faveur de l'hôpital de Caen, de 1660, en faveur de l'hôpital de Moulins — et ce ne sont pas les seules — toutes ces lettres-patentes portaient :

Entendons — c'est le roi qui parle — être conservateur et protecteur dudit Hôpital Général, comme étant de notre fondation royale et néanmoins qu'il ne dépende en façon quelconque de notre Grand-Aumônier, ny d'aucuns de nos officiers, mais qu'il soit totalement exempt de la supériorité, visite et juridiction des officiers de la générale Réformation, et autres de la Grande Aumônerie et de tous autres, auxquels nous en interdisons toute connaissance et juridiction en quelque façon et manière que ce puisse être (1).

Si l'on compare ce texte avec l'article 1^{er} des lettres-patentes de 1716, on sera immédiatement édifié sur la valeur de l'argument dont on se sert pour soutenir que l'Hôtel-Dieu de Lyon était, sous l'ancien régime, un établissement tout à fait hors du droit commun.

Ajoutons, en passant, que ce même texte indique très nettement l'intérêt que les Recteurs avaient à affirmer sans cesse que l'Hôtel-Dieu de Lyon était de fondation royale,

D'ailleurs, à certaines époques, les Recteurs esti-

(1) LALLEMAND, ouv. cité, t. IV, p. 333. — BRILLON (ouv. cit., t. V, p. 113, n° 18) donne une longue liste d'actes royaux concédant des privilèges à différents hôpitaux.

mèrent que d'autres hôpitaux étaient plus favorisés que l'établissement placé sous leur administration ; ils surent réclamer. En voici la preuve :

Extrait des registres des délibérations du bureau du Grand Hôtel-Dieu de Notre-Dame de Pitié du pont du Rhône de la ville de Lyon, tenu par les sieurs Recteurs d'iceluy y estants, le mercredi vingtième Novembre mil six cent quatre vingt-dix-sept après-midi.

Le bureau ayant considéré qu'une des choses les plus importantes pour la maison, c'est de demander la confirmation de leurs privilèges et *l'attribution de plusieurs nouveaux dont jouissent les autres hôpitaux du royaume*, il a prié noble Abraham Goy, avocat en Parlement, l'un des Recteurs dudit Hôtel-Dieu, qui a pris le soin de rédiger et dresser ces articles desdits privilèges, d'aller à Paris pour demander ladite confirmation et *augmentation* et vaquer aux autres affaires dudit Hôtel-Dieu. Et, pour cet effet, le bureau lui a donné tout pouvoir nécessaire, en suite de l'agrément donné par Messieurs les Prévôts des Marchands et Echevins, Recteurs primitifs dudit Hôtel-Dieu, et de la prière à eux faite de donner leur requête à mesmes fins. Dont acte.

Signé : DELENILLON, notaire (1)

Il est, croyons-nous, inutile d'insister.

Reste à examiner si un droit à l'admission gratuite des pauvres malades du département du Rhône ou d'une circonscription territoriale quelconque, peut être basé sur les privilèges concédés à l'Hôtel-Dieu de Lyon. Pareille question souffre à peine l'examen.

Les privilèges, nous l'avons vu, consistaient en

(1) Arch. num., GG, XIX, 540-544, n° 26. C'est à la suite de cette requête, que furent concédées les lettres-patentes de 1698.

faveurs de toutes sortes, théoriquement exceptionnelles, mais dont pratiquement les rois et quelques grands seigneurs n'étaient point avares. Ces faveurs pouvaient être retirées d'un moment à l'autre, sans autre forme de procès. Evidemment, si le prince des Dombes, par exemple, accordait certaines exemptions à l'Hôtel-Dieu, c'était bien parce que cet hôpital accueillait les malades originaires de la principauté ; mais si les administrateurs de l'établissement avaient refusé ces malades, le prince des Dombes n'eût pu que supprimer les privilèges accordés.

Il serait, d'ailleurs, assez singulier de soutenir que l'Hôtel-Dieu obtenait des privilèges, parce que sa constitution l'obligeait à recevoir tous les malades sans distinction d'origine. Si les habitants des Dombes, notamment, avaient eu le droit d'être admis gratuitement, quelle raison eût poussé leur suzerain à accorder des privilèges à l'Hôtel-Dieu ? Si un acte quelconque, acte de fondation ou autre, eût établi ce droit, le prince des Dombes l'eût certes fait respecter, mais il eût été peut-être moins porté à concéder des privilèges qui ne pouvaient avoir qu'un but : inciter les Recteurs à admettre les malades de cette province.

Cela vous conduit à penser que les privilèges étaient, tout simplement, la juste rémunération des services rendus par l'Hôtel-Dieu.

La taxe des pauvres, établie par Henri II, d'abord pour Paris (1), puis étendue à tout le royaume par

(1) Déclaration du 15 fév. 1551, ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XII, p. 262.

l'ordonnance de Moulins⁽¹⁾, ne profitait qu'aux pauvres secourus dans la paroisse même où elle était levée. D'ailleurs, elle finit par n'être perçue qu'aux époques les plus calamiteuses (2). Il ne faudrait pas croire, cependant, que l'Hôtel-Dieu, ouvert aux Lyonnais comme aux non-Lyonnais, ne recevait aucune compensation. Cette compensation, il la trouvait pour partie dans les privilèges qu'il réclamait et qu'on lui concédait.

C'est pour cela que les Parlements de diverses provinces, que les suzerains de diverses seigneuries, que l'archevêque de Lyon, que le roi de France, concédaient de nombreux privilèges à l'Hôtel-Dieu. Chacun, dans la sphère de son autorité, accordait à l'établissement certains avantages. L'Hôtel-Dieu n'avait chance de voir se perpétuer ces faveurs qu'autant qu'il restait ouvert aux malades originaires du diocèse, de ces provinces, de ces seigneuries, d'un lieu quelconque du royaume. Qui ne voit entre ces deux idées une étroite corrélation ?

Dans le chapitre qui suit, nous insisterons sur ce point, extrêmement important, et nous constaterons que l'Hôtel-Dieu trouvait une certaine compensation aux dépenses occasionnées même par des malades originaires de pays étrangers. Ceux qui soutiennent que, de tout temps, l'Hôtel-Dieu a hébergé et soigné gratuitement tout pauvre malade qui se présentait,

(1) V. chap. VI ci-dessous.

(2) C. BLOCH, *l'Assistance et l'Etat à la veille de la Révolution*, p. 275.

paraissent au premier abord proclamer une vérité manifeste, et, pourtant ils sont bien près de l'erreur.

Enfin, si, en dehors de toute vraisemblance, il se trouvait encore quelqu'un pour soutenir qu'un droit à l'admission gratuite de malades à l'Hôtel-Dieu peut être basé sur des privilèges disparus depuis longtemps, on serait bien obligé de convenir que ce droit appartient pour le moins à tous les Français. Apparemment, ni les rois, ni les parlements, ni les archevêques n'ont songé, et surtout songé exclusivement, à ce département du Rhône que seules les assemblées révolutionnaires devaient créer.

CHAPITRE V

Les ressources et la dotation de l'Hôtel-Dieu

Volontiers, on tient le raisonnement suivant : « De tout temps, les malades indigents ont été reçus gratuitement à l'Hôtel-Dieu. Supprimer cette gratuité ou du moins ne la laisser subsister qu'en faveur des Lyonnais, est-ce juste ? Surtout si l'on considère que la fortune des Hospices est due en grande partie à la générosité de non-Lyonnais ». Ainsi se laisse-t-on quelque peu hypnotiser par le mot *gratuitement*, lequel a pris une portée absolue, et certains ne sont pas éloignés de penser que l'Hôtel-Dieu, avec ses propres ressources, a suffi et peut encore suffire à l'entretien de ses 1.100 lits. Une telle conception est manifestement erronée.

De tout temps, en effet, les malades indigents ont

été admis *gratuitement* à l'Hôtel-Dieu, en ce sens qu'ils ne payaient pas de leur bourse; mais il fallait bien que quelqu'un payât pour eux, sans quoi cet établissement eût promptement fait faillite.

Qui payait autrefois? On peut répondre hardiment: des collectivités ou des individus appartenant aux collectivités qui avaient intérêt à la prospérité de l'Hôtel-Dieu, parce que leurs malades indigents y étaient hospitalisés.

Qui doit payer aujourd'hui? Toujours des collectivités qui ont intérêt à voir prospérer cet hôpital, parce qu'elles y envoient leurs malades.

Nous allons essayer de démontrer ces deux propositions. Elles nous amèneront à dire quelques mots de la dotation de l'Hôtel-Dieu.

§ 1^{er} QUI PAYAIT AUTREFOIS ?

Nous ne parlerons pas de la période antérieure à 1478, au cours de laquelle l'Hôtel-Dieu vécut d'aumônes, de quelques legs très modestes (1) et de subventions municipales. Nous bornant à l'époque postérieure à la prise de possession de l'hôpital par les Consuls, nous voulons seulement établir qu'il existait une étroite corrélation entre les diverses sources de revenus de cet établissement et l'admission des malades sans distinction de lieu d'origine.

Sous l'ancien régime, l'Hôtel-Dieu était ouvert, indistinctement, aux Lyonnais, aux habitants des provinces voisines, à tous les Français et même aux

(1) GUIGUE. *Recherches sur N.-D., de Lyon*, p. 102

étrangers. Or, il est facile de constater qu'à chacune de ces catégories correspondait une source de revenus spéciale. Si l'une quelconque de ces catégories eût été en principe éliminée, la source de revenus correspondante eût disparu.

« Un très grand nombre (de dons et de legs) et des plus importants — remarque M. Lagrange — sont faits par des personnes que leur lieu d'origine ou le siège de leurs intérêts et de leurs affections auraient assurément poussés à gratifier de leurs bienfaits, de préférence, leurs compatriotes ou leur entourage immédiat, mais qui ont donné aux pauvres de l'Hôtel-Dieu, parce que c'était là l'asile où trouvaient refuge ces mêmes compatriotes. »

M. Lagrange cite, notamment, un don des marchands de Saint-Gall, en Suisse, et un legs d'André Costa, de Gênes. Il aurait pu en citer d'autres. Nous en relevons quelques-uns dans l'ouvrage de Bardet (1) : en 1523, par Jérôme Denoble, marchand florentin, legs de 500 livres, et par Aldobrandini Infangati, également marchand florentin, legs de 100 livres ; — en 1539, par Marie Nesme, veuve de Léonard Rogasse, marchand milanais, legs d'une rente de 5 livres ; — en 1554, par Marco dit Joanny de Rodovilly, marchand aragonais, legs d'un rente de 150 livres sur les gabelles ; — en 1579, par Filippo Thinghi, libraire florentin, don de 100 écus ; par divers marchands allemands,

(1) *Nomenclature des fondateurs et bienfaiteurs des Hospices de Lyon*, passim.

116 écus; par Bernard del Barbigio, consul florentin, au nom de sa nation, don de 116 écus; par Pelisary, Pestallozi, Scandalierg, marchands des Grisons, don de 60 écus; par Jean-Baptiste Demorta, Genevois, don de 15 écus; par Thomas Boulamaschi, au nom des Lucquois, 116 écus; — en 1594, par Barthélemy Martin, marchand espagnol, 20 écus; etc., etc. La nomenclature serait aussi longue que fastidieuse.

Nul ne contestera, croyons-nous, que, antérieurement à 1789, un grand nombre d'étrangers firent à l'Hôtel-Dieu des dons et des legs plus ou moins importants. Alors cet établissement accueillait les pauvres malades d'origine étrangère, qui frappaient à sa porte; pour ces derniers, des compatriotes fortunés témoignaient quelque reconnaissance par des dons en argent. Il est bien manifeste que si l'Hôtel-Dieu avait été fermé aux non-Français, de telles libéralités n'auraient point eu de raison d'être. Les foires et l'industrie de la soie avaient attiré à Lyon beaucoup d'étrangers. La plupart étaient des pauvres ouvriers. Quand ils tombaient malades, ils trouvaient un asile et des soins à l'Hôtel-Dieu. Ils étaient reçus gratuitement, il est vrai, puisqu'on ne leur demandait pas un sou; mais d'autres, indirectement, payaient à leur place. Les dons et legs, faits par des étrangers, sont les moins nombreux; mais, par contre, les étrangers — les Registres d'entrée en témoignent — constituaient une bien minime partie de la clientèle de l'Hôtel-Dieu.

Des Français, originaires de toutes les provinces de France, étaient hospitalisés dans le grand établissement lyonnais; de même, vers cet établissement, les bienfaits affluaient de toutes les provinces de France. En parcourant Bardet, on s'en rend aisément compte. Ici encore les riches payaient pour les pauvres. En outre, l'hospitalité accordée à tout Français malade n'était-elle pas également compensée par les privilèges que les rois de France concédèrent à l'Hôtel-Dieu? Si cet hôpital eût été réservé aux seuls Lyonnais, les rois de France et les non-Lyonnais auraient, à son égard, montré moins de sollicitude.

Plus la circonscription territoriale se restreignait autour de Lyon, plus les avantages de toutes sortes, dont jouissait l'Hôtel-Dieu, étaient considérables. Cet établissement hospitalisait moins d'étrangers que de Français, moins de Français *lato sensu* que d'habitants du Dauphiné, du Beaujolais, des Dombes, de la Bresse, etc., et moins d'habitants de ces provinces que de Lyonnais. Or, que constatons-nous? D'abord que les suzerains de ces provinces concédèrent à l'Hôtel-Dieu des privilèges spéciaux, en outre de ceux dus à la générosité des rois de France (1); ensuite, qu'un petit nombre de bienfaiteurs étaient originaires de provinces éloignées, un plus grand nombre originaires de provinces voisines, mais que la majorité étaient des Lyonnais (2).

(1) V. le chap. précédent.

(2) Bardet, passim.

Cette idée se précise que l'Hôtel-Dieu tirait le plus de ressources des régions d'où venaient le plus de malades (1). Nul n'était tenu de payer ; mais chaque collectivité payait plus ou moins directement. Comment aurait-il pu en être autrement à une époque où l'Hôtel-Dieu n'avait pas ou peu de revenus propres : au XVII^e siècle, ces revenus ne représentaient pas un cinquième de la dépense annuelle, et, à la veille de la Révolution, bien qu'ayant augmentés dans de notables proportions, ils en représentaient tout au plus un tiers.

Résumons. Pour les étrangers, hospitalisés en petit nombre à l'Hôtel-Dieu, cet établissement était indirectement rémunéré par quelques dons et quelques legs ; pour les Français *lato sensu*, il l'était par des dons et des legs plus abondants et par les privilèges royaux ; pour les malades des régions voisines admis en grand nombre, il l'était par des dons et legs fort nombreux, par les privilèges royaux, par des privilèges spéciaux et par d'autres sources de profits (2). Restaient les Lyonnais qui, théoriquement du moins, constituaient la majeure partie de la population hospitalisée ; or, c'était la ville de Lyon qui contribuait pour la plus large part à l'entretien de l'Hôtel-Dieu. Il est aisé de s'en rendre compte.

(1) Cette idée, d'ailleurs, ressort nettement du rapport Lagrange.

(2) Amendes, quêtes, vente de viande en carême, etc., etc. Nous ne parlons pas de la taxe des pauvres, qui fonctionnait fort mal et ne procura, à notre connaissance, aucune ressource à l'Hôtel-Dieu.

Dans un *Nouvel appel*, adressé aux Lyonnais vers 1830, par le Conseil général d'administration des Hospices, il est dit : « C'est au bienfait des habitants de cette ville, que l'hospice des malades (Hôtel-Dieu) et celui des vieillards et orphelins (Charité), ont dû leurs progrès successifs, leur agrandissement et la réputation justement méritée dont ils jouissent encore. »

Rien n'est plus vrai. Sans parler des subsides fournis pour la construction des bâtiments (1), la ville et les habitants de Lyon contribuèrent pour une grande part à la prospérité et au développement de l'Hôtel-Dieu. Même à l'époque où cet établissement était encore sous l'administration des Cisterciens, « plus d'une fois la ville, elle-même bien obérée alors, dit M. C. Guigue, fut obligée de venir au secours des religieux, soit pour fournir des aliments, soit pour les aider dans des réparations importantes à faire aux bâtiments qui tombaient en ruine » (2).

M. Guigue cite à l'appui de son affirmation le document reproduit ci-dessous.

Maistre Antoine Pennin, licencié en loys, Aynard de Villenove, Pierre Eynard, Jehan Baronat, Jehan Formond, Junet Dodieu et Anthoine Aigne, citiens et consulz de la ville de Lyon, à Robin Garin, trésorier et receveur des deniers communs de ladite ville, salut. Nous vous mandons que des deniers communs de votre dicte recepte vous bailliez et délivrez à frère Anthoine Pennet (il signait A. Pinet),

(1) V. chap. II, par. 1, infra.

(2) *Recherches sur N.-D. de Lyon*, p. 102.

recteur et gouverneur de l'ospital du pont de Rosne, à Lion, la somme de cent soulz tornois que lui avons donné et délivré pour mectre et convertir à la réparation du plantis et peysserre qu'il fit fere à la deffense dudit hospital tout au long, contre ledit fleuve de Rosne, laquelle réparation est grandement nécessaire tant audit hospital comme à l'arc Saint-Nicolas dudit pont. Et parmi rapportant ce présent mandement et quittance du dit frère Anthoine, ladicte somme de cent sous tornois vous sera allouée en vous comptes et rebatue de votre dicte recepte, sans aucun contredit. Donné à Lion en l'ostel dudit receveur aujourd'uy mardy XVIII^e de may l'an mil IIII C cinquante ung. — Ainsi est par mesdits s^{rs} les conseilles. — De Chaney (1).

On pourrait citer d'autres exemples (2). Quand, en 1480, le Consulat prit en mains l'administration de l'hôpital, les bâtiments étaient dans un état de délabrement complet et la caisse absolument à sec. « Pour parer à tant de détresse — dit M. C. Guigue — le Consulat prit le parti de solliciter incessamment des secours en argent ou en nature de la part des citoyens aisés. Il créa un quêteur en titre, chargé de recueillir chaque jour dans la cité, de rue en rue, de maison en maison, des aumônes réclamées de la piété charitable de chacun, pour la nourriture et l'entretien des pauvres de Dieu et des serviteurs de la maison. Fréquemment, les aumônes ainsi recueillies produisirent l'appoint nécessaire, mais fréquemment aussi elles furent insuffisantes et, dans ce cas, alors, les fonds municipaux venaient combler le

(1) Arch. mun., CC 104, N^o 114.

(2) Id., CC 452-457; BB 13.

déficit. De 1484 à 1490, la moyenne de la subvention qu'ils eurent à fournir fut de 30 sous par semaine. Les articles des comptes des receveurs, relatifs à cette dépense, sont d'ordinaire ainsi libellés : « A la femme qui gouverne l'ospital du pont du Rosne, ou à Estienne, servante dudit ospital, pour nourrir et alimenter les serviteurs et povres d'icelluy, en default d'aumosnes, XXX sous (1). »

On peut également relever la mention suivante : « Paiement à Perronet-Blanc, serviteur de l'ospital du pont du Rosne, pour aider à nourrir et alimenter les povres dudit hostel en deffault d'aumosnes et les officiers dudit lieu (2) ».

En 1496, des secours sont accordés à l'hôpital du pont du Rosne pour « subvenir à l'alimentation et nourrissement des pauvres malades estant présentement en grand nombre audit hospital, lequel par faute de deniers et revenus en icelluy souffrent et endurent de grands mesaises de boire et de manger » (3).

Il serait malaisé et fastidieux de faire une nomenclature complète des subsides fournis à l'Hôtel-Dieu par la Ville sous l'administration des Consuls (4). Il est, d'ailleurs, bien évident que cet établissement étant alors propriété municipale, il appartenait à la

(1) GUIGUE, ouv. cit., p. 108-109. — Arch. mun., CC 504 à 507.

(2) Id., CC 486.

(3) Id., CC 531.

(4) Id., CC 316, 525, 528 ; BB, 33 ; CHAPPE, XIX, 536, n° 13 ; DAGIER, I., p. 82 et 152.

Ville de lui venir en aide. Mais, même quand les Consuls l'eurent confié aux Recteurs, ils ne s'en désintéressèrent point, bien au contraire (1).

Parfois même, ils lui concédèrent des droits importants et stables. En 1605, le roi Henri II avait confirmé les lettres-patentes de Louis XI, en date du 10 novembre 1465, accordant aux Consuls le droit dit de *grabellage*. C'était un droit sur les drogues et les épiceries. Dès 1610, un acte consulaire accordait aux Recteurs la moitié des recettes du droit de *grabellage* (2). Le 23 janvier 1685, le Prévôt des marchands et les Echevins faisaient abandon complet de ce droit à l'Hôtel-Dieu (3).

En 1749, le Consulat constitua « au profit des pauvres dudit hôpital sept cent vingt-cinq livres de rente annuelle, perpétuelle et irrachetable » qu'ils promettent pour eux et leurs successeurs (4).

En 1755, les Echevins accordèrent à l'Hôtel-Dieu une subvention de 5000 livres par an, pour une période de dix ans (5).

Il est, d'ailleurs, hors de doute que, dans les circonstances difficiles, c'était à la municipalité que les Recteurs avaient recours (6). Ces derniers reconnurent

(1) DAGIER, I, p. 170. — V. égal. CHAPPE, XIX, 537, n° 14.

(2) CHAPPE, XIX, 537, n° 17 *bis*.

(3) V. différentes pièces, arch. mun., GG 531-539.

(4) Id., 558-563, n° 76.30.

(5) Id., 552-557, n° 71.

(6) Arc. mun., GG 540-544, n° 23 *bis* ; v., d'ailleurs, ce que dit Dagier, I, p. 333.

publiquement, à plusieurs reprises, la générosité de la ville, à l'égard de l'Hôtel-Dieu (1).

Les citoyens de Lyon s'honoraient également de contribuer à la prospérité de cet établissement. A chaque page de l'ouvrage de Bardet, sont énumérés les noms de bienfaiteurs lyonnais, et souvent suit la mention « ancien Echevin » ou « ancien Recteur ». Niepce (2) rapporte même qu'une année, « Gilbert du Gué, sénéchal et capitaine de Lyon, et tous les conseillers de la Ville abandonnèrent leur traitement à l'hôpital du pont du Rhône pour le nourrissement des pauvres y affluant à cause de la stérilité de la saison et des maladies dont étaient affligées lesdits pauvres, et pour loger les pauvres filles repenties ».

Quant aux Recteurs, leur générosité, comme leur vanité, était proverbiale (3). C'était une coutume qu'en sortant de charge, ils versassent une certaine somme à la caisse de l'hôpital. Dans Dagier, on pourrait relever une liste extrêmement longue de ces dons.

De même, le chapitre de la Primatiale était fort généreux (4). Les confréries et corps de métiers

(1) DAGIER, I, p. 412 ; CHAPPE, XIX, 505.

(2) *Lyon Militaire*, p. 341.

(3) La charge de Recteur était fort recherchée. V. Arch. mun., GG 158, n° 73, une lettre de M. Rieussec, ancien consul, en date du 12 août 1756, par laquelle ce dernier proteste parce qu'il n'a pas été nommé Recteur, alors qu'il croyait y avoir droit.

(4) V. aux Arch. de la Charité : *Extraits faits pour MM. de l'Eglise de Lyon contre MM. les Conseillers, Echevins,*

fournirent à maintes reprises d'importants subsides à l'Hôtel-Dieu (1). Enfin de nombreuses quête^s étaient faites dans la ville au profit de cet établissement. Nous avons dit, par ailleurs, qu'une partie du produit des octrois municipaux était attribuée à l'Hôtel-Dieu et à la Charité. C'était une sorte de subvention annuelle, subvention forcée d'ailleurs, puisqu'elle était consacrée par des lettres royales. De cela aussi, il faut tenir compte.

Ces brèves indications montrent bien que si — chose assez naturelle — les Lyonnais fournissaient à l'Hôtel-Dieu le plus gros contingent de malades, c'était Lyon et ses habitants qui contribuaient le plus à l'entretien de cet hôpital.

En définitive, si tout malade était admis gratuitement, les administrateurs de l'Hôtel-Dieu trouvaient une juste rémunération. Le malade indigent ne payait pas, mais qu'il fut étranger, Français ou Lyonnais, la collectivité ou un membre de la collectivité à laquelle il appartenait, payait indirectement pour lui.

Ainsi, en pratique, était appliqué le vieux principe, qui, de prime-abord, paraissait purement théorique : que chaque paroisse, que chaque province, que chaque nation subvienne aux besoins de ses pauvres.

dicts administrateurs de l'Aumosnerie générale des pauvres de ladite ville de Lyon et de l'Hôtel-Dieu du pont du Rosne en ladicte ville demandant en entérinement de requeste. — Du mardy, 5 juillet 1558. — On y trouvera une liste des dons faits par le Chapitre aux hôpitaux précités.

(1) Arch. mun., BB 31 et 336 ; arch. hosp., B 296 ; DAGIER, 4, p. 80, 164, 393, etc.

§ 2. — QUI DOIT PAYER AUJOURD'HUI ?

Vint la Révolution, et la plupart des sources de revenus de l'Hôtel-Dieu se trouvèrent taries. La gêne de cet établissement n'empêcha pas les administrateurs de persévérer dans la coutume de recevoir tout malade indigent qui se présentait. Mais c'est précisément à cette époque que l'Hôtel-Dieu sollicita et reçut des subventions nationales (1). S'il recevait des étrangers, il n'était donc pas exclusivement à la charge des Lyonnais. Ce n'est qu'au cours du XIX^e siècle, que nous allons voir apparaître cette idée vraiment singulière, d'après laquelle l'Hôtel-Dieu devrait hospitaliser tout indigent, sans rien recevoir de personne.

Après la période révolutionnaire quelles furent, en effet, les ressources de l'Hôtel-Dieu, en dehors des revenus de sa fortune mobilière ou immobilière ? Examinons-les successivement.

1^o *Octrois*. — A Lyon, les octrois furent rétablis par arrêté préfectoral du 4 fructidor an VIII, en application des lois des 25 ventôse et 5 fructidor de la même année.

M. Drivon, citant cet arrêté préfectoral, dit à ce propos (2) : « Ce fut donc surtout pour subvenir aux

(1) V. Chap. II, par. II, *infra*.

(2) *Miscellanées*, 3^e sér., p. 21 ; v. égal. GOUACHON, *la Dotation des Hospices, les droits attribués par des textes spéciaux*, p. 101-124.

besoins des hôpitaux (1) que l'octroi fut rétabli et, dans les premières années du XIX^e siècle, la Ville leur alloua annuellement une somme de 500.000 francs environ ; c'était à peu près ce que l'octroi leur rapportait avant la Révolution (Hôtel-Dieu, 172.000 fr ; Charité, 360.000 fr.). Pour mieux dire, on soldait le déficit du budget hospitalier ; puis, à mesure que la situation des hôpitaux s'améliora, la subvention devint moins considérable ; longtemps elle resta fixée à 150.000 fr. en principe, car si le besoin s'en faisait sentir, il y avait une allocation supplémentaire : ainsi, en 1855, le supplément fut de 40.000 fr. Enfin, en 1858, le budget des hôpitaux pouvant s'en passer, la subvention disparut complètement. »

Donc, depuis 1858, plus rien ne fut affecté aux hôpitaux de Lyon sur le produit des octrois municipaux (2).

2^o *Droits sur les spectacles, bals, concerts, etc.* — Le droit des pauvres, qui existait avant la Révolution, fut rétabli en l'an V. A Lyon, seul le bureau de bienfaisance en profite. Les hôpitaux ne touchent rien (3).

(1) On sait qu'alors l'Hôtel-Dieu et la Charité étaient réunies sous une même administration.

(2) Il est même à remarquer que, depuis la suppression des octrois et leur remplacement par des taxes, les Hospices paient 155.000 fr. par an de plus d'impôts. On peut admettre que la ville de Lyon ne subventionne pas ses hôpitaux, mais il est difficile de comprendre qu'elle en tire un revenu. (V. DRIVON, ouv. cit., p. 22).

(3) DRIVON, ouv. cit., p. 23-24 ; GOUACHON, ouv. cit., p. 146.

3^o *Bénéfices du Mont-de-Piété.* — D'après un décret de Napoléon I^{er}, en date du 23 avril 1810, le Mont-de-Piété de Lyon fut établi exclusivement au profit de l'hospice de l'Antiquaille. En 1845, cet hospice fut réuni à l'Administration des Hospices. Mais, pour des raisons que nous ne pouvons exposer ici, de 1845 à 1869, le Mont-de-Piété ne versa rien aux Hôpitaux ; bien mieux, il leur emprunta des sommes considérables. Depuis 1869, 50 % des revenus du Mont-de-Piété vont aux Hospices. A l'heure actuelle, cela représente moins de 20.000 francs par an (1).

4^o *Part dans le produit des concessions de terrain dans les cimetières.* — Les hôpitaux, en qualité d'établissements de bienfaisance, sont susceptibles de participer aux recettes provenant des concessions de terrain dans les cimetières. Depuis 1869, les Hôpitaux lyonnais ne touchent plus rien de ce côté. C'est le bureau de bienfaisance qui bénéficie d'une quote-part dans le produit de ces concessions (2).

5^o *Produit des amendes et confiscations.* — « Cet article — dit M. Drivon — figure seulement pour mémoire dans le budget des recettes des hôpitaux (3). »

(1) Le *Compte moral et administratif de l'exercice 1910*, p. 32-35, accuse 17.161 fr.08. — V. DRIVON, ouv. cit., p. 25-26 ; GOUACHON, ouv. cit., p. 203.

(2) DRIVON, ouv. cit., p. 203 ; GOUACHON, ouv. cit., p. 206-218.

(3) Ouv. cit., p. 27-28 ; *Compte moral et administratif pour 1910*, p. 32-33 ; GOUACHON, ouv. cit., p. 148-149.

6° *Prélèvement sur le pari mutuel.* — M. Gouachon écrivait en 1905 (1) : « La loi du 2 juin 1891 nous paraît faussée dans son application. L'article 5 dit, en effet, très expressément que les prélèvements doivent avoir lieu en faveur des œuvres *locales* de bienfaisance et de l'élevage. Il semble donc en résulter que seules les grandes villes, sur le territoire ou dans le voisinage desquelles se trouvent des hippodromes, devraient bénéficier des fonds alloués sur le pari. C'est le contraire qui se produit : la ville de Lyon, par exemple, n'a jusqu'ici presque rien retiré de l'application des dispositions de la loi de 1891 (2). »

7° *Quêtes et troncs.* — Au commencement du siècle dernier, le produit des quêtes et troncs dépassait annuellement 20.000 francs (3). Actuellement il est infime : 2.395 fr. 20 en 1899 ; 2.220 fr. 85 en 1900 ; 2.551 fr. 60 en 1901 ; 1.968 fr. en 1902 ; 2.142 fr. en 1903 (4). Le *Compte moral et administratif pour 1910* (5) accuse 2.780 francs.

Enfin, les droits successifs des Hôpitaux de Lyon sur les effets mobiliers des malades décédés ne procurent que des ressources minimales (6).

En somme, on peut dire que, depuis cinquante ans environ, les Hospices ne peuvent compter sur le

(1) Ouv. cit., p. 231.

(2) Depuis lors, les Hospices ont cependant touché quelques subventions provenant des bénéfices du pari mutuel.

(3) DRIVON, ouv. cit., p. 19.

(4) GOUACHON, ouv. cit., p. 184.

(5) p. 32-33.

(6) Id.

produit des droits et sur les sources de revenus que nous venons d'énumérer. Leur budget annuel s'élève à près de 8 millions, dont environ un tiers est couvert par des remboursements ou des bénéfices de toutes sortes (4). Ces remboursements proviennent en grande partie de journées de malades payées par l'Etat, les départements ou les communes pour hospitalisation de détenus, de militaires, d'indigents, ou enfin par des malades traités à leurs frais. Mais, antérieurement à la loi du 15 juillet 1893, l'administration des Hospices admettait *gratuitement* à l'Hôtel-Dieu *tous les malades indigents civils* qui se présentaient. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, il fut donc pourvu aux frais de leur hospitalisation uniquement par les revenus propres des Hospices et par le produit, alors assez important, des droits et des sources de revenus énumérés ci-dessus. Puis, quand ces droits et ces sources de revenus eurent disparu, il n'y fut plus pourvu que par les revenus propres des hôpitaux. Ainsi, pendant une période de quelques années, antérieure à 1893, les Hospices civils de Lyon continuèrent à hospitaliser les malades indigents, sans distinction de lieu d'origine ni de nationalité, mais sans recevoir non plus aucune compensation pécuniaire directe. C'était en complet désaccord avec ce qui se passait avant 1789. Il est bien évident que les Hospices ne pouvaient faire preuve d'une telle générosité qu'autant que leurs revenus propres le leur permettaient.

(4) Id., p. 33-34.

Nous devons même faire remarquer que, en fait, au cours du XIX^e siècle, seule la ville de Lyon a contribué à l'entretien de l'Hôtel-Dieu. Les communes rurales du département du Rhône, de même que celles des autres départements, ne donnaient pas un sou (1). Déjà, en 1806, le Conseil municipal de Lyon faisait cette constatation (2).

Nous arrivons à cette conclusion, que c'est seulement depuis le début du XIX^e siècle que l'Hôtel-Dieu de Lyon a reçu *gratuitement*, en prenant ce mot dans son sens le plus absolu, les malades étrangers à Lyon. Nous verrons plus loin que les lois de vendémiaire an II et du 7 août 1851 permettaient aux hôpitaux, qui disposaient de ressources suffisantes, d'être aussi tolérants et aussi généreux (3).

Quand fut votée la loi de 1893 sur l'assistance médicale gratuite — et ici nous retombons dans l'exposé du chapitre préliminaire — le Conseil des Hospices décida de ne plus recevoir les non-Français et de ne recevoir les malades des départements voisins que moyennant le paiement d'un prix de journée par la commune où l'hospitalisé avait son domicile de secours (4). Quant aux malades des communes rurales du département du Rhône, le Conseil des Hos-

(1) Cela ressort de l'examen des différents droits et sources de revenus dont il vient d'être parlé.

(2) Séance du 12 mars 1806, *Bull. mun. off. de la ville de Lyon*, 26 mars 1912, p. 8.

(3) V. chap. VI, par. II et III.

(4) Volontairement, nous ne parlons pas ici du rattachement de la commune à l'hôpital ; v. 3^e par., par. I.

pices, en présence des difficultés soulevées, continua à les admettre gratuitement à l'Hôtel-Dieu.

Un *modus vivendi* fut établi, mais les Hospices réservaient tous leurs droits et déclaraient que, le jour où leurs ressources seraient insuffisantes, ils exigeraient un prix de journée pour les malades des communes rurales du département du Rhône, comme ils en exigeaient un pour les malades des départements voisins.

En s'appuyant sur la loi et sur l'histoire de l'Hôtel-Dieu, on peut dire que c'était une véritable faveur qui était consentie aux communes rurales du département du Rhône. Jadis, ces communes payaient pour l'hospitalisation de leur malades ; elles payaient indirectement et de façons très diverses, c'est entendu, mais elles payaient tout de même. Aujourd'hui, elles sont légalement appelées à payer d'une façon unique et plus directe (1). Il faut bien reconnaître, d'ailleurs, que le mode de paiement actuel, qui fait contribuer chaque commune rurale en proportion du nombre de ses malades indigents hospitalisés à l'Hôtel-Dieu, est infiniment plus équitable, plus rationnel que le système de l'ancien régime, lequel — on a pu s'en rendre compte par les explications données au début de ce chapitre — était fort mal compris et ne reposait pas sur une règle générale.

Si les Hospices eussent été moins généreux au cours du XIX^e siècle, les difficultés actuelles n'auraient jamais surgi.

(1) Art. 25 de la loi du 15 juillet 1893.

« Mais, dira-t-on, la ville de Lyon, elle aussi, participait, sous l'ancien régime, aux charges de l'Hôtel-Dieu. Elle a même contribué à l'entretien de cet établissement à une époque où les communes rurales n'y contribuaient plus du tout. A l'heure actuelle, le Conseil des Hospices veut faire payer ces communes. Pour quelles raisons la ville de Lyon conserverait-elle, seule, le droit de faire hospitaliser gratuitement ses malades à l'Hôtel-Dieu ? »

Ici se pose cette question : comment, de nos jours, les communes qui possèdent un hôpital, participent-elles aux charges de cet établissement ?

A ce point de vue, le texte de principe en vigueur est l'art. 1^{er} de la loi du 7 août 1851, qui déclare qu'aucune condition de domicile ne peut être exigée pour l'admission, dans l'hôpital existant dans la commune, d'un individu privé de ressources qui tombe malade dans cette commune. Il s'ensuit évidemment que tout Lyonnais indigent, qui tombe malade à Lyon et qui entre à l'Hôtel-Dieu, doit y être soigné gratuitement (1). C'est là un véritable privilège que le législateur de 1851 a accordé aux communes sur le territoire desquels s'élève un établissement hospitalier (2).

(1) On pourrait se demander si un indigent, ayant son domicile de secours à Lyon, qui tombe malade sur le territoire d'une autre commune, doit être, lui aussi, soigné à l'Hôtel-Dieu. Sur ce point, v. BOUISSET, *l'Assistance médicale gratuite*, p. 218.

(2) Les termes dont s'est servi le législateur de 1851 ont peut-être dépassé sa pensée ; mais, actuellement, l'art. 1^{er} de

Rien n'empêchait ces communes d'accorder des subventions à leurs hôpitaux ; mais y étaient-elles légalement obligées ? Question très discutée et extrêmement difficile. La plupart des auteurs penchaient pour la négative, même en ce qui concerne les communes pourvues d'un octroi (1). Depuis, la question nous paraît avoir été indirectement résolue par la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et incurables, dont l'article 31 dispose : « Les hospices communaux sont tenus de recevoir gratuitement, *autant que leurs ressources propres le leur permettent*, les vieillards, les infirmes et les incurables ayant leur domicile de secours dans la commune où est situé l'établissement et qui ont été désignés pour l'hospitalisation, conformément à l'article 19. » L'article 31 donne aux hospices et aux hôpitaux le moyen de faire couvrir leur déficit par le budget communal. Ces établissements n'ont, en effet, qu'à soutenir que leur déficit provient de l'hospitalisation des vieillards, infirmes et incurables, reçus en trop grand nombre. Or, en principe, l'assistance de ces trois catégories d'indigents est une charge communale (2).

Il ne sera pas question des malades ordinaires, originaires de la commune même, pour lesquels

la loi est interprété comme nous venons de l'exposer. V. DE LASSENCE, *l'Assistance dans la Commune*, p. 95-97.

(1) V. Fleury RAVARIN, *ouv. cit.*, p. 153-157 ; GOUACHON *ouv. cit.*, p. 109-116, qui énumère un certain nombre d'auteurs se prononçant pour la négative.

(2) Art. 2 de la loi.

aucune subvention n'est dûe, mais des vieillards, des infirmes et des incurables dont les frais d'hospitalisation, lorsqu'ils ne peuvent être supportés par l'établissement hospitalier, doivent être supportés par la commune. Pareille chose s'est produite à Lyon (1) et ainsi ont été liées les deux questions : celle du prétendu droit des communes du département du Rhône à l'admission gratuite de leurs malades indigents à l'Hôtel-Dieu, et celle de l'hospitalisation des vieillards, infirmes et incurables.

M. le Maire de Lyon pense, d'ailleurs, qu'au cas de déficit, la Ville est tenue de venir en aide aux Hospices. « Vous savez, — disait-il dans un rapport adressé au Conseil municipal — vous savez que les communes sont tenues de parer aux déficits des établissements hospitaliers situés sur leur territoire, en les subventionnant dans la mesure nécessaire ». (2)

Ainsi l'équilibre se trouve rétabli : d'une part, les communes rurales sont appelées à participer à l'entretien de l'Hôtel-Dieu en payant un prix de journée pour l'hospitalisation de leurs malades ; d'autre part, la Ville de Lyon est appelée à payer en cas de déficit. Nul n'ignore que la situation budgétaire des Hospices de Lyon est actuellement délicate (3). Les charges des hôpitaux augmentent chaque année. Une intervention financière de la Ville sera, un jour ou l'autre, nécessaire.

(1) V. chap. préliminaire.

(2) *Bul. mun. off.*, 17 déc. 1911, p. 349, 2^e col.

(3) *Id.*, p. 437-440.

En résumé, sous l'ancien régime, toutes les collectivités payaient pour l'hospitalisation de leurs malades à l'Hôtel-Dieu ; — puis au XIX^e siècle, le Conseil des Hospices, se jugeant assez riche, finit par ne plus rien demander à personne ; — plus tard, quand la situation financière fut moins brillante, il exclut les non-Français et fit payer les communes des départements voisins. Il n'y a pas de raison pour que, ses ressources étant insuffisantes, il ne fasse pas payer les communes du département du Rhône ; et, enfin, en cas de nécessité, la Ville de Lyon contribuera, elle aussi, de ses propres deniers (1).

Nous ne voyons pas en quoi pareille manière d'agir lèse les intérêts des communes du département du Rhône. Tout au plus, pourrait-on faire l'objection suivante : « Mais toutes les communes rurales payant les frais d'hospitalisation de tous leurs malades et la Ville de Lyon ne payant que s'il y a un déficit, ce sont les malades indigents de cette ville qui profiteront des revenus de la fortune propre de l'Hôtel-Dieu. Cela est-il juste ? »

Nous sommes ainsi amené à parler de la dotation de l'Hôtel-Dieu.

§ 3. — LA DOTATION DE L'HOTEL-DIEU

Au sens large, la dotation de l'Hôtel-Dieu, c'est la masse des biens constituée par les libéralités faites à

(1) Nous pourrions ajouter que la Ville de Lyon a pris à sa charge à peu près exclusive le projet de désaffectation de l'Hôtel-Dieu, projet dont la réalisation lui coûtera des sommes considérables.

cet établissement depuis son origine; ce sont les richesses productives de revenus dues à la bienfaisance de tous les hommes, à toutes les époques.

L'Hôtel-Dieu, on le sait, fait partie des établissements hospitaliers actuellement gérés par le Conseil d'administration des Hospices civils de Lyon. Le *Compte moral et administratif des Hospices pour 1910* donne les chiffres suivants :

Dotation (montant des revenus, d'après les titres justificatifs)	4.134.949.04 (1)
D'où il faut déduire :	
1 ^o) Charges de la dotation (d'après le budget primitif) ..	445.010 (2)
2 ^o Frais de régie des biens.....	497.832
	642.842 (2)
Soit :	3.492.077 04

En 1907, M. Gouachon évaluait à 3.500.410 francs le revenu net de la dotation des Hospices (3).

Si nous connaissons le revenu de la dotation des Hospices, il n'en est pas de même de celui de la dotation de l'Hôtel-Dieu. La dotation des Hospices se compose de l'ensemble des dotations des établisse-

(1) p. 36-37

(2) p. 58-59.

(3) Ouv. cit., p. 121.

ments placés sous la même administration, et notamment de celle de la Charité, hospice qui a été gratifié de nombreux dons et legs. Evaluer le produit de la dotation propre de l'Hôtel-Dieu serait un travail très long, très difficile et qui donnerait des résultats d'autant plus incertains que, depuis 1797, époque où fut créée la Commission des Hospices, beaucoup de personnes généreuses gratifient de leurs bienfaits les Hospices civils de Lyon, sans spécifier que le montant du legs ou de la donation doit être appliqué à tel établissement plutôt qu'à tel autre.

Admettons cependant que, grâce à un travail opiniâtre, on évalue approximativement la dotation propre à l'Hôtel-Dieu. Les revenus de cette dotation doivent-ils profiter seulement aux malades indigents de Lyon, ou doivent-ils être affectés à couvrir les frais d'hospitalisation de malades indigents, sans distinction de lieu d'origine ? C'est la question que nous posons à la fin du précédent paragraphe.

On pourrait soutenir, en effet, que la dotation de l'Hôtel-Dieu a été constituée par des dons et legs adressés *aux pauvres de l'Hôtel-Dieu*, à une époque où cet établissement était ouvert à tout malade qui se présentait. Les bienfaiteurs n'avaient-ils pas l'intention de subvenir aux besoins de tous les hospitalisés, sans distinction de lieu d'origine ? Ne désiraient-ils pas que leur argent aidât l'Hôtel-Dieu à donner les soins nécessaires, non point seulement aux Lyonnais, mais à tous ceux qui, étant pauvres et malades, viendraient frapper à la porte de cet établissement ? D'ailleurs, un certain nombre de ces

dons et legs furent faits par des personnes qui n'habitaient pas Lyon et n'en étaient pas originaires et qui, partant, ne devaient porter qu'un médiocre intérêt aux indigents de cette ville.

Que répondre à cela ?

L'article 1^{er} de la loi du 7 août 1851 — nous l'avons déjà dit — oblige tout hôpital à recevoir *gratuitement* les individus, privés de ressources, qui tombent malades sur le territoire de la commune où l'hôpital est situé (1). Un certain nombre de malades étrangers à Lyon sont, en conséquence, hospitalisés à l'Hôtel-Dieu. Les frais de leur hospitalisation sont prélevés sur les revenus de la dotation, c'est évident. Aujourd'hui, comme autrefois, ces revenus sont donc en partie dépensés en faveur d'indigents de toute provenance.

Voilà une partie des revenus de la dotation employés au profit de tous les malades, sans distinction de lieu d'origine. Mais le reste ? Le reste profite évidemment aux indigents lyonnais : c'est la loi (2). Le département du Rhône et les communes rurales protestent contre ce fait ; ils ont tort. Rien ne les empêche de faire valoir leurs droits, si tant est qu'ils en aient.

D'après une jurisprudence constante, en effet, les tribunaux apprécient souverainement les questions d'intention que peuvent soulever l'interprétation des

(1) V. sur ce point, BOUISSET, *ouv. cit.*, p. 208-216 ; Fleury RAVARIN, *ouv. cit.*, p. 158 et suiv.

(2) V. le par. précédent.

testaments. Ce principe a été proclamé en de nombreux arrêts (1). Si donc une commune estime que, par tel don, par tel legs, fait *aux pauvres de l'Hôtel-Dieu*, le donateur ou le testateur a eu l'intention de gratifier les malades indigents de cette commune, elle n'a qu'à faire interpréter la donation ou le testament. Si les tribunaux lui donnent raison, il lui sera attribué un, deux, trois lits ou davantage, selon les revenus de la fondation. Mais, quand bien même un grand nombre de communes, appartenant ou non au département du Rhône, quand bien même ce département lui-même auraient fait reconnaître leurs droits à un nombre *déterminé* de lits gratuits à l'Hôtel-Dieu, en faveur de leurs malades (2), cela ne prouverait pas que *tous* les malades indigents qui se présentent doivent être reçus gratuitement dans cet établissement.

Bien entendu, une commune, qui se prévaudrait d'un don ou d'un legs, aurait à faire la preuve que l'intention du donateur ou du testateur a été de gratifier les indigents de cette commune ou d'une circonscription territoriale dont cette commune ferait ou aurait fait partie, à faire la preuve que la *cause*, que le motif déterminant de la libéralité a été de rendre obligatoire pour l'Hôtel-Dieu l'hospitalisation de ces indigents.

(1) DALLOZ, 98-1-176, 1900-1-608, 1900-1-221, 1900-1-262, 1901-1-357, 1901-1-506, 1905-1-425, etc.

(2) En ce qui concerne le département du Rhône, il est certain qu'aucun bienfaiteur des Hospices n'a eu spécialement en vue les malades de cette circonscription territoriale.

Il est d'ailleurs bien probable que peu de communes seraient en état de faire cette preuve, étant donné que la fortune de l'Hôtel-Dieu et même des Hospices est, en très grande partie, pour ne pas dire presque en totalité, due à des bienfaiteurs lyonnais. Les dons et les legs faits à l'Hôtel-Dieu sous l'ancien régime étaient, la plupart du temps, immédiatement dépensés pour les besoins urgents de la maison. On ne les capitalisait pas (1), pour cette raison que les finances de l'établissement ne furent jamais prospères, et que ces libéralités n'étant généralement grevées d'aucune affectation spéciale, les administrateurs de l'hôpital pouvaient en disposer à leur gré. D'autre part, nul n'ignore que la fortune des Hospices a pour origine les legs faits, en 1637, par Catherine Lambert, dame de Villars, et la donation faite, en 1765, par Catherine Mazenod, veuve d'Amédée de Servient, qui mirent les Recteurs en possession des terrains des Brotteaux. Depuis moins d'un siècle, ces terrains ont pris une valeur considérable et la fortune des Hospices s'est trouvée décuplée. Or, ce legs et cette donation sont assurément d'origine lyonnaise.

Si, des 3.500.000 francs que rapporte la dotation des Hospices, on retranchait : 1^o les revenus de la dotation des hôpitaux et hospices autres que l'Hôtel-Dieu ; 2^o les frais imposés aux Hospices par l'art. 1^{er} de la loi de 1851 ; 3^o les revenus des dons et legs

(1) Aussi, en 1790, les revenus de la dotation étaient-ils seulement de 200.000 livres.

d'origine lyonnaise, c'est-à-dire des libéralités faites plus spécialement en faveur des indigents lyonnais ; si de ces 3.500.000 francs, on retranchait toutes ces sommes, nous nous demandons ce qui resterait pour les communes rurales.

Les conclusions de ce chapitre sont très nettes :
1^o Autrefois, les collectivités, dont les malades étaient hospitalisés à l'Hôtel-Dieu, participaient aux charges de cet établissement ; il n'y a pas de raison pour qu'il n'en soit pas de même aujourd'hui.

2^o Il est possible que, dans la dotation des Hospices, une commune trouve la base d'un droit spécial, nettement déterminé, portant sur un certain nombre de lits ; mais on ne saurait y trouver la base d'un droit collectif de tous les indigents à être admis gratuitement dans cet établissement.

Nous avons vu successivement :

1^o Qu'aucun droit ne pouvait être basé sur le XV^e canon du cinquième Concile d'Orléans (début du chap. II, § 1) ;

2^o Que l'Hôtel-Dieu était un hôpital lyonnais (chap. II, § 1) ;

3^o Que, sous la Révolution, le département n'avait pas acquis de droits sur cet établissement (chap. II, § 2) ;

4^o Que l'expression « Hôpital Général » n'avait aucun sens quant à l'admission des malades (chap. III) ;

5^o Que les privilèges accordés à l'Hôtel-Dieu ne prouvaient pas que cet hôpital dût recevoir tout malade qui se présente (chap. IV) ;

6^o Qu'en principe, toutes les communes doivent payer pour y faire hospitaliser leurs malades (chap. V).

Sur quoi donc la prétention des communes rurales du département du Rhône est-elle basée ? Très exactement, sur rien.

Par l'exposé du chapitre suivant, sera confirmée cette idée que l'Hôtel-Dieu n'est point un établissement exceptionnel.

CHAPITRE VI

L'Hôtel-Dieu et la théorie du domicile de secours

Une personne pauvre, infirme, malade, a besoin d'assistance. Quelle collectivité a le devoir, moral ou légal, de l'assister ? A cette question, la réponse est fournie par les règles du domicile de secours.

Le conception d'un domicile de secours, qui n'est en réalité qu'une tentative de localisation de l'assistance, n'est point d'origine moderne. Les idées qui lui ont servi de base ne furent pas toujours les mêmes, et d'une époque à une autre, elles se sont parfois trouvées diamétralement opposées. Mais que cette conception fut basée sur l'intérêt du prince ou sur celui de la collectivité, sur des intérêts économique-administratifs (1), comme sous l'ancien régime, ou

(1) V. BLOCH, *L'assistance et l'Etat en France à la veille de la Révolution*, p. 45.

qu'elle ait pour base, au contraire, l'intérêt de l'assisté, comme à l'époque moderne, la circonscription chargée d'assurer l'assistance n'a pas en fait sensiblement varié : paroisse ou commune, l'une et l'autre pouvant se confondre dans la plupart des cas. Ce qui a varié, c'est l'obligation, et la différence essentielle qui sépare l'ancien régime du nouveau, c'est qu'un simple devoir moral est devenu un devoir légal pour certaines collectivités. A ce devoir, d'ailleurs, sauf aux époques révolutionnaires de 1789 et de 1848, n'a jamais correspondu un droit (1).

Comment la large hospitalité, exercée à l'Hôtel-Dieu de Lyon durant plusieurs siècles, a-t-elle cadrée avec les règles du domicile de secours ?

Nous distinguerons trois périodes : l'ancien régime, la période de la loi de vendémiaire an II et la période de la loi du 7 août 1851. D'où trois paragraphes.

§ 1. = L'ANCIEN RÉGIME

Déjà, au VI^e et au VII^e siècles, les canons des Conciles posaient le principe de l'assistance paroissiale.

(1) Dans l'exposé des motifs de la loi du 15 juillet 1893 relative à l'assistance médicale gratuite, il est dit : « Il n'y a pas, dans l'affirmation du devoir social à l'égard du malade privé de ressources, la reconnaissance pour l'individu secouru du droit à l'assistance. Même restreinte à l'assistance médicale, la proclamation du droit à l'assistance se heurterait à bien des critiques et serait de nature à engager gravement la responsabilité pécuniaire et morale de la collectivité. (*Revue des Etablis. de Bienfaisance*, 1890, p. 262-263).

siale (1). Charlemagne se borna à reproduire ces décisions, quand, dans un capitulaire de 813 (2), il mit à la charge des paroisses l'obligation de nourrir leurs pauvres. L'assistance était déjà localisée.

Mais sous le régime féodal, aucune ordonnance ne fut rendue à ce sujet ; peut-être parce que le pouvoir royal n'était pas assez fort et qu'il y avait une multitude de petits états dans l'Etat. Chaque seigneur, maître chez lui, pratiquait l'assistance envers ses sujets comme bon lui semblait.

Mais, d'autre part, le clergé régulier et séculier avait ouvert de nombreuses maisons ou s'exerçait une large hospitalité (3). En outre, vers le XI^e ou le XII^e siècle, d'innombrables asiles surgirent dans toute la France pour abriter pèlerins et voyageurs. Les guerres et les pèlerinages donnaient quelque intensité à la vie des routes. « Quelques-uns de ces hôpitaux, — dit M. Hubert Valleroux (4), — n'avaient que deux ou trois lits de malades. Le plus souvent, ils recevaient indistinctement ou des pauvres de passage ou des malades du pays. L'inscription placée sur leur porte : *Christo in pauperes* (au Christ, dans la personne des pauvres) avertissait que les fondateurs s'étaient proposés de soulager tous ceux qui, en avaient besoin, sans distinction d'habitation ni d'ori-

(1) Conc. d'Orléans (549), de Tours (567), de Mâcon (581), de Nantes (658).

(2) V. DALLOZ, XXXIX, p. 755. — V. aussi Capit. 5 de l'an 806, *Capitularia regum Francorum*, t. I, p. 315, par. 10.

(3) V. L. LALLEMAND, ouv. cit., t. III, p. 30 et suiv.

(4) *La Charité avant et depuis 1789*, p. 26.

gine. Cette facilité se retrouvait dans la coutume d'admettre pour la nuit, lorsqu'il y avait une salle commune, — et c'était assez ordinaire — les passants pauvres qui souvent étaient des pèlerins ; le nombre des voyageurs était alors plus grand qu'on ne le croit. L'hospitalité de nuit était pratiquée dans toute la France ».

Dans la région lyonnaise, ces petits hôpitaux qui jalonaient les routes étaient fort nombreux et M. C. Guigue a retrouvé la trace de plusieurs d'entre eux (1).

Certains hôpitaux, d'abord simples asiles de nuit, puis laissant au second plan la réception des pèlerins et des voyageurs et pratiquant davantage l'assistance aux malades et aux infirmes, furent amenés à héberger et à soigner tout pauvre qui venait réclamer des soins. Bien qu'il existât des établissements réservés à certaines catégories spéciales d'infirmes ou de malades ou aux indigents de certaines localités, le domicile de secours, d'une façon générale, tendait à disparaître (2).

Nous avons essayé de montrer — la première partie de ce livre n'a pas d'autre utilité — comment le très modeste hôpital du pont du Rhône s'était développé ; comment, de simple asile pour pèlerins et voyageurs, il était devenu un des plus importants Hôtels-Dieu de France, et peut-être d'Europe.

Si l'on remarque qu'il fut fondé au cours du

(1) *Les voies antiques du Lyonnais*, p. 14 et suiv.

(2) V. LÉON LALLEMAND, t. III, ch. IV.

XIII^e siècle, qu'à l'origine il servait uniquement, ou peu s'en fallait, à hospitaliser des voyageurs attardés, qu'il ne fut tout d'abord qu'une annexe de bien minime importance de l'œuvre du pont qui absorbait toutes les ressources, qu'il fut ensuite administré par des religieux et que ceux-ci, dans la mesure où ils ne s'appliquaient pas à eux-mêmes les maigres ressources de la maison, étaient tenus par la règle de leur ordre de pratiquer la charité envers tous les pauvres, sans restriction aucune et d'ouvrir leur porte à tous ceux qui y frappaient ; si l'on remarque tout cela, si l'on suit l'histoire de l'Hôtel-Dieu depuis sa fondation jusqu'à la fin du XV^e siècle, il paraîtra évident que l'hôpital du pont du Rhône devait recevoir les malades, sans qu'il soit tenu compte du domicile de secours. Cela était fatal, cela était logique, car c'était conforme à la destination première de l'établissement, car c'était dans la coutume hospitalière de l'époque.

Ceux qui soutiennent que l'Hôtel-Dieu de Lyon doit-être soumis à un régime exceptionnel en ce qui concerne l'admission des malades, parce que dès les temps les plus reculés, cet hôpital a été ouvert aux malades du monde entier, prouvent tout simplement leur ignorance, non seulement de l'histoire de cet établissement, mais aussi celle de l'assistance de notre pays.

Mais le régime féodal touche à sa fin. Les communes s'émancipent. Les vagabonds, les mendiants, les gens sans aveu foisonnent de toute part, et déjà ils

ont motivé une ordonnance sévère de Jean-le-Bon (1). Le domicile de secours tend à se préciser. Le centre de l'assistance, c'est toujours la paroisse. Les ordonnances et les édits ne le désignent, d'ailleurs, nettement que vers le milieu du XVI^e siècle. A cela, il y a une raison d'ordre général. Jusqu'au XVI^e siècle, en effet, c'est le clergé et les ordres religieux qui pourvoient en grande partie aux besoins des pauvres. Les rois de France se préoccupent uniquement de réprimer la mendicité; ils le font par des mesures répressives et ne s'immiscent pas dans la gestion des hôpitaux ni dans les questions d'assistance (2). Mais, au XVI^e siècle, les progrès de la misère, la fermeture d'un grand nombre d'hôpitaux, le désordre financier qui règne dans certains autres, amènent la royauté à se préoccuper des établissements hospitaliers.

Il se fit alors une sorte de laïcisation des hôpitaux (3). Comment s'opéra cette laïcisation, c'est une étude en dehors de notre sujet? Rappelons seulement que, depuis 1473, l'Hôtel-Dieu de Lyon était passé des mains des religieux de Chassagne entre celles des Consuls de la Ville.

Or, après quelques ordonnances moins explicites

(1) ISAMBERT, *Recueil Général des anciennes lois françaises*, t. IV. p. 574; PAULTRE, *ouv. cit.*

(2) On trouve pourtant quelques dispositions en faveur des pauvres, ainsi, par exemple, l'ord. de nov. 1364 organisant une sorte d'assistance judiciaire (ISAMBERT, V, p. 224).

(3) BLOCH, *ouv. cité*, p. 41. On trouvera dans cet excellent ouvrage, de précieuses indications sur toutes ces questions.

de François I^{er} et d'Henri II (1), est rendue par Charles IX l'ordonnance de Moulins (2) qui fixe nettement le domicile de secours communal.

L'article 73 porte : « En outre, ordonnons que les pauvres de chacune ville, bourg et village, seront nourris et entretenus par ceux de la ville, bourg ou village dont ils seront natifs et habitants, sans qu'ils puissent vaquer et demander l'aumône ailleurs qu'au lieu duquel ils sont. Et, à ces fins, seront les habitants tenus à contribuer à la nourriture desdits pauvres, selon leurs facultés, à la diligence des maires, consuls et marguilliers des paroisses : lesquels pauvres seront tenus prendre bulletin et certification des susdits, en cas que, pour guérison de leurs maladies, ils fussent contraints venir aux villes ou bourgades, où il y a des Hôtels-Dieu et maladreries à ce destinés ».

L'édit de Paris de mai 1586 (3), déclare que chaque ville du royaume est tenue « de nourrir et entretenir ses pauvres sans les laisser vaquer d'un lieu à un autre. »

L'édit de Saint-Germain-en-Laye, de juin 1662 (4), relatif à la création des Hôpitaux Généraux est ainsi libellé : « Outre qu'il n'est pas juste que notre bonne ville de Paris fournisse seule la nourriture que les autres villes de notre royaume doivent chacune à leurs pauvres, selon l'équité naturelle et conformé-

(1) V. PARTURIER. *L'assistance à Paris sous l'ancien régime et pendant la Révolution*.

(2) Fév. 1566. ISAMBERT, XIV, p. 189.

(3) Id., p. 600.

(4) Id., XVIII, p. 19.

ment aux ordonnances des rois nos prédécesseurs ; ordonnons, voulons et nous plaît, qu'en toutes villes et faubourgs de notre royaume, où il n'y a pas encore d'Hôpital Général établi, il soit nécessairement procédé à l'établissement d'un Hôpital et aux règlements d'icelui pour y loger, enfermer et nourrir les pauvres malades invalides, natifs des lieux, ou qui y auraient demeurés pendant un an, comme aussi les enfants orphelins ou nés de parents mendiants. . . »

Il n'y a pas de doute : le domicile de secours c'est la commune, et l'assistance et nettement localisée.

En fait, ces édits et ordonnances ne donnèrent pas les résultats qu'on en pouvait attendre. Nous n'avons pas à nous préoccuper, dans cette étude, de leur influence sur la diminution de la mendicité et du paupérisme. Mais, en ce qui concerne l'admission des malades dans les Hôtels-Dieu, elles ne modifièrent pas sensiblement l'état des choses. M. Léon Lallemand le constate pour tous les grands hôpitaux de France. « A toutes les époques, — dit-il, parlant de l'Hôtel-Dieu de Paris au XVII^e siècle, — les administrateurs se font un point d'honneur d'admettre *sans limite*, tous les malades et les indigents qui se présentent à la porte de la vieille demeure hospitalière, qu'il s'agisse de malheureux habitants de la ville, de personnes venant des provinces ou de l'étranger. Il y a là un point de vue, admissible à certaines époques reculées, qui entraîne plus tard des charges hors de proportion avec les ressources (1) ». Ce qu'il dit de

(1) Ouv. cité, t. IV, p. 381.

l'Hôtel-Dieu de Paris, M. Lallemand le répète pour les hôpitaux des grands centres : de Rouen, de Reims, de Marseille, de Bordeaux et de Lyon. Seuls certains asiles hospitaliers, situés dans des centres de moindre importance, surent limiter le chiffre des admissions (1).

L'Hôtel-Dieu de Lyon n'était donc pas une exception, mais il convient de chercher les raisons qui, en dehors du point d'honneur dont parle M. Lallemand, incitaient les grandes administrations hospitalières à admettre tous les malades sans tenir compte du domicile de secours.

Au XVI^e siècle, seules les villes de quelque importance possédaient un hôpital. La plupart des hôpitaux épars dans les campagnes avaient disparu. Les petites villes, les bourgades, les villages n'étaient pas assez riches pour entreprendre la construction d'un hôpital. Parfois même, celles qui en possédaient un étaient incapables de l'entretenir convenablement (2). Le plus souvent, l'assistance paroissiale ne pouvait être qu'une assistance à domicile, et l'ordonnance de Moulin prévoit précisément le cas où des habitants d'une localité seront obligés d'aller se faire soigner dans l'hôpital d'une ville voisine.

Donc, deux sortes d'assistance : l'assistance à domicile pratiquée dans la paroisse, et l'assistance à l'hôpital que le malade vient demander à l'établisse-

(1) Id. t. IV, chap. III, § 3.

(2) C'est ce qui motiva par la suite les édits d'union de Louis XIV.

ment le plus voisin. Remarquons, en passant, que l'ordonnance de Moulins exige, pour l'admission d'un malade dans un hôpital, un certificat délivré par les autorités du domicile de l'assisté; en pratique, ces « bulletins et certification » ne semblent pas avoir été exigés. Mais le certificat d'indigence n'est donc, pas plus que le domicile de secours, d'origine moderne.

Au XVII^e siècle, les progrès effrayants de la mendicité et du vagabondage nécessitèrent de nouvelles mesures. La principale fut le renfermement des pauvres » dans les Hôpitaux Généraux; ce fut la grande idée directrice de la lutte contre les mendiants sous le règne de Louis XIV.

Le roi souhaitait que, dans chaque ville, il y eut un Hôpital Général. Mais, en dépit de la propagande très active faite pour la construction de nouveaux hôpitaux (1), les habitants des campagnes demeurèrent fort mal partagés au point de vue de l'assistance, comme d'ailleurs à bien d'autres points de vue. Les édits d'union, par lesquels certaines maisons hospitalières furent supprimées et leurs biens réunis à des établissements plus importants (2), diminuèrent encore le nombre, déjà restreint, des hôpitaux existant dans les campagnes et les villages.

Les règles du domicile de secours, fixées par l'édit de 1662, d'après lesquelles le droit à l'hospitalisation pour les malheureux s'acquerrait par un séjour d'un

(1) V. L. LALLEMAND, IV, p. 264 et suiv.

(2) V. 3^e part., par. III.

an dans une commune, ne pouvaient donc répondre à tous les besoins. Les malades indigents des villages qui ne possédaient pas d'hôpitaux ou n'avaient que des hôpitaux insuffisants, allaient demander assistance dans un hôpital voisin. Aussi, la déclaration de Chantilly, du 18 juillet 1724, enjoint-elle « aux mendiants invalides ou qui par leur grand âge sont hors d'état de gagner leur vie par leur travail, même aux enfant, nourrices et femmes grosses qui mendient faute de moyen de subsister, de se présenter pendant ledit temps (15 jours) *dans les hôpitaux les plus prochains de leur demeure*, où ils seront reçus gratuitement et employez au profit des hôpitaux, à des ouvrages proportionnés à leur âge et à leur force (1) ».

A Paris même, où les ordonnances de Louis XIV furent appliquées plus rigoureusement que dans les provinces, pour cette raison que le roi voulait écarter de la capitale les pauvres qui y affluaient (2), à Paris même, non seulement l'Hôtel-Dieu était ouvert aux malades du monde entier, mais l'Hôpital Général recevait les pauvres des communes voisines (3).

Il n'y a donc point lieu de s'étonner que l'Hôtel-Dieu de Lyon ait hospitalisé les malades des communes voisines, et notamment les malades de communes dépourvues d'hôpital.

Tout au moins, les Recteurs auraient-ils dû restreindre leur bienfaisance aux seuls malades des

(1) BRILLON, ouv. cit., t. III, p. 617 et suiv.

(2) V. le préambule de l'ord. de 1662.

(3) PARTUAIER, ouv. cit, p. 156-157.

communes ou des provinces voisines. Or, ils recevaient les malades de tout pays, de toute nationalité.

Ce fait est aussi explicable que le précédent, et n'a rien non plus qui doive surprendre. Mais, ici, intervient une autre idée.

La situation géographique de la cité lyonnaise et son merveilleux développement industriel et commercial attiraient un grand nombre d'étrangers. La plupart étaient des gens sans ressource, qui y venaient avec l'espoir d'y gagner leur vie. Quand ils tombaient malades, force était de les recevoir à l'Hôtel-Dieu, si on ne voulait les laisser misérablement mourir, faute de soins. On essayait bien quelquefois de les rapatrier (1) ; mais, quand leur état était grave ou quand leur pays d'origine était trop éloigné, on n'avait pas le choix. Les moyens de communication n'étaient point rapides, et, pratiquement, chaque hôpital se trouvait chargé du soin de tout pauvre, originaire ou non de la localité, qui tombait malade dans la commune. Les registres d'entrées de l'Hôtel-Dieu mentionnent à chaque page : un tel, né dans telle localité, employé à Lyon, telle rue, chez un tel.

La déclaration de Paris du 23 mars 1720 (2), concernant la réception des pauvres dans les hôpitaux, n'ordonnait-elle pas d'ailleurs, « que chaque lieu soulageât *les pauvres qui s'y trouvent* » ? Comment aurait-il pu en être autrement ?

(1) Arch. Hosp., A 18, p. 30.

(2) ISAMBERT, XI, p. 179.

Nous serrons le problème de très près ; mais il n'est point encore résolu. Les registres de l'Hôtel-Dieu, en effet, relatent l'entrée de malades qui manifestement n'habitaient pas Lyon. C'est, par exemple : « Jean Lageti, âgé de 15 ans, natif de Meximieux, en Bresse, domestique chez Benoît Bombourg, laboureur, demeurant audit lieu » (1) ; ou encore « Cécile Sainard, âgée de 28 ans, native de Privas, en Vivarais, fille ouvrière en soye chez M. Roche, à Valence, en Dauphiné. » (2). Il est possible que quelques-uns de ces malades aient été admis à l'Hôtel-Dieu alors qu'ils étaient de passage à Lyon. Mais, raisonnablement, on ne peut admettre cette hypothèse dans tous les cas, et il est manifeste que quelques personnes n'hésitaient pas, pour être soignées gratuitement à Lyon, à affronter les souffrances d'un voyage relativement long. Les Recteurs auraient pu s'opposer à l'admission de ces malades. Ils ne le firent pas, et l'Hôtel-Dieu de Lyon, comme tous les grands hôpitaux de France, demeura ouvert à tous ceux qui se présentaient.

Nous allons essayer d'expliquer ce fait, qui, d'ailleurs, — nous le répétons — n'était point spécial à l'Hôtel-Dieu de Lyon. L'admission des malades du monde entier rentrait dans la ligne de conduite des Recteurs, était une conséquence de leurs efforts pour conquérir une certaine indépendance administrative. D'autre part, si l'admission des malades

(1) Arch. H.-D., Reg. de 1780, 1^{er} janv.

(2) Id., 2 janv.

était gratuite, les Recteurs trouvaient dans les ressources que leur valait cette coutume, une certaine compensation pécuniaire. Enfin, jamais ils n'abandonnèrent leurs droits au point de vue de l'admission des malades ; bien au contraire, ils furent toujours portés à diminuer le nombre des malades susceptibles d'être reçus. Il importe de développer ces trois idées : à notre avis, elles expliquent bien des choses.

L'acte de 1583, par lequel les Consuls cédèrent aux Recteurs l'administration de l'Hôtel-Dieu, réservait aux représentants de la Ville la haute surveillance de cet établissement (1). Les Recteurs s'efforcèrent, sans y parvenir complètement, de s'affranchir de cette tutelle. La lutte soutenue des Recteurs pour conquérir leur indépendance administrative, est extrêmement curieuse. Nous ne pouvons que l'effleurer, mais elle fournira la matière d'un intéressant chapitre à celui qui écrira l'histoire de l'Hôtel-Dieu.

Dagier rapporte (2) que, dès 1584, les Consuls furent avisés que les Recteurs en exercice avaient l'intention de nommer eux-mêmes leurs successeurs, comme faisaient les Recteurs de l'Aumône Générale. Les Recteurs de l'Hôtel-Dieu s'en défendirent et ce n'était peut-être qu'un faux bruit. Mais ils ne devaient pas supporter longtemps que leur nomination fut une prérogative du Prévot des Marchands et des

(1) V. même part. chap. II, par. I.

(2) I, p. 156-157.

Eschevins. Si, en 1627, ces derniers procèdent encore aux nominations, peu après le mode fut changé, et les Recteurs se recrutèrent désormais par cooptation. Tous les actes qui relatent ces élections jusqu'à la fin de l'ancien régime, portent la formule devenue traditionnelle : « La présente nomination sera incessamment communiquée à MM. les Prévot des marchands et Eschevins, pour être par eux agréée et confirmée en la manière accoutumée (1) ». Les représentants de la Ville n'ont plus que le droit de confirmer le choix des Recteurs. Il ne faudrait pas croire que ce droit eut, comme corrolaire, la possibilité d'annuler une élection. En 1638, le Prévot des Marchands et les Eschevins, mécontents du choix fait par les Recteurs, menacèrent de refuser leur approbation. Que firent ces derniers ? Loin de s'incliner, ils considérèrent qu'on leur faisait injure et décidèrent de rester en fonctions ! Le Consulat dut céder (2).

Certains documents de la fin du XVI^e ou du début du XVII^e siècle donnent aux membres du Consulat le titre de *Recteurs primitifs* de l'Hôtel-Dieu et désignent les Recteurs ordinaires sous le titre de *sous-Recteurs* ; cette dernière appellation ne se retrouve plus dans les documents postérieurs. De

(1) Arch. municip., GG, XIX, 158, n^o 73.

(2) DAGIER, I, p. 338 et 342. — Le Consulat conserva cependant le droit de nommer un nouveau Recteur en remplacement d'un Recteur décédé en exercice. Il usait encore de ce droit à la fin de l'ancien régime (V. Biblioth. munic., fonds Coste, n^o 933, *Mémoire pour l'Hôtel-Dieu de Lyon*).

même, à l'origine, les Recteurs faisaient à l'appel à la modération du Consulat pour trancher certaines contestations ; plus tard, ils préféraient et peut-être affectaient de s'adresser à de grands personnages. Nous nous bornerons à citer un fait typique, rapporté par Dagier (1). Les épiciers et apothicaires voulaient transporter dans l'église des Carmes le siège de leur confrérie, précédemment établi dans l'église de l'Hôtel-Dieu. Craignant de perdre quelques aumônes, les Recteurs prièrent le Consulat de s'opposer à ce transfert. Le Consulat promit d'adresser une requête à l'intendant de Lyon. Les Recteurs avaient satisfaction. « Mais — ajoute Dagier — la réflexion ayant succédé aux premiers transports que cause le succès, ils remarquent avec peine, dans la démarche des Prévot des marchands et Eschevins, *une violation de droits*. Ces magistrats sont, en effet, dessaisis depuis un temps très reculé de l'administration de l'Hôtel-Dieu ; dès lors, *ils ne peuvent qu'intervenir, encore faut-il qu'ils y soient expressément invités*. Aussi pour éviter toute confusion de pouvoirs et conserver l'intégrité des droits qui leur sont irrévocablement acquis, les Recteurs arrêtent qu'ils procéderont pour être joints en qualité aux Prévot des marchands et Eschevins dans l'instance liée devant M. l'Intendant ». Ceci se passait en 1620, moins de 40 ans après la cession de l'Hôtel-Dieu aux Recteurs !

Ne semble-t-il pas que le meilleur argument que

(1) I, p. 258.

pouvaient invoquer les Recteurs pour s'affranchir du contrôle du Consulat, c'était précisément de dire bien haut et de répéter sans cesse que l'Hôtel-Dieu de Lyon n'était point un établissement municipal, mais un hôpital placé sous un régime exceptionnel, ouvert aux malades du monde entier, ne relevant de personne, hormis du roi ?

La politique des Recteurs est très claire. De même qu'ils invoquaient la prétendue fondation royale de l'Hôtel-Dieu, ce que pertinemment ils savaient inexact, pour s'affranchir des pouvoirs du Grand-Aumônier ; de même, ils invoquaient le fameux principe de l'admission gratuite de tous les malades sans distinction, pour conquérir et conserver leur indépendance vis-à-vis des représentants de la Ville. Ces deux tendances sont manifestes, indiscutables. Ainsi se créait un nouvel état de choses. L'établissement acheté, reconstruit, agrandi par les soins des Consuls à la fin du XV^e ou au cours du XVI^e siècle, cet établissement qui était propriété de la Ville, devenait un hôpital indépendant, dont les Recteurs étaient les maîtres à peu près incontestés. De 1583 à 1789, l'histoire de l'Hôtel-Dieu est un affranchissement constant.

La vanité des Recteurs était en jeu. Pour eux, les questions de préséance — c'était d'ailleurs dans les mœurs de l'époque — avaient une importance capitale. Ils eurent à ce propos maintes discussions entre eux ou avec d'autres (1). Ils étaient fiers d'ad-

(1) DAGIER. I, p. 135, 194, etc.

ministrer le plus grand hôpital de l'Europe, fiers d'y exercer une large hospitalité, fiers surtout de ne dépendre que d'eux-mêmes.

Cette fierté, d'ailleurs, n'était point spéciale aux Recteurs de l'Hotel-Dieu de Lyon.

« Nous avons à Paris, — écrivait Tenon en 1788, à propos de l'Hôtel-Dieu de cette ville, — nous avons à Paris, un hôpital unique en son genre; on y est reçu à toute heure, sans exception d'âge, de sexe, de pays, de religion; les fiévreux, les blessés, les contagieux, les non-contagieux, les fous susceptibles de traitements, les femmes et les filles enceintes, y sont admis. Il est donc l'hôpital de l'homme nécessaire et malade, nous ne disons pas seulement de Paris et de la France, mais du reste de l'univers. » (1).

Les Recteurs de l'hôpital du Saint-Esprit de Marseille déclaraient : « C'est l'hôpital le plus ancien et le plus nécessaire. Il est chargé de tous les pauvres malades, non seulement de la ville, mais encore de plusieurs royaumes et des pays étrangers, qui viennent en cette ville, où toutes les nations abordent. » (2)

Il ne serait point malaisé de citer d'autres exemples.

L'admission des malades du monde entier à l'Hôtel-Dieu de Lyon, sous l'ancien régime, qui a paru

(1) *Mémoires sur les Hôpitaux de Paris*, p. 1.

(2) LALLEMAND, IV, p. 423-424.

avoir quelque chose d'anormal, n'a rien d'extraordinaire du tout.

Une question peut-être posée. D'où vient que les Consuls ne défendirent pas plus énergiquement leurs prérogatives, ne firent pas respecter les clauses de l'acte de cession de 1583 ? Ils protestèrent quelquefois (1), mais il faut bien reconnaître qu'en fait ils résistèrent mollement aux empiètements des Recteurs. Il y avait à cela plusieurs raisons. La principale réside, à notre avis, dans le fait bien connu que les Consuls étaient tous d'anciens ou de futurs Recteurs de l'Hôtel-Dieu. Un bourgeois de Lyon était aussi fier du titre de Recteur que de celui d'Echevin, et il n'avait garde d'en diminuer la valeur. Ainsi se vérifierait, tout au moins en ce qui nous occupe, cette réflexion de M. Charléty (2) : « Il était à craindre que le Consulat ne perdit peu à peu le sentiment de ses devoirs. C'était une aristocratie, et, comme toutes les aristocraties, il avait une tendance à être plus attaché à ses intérêts propres qu'à ceux dont il avait la charge. » Peut-être aussi que, lorsque le Consulat eut perdu sa belle indépendance vis-à-vis de la royauté, il eut été fort gêné pour contraindre les Recteurs qui s'étaient placés sous la protection directe du roi. Tout se tient : la légende de Childebert eut l'influence la plus profonde sur l'histoire et la destinée de l'Hôtel-Dieu.

(1) Arch. mun., GG. XIX, p. 552-552 ; v. la fin du document.

(2) Ouv. cit., p. 58.

Destrois idées que nous avons à examiner, nous venons de développer la première, à savoir pourquoi les Recteurs exercèrent une très large hospitalité : La seconde idée : avantages financiers que retirait l'établissement de cette coutume, a été suffisamment mise en lumière, dans le chapitre que nous avons réservé à l'étude des ressources de l'Hôtel-Dieu. Reste la troisième idée : les Recteurs sauvegardèrent toujours leurs droits quant à l'admission des malades.

On pourrait être porté à croire que, par l'effet d'une longue coutume, les malades du monde entier acquirent un certain droit à l'hospitalisation gratuite ; car il est constant que, d'une part, un droit qu'on n'exerce plus tend à se perdre, et que, d'autre part, un droit qu'on n'a pas encore, mais dont on profite tout de même, tend à s'affirmer, à s'établir, à se consolider. Toujours les Recteurs maintinrent, dans toute son intégrité, leur droit d'hospitaliser à l'Hôtel-Dieu qui bon leur semblait, et cela ne fit jamais doute pour personne, ne donna jamais matière à discussion.

Tous les règlements de l'Hôtel-Dieu, dans le chapitre relatif à l'admission des malades, portent que les malades ne seront reçus qu'autant qu'ils se seront préalablement munis d'un billet signé de l'un des Recteurs, autorisant l'admission. Voilà déjà une réserve importante, étant donné surtout que la visite médicale n'avait lieu qu'après la remise du billet à l'employé chargé de ce soin. Cette mesure était d'autant plus significative que, dans une description de l'Hôtel-Dieu donnée par le Règlement de 1737,

on lit: « Au-dessous de l'infirmerie sont... et une autre chambre pour penser et soigner les malades venant du dehors *et qui ne sont pas reçus...* »

Citons des faits et remontons même plus haut dans le passé que l'institution des Recteurs. Le 1^{er} août 1557, les Consuls prirent la décision suivante : « Led. jour Mesd. Srs ont ordonné par statut et ordonnance irrévocable de ne recevoir pour l'advenir en la dyette (1) dud. Hôtel-Dieu aucunes personnes verollez, s'ils ne sont de la ville ou qu'ilz y ayent demeuré an et jour ou du diocèse de l'arcevesché de Lyon » (2).

En 1585, les Recteurs, pour écarter tout danger de contagion, ordonnent « à la mère et gouvernante de l'Hôtel-Dieu, ne n'y recevoir, sous quelque prétexte que ce soit et jusqu'à nouvel ordre, aucun pauvre passant » (3). L'année suivante, il est décidé, toujours pour éviter la contagion, qu'aucun pauvre malade ne sera admis s'il n'est porteur d'un billet (4) signé de l'un des Recteurs (5). En 1593, il est interdit de recevoir filles ou femmes enceintes, si ce n'est sur un ordre du bureau (6). Décision analogue aux précédentes en 1598 (7). Le 2 janvier 1600, les Rec-

(1) Salle réservée au vénériens.

(2) Arch. H.-D., Reg. des Délib., t. I, fol. 332.

(3) DAGIER, I, p. 137.

(4) Rappelons que le premier règlement imprimé, dans lequel est confirmé cette décision, ne date que de 1627.

(5) DAGIER, I, p. 138.

(6) Id., p. 260.

(7) Id., p. 173.

teurs délibèrent : « que pour n'autoriser le vice ains destourner la jeunesse de la paillardise et retrancher la grand despence que cy devant a esté faicte à l'occasion des verollez et femmes enceintes que l'on recepvoit indifféremment sur le simple billet de l'ung desd. Recteurs, ne seront doresnavent receus aucungs verollez pour faire diette ny femmes enceintes pour faire leur couche sinon par l'advis et commune résolution prinse par lesd. Recteurs au jour de bureau et que au préalable il leur soit cogneu que lesd. femmes sont de bonne vie et enceintes du fait de leur mary et sans moyens, et que lesd. verollez vray semblablement n'ont cherché le mal soit à cause de leur bas age ou pour quelque aultre considération particulière qui sera jugé équitable par lesd. Srs Recteurs sur le rapport de celuy d'entre eulx qui aura esté commis pour s'en informer des voisins de la demeure desd. verollés et femmes enceintes. Et ou aucungs desd. Recteurs contraviendroient à la teneur du présent article, lesd. vérollés ou femmes enceintes qui auroient esté par inardvatanee receus sur leur billet, seront nourris et médicamentés à leurs despens » (1).

Aux archives municipales de Lyon a été conservé le « projet d'un acte consulaire du 10 avril 1601, portant défense à l'économe et autres officiers de l'hôpital du pont du Rhône de recevoir les enfants qui seront apportés, sans qu'il ait été ordonné par le

(1) Arch. H.-D., *Reg. des Délib.*, t. VIII, p. 281.

Consulat ou par les sieurs Recteurs dudit hôpital en leur assemblée » (1).

En 1623, « pour diminuer les dépenses de la maison, les Recteurs arrêtent qu'aucun individu atteint du mal vénérien ne sera reçu à l'hôpital que sur un certificat du capitaine penon (2) de son quartier, qui atteste son état d'indigence » (3). A nouveau, en 1629, les Recteurs ordonnent qu'« aucun malade étranger ne soit reçu à l'hôpital jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné » (4). Quelques années plus tard, des seigneurs de la suite de Louis XIII se rendant en Italie, envoient leurs domestiques malades à l'Hôtel-Dieu; les Recteurs refusent de les hospitaliser gratuitement (5). En 1663, deux enfants exposés sont admis; « le bureau ne tarde pas à apprendre que l'un de ces enfants est du faubourg de la Guillotière, et l'autre de la paroisse d'Oullins, dont est seigneur l'archevêque. Il considère dès lors qu'ils doivent être à la charge des seigneurs hauts justicier de ces lieux; mais il arrête, par déférence pour le prélat, qu'il attendra son retour de Paris pour lui exposer les conséquences graves qui résulteraient d'un plus long séjour de ces enfants à l'Hôtel-Dieu » (6). On remarquera que c'est seulement de 1667 que date l'arrêt du Parlement de Paris, repro-

(1) Inv. CHAPPE, XIX, 537, n° 16.

(2) Commandant de la Compagnie du quartier.

(3) DAGIER, I, p. 281.

(4) Id., p. 305.

(5) Id., p. 311.

(6) Id., p. 416.

duit à la suite de plusieurs règlements de l'Hôtel-Dieu, « portant que tous les seigneurs hauts-justiciers seront tenus de satisfaire à la dépense et nourriture des enfants dont les pères et mères seront inconnus, qui se trouveront exposés au dedans de leurs terres, de quoi les hôpitaux demeureront déchargés ».

Ces citations sont fastidieuses. Nous reproduirons encore cependant une délibération du 29 mars 1789 (1), qui est fort significative. Après avoir constaté le nombre considérable de personnes atteintes de la gale, qui viennent se faire soigner, le bureau délibère :

Il convient donc de prendre un parti qui puisse concilier le bien de cet hôpital qui exige qu'on n'en multiplie pas les dépenses, avec le désir qu'a le bureau de continuer à rendre des services à un genre de maladie qui semble se propager chaque jour dans le peuple. Le moyen qui paraît le plus propre à parvenir à ce but est d'accorder aux habitants de Lyon une préférence qu'ils paraissent mériter dans un asile établi et soutenu par les charités des citoyens de cette ville.

Il a, en conséquence, été arrêté qu'à compter du 1^{er} avril prochain, il ne sera reçu aucun galleux qui ne soit domicilié dans cette ville, et pour s'assurer que ceux qui se présenteront auront cette qualité, il en sera usé à leur égard comme pour les femmes enceintes, c'est-à-dire qu'ils ne seront reçus qu'en présentant les certificats des officiers de quartier, lequel certificat sera visé par un de MM. les Recteurs, sauf la visite du médecin.

(1) Arch. de H.-D., Règ. des Délib., t. XIX, p. 269.

Les Recteurs conservèrent intact leur droit de refuser tels malades que bon leur semblerait. Evidemment, aucune mesure générale ne fut prise, portant que seuls les malades de la ville de Lyon seraient désormais admis. Mais cette mesure les Recteurs n'auraient pu la prendre sans se départir de la ligne de conduite que nous avons précédemment indiquée. Il est à remarquer que jamais leurs décisions relatives à l'admission des malades, ne soulevèrent la moindre difficulté, exception faite bien entendu des difficultés survenues entre les Recteurs de l'Hôtel-Dieu et les Recteurs de l'Aumône Générale. Les difficultés qui surgirent entre les deux établissements, n'ont rien à voir avec la question que nous venons de traiter (1).

L'arrêt du Conseil d'Etat du 16 Juillet 1696, relatif à la réunion à l'Hôtel-Dieu de Lyon des maladreries de Vaise et de la Guillotière et des hôpitaux de Brignais, Taluyers, Plambeau et l'Arbresle (2), ordonne que les biens de ces maladreries et hôpitaux appartiendront désormais à l'Hôtel-Dieu, à charge pour ce dernier établissement « de recevoir les pauvres malades des lieux et paroisses où sont situés lesdits hopitaux, à proportion de leurs revenus ». Si ces communes avaient eu le droit de faire soigner gratuitement leurs malades à l'Hôtel-Dieu, on ne voit vraiment pas quel aurait été l'intérêt ni même

(1) Les diverses transactions, passées entre ces deux administrations, sont reproduites à la suite de divers Règlements de l'H.-D.

(2) V. 3^e part., par. III.

la raison d'être de cette prescription de l'arrêt de 1696.

De cette longue discussion, il ressort, nous semble-t-il, que, sous l'ancien régime, l'Hôtel-Dieu de Lyon n'était pas le moins du monde, un établissement exceptionnel.

La seule faveur spéciale dont il jouissait, consistait dans le mode de recrutement des Recteurs et l'organisation du Rectorat. Aucun autre hôpital de France n'avait, à notre connaissance, semblable organisation. Mais de cela même, il ne faudrait pas s'étonner. Après avoir exposé les règles générales auxquelles étaient soumis, au XVII^e et au XVIII^e siècles, les établissements hospitaliers, M. Léon Lallemand ajoute : « Toutes ces règles.... n'empêchent pas les établissements hospitaliers en France de rester jusqu'à l'an V soumis aux statuts les plus variés ; l'uniformité s'établit sous les lois du Directoire et du Consulat. (1) » Cette affirmation, M. Lallemand l'étaie de faits précis et de documents sérieux.

§ 2. — LA LOI DU VENDÉMIAIRE AN II

Sous l'influence de Turgot et de Necker et sous la poussée des idées développées par les philosophes du XVIII^e siècle, l'assistance qui, jusque-là, dépendait des élans de la sensibilité du roi et de l'intérêt bien entendu de l'Etat, tendit à devenir une charge

(1) Ouv. cit. IV, p. 334.

de l'Etat lui-même, avec une base profondément humanitaire : l'intérêt du pauvre. (1)

En 1790, le Comité de mendicité exprima nettement ces idées, et plus tard, la Convention essaya de les mettre en pratique. D'où, première conséquence : l'assistance étant une charge de l'Etat, l'Etat voulut s'emparer des biens des établissements de bienfaisance. Seconde conséquence : la Convention ayant organisé tout un système d'assistance (2), la mendicité et le vagabondage parurent inexcusables. La loi du 24 Vendémiaire an II (15 oct. 1793) fut destinée à les réprimer (3). Le titre V de cette loi (4) fixait les règles du domicile de secours.

L'art. 1^{er} de ce titre disposait : « Le domicile de secours est le lieu où l'homme nécessiteux a droit aux secours publics », ce qui évidemment n'était clair qu'autant que les articles subséquents apportaient quelques précisions. Les articles suivants, en effet, précisaient les modes d'acquisition du domicile de secours : naissance ou résidence. Les articles 16, 17 et 18 élargissaient ce cadre.

ART. 16. — Tout vieillard âgé de 70 ans, sans avoir acquis de domicile, ou reconnu infirme avant cette époque,

(1) Bien qu'il ait une conception peut-être un peu trop idyllique des réformes sociales de la Révolution, M. Bloch développe excellemment ces idées dans son ouvrage déjà cité. V. égal. Petitcolas, *Les réformes sociales de la Révolution*, p. 81 et suiv.

(2) Lois des 19 Mars et 18 Juin 1793, Dalloz, XXVII, p. 58, et XXXIX, p. 761.

(3) Id., XLIII, p. 9.

(4) Id., p. 11.

recevra les secours de stricte nécessité, dans *l'hospice le plus voisin*.

ART. 17. — Celui qui, dans l'intervalle du délai prescrit (un an) pour acquérir le domicile de secours, se trouvera, par quelque infirmité, suite de son travail, hors d'état de gagner sa vie, sera reçu à tout âge, dans *l'hospice le plus voisin*.

ART. 18. — Tout malade domicilié de droit ou non, qui sera sans ressources, sera secouru, ou à son domicile de fait, ou dans *l'hospice le plus voisin*.

La volonté du législateur était manifeste : tout individu, privé de ressources et n'ayant pas de domicile de secours, devait, en cas de maladie, être hospitalisé dans *l'hôpital le plus voisin*. Une seule exception à cette règle, exception nécessaire : un hôpital pouvait refuser un malade, s'il n'y avait plus de lit disponible.

M. de Gérando, dans ses *Institutes de Droit administratif* (1), constatait : « L'admission des malades dans les hôpitaux a lieu généralement d'après la seule reconnaissance de l'état de maladie. . . . Mais il n'existe *aucun règlement qui exige, au nombre de ces conditions, que les indigents admis appartiennent à la ville dans laquelle les hospices sont situés...* »

Bien mieux, il avait été décidé que si, « dans un esprit étroit de localité, l'administration hospitalière opposait quelques résistances à l'admission d'un malade, sous prétexte qu'il ne serait pas de la com-

(1) t. II, p. 433.

mune, le préfet était autorisé à agir d'office pour vaincre cette résistance (1).

Evidemment les communes qui, n'ayant pas d'hôpital, profitaient de celui d'une commune voisine, devaient indemniser cet hôpital dans la mesure des services rendus (2). Mais, en pratique, ces indemnités étaient fort malaisées à recouvrer. Comment vaincre la résistance d'une municipalité récalcitrante?

Dans les campagnes, les hôpitaux étaient clairsemés. Les malades affluaient vers les grandes villes, dont les établissements hospitaliers courraient le risque d'avoir des charges excédant leurs ressources. Aussi, certains hôpitaux essayèrent-ils de réduire le nombre des admissions et, en dépit des circulaires ministérielles, persistèrent à refuser les malades des communes voisines (3). Il n'en fut point ainsi à l'Hôtel-Dieu de Lyon.

D'après les principes que nous venons d'exposer, les administrateurs de cet établissement eussent pu, non pas refuser les malades ayant leur domicile de secours dans une commune autre que Lyon, mais réclamer à cette commune les frais d'hospitalisation. Ils ne le firent point.

Les Recteurs avaient si souvent écrit et répété que l'Hôtel-Dieu était un établissement obligatoire-

(1) DALLOZ, XXVII, p. 106. On y trouvera une lettre du ministre de l'intérieur, du 31 juil. 1843, écrite à ce sujet.

(2) Id. Circ. du 20 déc. 1833.

(3) V. Rapp. de MM. NAPIAS et RONDEL, *Congrès d'assist. de 1894*, t. I. p. 82.

ment ouvert à tous les malades, sans distinction de lieu d'origine, que l'on avait fini par le croire.

Le 11 décembre 1790, le Conseil général de Rhône-et-Loire, délibérait :

L'œuvre de l'Hôtel-Dieu de Lyon continuera *provisoirement* d'avoir lieu comme par le passé : en conséquence, seront reçus audit hôpital, les malades indigents de quelque lieu, pays et conditions qu'ils soient (1).

Cette décision n'était que *provisoire* et partant, réservait tous les droits de l'Hôtel-Dieu. Antérieure à la loi de vendémiaire an II, elle devait pratiquement être confirmée par la suite. Dans le *compte moral des Hôpitaux civils de Lyon*, publié par M. Alexandre (2), il est dit, en effet : « Cet Hôpital (l'Hôtel-Dieu) est destiné à recevoir, sans distinction de pays, tous les indigents malades qui s'y présentent, pourvu qu'ils ne soient atteints que de maladies curables et non contagieuses ». Cette affirmation se retrouve dans divers *Comptes moraux et administratifs* postérieurs.

C'était-là une conséquence directe de l'ancienne politique des Recteurs, que la Révolution elle-même n'avait point fait oublier. La présence d'anciens Recteurs, qui siégèrent, de 1797 à 1802, dans la Commission administrative des Hospices (3), n'était point faite pour en faciliter l'oubli. Seulement, alors

(1) *Cons. Gén. de Rhône-et-Loire*, t. I, p. 143.

(2) An X, XI, XII, XIII, XIV et 1806, p. 26.

(3) V. 1^{re} part., chap. VII.

qu'autrefois les collectivités, dont les malades indigents étaient hospitalisés à l'Hôtel-Dieu, contribuaient, d'une manière plus ou moins détournée mais effective, à l'entretien de l'établissement, il n'en était plus de même depuis la Révolution (1). L'équilibre était rompu. L'Hôtel-Dieu recevait toujours *tous les malades*, mais il ne recevait *plus rien* en échange de l'hospitalisation des malades étrangers, sauf quelques subventions de l'Etat. Un tel régime ne pouvait durer qu'autant que les ressources propres de l'établissement le permettraient. Il était manifeste que le jour où ces ressources seraient insuffisantes, l'administration hospitalière exercerait la plénitude de son droit, c'est-à-dire n'admettrait gratuitement que les seuls malades que la loi l'obligeait à recevoir.

Mais il faut bien reconnaître que la très large hospitalité exercée à l'Hôtel-Dieu cadrait parfaitement avec les prescriptions de la loi de vendémiaire an II. Quant à l'admission des malades, le régime de cet établissement n'avait donc rien d'exceptionnel.

Du reste, les charges hospitalières étaient moins élevées qu'aujourd'hui. Actuellement, le prix de revient d'un malade pour une journée est calculé à raison de 3 fr. 90 (2) ; au début du XIX^e siècle, il ne dépassait pas 0 fr. 92 (3).

(1) V. chap. V, par. II.

(2) *Ville de Lyon, Documents relatifs au projet de budg. pour 1912*, p. 587.

(3) Biblioth. mun., fonds Coste, n° 927, *Situation des deux grands hôpitaux de Lyon en l'an XIII*.

Enfin, c'est surtout dans le premier tiers du XIX^e siècle que l'Hôtel-Dieu se spécialisa (1). Du fait que cet hôpital était successivement déchargé des militaires malades, des fous, des vénériens, résultait une diminution certaine des dépenses. Peut-être cela permit-il aux administrateurs de l'établissement de faire plus longtemps face aux lourdes charges d'une hospitalisation trop large.

§ 3. — LA LOI DU 7 AOÛT 1851

Sous le régime de la loi vendémiaire an II, les hospices et les hôpitaux, contraints d'exercer une très large hospitalité, firent entendre leurs doléances. Dans les villes où abondaient étrangers et émigrants, ces établissements courraient le risque d'un déficit budgétaire, leurs charges pouvant être disproportionnées avec leurs ressources (2). Le législateur se préoccupa de cette grave question. La loi du 7 août 1851 s'efforça de la solutionner équitablement.

« L'art 1^{er} de cette loi porte : « Lorsqu'un individu privé de ressources tombe malade dans une commune, aucune condition de domicile ne peut être exigée pour son admission dans l'hôpital existant dans la commune ». Le malade sera donc reçu dans l'hôpital de la commune, s'il en existe un, sans aucune condition de domicile ; mais s'il n'existe pas d'hôpital, la loi ne dit pas que le malade pourra être reçu

(1) V. 1^{re} part., chap. VIII.

(2) V. DALLOZ, XVII, p. 116.

tement exprimée dans l'art. 4, par. 3, ainsi conçu : « Dans le cas où les revenus d'un hospice ou hôpital le permettraient, les commissions administratives sont autorisées à admettre, dans les lits vacants, les malades ou incurables des communes, sans exiger d'elles le prix de journée fixé par l'art. 3. » Il appartenait donc à chaque administration hospitalière de juger si ses ressources lui permettaient une telle générosité; mais, évidemment, l'art. 4, par. 3, constituait une pure faculté et il était toujours possible aux administrateurs d'un hôpital, après avoir usé de cette faculté pendant un certain temps, de revenir à la stricte application de l'art. 3.

Telles sont, succinctement exposées, les principales règles établies par la loi de 1851, en ce qui concerne l'admission des malades. Comment, à l'Hôtel-Dieu de Lyon, ces règles furent-elles appliquées?

Il est hors de doute que, sous le régime de la loi de 1851, l'administration des Hospices civils de Lyon persévéra dans la coutume d'admettre à l'Hôtel-Dieu tout malade qui se présentait.

A la veille du vote de la loi, le Conseil des Hospices avait fait entendre de véhémentes protestations. Chose curieuse, il protestait contre une loi qui, somme toute, avait pour but de sauvegarder les finances des hôpitaux, et il s'indignait à la seule pensée qu'on pût songer à restreindre la faculté d'admettre tout malade sans distinction. Il affirmait que l'Hôtel-Dieu était tenu d'hospitaliser les malades indigents du

monde entier, et il l'affirmait en termes catégoriques.

Dans un cahier d'observations publié vers cette époque, on lit, en effet :

... L'Hôtel-Dieu apparaît avec un caractère qui lui est propre. Son toit n'est point affecté aux habitants d'une ville, d'une province, il est préparé pour tous : c'est un Hôpital Général. La fondation qui s'est conservée, et que l'on retrouve dans le quinzième Canon du cinquième Concile d'Orléans, n'admet aucune restriction.

Les dons nombreux faits à l'établissement ont ajouté une nouvelle force à sa charte primitive. Il est évident que ces dons contenaient tacitement les conditions du maintien de la fondation, puisqu'ils étaient faits pour assurer les moyens de l'exécuter ; l'accroissement du patrimoine de l'Hôtel-Dieu étendait sa destination et ne la changeait pas (1).

« Est-il possible — ajoute M. Lagrange qui reproduit ce document — est-il possible de plaider plus chaleureusement en faveur du titre et du droit qui nous préoccupent », c'est-à-dire en faveur du droit qu'auraient les communes rurales de faire admettre gratuitement leurs malades à l'Hôtel-Dieu. L'ensemble de cet ouvrage répond à cette plaidoirie, si éloquente soit-elle. Recherchons toutefois les raisons, point toujours avouées, qui motivèrent une indignation aussi surprenante.

La loi de 1851 n'avait point seulement pour but de préciser certaines règles relatives à l'admission

(1) Biblioth. munic., fonds Coste, n^{os} 113178 et 113179, p. 6-9.

des malades ; elle tendait, en outre, à modifier les commissions administratives des hôpitaux. Un article du projet primitif fixait d'une manière uniforme la composition de ces commissions et y donnait la prépondérance à l'élément communal (1). Si cet article avait été voté, le Conseil d'administration des Hospices aurait disparu, et, lui, qui avait toujours fait preuve de la plus grande indépendance à l'instar des anciens Recteurs, il aurait dû céder la place à une administration nouvelle dont la municipalité eut pu aisément se rendre maîtresse. Aussi, dans son cahier d'observations, le Conseil des Hospices protesta-t-il contre cette réforme avec plus de véhémence et d'indignation encore que contre les règles relatives à l'admission des malades. (2) Il se refusait à admettre que les hôpitaux lyonnais pussent tomber entre les mains d'élus du suffrage universel.

On ne peut se dissimuler — est-il dit dans le document précité — dans toute élection publique, la plus grande influence appartient aux considérations politiques. Dès l'instant où un citoyen est placé sur les rangs, on se demande quelles sont les opinions qu'il professe, et ceux qui sont appelés à l'élire subissent involontairement une pression

(1) En voici la composition : le maire de la commune comme président, le curé de la paroisse, le pasteur protestant, deux membres désignés par le préfet, deux habitants de la commune choisis par le Conseil municipal dans son sein ou en dehors, un membre du Conseil général élu par le canton, un membre du bureau de bienfaisance, un membre élu par les maires des communes dont les indigents seraient admis dans l'établissement (Daloz 51-4-156).

(2) V. le document, p. 7-19.

extrême, suivant qu'ils adoptent ou qu'ils repoussent ces principes. Souvent même, il arrive que la préférence est uniquement déterminée par une communauté de but et d'intention. On veut acquérir un défenseur de plus à sa cause, et les bulletins du parti dans lequel on s'est rangé sont habituellement uniformes. Cette vérité est plus sensible encore sous l'empire du suffrage universel...

Et plus loin :

... Il y a plus, la loi projetée institue une assemblée délibérante qui porte en elle le germe de la désunion et des conflits auxquels elle sera bientôt en proie.

Les membres du Conseil municipal y dominent, par eux-mêmes ou par leurs délégués. Mais n'a-t-on pas senti que ces membres, préoccupés des intérêts financiers de la commune, pourront être un obstacle à des améliorations quelquefois coûteuses, parce que ces améliorations seraient de nature à motiver la demande d'une subvention particulière ? Les intérêts de la cité ne sont pas toujours les mêmes que ceux des Hospices...

Il est manifeste que le Conseil des Hospices ne voulait pas que la municipalité s'ingérât dans ses affaires. Ainsi, au XIX^e siècle, les administrateurs de l'Hôtel-Dieu recommençaient la lutte pour l'indépendance entreprise et longtemps soutenue par les Recteurs. Mais, au XIX^e siècle, comme au XVIII^e et au XVII^e, la meilleure raison pour repousser toute intervention municipale n'était-elle pas de ressusciter la légende de Childebert et d'Ultrogothe, d'invoquer le XV^e canon du cinquième Concile d'Orléans, de soutenir que l'Hôtel-Dieu par son acte de fondation, devait éternellement rester

ouvert aux malades du monde entier ? Dans l'administration d'un tel établissement, le Conseil municipal de Lyon n'aurait que faire, puisqu'il représente une ville n'ayant pas plus de droits sur l'Hôtel-Dieu que n'importe qu'elle autre ville du monde.

« L'Histoire, a-t-on dit, est un perpétuel recommencement. » Cette parole se vérifiait.

Le Conseil municipal de Lyon joignit ses protestations à celle du Conseil des Hospices, et cela est moins étonnant qu'il ne peut paraître tout d'abord.

Le 14 février 1851, le Conseil municipal, à l'unanimité adoptait le vœu suivant : (1)

Le Conseil municipal de la Ville de Lyon,

Considérant que les Hôpitaux et Hospices civils de la Ville de Lyon ne peuvent être rangés dans la catégorie générale des établissements hospitaliers dont le projet de loi règle les administrations ; que, par leur nombre, l'importance du service de chacun d'eux et la gestion de leur fortune, ils doivent être, ainsi qu'il a été fait pour la Ville de Paris (2), l'objet d'une exception ;

Considérant que le projet de loi, s'il était appliqué aux Hospices de notre ville, aurait pour résultat :

De violer les bases essentielles de la fondation de l'Hôtel-Dieu de Lyon, qui est celle d'un Hospice Général, s'appliquant aux malades de tous les pays ;

D'en désorganiser l'administration, de la rendre aussi impuissante qu'incomplète et aussi mobile que changeante ;

(1) Bib. mun. de Lyon, fonds Coste, n° 113-180, p. 21-22.

(2) Art 20 de la loi de 1851.

Et enfin d'aliéner pour l'avenir les sources de la charité publique, qui viennent par des dons, legs et fondations, alimenter ces établissements ;

Considérant que les rapports intimes et l'intérêt commun qui lient les établissements charitables à la ville rendent convenable et utile l'action du Conseil municipal sur la nomination des membres de l'administration hospitalière ;

Par ces motifs, le Conseil émet le vœu :

Que l'Assemblée Nationale excepte la Ville de Lyon de la loi actuellement soumise à ses délibérations, et que, modifiant l'ordonnance du 30 juin 1845 en ce qu'elle rappelle celle du 6 février 1818, relative à la nomination des membres de l'administration hospitalière, il soit dit que la moitié des membres sera nommée par le ministre de l'intérieur sur la présentation du Conseil municipal, par liste triple, et sans que le Conseil puisse prendre dans son sein les membres qui devront composer cette moitié.

Quelles raisons incitèrent le Conseil municipal à voter ce vœu ? Il est aisé de s'en rendre compte. Le Conseil était, tout d'abord, fortement influencé par la légende rapportant que l'Hôtel-Dieu remontait au VI^e siècle et que sa constitution avait été fixée par le Concile de 549. Mais, en outre, il redoutait que, si la composition du Conseil d'administration des Hospices était profondément modifiée, les dons et legs au profit de l'Hôtel-Dieu fussent moins nombreux et moins importants. Cette crainte était partagée par d'autres Conseils municipaux relativement à d'autres hôpitaux (1). Beaucoup estimaient que le plus sûr moyen d'encourager les bienfaiteurs des

(1) DALLOZ, 51-4-156.

établissements hospitaliers, c'était de confier l'administration de ces établissements à des commissions très indépendantes des municipalités. (1) On remarquera que le Conseil municipal de Lyon réclamait cependant un droit de présentation. En même temps qu'il sacrifiait aux idées communément admises à cette époque sur l'origine de l'Hôtel-Dieu et sur l'administration des Hôpitaux, il essayait, sinon de s'immiscer directement dans le Conseil des Hospices, tout au moins d'y faire entrer des hommes sur lesquels il aurait pu avoir quelque influence. Dans son rapport au Conseil général du Rhône, M. Lagrange a omis de reproduire la dernière partie du vœu précité. Elles ont pourtant leur importance, ces quelques lignes qui prouvent que le Conseil municipal de Lyon, tout en faisant siennes certaines idées courantes, n'en gardait pas moins des prétentions sur l'Hôtel-Dieu.

Quelles furent les conséquences des protestations du Conseil des Hospices et du Conseil municipal? Peut-être eurent-elles une certaine répercussion sur les modifications que subit le projet de loi ; mais il est bien certain, en tous cas, — quoiqu'en ait dit M. Lagrange — que l'Hôtel-Dieu ne fut nullement placé hors du droit commun, quant à l'admission des malades tout au moins.

Par ce qui précède, on a pu se rendre compte que deux exceptions étaient demandées par les protesta-

(1) V. Fleury RAVARIN, ouv. cit., p. 41 et suiv.

taires : 1^{re} exception relative à la composition du Conseil d'Administration des Hospices ; 2^o exception relative à l'admission des malades à l'Hôtel-Dieu.

Voici d'abord ce qui concerne le Conseil d'administration. L'article du projet primitif, dont nous avons parlé tout à l'heure, ne fut pas maintenu, et on le remplaça par le suivant : « Un règlement d'administration publique, rendu dans le délai de six mois, à partir de la promulgation de la présente loi, déterminera la composition des commissions administratives des hospices et hôpitaux » (1). Le 23 mars 1852, un décret fut rendu à cet effet (2). Il fixait, en principe, d'une manière uniforme la composition des commissions administratives, mais il maintenait pour certaines le régime exceptionnel qu'elles possédaient avant la loi de 1851. Les Hospices civils de Lyon demeurèrent régis quant à la composition et au recrutement du Conseil d'administration, par le décret du 30 juin 1845 (3), et ce Conseil ne subit aucune modification.

S'il était logique de confier l'administration de grands hôpitaux, administration nécessitant une attention inlassable et un travail assidu, à des commissions plus nombreuses et très éclectiquement composées, alors que, pour la grosse majorité des établissements de bienfaisance, moins riches et moins importants, un nombre restreint d'administrateurs pouvait suffire, il eut été surprenant, au contraire, que

(1) Art. 6.

(2) Dalloz, 52-4-93.

(3) V. 1^{re} part., chap. VIII.

le même régime ne fut pas appliqué à tous les établissements hospitaliers quand à l'admission des malades. Tout au moins, si des exceptions avaient été jugées nécessaires, le législateur s'en serait nettement expliqué (1). Jamais telle exception ne fut formulée en faveur de l'Hôtel-Dieu de Lyon.

Nous arrivons ainsi au second point à examiner. Quant à l'admission des malades, l'Hôtel-Dieu était-il soumis au régime de la loi de 1851 ? Sans hésitation, il faut répondre : « Oui », et cela est de toute évidence. En continuant à recevoir tout malade qui se présentait, l'Hôtel-Dieu usait simplement de la faculté donnée à tout hôpital par l'art. 4, § 3, de la loi. Sans doute, peu d'hôpitaux en France, sous le régime de la loi de 1851, exercèrent une aussi large hospitalité, mais rien, sinon leur manque de ressources, ne le leur interdisait.

Ceux qui ont prétendu qu'en ce qui concerne l'admission des malades l'Hôtel-Dieu était soumis à un régime exceptionnel, se sont singulièrement abusés. A l'appui de leur dire, ils invoquent (2) un passage de la discussion de la loi devant la Chambre. Le voici, tel qu'il est rapporté par le Dalloz (3) :

(1) L'art. 20 de la loi de 1851 porte : « Il n'est pas dérogé, par la présente, à la loi du 10 janvier 1849, sur l'organisation de l'assistance publique dans la ville de Paris », mais personne n'ignore que la Ville de Paris, au point de vue de l'assistance, comme d'ailleurs en bien d'autres matières, est soumise à un régime spécial.

(2) V. notamment le rapport Lagrange.

(3) 51-4-159.

MM. Benoît et Chanay avaient proposé un paragraphe additionnel ainsi conçu : « La présente loi n'est pas applicable à la ville de Lyon. »

M. LE RAPPORTEUR : Je ferai observer à l'Assemblée que la décision prise hier (1) rend inutile l'amendement des honorables membres. C'est le Conseil d'Etat qui déterminera les Commissions administratives de tous les hospices de France, et, par conséquent, de celui qui a le plus de droits à un règlement exceptionnel. Je crois donc qu'il n'y a pas nécessité d'introduire ce paragraphe dans la loi.

M. CHANAY : Je retire mon amendement, parce que la Commission reconnaît que les Hospices de Lyon *pourront recevoir tous les malades*.

On ne saurait trouver argument plus convaincant en faveur de notre thèse : à savoir que, quant à l'admission des malades, l'Hôtel-Dieu demeurerait soumis au régime normal. L'amendement de M. Chanay fut retiré ; donc aucune exception ne fut faite en faveur de cet établissement, lequel n'aurait été soumis à un régime exceptionnel que si cet amendement avait été voté. La réflexion de M. Chanay : « La Commission reconnaît que les Hospices de Lyon pourront recevoir tous les malades », est tout bonnement une lapalissade ; c'était, en effet, tout reconnu, puisque l'article 4 de la loi permettait à tout hôpital, dans la mesure de ses disponibilités budgétaires, de recevoir gratuitement des malades étrangers à la commune.

Les administrateurs de l'Hôtel-Dieu, se croyant assez riches, usèrent de cette faculté, mais ils auraient pu appliquer l'art. 3, c'est-à-dire exiger que les com-

(3) Allusion à l'art. 15 de la loi.

munes autres que Lyon payassent les frais d'hospitalisation de leurs malades. Ils en étaient eux-mêmes si bien persuadés qu'en 1883, la loi de 1851 étant toujours en vigueur, ils prirent la délibération suivante :

Le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon, justement préoccupé de l'encombrement des services hospitaliers, occasionné, en très grande partie, par les malades étrangers, et considérant l'impossibilité, par le fait de cet encombrement, de secourir tous les indigents malades de la ville de Lyon, a pris les déterminations suivantes :

Relativement aux adultes, à partir de ce jour et jusqu'à nouvel ordre, il ne sera plus reçu à l'Hôtel-Dieu de Lyon de malades résidant dans une ville où existe un hôpital, puisqu'aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 7 août 1851, ces malades doivent être admis dans l'hôpital de la commune où ils résident.

Quant aux malades indigents qui habitent dans une commune non pourvue d'un établissement hospitalier, on ne pourra les recevoir que dans des proportions fort limitées, parce que la préférence sera donnée aux malades de la ville de Lyon. On ne pourra donc, pendant cet hiver, admettre qu'un nombre très restreint de malades étrangers à la ville et, en tous cas, ceux qui pourront être hospitalisés seront tenus rigoureusement de produire un certificat d'indigence. Il devra, en outre, être pourvu à leur rapatriement par les communes ou les départements (1).

Comment admettre que le Conseil des Hospices eut pris une telle délibération, s'il avait été persuadé :

(1) Extrait du *Recueil des actes administ. du département du Rhône* (*Revue des Etablissements de bienfaisance*, 1885, p. 342).

que toutes les Communes du département avaient le droit de faire admettre gratuitement leurs malades à l'Hôtel-Dieu?

À la vérité, cette délibération n'eut pas d'effet. Elle n'en témoigne pas moins que l'administration des Hospices entendait réserver tous ses droits et user, le cas échéant, de l'art. 3 de la loi de 1851.

Nous en arrivons à cette conclusion : de 1851 à 1893, époque où fut votée la loi sur l'assistance médicale gratuite, l'Hôtel-Dieu ne fut pas, quant à l'admission des malades, soumis à un régime exceptionnel. C'est tout ce que nous voulions démontrer.

Ayant ainsi successivement examiné la période antérieure à la Révolution, puis la loi de l'an II, et enfin la loi de 1851, nous espérons avoir montré comment et pourquoi, bien qu'ils n'y eussent aucun droit, les malades étrangers à Lyon, furent reçus, hébergés, soignés gratuitement à l'Hôtel-Dieu. Cette explication historique nous paraît compléter la démonstration que, dans la seconde partie de cet ouvrage, nous nous étions proposé de faire. Rien, dans l'histoire de l'Hôtel-Dieu, n'autorise à penser que cet établissement doit être placé sous un régime exceptionnel en ce qui concerne la réception des malades. Rien n'autorise à penser que les malades étrangers à Lyon ont le droit d'être admis gratuitement dans cet hôpital. L'Hôtel-Dieu reste soumis à la loi commune ; cette loi, c'est celle du 15 juillet 1893. Il ne sera pas inutile d'en dire quelques mots.

TROISIÈME PARTIE

LA LOI DU 15 JUILLET 1893.

CHAPITRE UNIQUE

La loi du 15 juillet 1893

Nous n'avons pas l'intention d'exposer l'économie de la loi du 15 juillet 1893 ; cela n'ajouterait rien à la thèse que nous avons soutenue. Nous voulons seulement indiquer d'après quelles règles doit être fixé le prix de journée que les Hospices de Lyon sont en droit d'exiger des communes rurales pour l'hospitalisation de malades à l'Hôtel-Dieu.

Dans son article 24, la loi pose un principe général, mais l'article 26 réserve certains droits acquis, provenant d'actes de fondations, d'édits d'union ou de conventions particulières (1). Dans un premier para-

(1) Dans son art. 25, par. 2, la loi de 1893 déclare expressément que l'art. 1^{er} de la loi de 1881 n'est pas abrogé : c'est une dérogation importante à l'art. 24. Nous avons suffisamment parlé de l'art. 1^{er} de la loi de 1851 pour ne pas y revenir ici.

graphe, nous exposerons le principe ; dans un second paragraphe, nous dirons quelques mots des fondations ; dans un troisième enfin, nous parlerons des édits d'union. Nous n'aurons rien à dire sur les « conventions particulières », vu qu'aucune convention n'est jamais intervenue entre le département du Rhône ou une commune rurale et l'Hôtel-Dieu de Lyon. Le *modus vivendi*, dont il a été question dans le chapitre préliminaire, n'est pas une convention, le Conseil des Hospices s'étant réservé de le dénoncer quand et comme bon lui semblerait. Ce *modus vivendi* reposait sur une simple tolérance.

§ 1. — LE PRINCIPE

L'art. 24 de la loi de 1893 dispose :

Le prix de journée des malades placés dans les hôpitaux aux frais des communes, des départements ou de l'Etat, est réglé par arrêté du préfet, sur la proposition des Commissions administratives de ces établissements et après avis du Conseil Général du département, sans qu'on puisse imposer une journée inférieure à la moyenne du prix de revient pendant les cinq dernières années.

C'est donc au préfet du Rhône qu'il appartient de fixer le prix de journée pour les malades hospitalisés à l'Hôtel-Dieu. Le préfet doit tenir compte : 1^o des propositions faites par le Conseil d'administration des Hospices ; 2^o de l'avis du Conseil général (1).

(1) V. la circ. min. du 18 mai 1894.

Sur quelles bases sera établi le prix de journée ? Les pouvoirs du préfet sont-ils illimités et le représentant de l'Etat est-il autorisé à réduire les exigences du Conseil des Hospices ? Le préfet possède un droit d'appréciation limité : il ne peut imposer un prix de journée *inférieur* à la moyenne du prix de revient des cinq dernières années. Aussi, quel que soit l'avis émis par le Conseil général, quel que soit le chiffre des prétentions des Hospices, le préfet ne saurait légalement fixer un prix *inférieur* à la moyenne du prix de revient des cinq dernières années. Le Conseil d'Etat se montre rigoureux sur ce point. Un arrêt du 28 juin 1901 fixe sa jurisprudence à cet égard. Il est relatif à l'hôpital de Bourges. En voici les considérants :

Considérant que, par son arrêté du 31 juillet 1899, le préfet du département du Cher a fixé le prix de journée à 1 fr. 70 pour les malades de la circonscription hospitalière, et à 2 fr. 16 pour les communes de second rattachement ;

Considérant, d'une part, que des termes de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893, il résulte qu'il doit être fixé un prix de journée unique pour toutes les catégories de malades soignés dans l'hôpital ;

Considérant, d'autre part, qu'il résulte de l'instruction que le prix de 1 fr. 70 ne tient pas compte de tous les éléments de dépense qui doivent servir à calculer le prix de revient, et notamment des frais généraux du personnel administratif ou médical et du personnel affecté à la garde des malades, non plus que des dépenses d'entretien de l'hôpital et du mobilier, et qu'il est inférieur à la moyenne de ce prix de revient pendant les cinq dernières années ; qu'ainsi, il a été pris en violation de l'article 24 précité ; que,

dès lors, la Commission administrative est fondée à demander qu'il soit annulé.

Décide : l'arrêté du préfet du département du Cher, en date du 31 juillet 1899, est annulé (1) ».

A peine de nullité, l'arrêté du préfet fixant le prix de la journée d'hôpital doit donc tenir compte de tous les éléments de dépenses susceptibles de faire ressortir la moyenne du prix de revient des cinq dernières années, notamment des frais généraux du personnel, des dépenses d'entretien de l'hôpital et du mobilier (2). En somme, le préfet a toute liberté pour fixer un prix de journée *supérieur* à la moyenne du prix de revient des cinq dernières années; mais, dans aucun cas, le prix de journée pourra être *inférieur* à cette moyenne.

Par le fait même qu'un malade ayant droit à l'assistance dans une commune, est admis à l'Hôtel-Dieu, les administrateurs de cet établissement peuvent-ils exiger le paiement du prix de journée? Et, par contre, en offrant de payer le prix de journée, les communes rurales ont-elles le droit d'exiger que leurs malades indigents soient reçus à l'Hôtel-Dieu? A ces deux questions, réponse négative.

Pour la première question, une réponse négative est imposée par l'article 3, paragraphes 2 et 3, de la loi.

Dans le cas où il y a impossibilité de soigner utilement

(1) *Revue des Etablissements de bienfaisance*, 1902, p. 6.
— V. dans le même sens un arrêt du 24 déc. 1897, relatif aux hôpitaux d'Angers, même *Revue*, 1898, p. 70.

(2) V. circ. min. des 18 mai et 30 novembre 1894.

un malade à domicile (1), le médecin délivre un certificat d'admission à l'hôpital. Ce certificat doit être contresigné par le président du bureau d'assistance ou son délégué.

L'hôpital ne pourra réclamer à qui de droit le remboursement des frais de journée qu'*autant qu'il représentera* le certificat ci-dessus.

Si donc, le malade n'est pas muni du certificat et si, malgré cela, il est reçu dans un établissement hospitalier, cet établissement ne pourra exiger de la commune, dans laquelle le malade a droit à l'assistance, le remboursement des frais de séjour. La jurisprudence du Conseil d'Etat est, à ce sujet, très constante (2).

Nous arrivons à la seconde question. Une commune, même en offrant de payer le prix de journée fixé par le préfet, n'a droit à l'admission de ses malades indigents dans un hôpital, que si elle a été *rattachée* à cet hôpital par décision du Conseil général du département (3). Cela, afin d'éviter l'encombrement des hospices et hôpitaux et afin que, dans la mesure du possible, un malade, muni du certificat prévu par l'art. 3, parag. 2, se présentant à la porte d'un établissement hospitalier, ne soit pas refusé, faute de lit disponible.

En conséquence, une commune rurale du départ-

(1) La loi de 1893 organise également l'assistance à domicile et lui donne même la préférence sur l'assistance à l'hôpital.

(2) V. Bouisset, ouv. cit., p. 344-346.

(3) Art. 3, par. 1 et art. 4, par. 3.

tement du Rhône (1) n'a droit en principe à l'hospitalisation de ses malades à l'Hôtel-Dieu qu'à deux conditions : 1^o qu'elle ait été rattachée à cet établissement par décision du Conseil général du Rhône ; 2^o qu'elle s'engage à payer le prix de journée fixé par le préfet.

§ 2. — LES FONDATIONS

On entend ici par fondations, des libéralités entrevifs ou testamentaires faites à un hôpital ou à un hospice, à charge d'affecter un certain nombre de lits aux malades de telle ou telle commune. Quelques dons et legs de ce genre ont été fait à l'Hôtel-Dieu ; peu nombreux, ils datent tous du XIX^e siècle. C'est ainsi que la commune de Primarette, dans l'Isère, a droit de faire recevoir gratuitement un malade à l'Hôtel-Dieu ; que la commune de Vénissieux, dans le Rhône, bénéficie de trois lits. Il existe également une fondation en faveur de la commune de Francheville et une autre en faveur de Couzon-au-Mont-d'Or ; c'est tout. Mais, quand bien même toutes les communes rurales du département du Rhône et même des communes d'autres départements auraient ainsi le droit de faire admettre gratuitement un certain nombre de malades à l'Hôtel-Dieu, cela ne prouverait pas, bien au contraire, que cet établissement est tenu d'hospitaliser tout malade indigent

(1) Nous pourrions ajouter : « ou d'un département voisin », puisque le rattachement d'une commune à un hôpital d'un département voisin, est prévue par la loi.

qui se présente. Chaque commune baserait son choix sur un titre précis, indiscutable, qui fixerait la limite et la quotité de ce droit, lequel varierait d'une commune à l'autre, selon la générosité du bienfaiteur. Cela n'a rien de commun avec ce droit général, vague, ne reposant sur rien, que le département du Rhône affirme avoir sur l'Hôtel-Dieu.

Les fondations énumérées ci-dessus n'ont jamais suscité aucune difficulté. Dans un temps plus ou moins éloigné, toutefois, une difficulté pourrait surgir. Un jour viendra peut-être où le capital donné ou légué à l'Hôtel-Dieu pour l'affectation de 3 lits en faveur des malades de Vénissieux, par exemple, ne suffira plus, par suite de l'augmentation du prix de journée et des dépenses générales de l'établissement.

L'administration des Hospices serait-elle fondée à soutenir qu'elle ne doit plus réserver aux malades de Vénissieux qu'un ou deux lits, dont l'entretien représenterait, au nouveau tarif, le revenu du capital légué? Pourrait-elle demander la réduction du nombre des lits affectés aux malades de la commune bénéficiaire? Pareille question s'est déjà posée. La jurisprudence est encore indécise. Il semble bien toutefois que le principe même est admis, à savoir que les charges d'une fondation sont susceptibles d'être réduites quand elles excèdent le montant des revenus du capital légué ou bien donné (1).

(1) V. *Revue des Etablissements de bienfaisance*, un jugement du tribunal de Charolles, 1894, p. 291; même *Revue*, 1898, p. 260.

§ 3. — LES ÉDITS D'UNION

Au XVIII^e siècle, certains hôpitaux, maladreries et léproseries, dont la fondation remontait au moyen-âge, avaient cessé de recevoir des malades. La plupart tombaient en ruines. Les seigneurs des lieux ou les administrations municipales s'étaient emparés de leurs biens. Quelques établissements étaient même considérés comme des bénéfices et les titulaires se gardaient bien d'acquitter les charges primitives.

Louis XIV voulut remédier à cet état de choses. Un édit de décembre 1672 unit les biens de ces établissements à l'ordre de N. D. du Mont-Carmel et de Saint-Lazare.

Quelques années plus tard, en mars 1693, intervint un nouvel édit qui, pour satisfaire davantage aux intentions des fondateurs, désunit de l'ordre de Saint-Lazare les biens et revenus des aumôneries et des maladreries, et décida que ces biens et revenus seraient employés à secourir les malades pauvres des paroisses sur le territoire desquelles les établissements étaient situés. En conséquence, des arrêts du Conseil d'État du Roi, suivis de lettres-patentes, prononcèrent la réunion de certains établissements hospitaliers de minime importance à des établissements plus considérables. Les arrêts du Conseil imposaient, d'ailleurs, aux maisons bénéficiaires l'obligation de recevoir les malades des paroisses où s'élevaient les maladreries et léproseries réunies, à proportion des revenus que possédaient ces derniè-

res (1). Ainsi quelques communes acquirent le droit de faire admettre gratuitement leurs malades dans des hôpitaux voisins, jusqu'à concurrence d'une certaine somme. Ces droits, la loi de 1893 les a expressément réservés (2).

Le 16 juillet 1696, le Conseil d'État du Roi rendait l'arrêt suivant, dont un extrait est conservé aux archives de l'Hôtel-Dieu et un autre extrait aux archives municipales de Brignais :

Veu au Conseil du Roy l'advis du S^r Archevêque de Lion et du s^r Lambert Darbigny, conseiller de Sa Majesté en ses conseils, m^{re} des Requêtes ordinaires de son Hostel, intendant et commissaire départy en la généralité de Lion, sur l'employ à faire au profit des pauvres des biens et revenus des maladreries et hospitaux y mentionnés du diocèse de Lion, en exécution de l'édit et déclaration des mois de mars, avril et août 1693. Ouy le rapport du s^r de Ribeyre, conseiller d'Etat du Roy et suivant l'avis des sieurs conseillers, députés par Sa Majesté pour l'exécution des édit et déclaration, et tout considéré :

Le Roy en son Conseil, en exécution desdits édits et déclarations, *a uni et unit à l'hôpital des pauvres malades de la ville de Lion les biens et revenus des maladreries de Veize (Vaise) et de la Guillotière, scitués dans les faubourgs de ladite ville, des hôpitaux de Brignay (Brignais), Talluy*

(1) V. Marois, *Guide pratique de l'assistance médicale gratuite*, p. 105-106, et Daure, *L'Assistance médicale gratuite*, p. 313 314, auxquels nous empruntons les renseignements ci-dessus. Ces renseignements se trouvent, d'ailleurs, dans une foule d'ouvrages : v. par exemple, Bloch ou Lallemand, *ouv. cit.*

(2) Art. 25 précité.

(Talluyer) et Plambeau (1) et de l'hospital ou maladrerie de La Bresle (L'Arbresle), pour en jouir le 1^{er} juillet 1693 et estre lesdits revenus employés à la nourriture et entretien des pauvres malades dudit hôpital de Lyon, à la charge de satisfaire aux prières et services de fondations dont peuvent estre tenus lesdites maladreries de Veize et la Guillotière et lesdits hôpitaux de Bregnay, Talluy et Plambeau et ledit hospital ou maladrerie de La Bresle et de recevoir les pauvres malades des lieux et paroisses où sont scitués lesdits hôpitaux, à proportion leurs revenus. Et, en conséquence, ordonne Sa Majesté que les titres et papiers concernant lesdites maladreries de Veize et de la Guillotière, lesdits hospitaux de Bregnay, Talluy et Plambeau et ledit hospital ou maladrerie de La Bresle, biens et revenus en dépendant, qui peuvent estre en la possession de M. Jean-Baptiste Mace, cy-devant greffier de la Chambre royale aux archives de l'ordre de Saint-Lazare et entre les mains des commissaires préposés par le sieur Intendant et Commissaire départi en la généralité de Lyon, mesmes en celles des chevaliers dudit ordre, leur agens, commis et fermiers ou autres qui jouissaient desdits biens et revenus avant l'édit du mois de mars 1693, seront délivrés aux administrateurs dudit hospital de Lyon ; à ce faire les depositaires contrainctz par toutes voyes, ce faisant en demeureront bien et valablement déchargés. Et pour l'exécution du présent arrest seront toutes lestres nécessaires expédiées. Fait au Conseil d'Etat privé du Roy, tenu à Paris le 13^e jour de juillet 1696.

Suivent les lettres-patentes données à Fontainebleau au mois d'octobre de la même année. Dans ces lettres, il est dit que les maladreries et hôpitaux précités avaient été précédemment unies à l'ordre N.-D. du Mont-Carmel et de Saint-Lazare.

(1) C'est actuellement un lieu dit situé sur le territoire de la commune de Limonest.

L'Hôtel-Dieu de Lyon se vit donc attribuer les biens et revenus des hôpitaux et maladreries de Vaise, la Guillotière, Plambeau, Talluyer, L'Arbresle et Brignais. Les quartiers de Vaise et de la Guillotière ayant été annexés à la ville de Lyon, et tous les malades de cette ville étant reçus gratuitement à l'Hôtel-Dieu, toute difficulté relative à ces deux maladreries a disparu. Par contre, les communes des Taluyers, de l'Arbresle, de Brignais, et enfin de Limonest (hôpital de Plambeau), peuvent-elles, de nos jours, faire valoir des droits sur l'Hôtel-Dieu, en exécution de l'arrêt et des lettres-patentes de 1696. Cela n'est pas douteux (1), mais déterminer la valeur de ces droits est chose extrêmement difficile. Les droits dont s'agit sont délimités par les termes de l'arrêt du Conseil, d'après lequel l'Hôtel-Dieu est tenu de recevoir les malades à *proportion* des revenus apportés. D'où cette difficulté considérable d'apprécier ce que ces revenus représenteraient actuellement en journées de malades.

Si les communes intéressées s'étaient immédiatement prévaluées de leurs droits, nous aurions une base. Il n'en fut point ainsi, pour cette raison qu'alors l'Hôtel-Dieu était ouvert à tous les malades, sans distinction de lieu d'origine. A deux siècles de distance, il est fort malaisé de retrouver des documents suffisants pour élucider la question. Fouiller les archives des communes est un travail long et

(1) Art. 25 de la loi de 1893.

pénible ; souvent, il ne donne aucun résultat, ces archives étant ou mal tenues ou incomplètes.

Nous allons essayer toutefois de donner quelques précisions en ce qui concerne la maladrerie de Brignais.

Les archives municipales de Brignais renferment le document suivant :

Le trente-unième et dernier jour de may mil six cent quatre vingtz dix huit, après midy, à la requeste des sieurs Recteurs et Administrateurs du grand Hostel-Dieu Nostre-Dame de Pitié du pont du Rosne de cette ville de Lyon, impétran, je, Alexandre Garnier, huissier, sergent royal au présidial dudit Lyon, y demeurant place Neusve, paroisse Sainte-Croix, soulz signé, certiffie avoir inthimé, signifié la présente coppie au Sr Chambry, marchand hostellier, demeurant à Bregnay, à ce que du contenu en l'arrest dont copie est de l'autre part, il n'en ignore et n'aye à payer à autres la pension ou autre debte de quelle nature qu'il puisse estre, appartenans à la maladrerie dudit Brignais, qu'ausdits sieurs Recteurs ou peynes de droict, parlant à la personne trouvé en son domicile audict lieu de Bregnay où je me suis exprès transporté à cheval, distant dudit Lion de deux lieues. — Garnier.

D'autre part, après de longues recherches, M. Croze, le distingué archiviste des Hospices civils de Lyon, a retrouvé, dans les archives de l'Hôtel-Dieu, les documents ci-dessous :

¹⁰ Une signification de l'arrêt de 1696, en date du 17 juin 1698, à Audaz de Fontaine dit Pelet, habitant Vourles, avec défense « de ne payer qu'aux sieurs Recteurs de l'Hôtel-Dieu les pensions, rentes,

baux à ferme et autres dettes appartenant à la maladrerie de Brignais, Vourles en dépendant. »

2^o Pareille signification, en date du 20 juin 1698 :
a) à Jean Billion, mari de Jeanne-Marie Murel, héritière de Guillaume Murel, son père ; *b*) à Claudine Molin, veuve de Mathieu Buisson, tous deux habitant Vourles.

3^o Une ordonnance rendue par M. de Saci, lieutenant-général de la Sénéchaussée, le 23 janvier 1699, contenant permission accordée aux Recteurs de l'Hôtel-Dieu de faire établir une description de l'état des bâtiments dépendant des maladreries de Vaise et de la Guillotière et des hôpitaux de Brignais, Taluyers, Plambeau et l'Arbresle.

Il est bien manifeste que les Recteurs essayèrent de tirer profit de l'union de la maladrerie de Brignais à l'Hôtel Dieu. Reste à savoir ce qu'ils retirèrent en réalité. Le seul renseignement que l'on possède à ce sujet consiste en un article, en date du 8 octobre 1698, du registre des comptes de Jean Bourne, alors trésorier de l'Hôtel-Dieu. Jean Bourne reconnaît avoir reçu :

1^o De Jean Belon et Marie Burel (1), pour acompte des arrérages de cinq ans, échus au mois de juillet précédent, d'une pension de 6 livres 15 sous par an, qu'ils doivent pour les maladreries de Vourles et de Brignais..... 32 livres 17 sous

(1) L'exploit du 20 juin 1698 précité porte *Billion* et *Murel*.

2^o De Claudine Moulin (1), veuve de Mathieu Buisson, tutrice de leurs enfants, pour arrérages de cinq ans, échus en juillet, d'une pension de 15 sous par an, due aux maladreries de Vourles et de Brignais..... 3 livres 12 sous

Soit une somme totale de..... 36 livres 9 sous

L'Hôtel-Dieu reçut-il davantage? L'inventaire, établi en 1701 par ordre des Recteurs, ne fait aucune mention, dans le relevé des domaines, rentes ou pensions formant la dotation de l'établissement, des biens provenant de la maladrerie de Brignais, pas plus, d'ailleurs, que des biens des autres maladreries ou hôpitaux unis en 1696.

Trente-six livres 9 sous! Cela représente à peine prix de quelques journées d'hospitalisation.

En supposant que de nouveaux documents soient découverts et que la commune de Brignais ou toute autre commune intéressée veuille faire valoir ses droits, la question pourra être réglée par décret rendu après avis du Conseil d'Etat. Il a été jugé à plusieurs reprises que les arrêts et lettres patentes d'union constituaient des actes purement administratifs, qui ont eu simplement pour effet de régler l'emploi et l'application aux malades indigents de la commune, des biens des hôpitaux et maladreries unis, et non d'en transférer la propriété à l'établissement bénéficiaire (2).

(1) Le même exploit porte *Molin*.

(2) D. 56-3-23. — V. égal. les arrêts cités par la *Revue des Etablissements de bienfaisance*, 1887, p. 304, et par Fleury RAVARIN, ouv. cit., p. 82.

L'Hôtel-Dieu n'est pas devenu propriétaire de biens ayant appartenu aux hôpitaux de Brignais, Taluyers, l'Arbresle et Plambeau et si les communes intéressées, se prévalant de l'arrêt de 1696, prouvaient que cet établissement a réellement été mis en possession des biens dont s'agit, un décret du Président de la République serait suffisant pour déterminer et régler à nouveau l'emploi des mêmes biens.

CONCLUSION

Elle sera brève. Nous nous sommes efforcés de prouver que l'Hôtel-Dieu de Lyon n'était pas un établissement exceptionnel. Il n'y a donc aucune raison pour soutenir qu'il n'est pas soumis aux règles du droit commun concernant l'admission des malades indigents dans les hôpitaux, c'est-à-dire à la loi du 15 juillet 1893.

Si durant plusieurs siècles, cet établissement demeura indistinctement ouvert à tout malade qui se présentait, c'était pour des raisons de fait et non pour des raisons de droit.

Tout bien considéré, l'opinion selon laquelle l'Hôtel-Dieu serait tenu de recevoir tous les malades, sans distinction de lieu d'origine, sans tenir compte des règles du domicile de secours, cette opinion repose sur deux erreurs historiques. La première,

c'est la tradition rapportant que l'Hôtel-Dieu fut fondé au VI^e siècle, par le roi Childebert et la reine Ultrogothe, et que la constitution de cet établissement fut fixée par le cinquième Concile d'Orléans. La seconde erreur, c'est l'explication que l'on a donnée de l'expression *Hôpital général* appliquée à l'Hôtel-Dieu, explication qui est en contradiction manifeste avec ce que nous apprennent, d'une part, l'histoire des établissements hospitaliers et, d'autre part, des documents du XVII^e et du XVIII^e siècles. Nous avons essayé de rétablir la vérité historique.

De l'ensemble de cet ouvrage trois choses ressortent nettement :

1^o Si haut que l'on remonte dans le passé, il est impossible de trouver une base solide à la prétention émise par le département du Rhône.

2^o Autrefois toutes les communes payaient pour l'admission de leurs malades ; elles payaient de manières indirectes et bien diverses, mais elles payaient. Aujourd'hui, elles sont tenus de payer d'une manière uniforme, fixé par l'art. 24 de la loi de 1893.

3^o Les communes qui ont ou croiraient avoir des droits spéciaux, peuvent évidemment les faire valoir ; mais ces droits ne porteront jamais que sur un nombre limité de lits. Au-delà, la commune bénéficiaire devra payer comme les autres.

Si la convention tripartite, proposée par M. le Maire de Lyon, au nom de la ville, à la commission

des Hospices et au Conseil général du Rhône, était définitivement acceptée par les intéressés, cet ouvrage traitant un sujet qu'il nous parut curieux de fouiller, n'aurait plus qu'un intérêt historique. Mais n'a-t-on pas coutume de dire qu'un mauvais arrangement vaut mieux qu'un bon procès ?

Vu :

Lyon, le 15 juin 1912

Le Président de la Thèse,
Jean APPLETON.

Vu :

Lyon, le 18 juin 1912

Le Doyen de la Faculté,
FLURER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 19 juin 1912

Le Recteur de l'Académie,
JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Comment s'est posée la question ?.....	7
---	---

PREMIÈRE PARTIE

Quelques notes sur l'Histoire de l'Hôtel-Dieu

CHAPITRE PREMIER. — Les origines de l'Hôtel-Dieu.....	29
CHAPITRE II. — Des origines au commencement du XIV ^e siècle. — Les confrères du Saint-Esprit.....	55
CHAPITRE III. — Les Cisterciens.....	74
CHAPITRE IV. — Les Consuls.....	85
CHAPITRE V. — Les Recteurs.....	100
CHAPITRE VI. — L'administration municipale.....	110
CHAPITRE VII. — La commission administrative des Hospices civils de Lyon.....	118
CHAPITRE VIII. — Le Conseil général d'administration des Hospices civils de Lyon.....	123

DEUXIÈME PARTIE

A la recherche d'un droit

CHAPITRE PREMIER. — Commenté lucider le problème ?	129
CHAPITRE II. — L'Hôtel-Dieu est-il un hôpital Lyon- nais ?.....	132
I. — La fondation de l'Hôtel Dieu et les actes de cession antérieurs à 1789.....	132
II. — Epoque postérieure à 1789.....	160
CHAPITRE III. — L'Hôtel-Dieu Hôpital général.....	165
CHAPITRE IV. — Les privilèges de l'Hôtel-Dieu.....	173
CHAPITRE V. — Les 'ressources et la dotation de l'Hô- tel-Dieu	194
I. — Qui payait autrefois ?.....	195
II. — Qui doit payer aujourd'hui ?	206
III. — La dotation de l'Hôtel-Dieu.....	216
CHAPITRE VI. — L'Hôtel-Dieu et la théorie du domi- cile de secours.....	224
I. — Le moyen-âge et l'ancien régime.....	225
II. — La loi de vendémiaire an II.....	249
III. La loi du 7 août 1851.....	255

TROISIÈME PARTIE

La loi du 15 juillet 1893

CHAPITRE UNIQUE. — La loi du 15 juillet 1893.....	273
I. — Le principe.....	274
II. — Les fondations.....	278
III. — Les édits d'union.....	280
CONCLUSION	289
TABLE DES MATIÈRES.....	293

